

Pour mettre fin à la grève

Le président Carter réquisitionne les mineurs

(LIRE PAGE 3)

L'ARTICLE DE MICHEL TATU

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Arabie, 1,60 dir.; Belgique, 130 m.u.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 13 sch.; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; France, 100 fr.; Grèce, 200 dr.; Irlande, 200 sh.; Italie, 350 L.; Japon, 200 ¥; Luxembourg, 13 fr.; Pays-Bas, 3 fr.; Portugal, 20 esc.; Suisse, 2,80 fr.; Soudan, 100 S.; U.S.A., 65 cts.; Yougoslavie, 10 din.

Tarif des abonnements page 17
S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télé. Paris n° 630572
Tél. : 246-72-23

Marché chaotique sur le dollar

Après son redressement de la semaine précédente, le dollar a connu des variations spectaculaires dans la matinée du lundi 6 mars.

L'annonce du rejet d'un projet d'accord par les ministres américains, en outre, provoquait initialement une hausse de la monnaie américaine à Francfort, cette dernière revenant de 2,82 à 2,84 dollars contre 1,8500 franc suisse. A Paris, le dollar touchait son cours historique de 235,20 francs, mais le marché se calma vite, le dollar se vendant à 235,00 francs. L'annonce du rejet d'un projet d'accord par les ministres américains, en outre, provoquait initialement une hausse de la monnaie américaine à Francfort, cette dernière revenant de 2,82 à 2,84 dollars contre 1,8500 franc suisse. A Paris, le dollar touchait son cours historique de 235,20 francs, mais le marché se calma vite, le dollar se vendant à 235,00 francs.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Nouvelle Constitution en Chine

La Chine, qui ne connaît pas les affaires préélectorales des pays occidentaux, vient néanmoins de sortir d'une période difficile due au fait que l'incertitude régnait au sujet des prochains dirigeants du pouvoir. Depuis la mort de Mao Tse-toung, personne n'était en mesure de dire quelle « ligne » politique allait prévaloir et quel homme l'incarnerait. Le onzième congrès du parti, en août 1977, n'avait pas tranché le débat qui semblait s'être converti entre les partisans de M. Hua Kuo-feng et ceux de M. Teng Hsiao-ping. Le report de la session parlementaire qui aurait dû suivre ce congrès apparaissait comme la preuve de l'insécurité de la direction collective à proposer au pays un homme et une politique acceptables pour le plus grand nombre.

Depuis la clôture de cette session parlementaire, a-t-on dit pendant des mois, M. Hua Kuo-feng dispose de pouvoirs sans doute aussi étendus que ceux de Mao Tse-toung. M. Teng Hsiao-ping a-t-il renoncé de lui-même au poste de premier ministre en raison de son grand âge, comme le disent les Chinois, ou bien s'est-il incliné devant la majorité attendante que le rapport des forces lui soit plus favorable ? L'épais mystère qui entoure la vie politique chinoise ne permet pas de se prononcer. En revanche, si une rivalité de personnes subsiste, on ne voit plus, après la publication du rapport de M. Hua Kuo-feng, en quoi la politique annoncée par le chef du gouvernement est différente de celle préconisée depuis des années par M. Teng Hsiao-ping.

Non seulement M. Hua Kuo-feng annonce des projets gigantesques pour la mise en valeur du pays, fixe des objectifs ambitieux pour la production nationale, mais encore — et c'est là l'élément nouveau — il promet une augmentation de la consommation des ménages; la population peut enfin toucher un début de « récompense » après des années de sacrifices dont les vestiges ne restent plus qu'à saboter en par la « bande des quatre ». Cette rélaxance de la consommation individuelle est soulignée par les étrangers vivant à Pékin, qui notent par exemple une évolution significative de l'habillement.

La modernisation générale des unités de production se fera grâce à l'apport de « techniques nouvelles », c'est-à-dire, comme le souhaite M. Teng Hsiao-ping, par l'utilisation de techniques étrangères. Le pays sort d'ailleurs de son isolement récent; des centres artistiques étrangers sont de nouveau accessibles au public, des touristes arrivent en nombre croissant et sont invités à visiter des villes ou des régions autrefois interdites.

La session de l'Assemblée, si elle n'a pas apporté de grands changements politiques, a consacré une évolution de la société chinoise, moins mobilisée qu'auparavant par l'idéologie officielle. La nouvelle Constitution qu'elle vient d'adopter va aussi dans le sens de cette évolution. Tout en présentant la Chine comme un « E.L. socialiste de dictature du prolétariat », la Loi fondamentale insiste sur les droits juridiques des citoyens et renforce les prérogatives de l'Assemblée, qui n'est plus placée sous la direction du parti.

Tous les membres de l'Assemblée, choisis à l'échelon local, ne s'identifient pas au pouvoir. Des représentants des différentes professions jusqu'à présent représentés dans le pays, des personnalités issues de minorités nationales, quelques artistes et intellectuels, ont siégé — comme députés à part entière ou « à titre d'observateurs » — dans une Assemblée qui « désormais le « droit d'interpeller » le gouvernement. A défaut de satisfaire les vieux compagnons de Mao Tse-toung, qui se sont entendus pour maintenir au pouvoir la génération ancienne, ils ont au moins la parole ouverte pour des évolutions nouvelles.

Le P.C. et la C.G.T. récusent toute solution tendant à faire gérer la crise par la gauche

M. Ségué et « l'Humanité » critiquent M. Mendès France

A cinq jours du scrutin, la tension demeure vive au sein de l'opposition, où les communistes critiquent à la fois MM. Fabre et Mendès France. M. Ségué est intervenu dans le même sens, la dénonçant les « manœuvres » tendant à rechercher des hommes providentiels et à rassurer la majorité en privant une gestion de la crise économique.

respectivement le général Bigard et M. Haby, M. Ségué devait indiquer que, quel que soit le résultat des élections, il engagera à l'issue du scrutin des pourparlers en vue d'alléger la majorité.

LE CALICE DE LA VICTOIRE

par MAURICE DUVERGER

Les électeurs de gauche vont-ils obliger le parti communiste à choisir clairement entre deux stratégies qui lui déplaisent à peu près autant ? La stabilité de leurs intentions de vote conduit à le penser. Elle constitue un phénomène extraordinaire. Normalement, la rupture brutale d'une alliance détermine et délie beaucoup de ceux qui faisaient confiance pour gouverner. Surtout quand cette rupture est suivie pendant cinq mois d'une politique violente et constante entre les ex-alliés. Cette conséquence naturelle ne s'est pas produite. La gauche conserve toujours entre cinq et sept points d'avance sur l'actuelle majorité (écart constant depuis trois ans d'ailleurs). Le P.C. continue toujours une avance du même ordre sur le P.C.F. Ce dernier risque donc d'être obligé d'affronter la situation qu'il espère éloigner en rompant avec ses partenaires du programme commun. Sera-t-il obligé de boire le calice de la victoire ?

Chacun est frappé, ou devrait l'être, par le caractère qu'a pris la campagne de l'opposition; celui de la lutte des classes la plus sommaire. Et même, c'est peu dire. La lutte des classes du dix-neuvième siècle se réitérait à des notions relativement complexes, et que le développement social a encore beaucoup compliquées. Mais en lançant les « peuples » et l'assaut des « patrons », on abandonne le langage pseudo-scientifique du marxisme pour faire appel aux instincts élémentaires qui peuvent déclencher les ressorts de la révolution. On fait appel à ce qu'il y a de plus bas dans l'homme : l'envie, la jalousie, la haine.

La haine sociale

par ALAIN PEYREFITTE

Chacun est frappé, ou devrait l'être, par le caractère qu'a pris la campagne de l'opposition; celui de la lutte des classes la plus sommaire. Et même, c'est peu dire. La lutte des classes du dix-neuvième siècle se réitérait à des notions relativement complexes, et que le développement social a encore beaucoup compliquées. Mais en lançant les « peuples » et l'assaut des « patrons », on abandonne le langage pseudo-scientifique du marxisme pour faire appel aux instincts élémentaires qui peuvent déclencher les ressorts de la révolution. On fait appel à ce qu'il y a de plus bas dans l'homme : l'envie, la jalousie, la haine.

MEME GUERIN
D'UNE LIBERATION
CONDITIONNELLE

VELLES BRÈVES

PARIS
VIBAY
50F

On le louange.
On le questionne.
On le conteste.
Konrad Lorenz répond.

Flammarion.

KONRAD LORENZ
ECRITS
ET DIALOGUES AVEC
RICHARD L. EVANS

Konrad Lorenz
écrits et dialogues
avec Richard L. Evans
328 pages, 48 F.

FLAMMARION

AU JOUR LE JOUR

La France insondable

Dans cette société où nous vivons de plus en plus en contemplation de nous-mêmes, nous faisons l'étrange expérience de vivre sans sondages.

Et pas question d'effectuer des sondages pirates, qui tenteraient de nous faire savoir par des voies détournées ce qui se passe dans nos têtes, par exemple de savoir si les électeurs de la majorité sont plus nombreux à tremper leurs tartines dans le café ou lait que les électeurs de l'opposition.

Durant cette période, privés de leur miroir statistique, il y aura donc ceux qui vivent sans savoir ce qu'ils pensent, ceux qui vivent sans savoir ce qu'ils font penser et ceux qui pensent sans savoir ce que cela va donner. Au soir du deuxième tour, il sera urgent de procéder à un sondage pour savoir comment les Français ont pu survivre deux semaines sans sondages.

BERNARD CHAPIUS.

Une dévaluation du franc vert de 1,2% applicable immédiatement. Cela signifie, en pratique, une augmentation du montant des prix garantis payés aux agriculteurs français (argument électoral non négligeable) avec, comme corollaire, une réduction immédiate des M.C.M. appliqués par la France de 1,5%. Les M.C.M. applicables depuis lundi ont été fixés par la Commission à 23%. Le gouvernement de Paris, entretenant la réglementation européenne, a donné instruction aux douanes, au sein de la Commission à appliquer le taux de 21,5%. La dévaluation du « franc vert » et la réduction des M.C.M. qui en résulte permettraient de régulariser le mouvement d'humidité de Paris (23% - 1,5% = 21,5%).

PEINTURE RUSSE AU GRAND PALAIS

Les gens du voyage

Après l'exposition romantique de 1976-1977, voici la peinture russe de la seconde moitié du dix-neuvième siècle et du début du vingtième. Un vingtième siècle que l'on a arrêté assez tôt : en 1905, c'est-à-dire avant que commence ce que Camille Grey a nommé « the great experiment », la grande expérience, qui se terminera tragiquement à l'époque stalinienne mais après avoir fait de la Russie pendant une vingtaine d'années un des centres les plus actifs et sans doute le plus radical de l'avant-garde européenne.

Par rapport à l'orthodoxie qu'imposait à Saint-Petersbourg l'Académie Impériale des beaux-arts, la déchristianisation commença en 1863. Cette orthodoxie n'est pas ce que la Russie a connu de pire et ne devait être ni plus ni moins mélangée que le plupart des orthodoxies du siècle dernier; on aurait d'ailleurs pu nous en montrer quelques exemplaires à titre de repoussoir au docteur de comparaison. Mais il faut reconnaître que le sujet m'a en ce sens cette année-là n'était pas de nature à galvaniser de jeunes esprits, puisqu'il s'agissait de représenter « un banquet au Walhalla ».

ANDRÉ FERMIER.

(Lire la suite page 22.)

idées

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Jean-Toussaint Desanti

II. — « Laissons exister toutes les contestations, prenons parti pour elles »

Après avoir répondu à la question « La philosophie, à quoi bon ? », Jean-Toussaint Desanti en vient, dans la seconde partie de cet entretien, aux problèmes de notre société et de la contestation de cette société.

Vous continuez à faire de la philosophie, à quel prix peut-elle survivre et pourquoi en faites-vous ?

Vous me demandez en somme quelle voie s'ouvre devant l'exigence philosophique. Parce qu'il faut bien voir que cette exigence existe. Elle existe sous des formes diverses, antagonistes même me semble-t-il, et c'est ce qui est inquiétant. Il y a une revendication de philosophie chez les gens ; tous se posent des questions concernant ce qu'ils font, sur le sens qu'ils peuvent donner ou ne pas donner à leur vie du fait que, souvent, leur vie professionnelle est étrangère et privée de sens ; donc, ils se posent la question de savoir « pourquoi est-ce que j'en suis réduit là ? ».

Et puis, il y a des questions tout fait fondamentales que personne n'a jamais résolues et qui se posent à eux, sur la mort, la souffrance, la maladie ; des situations qui les inquiètent au plus haut point ; la guerre, les dangers qui pèsent sur le monde. Sur ces problèmes, enracinés dans la vie elle-même, chacun commence toujours à donner ou à proposer des réponses, c'est-à-dire à s'émanciper une certaine conception qui le console ou continue à l'inquiéter, mais peu importe : de toute façon chacun s'organise son monde en marge des savoirs, ou en mobilisant des formes de savoir à peine élaborées, vaguement formulées.

C'est un univers mobile, de pensées fragiles ou consistantes, avec lesquelles chacun vit, qu'il interroge, qu'il modifie au gré des circonstances de sa vie. Un univers qui finit par être un élément de sa personne. Je dirai donc que, de ce point de vue, tous les gens, pour peu qu'ils suivent avec un certain degré de conscience et se servent de leur langue maternelle, sont philosophes. Ils le sont dans la mesure où cet univers s'organise, où ils ne vivent pas dans la totale division d'eux-mêmes, s'efforçant au contraire de se constituer d'une façon plus ou moins unitaire.

Le champ de la discipline, exactement comme l'algèbre ou la topologie différentielle se développent dans leur champ. Ce qui engendre nécessairement, à l'égard des gens ordinaires, dans le pire des cas un effet d'indimidation ou d'exclusion, dans le meilleur le désintérêt, l'impression de n'être pas concerné.

Si donc un homme du quotidien s'en va interroger quelqu'un de la confrérie sur les questions qui justement lui tiennent à cœur (de ces questions qui concernent la vie et la mort, et l'ordonnance des désirs, et les maux de la société et d'autres encore, en nombre illimité, pour qu'il ne s'ennuie pas ?), que pensez-vous que puisse lui répondre notre clerc hautement spécialisé, dont le métier est d'affiner les argumentations, subtils, utiles ; mais ces travaux restent des travaux d'école. Ils se développent dans

le champ de la discipline, exactement comme l'algèbre ou la topologie différentielle se développent dans leur champ. Ce qui engendre nécessairement, à l'égard des gens ordinaires, dans le pire des cas un effet d'indimidation ou d'exclusion, dans le meilleur le désintérêt, l'impression de n'être pas concerné.

Si donc un homme du quotidien s'en va interroger quelqu'un de la confrérie sur les questions qui justement lui tiennent à cœur (de ces questions qui concernent la vie et la mort, et l'ordonnance des désirs, et les maux de la société et d'autres encore, en nombre illimité, pour qu'il ne s'ennuie pas ?), que pensez-vous que puisse lui répondre notre clerc hautement spécialisé, dont le métier est d'affiner les argumentations, subtils, utiles ; mais ces travaux restent des travaux d'école. Ils se développent dans

assumées dans de grands mouvements de transformation historique qui reconstituaient le tissu. Les déchirures auxquelles je pense sont minimes d'apparence ; modestes et locales, elles ne paraissent concerner que de petites choses de la vie quotidienne, ou des situations de peu

de poids, ou des gens sans foi ni loi : des prisonniers, des étrangers, des gens qui semblent n'habiter nulle part, écartés, refusés, marginaux. Et qui pourtant vivent. Ils vivent leur vie de société hors du tissu social, mais dans la société pourtant. Cela s'appelle « révoltes ».

L'histoire se pourrait

En certains points, sporadiques, spontanées et non organisées, ces révoltes naissent un temps s'entêtent, puis s'éteignent et meurent pour renaître en d'autres lieux. Je ne veux pas en faire le compte. Mais l'Italie et l'Allemagne d'aujourd'hui ne sont pas le seul exemple. Déchirures et explosions locales en marge des partis et des syndicats ; déchirures et explosions non gérées, mais qui se produisent et essaient. Elles se distinguent fondamentalement des grosses déchirures structurelles en ce qu'elles ne sont pas prises d'avance dans les dessins du tissu social, comme le sont par exemple les antagonismes de classe. Ces antagonismes, dès qu'ils deviennent conscients et dès que ces formes de conscience se défont en théories, débouchent toujours (et ont effectivement débouché) sur un système de règles stratégiques et gestionnaires.

L'usage de ces règles a toujours concerné jusqu'à un certain état de société, un état qu'il s'agit de maintenir et de promouvoir, ou de renverser pour en faire venir un autre. Mais toujours le lien social est là dans son exigence primordiale, avec son poids spécifique, son inertie non interrogée. Le lien social demeure le bien suprême et le sol premier. Eh bien, il me semble qu'aujourd'hui ce sol se dérobe. Et si on ne comprend pas ce phénomène, si l'on garde encore intacts les vieux schémas d'universalisation et les antiques thèses stratégiques, alors je n'hésite pas à dire que l'on se tient hors de ce temps et que l'on paiera très cher cet aveuglement.

Voilà que nos sociétés produisent les points où elles deviennent fondamentalement étran-

gères à elles-mêmes, ces trous par où fuit la substance sociale, mais qui vivent pourtant. Alors la tentation est grande de répéter encore ce qui fut fait autrefois, au temps où naissaient les premières révoltes ouvrières, et de chercher encore le salut dans quelque « science ». Chercher en somme à penser ensemble ces déchirures, à définir leur configuration, à les organiser en un « front », les rabattant ainsi sur des formes de lutte bien connues et apprivoisées.

Résistons à la tentation, sous peine de manquer le phénomène. Laissons-le d'abord se manifester dans sa sauvagerie inventive et spontanée. Et demandons-nous plutôt : quelque chose n'est-il pas venu à épuisement dans nos sociétés ? Ce qui est venu à s'épuiser n'est-ce pas précisément ce à quoi nous tenons le plus, ce à quoi nous ne renoncions que le nouveau sur la gorge, ce qui fait notre apparente sécurité, notre rassurante logique et notre habituel confort ? N'est-ce pas cet épuisement qui se manifeste en ces lieux où notre société semble s'échapper à elle-même ? Et ceux qui inventent en se révoltant ne témoignent-ils pas, par leur dénegation même, pour le caractère insupportablement et métriquement répétitif de nos conduites sociales ?

À ces questions je répondrai : « Oui, et ce bien ainsi. Nous vivons dans la *compulsion répétitive* ». Il est essentiel que le plus grand nombre en prenne conscience, avant que ne se lève le jour amer du réveil.

N'est-ce pas alors la raison elle-même qui s'est épuisée ?

Je n'en dirai pas tant. Je ne crois pas qu'elle s'épuise jamais, pour peu qu'il y ait encore des gens pour s'occuper d'elle et la secouer, ce qui ne saurait manquer. Mais prenons garde : nous sommes sur la corde raide. Dans ce que nous appelons « rationalité » il n'y a rien qui de soi puisse devenir inquiétant. Au contraire. Je veux dire que la rationalité rassure. Et là est le problème. Ce qui rassure, on n'y touche pas. Ce qui rassure, on le sacrifie, on le ritualise, on l'embaumine, on le conserve. Et nous voici un rouet répétitif.

Tout se passe de nos jours comme si chacun s'en remettait à d'autres de la logique des choses. Comme s'il exhortait une logique des choses, bien réglée et toute prête, dont les gardiens seraient anonymes. Eh bien, non ! Cela, il faut de toute urgence l'interrompre. Que chacun décide de s'installer de sa propre autorité

responsable et seul gardien. Cette logique des choses apprenons à la pourchasser, à la concasser, sans trêve ni repos. La vie rationnelle, sans compulsion répétitive, est à ce prix. Or nous sommes loin du compte. Faut-il s'étonner alors et s'indigner, si dans leur sein refraîchissent, dans leur quête inventive, beaucoup aujourd'hui inquiet et contestent la raison ? Mieux vaut s'efforcer de comprendre le symptôme.

Mais alors, est-ce que c'est ce que Merleau-Ponty, que vous citiez tout à l'heure, appelait « le pourrissement de l'histoire » ?

D'une certaine façon, oui, l'histoire se pourrait. Elle se perd dans les sables, enfouie dans sa propre forme. Plus d'invention ; les solutions que l'on propose sont toujours des arrangements ; nous vivons dans une immense combinaison, ne machinant jamais que des données disponibles. C'est ce phénomène qui, localement, engendre le refus.

Comment peut-on réagir, comment peut-on contribuer individuellement et modestement à le surmonter ?

Je ne crois pas qu'on puisse proposer de solution globale, mais on peut définir quelques attitudes éthiques et provisionnellement rationnelles, faire en sorte que les déchirures s'élargissent. Bref, résister à la cécité.

Contestons !

Où, contestons ! Laissons exister toutes les contestations, prenons parti pour elles. Elles témoignent a contrario pour notre société. Ne les laissons pas étouffer.

Même si la contestation apparaît quelquefois sommaire et dérisoire ?

Même si elle apparaît sommaire et dérisoire, elle n'en est pas moins le symptôme de l'état de notre société et un symptôme positif. Je veux dire : le refus. Vous me direz que c'est une mauvaise perspective : une perspective non politique et que cela est fâcheux. Bien sûr, c'est maigre. Mais fâcheux, je ne crois pas. Le danger serait ici de répéter, à nouveau et de se dire : « Voilà des gens qui contestent ici, d'autres là, d'autres là-bas, et voici que le tissu social fuit en tous ces points où ils contestent. Est-il possible d'unifier tout cela et de constituer un front de combat organique ? » Si l'on pose cette question, on se condamne à répéter. On s'attelle de nouveau au char des stratégies, au rouet des réglementations gestionnaires. Et immanquablement se reproduit encore, en d'autres points non prévus, la rupture du tissu social.

Non ! Il importe de résister à ces entraînements stratégiques, laissons venir, laissons se manifester, approfondissons les lieux et les vides du refus. Car c'est cela, ces vides, qu'il faut apprendre, non pas à maîtriser, mais à s'interroger sur leur sens, même (et surtout) si l'avenir paraît leur manquer.

FIN

Propos recueillis par PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

LE POINT DE VUE DE... BERNARD GRANOTIER

(Sociologue, Bernard Granotier est consultant à l'UNESCO.)

Quand des hommes nouveaux...

« Les Républiques seront heureuses quand les philosophes régneront ou quand les rois philosophent. » La célèbre formule de Platon jette une lumière inattendue sur le scène internationale contemporaine, pour peu que l'on explicite les termes. Si ces « philosophes » étaient les « Hommes Nouveaux » ? (1) C'est-à-dire des hommes qui ne se déterminent pas par leur situation dans la hiérarchie sociale, ou par leur appartenance idéologique, mais qui se reconnaissent par leur aptitude à incarner une forme de conscience nouvelle.

Les espoirs et les craintes de l'opinion se concentrent aujourd'hui, en France, sur les élections. Pourtant le déroulement de la 32^e session de l'Assemblée générale de l'ONU est venu nous remettre en mémoire que les échéances nationales ne sont pas les seules à considérer. Les rapports de force déterminants pour l'avenir ne se développent pas de nos jours à une échelle qui, historiquement, est sans précédent ? Les signaux d'alarme sont devenus trop nombreux (surpopulation, possibilité d'un désastre nucléaire, risques d'irréversibilité dans les déséquilibres écologiques) pour qu'il soit permis d'ignorer plus longtemps que ce sont les destinées de l'humanité elle-même qui obligent à considérer le phénomène du pouvoir au niveau international.

Au plan mondial, aucun pôle régulateur n'est reconnu avec la même évidence que, par exemple, l'Église catholique romaine au Moyen Âge ou le système des alliances issues du Traité de Vienne de 1815, pendant le dix-neuvième siècle européen. Rien donc, dans la situation actuelle, ne garantit l'espèce humaine contre l'absurdité croissante qui se manifeste dans tous les domaines. Le système des Nations unies est un ring où le loi du plus fort scrupuleusement observée : cogner le plus fort possible contre l'adversaire.

Les cordes du ring (Assemblée générale et Conseil de Sécurité) continueront-elles encore longtemps la violence des confrontations ? A quel s'ajoute la redoutable inertie créée par les émotions et pensées des collectivités humaines : déjà un quart des Terriens (la Chine populaire) se préparent à une « inévitable » troisième confrontation mondiale. Mais le pire et le plus inquiétant se situe encore ailleurs : malgré toute les démentis qu'offre le vingtième siècle, le plus tragique et de très loin de toute l'histoire, nous parlons à nous éveiller en nous auto-suggestionnant : nous continuons à nourrir subconsciemment la croyance dans une Divine Providence (repetitio Hassard-ét-Nécessité) par une science qui joue un rôle non négligeable dans le développement de l'irresponsabilité, alors que la réalité n'offre qu'une alternative : soit les problèmes seront réglés par nous, soit ils nous détruiront.

Dépendant, depuis quelques années, un phénomène majeur s'amplifie sans que lui soit consacré l'attention qu'il mérite. Un petit nombre d'hommes et de femmes — par-delà leur ancrage national, ethnique ou idéologique — mettent de plus en plus en avant des préoccupations qui reflètent les intérêts supérieurs de

l'humanité. Là où les leaders politiques ou militaires et les dirigeants des affaires économiques et financières continuent à jouer le vieux jeu des égoïsmes particuliers, ces « hommes nouveaux » incarnent, eux, avec une conviction à la mesure des périls une forme de conscience universaliste nouvelle. Qui sont-ils ? Tentés des représentants éminents des domaines artistique, littéraire, spirituel ou scientifique. Tantôt de simples citoyens privés militant pour diverses formes de « mondialisme ». Tantôt encore des fonctionnaires internationaux plus attachés à la mission de l'organisme qui les emploie qu'à leur propre pays. Ou même des mouvements contestataires peu nombreux en effectif mais écoutés par l'opinion publique mondiale en formation.

Ces hommes nouveaux ne prennent pas le pouvoir par une méthode « dure » : brutalité physique, manipulation émotionnelle, endoctrinement idéologique. La prise de pouvoir « douce » implique l'utilisation de mass media : disques, affiches, livres, journaux, radio, télévision, cinéma, vidéo, demain terminaux d'ordinateurs. Ces mass media constituent à l'échelle planétaire le système nerveux de l'humanité : la prise du pouvoir douce se réalise par une modification qualitative des messages diffusés. Même à dose homéopathe, cette inoculation ne peut pas ne pas avoir des conséquences. Tantôt de simples citoyens privés militant pour diverses formes de « mondialisme ». Tantôt encore des fonctionnaires internationaux plus attachés à la mission de l'organisme qui les emploie qu'à leur propre pays. Ou même des mouvements contestataires peu nombreux en effectif mais écoutés par l'opinion publique mondiale en formation.

Les porte-parola de cette autorité neuve, à la fois mondiale et organisée, ne seront pas prisonniers d'une seule culture et d'une seule civilisation. Pour reprendre les termes d'Hanri de Beville : « La notion de civilisation occidentale est dépassée. Aucune vision d'avenir n'est plus valable désormais que celle d'inclure les valeurs des cinq grandes civilisations du monde : pensée (Europe), parole (monde arabe), geste (Inde), signe (Chine-Japon), rythme (Agriculture noire). (...) Ceux qui prendront avec le plus d'efficacité la parole ou le geste seront les poètes ayant passé une partie de leur vie à éprouver les valeurs originales de ces différentes civilisations. » (2)

Peut-être ces « philosophes » sont-ils effectivement appelés à « régner ». Peut-être s'agit-il d'une tendance essentielle pour l'instauration d'un nouvel ordre mondial dans les vingt prochaines années. Peut-être est-il permis d'espérer que par le vertu de ces hommes et femmes d'un type nouveau, progressivement, « les Républiques seront heureuses ».

(1) Boris Mouraviev : « Le problème de l'homme nouveau » (Brisbane, revue Synthèses n° 126-127).
(2) Le Monde du 7 novembre 1975.

Le Monde
TENSION
STATION CONFUSE AU GU
Chacun des trois candidats a la présidence pr

la réconciliation entre l'O.L.P. et le roi Hussein demeure aléatoire

Un livre fondamental
HABERMAS L'ESPACE PUBLIC
archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise
Collection Critique de la politique
PAYOT 106, boulevard Saint-Germain - 6^e

صدا من لایم

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

TENSIONS ET CHOIX EN AMÉRIQUE

santi 25

SITUATION CONFUSE AU GUATEMALA

Chacun des trois candidats à la présidence proclame sa victoire

Guatemala. — La situation est tendue au Guatemala, où les trois candidats militaires à la présidence de la République continuent à proclamer leur victoire aux élections du dimanche 5 mars, avec, il est vrai, une conviction très variable. Le dépouillement officiel du scrutin, interrompu dans la nuit de diman-

che à lundi en raison de « manipulations » commises par le tribunal électoral municipal dans le compte des voix pour l'élection du nouveau maire de la capitale, a repris lundi soir. Le président du tribunal électoral suprême estimait alors que les résultats officiels ne seraient pas connus avant mercredi ou jeudi.

En attendant, les groupes politiques rivaux s'accusent réciproquement de « fraude » et de vouloir lancer leurs troupes de choc dans la rue « pour faire la décision ».

Le colonel Abundo Maldonado, candidat du Mouvement de libération nationale (M.L.N., extrême droite), nettement en tête lorsque les opérations ont été arrêtées, a déjà été proclamé nouveau « maire virtuel » de la capitale par ses amis. Et les dirigeants du M.L.N. ont affirmé lundi que le général Laugerud, chef de l'Etat, « devait reconnaître leur triomphe » dans l'ensemble du pays.

Leurs rivaux, de leur côté, ont présenté des résultats « officiels » transmis par leurs représentants respectifs dans les bureaux de vote et qui « prouvent » leur succès. C'est la confusion, candidats et dirigeants des principales formations en lice s'étant en fait arrogés le droit d'intervenir dans le processus électoral. Le Tribunal suprême, composé de sept membres, ses apparus hésitants et sourds à de fortes pressions, sans parler des « demandes d'explications » présentées par certains dirigeants accompagnés de pistolets.

Les groupes ne sont pas d'accord sur les méthodes à employer

Lucas, que l'on considère à tort ou à raison comme le candidat du « gouvernement », qui insiste le plus pour la poursuite normale du processus électoral, lorsque les cas de « fraude » ont été éclaircis et disent-ils, « punis ». Le docteur Villagrán Kramer a lancé lundi soir un appel au nom du Front élargi aux partisans du colonel Peralta Mendez (M.L.N.) et du général Peralta Mendez (démocratie chrétienne) en faveur d'un « dialogue ». L'espoir du docteur Villagrán Kramer et des partisans du général Lucas est, semble-t-il, de favoriser une « transition » permettant, d'une part, d'améliorer les conditions de vie et d'autre part, de préparer une candidature « civile » pour l'élection présidentielle de 1982. On n'en est pas là. A court terme, une solution « politique » de la crise passe sans doute par une élection présidentielle au second degré.

Dans le cas probable où aucun candidat n'obtiendrait la majorité absolue, le Congrès des députés devrait désigner le nouveau chef d'Etat entre les deux candidats les mieux placés au scrutin.

MARCEL NIEDERGAANG. Ce sont les amis du général

En Colombie

M. Turbay est assuré d'être élu en juin à la tête de l'Etat

Bogota. — M. Julia César Turbay sera élu président de la Colombie, le 4 juin prochain. Peu nombreux sont ceux qui en doutent, à Bogota, alors que s'achève le décompte des voix des élections législatives et municipales du 26 février. M. Turbay s'est imposé sans discussion à son rival au sein du parti libéral, l'ex-président Carlos Lleras, tandis que sa formation confirmait sa position de parti majoritaire dans le pays.

Le principal intérêt de la consultation réside dans les primaires au sein du parti libéral qui devaient lui permettre de désigner un candidat unique à l'élection présidentielle de juin. Mais l'existence de M. Turbay a surpris par son ampleur : ses partisans ont amassé plus du double des voix remportées par ceux de ses rivaux dans les grandes villes, notamment à Bogota. M. Turbay a en revanche remporté une victoire écrasante dans les campagnes, où l'appareil du parti, qui lui est acquis, a parfaitement fonctionné. Le niveau élevé d'absentéisme à la fois des électeurs et des candidats a favorisé l'influence des voix les moins soumises à l'influence de l'appareil.

Certes, M. Turbay ne fera sans doute pas le plein des voix de M. Lleras. Ce dernier a annoncé qu'il reconnaissait la victoire de son rival, mais qu'il s'abstiendrait de faire campagne en sa faveur. La grande marge entre les deux

pré-candidats interdit cependant au vaincu de songer à une solution de rechange. La plupart des partisans de M. Lleras ont déjà annoncé leur ralliement à M. Turbay, tout comme la grande presse libérale, qui avait soutenu l'ancien chef de l'Etat.

Dans ces conditions, qui pourraient inquiéter en juin prochain ? Les conservateurs ont amélioré légèrement leurs positions par rapport aux élections de 1974. Mais ils accusent toujours un retard de quelque sept cent mille voix par rapport aux libéraux. Leur candidat, M. Belisario Betancur, essaye de capter des votes en dehors de son parti, et notamment ceux des partisans déçus de M. Lleras, et des abstentionnistes. Mais le transfert des voix entre les deux formations devrait être réduit.

Quant aux candidats de « gauche », leurs chances électorales sont tout à fait nulles. La gauche colombienne bénéficie pourtant d'une conjoncture favorable : influence croissante dans le milieu syndical, crise sociale due à la poussée inflation-

niste, absence d'alternative aux deux partis traditionnels. Divisée, elle a à peine réussi, pour ses trois candidats, à réunir 5 % du total des suffrages.

D'autre part, l'abstentionnisme, un phénomène chronique en Colombie, atteint maintenant des proportions alarmantes. Le 26 février, deux électeurs sur trois se sont abstenus de voter. Malgré sa victoire écrasante, M. Turbay a en fait rassemblé 12,5 % à peine des voix de l'électorat.

Ce phénomène est lié à une double crise, celle des partis traditionnels d'abord, qui dans une conjoncture sociale difficile, paraissent incapables de présenter un message d'apaisement.

An-delà de la crise des partis traditionnels se profile, aussi, celle de l'ensemble du monde politique. Aucun autre secteur ne paraît capable d'offrir une alternative crédible à une population pourtant à la recherche d'idées nouvelles. Le « mouvement » colombien, dont on s'ennuie à Bogota en soulignant qu'elle est l'une des dernières du continent, apparaît dangereusement, comme celle du désenchantement.

THIERRY MALINIAC.

Aux États-Unis

INVOQUANT LA LOI TAFT-HARTLEY

M. Carter entend obliger les mineurs à reprendre le travail

à reprendre le travail

De notre correspondant

Washington. — Comme prévu, M. Carter a invoqué, lundi 6 mars, la loi Taft-Hartley pour mettre fin à la grève des mineurs. Mais les résultats de son action sont toujours incertains. La réaction des intéressés a été négative dans l'ensemble, ce qui n'a surpris personne.

Conscients de leur force, sachant qu'ils ne pourront être remplacés ni par l'armée (inadéquatement équipée de ce genre de tâches) ni par la garde nationale (composée très souvent de mineurs sympathisants à la « cause »), les grévistes interrogés annoncent qu'ils n'obéiront pas à une injonction de la justice et que, de toute manière, conformément à une solide tradition, ils ne franchiront pas les piquets de grève. Bien qu'ils aient cessé de plus longtemps de recevoir des subsides de leur syndicat et qu'ils se trouveraient privés, à partir du moment où l'« insubordination » de certains a entraîné la suspension d'assistance publique auxquelles certains avaient droit, les mineurs semblent décidés à durcir leur résistance.

La grève d'usage menée depuis trois mois prend maintenant toute son efficacité. Dans toutes les Appalaches, le mouvement avait été préparé depuis de longs mois. Des réserves avaient été constituées. En outre, le mouvement de solidarité des familles et des amis, la pêche et la chasse, pratiquées sur une grande échelle dans ces régions reculées, permettent de tenir encore quelques semaines. Le sentiment d'avoir été « trahis » par un syndicat méprisé des mineurs a également rendu un règlement chaque jour plus problématique.

« J'y suis, j'y reste »

Une autre circonstance pourrait renforcer la détermination des grévistes. En annonçant sa décision lundi, M. Carter a passé sous silence l'autre option qu'il envisageait d'utiliser lors de sa première intervention, le 24 février : la saisie temporaire des mines par l'Etat fédéral. Et même temps, le président a suggéré que les mineurs qui reprendraient le travail soient payés au tarif du nouveau contrat — celui qui a été rejeté. — C'est-à-dire avec une augmentation immédiate de 3 dollars par jour. Le président, en l'état actuel des choses, ne peut imposer cette décision au patronat, car la loi Taft-Hartley prévoit que le travail se fasse sous les conditions existantes. Les industriels entendent bien ainsi, qui ont exclu toute augmentation de salaire avant la ratification du nouveau contrat.

Le seul moyen qu'aurait le président d'imposer cette concession serait de saisir les mines, et l'on peut se demander si les mineurs n'attendront pas, pour se plier aux ordres de réquisition, que le gouvernement s'y résolve. Déjà, beaucoup d'entre eux regrettent que M. Carter n'ait pas donné la saisie, ne serait-ce que pour étaler au grand jour par ce biais les bénéfices des compagnies.

Dans l'immédiat, la procédure mise en route accorde un certain délai à toutes les parties concernées. Ce n'est que jeudi que la

[La loi Taft-Hartley, votée par le Congrès en 1947, pour empêcher l'exécution indéfinie d'un conflit de travail menaçant l'économie nationale, donne au président le pouvoir d'intervenir dans une grève pendant au moins quatre-vingt jours. Durant cette période de « refroidissement » (cooling off) des esprits, une série de démarches administratives et judiciaires interviennent pour tenter de débloquer la négociation entre les parties adverses. En trent ans, la Maison Blanche a eu recours trente-quatre fois au mécanisme de la loi Taft-Hartley, dont deux fois contre des mineurs en grève, au prétexte de fauchés — passés — entre autres injonctions dont ils étaient l'objet.]

La réconciliation entre l'O.L.P. et le roi Hussein demeure aléatoire

Venant du Caire, où il a rencontré le président Sadate et lui a remis, de la part du premier ministre israélien, un message — dont on ignore la teneur, — le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Alfred Atherton, est arrivé le lundi 6 mars, en fin de soirée, à Jérusalem. Il devait s'entretenir une nouvelle fois, ce mardi après-midi, avec M. Begin au principal objet de l'actuelle médiation américaine : la mise au point d'une déclaration de principes égypto-israélienne sur un règlement de paix global au Proche-Orient. Des sources américaines autorisées au Caire, on souligne que, si les deux pays ont des idées toujours aussi divergentes sur le problème palestinien, ils ont quelque peu rapproché leur point de vue sur la question des territoires occupés.

A Amman, devant des journalistes qui accompagnent le chef de l'Etat autrichien en visite officielle en Jordanie, le roi Hussein a déclaré : « Si Israël se soumet aux deux conditions, inévitables pour le monde arabe, du retrait des territoires occupés depuis 1967 et de l'autodétermination des Palestiniens, il n'y a pas de raison évidente pour que n'importe quel pays arabe refuse de participer à l'initiative de paix du président Sadate ».

Conduisant une délégation de l'O.L.P., M. Yasser Arafat est arrivé lundi soir à Moscou. M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., a déclaré que cette visite avait pour but de « discuter avec les dirigeants soviétiques du renforcement du Front de la fermeté (réunissant les pays hostiles à la politique du président Sadate) ». M. Kaddoumi a toutefois précisé les conditions nécessaires à la reprise d'un véritable dialogue entre l'O.L.P. et la Jordanie. « La Jordanie, a-t-il dit, doit déclarer clairement qu'elle n'engagera pas de négociations bilatérales avec Israël ».

De notre correspondant

Beyrouth. — A peine amorcé, le rapprochement jordanien-palestinien se révèle aléatoire et difficile. Il est même possible que la nouvelle tentative avorte avant d'avoir donné des résultats tangibles. La précédente, qui faisait suite à des pressions syriennes insistantes, avait tourné court malgré une rencontre au Caire entre le roi Hussein et M. Yasser Arafat, en mars 1977.

C'est, cette fois, le président Boumedienne d'Algérie qui a estimé, après son étape d'Amman en janvier dernier, que la possibilité d'un dialogue jordanien-palestinien existait. Le roi Hussein lui avait réaffirmé qu'il s'en tenait aux résolutions du « sommet » arabe de Rabat en 1974, reconnaissant l'O.L.P. comme unique représentant du peuple palestinien et qu'il était prêt à négocier avec la centrale palestinienne sur cette base. Le chef de l'Etat algérien avait alors fait part de ses conclusions à M. Arafat et au président syrien, M. Hafez El Assad. Les trois hommes en avaient longuement discuté à l'occasion du « sommet » de la fermeté tenu à Alger au début de février. La Syrie, malgré ses relations médiocres avec la Jordanie depuis que ce pays n'a pas condamné la visite en Israël du président Sadate, a donné son aval pour que l'O.L.P. réponde positivement aux avances du roi Hussein.

Le chef de la résistance, pour sa part, était disposé à le faire, estimant que le souverain jordanien se trouve dans une impasse après les démarches du président Sadate, et que l'intransigeance d'Israël ne lui laisse pas la possibilité de s'y associer, même si son fond tel est son souhait. Les

Iran

Un avocat parisien estime que les opposants ne sont plus paralysés par la peur

M. Nuri Albalá a rendu compte lundi 6 mars à Paris de la mission qu'il venait d'accomplir en Iran, où il avait séjourné du 24 février au 4 mars avec Mme Marjane Co-hin, juriste américaine. Trois organisations les avaient mandatés : l'Association internationale des juristes démocrates, la Fédération internationale des droits de l'homme et le mouvement international des juristes catholiques. M. Albalá et Mme Co-hin ont demandé à rencontrer des prisonniers politiques, à visiter des centres de détention, à assister à des procès politiques devant des tribunaux militaires. Ils ont également cherché à prendre contact avec des représentants du Comité iranien pour la défense des droits de l'homme, de l'Union des juristes iraniens et de la Fédération des juristes iraniens.

Sur les trois premiers points, la mission, a affirmé M. Albalá, a été un échec total. Les autorités leur ont refusé l'accès à la prison de 1977 et n'y avait plus de procès de « dissidents » devant les tribunaux militaires. En fait, l'avocat parisien a cité trois cas datant de novembre et décembre 1977 et de janvier 1978 où des personnes avaient demandé en Iran à être défendues par des avocats civils devant des juridictions militaires. Mais sur le quatrième point de sa mission qu'il a grande surprise M. Albalá obtint satisfaction. Tant les représentants du Comité pour la défense des droits de l'homme que ceux de l'Union des juristes et des juristes iraniens acceptèrent de rencontrer les membres de la mission et même d'être mentionnés par eux à leur retour en France. « J'ai constaté un grand changement depuis la fin de l'année dernière. Les gens donnent l'impression de ne plus se dérober aux contacts, même

dangereux pour eux, même s'ils savent surveillés », a déclaré M. Albalá.

La police politique, la Savak, est pourtant toujours menaçante, bien que de la répression, selon M. Albalá, on ne peut plus dire qu'il y a eu de la répression, car ce sont plutôt les ministères de la culture et de l'information qui donnent l'impression d'être au premier rang. Ils ont tenté de contrôler les journaux et les journaux sur tout ce qui se publie en Iran. L'avocat a cité, à cet égard, l'exemple de l'éditeur Shams Aie Ahmad, frère d'un certain célèbre mort en 1968, Djallal Aie Ahmad, et qui vient d'être arrêté pour avoir publié une nouvelle édition d'un ouvrage de ce dernier intitulé l'Occident rétrograde. Or les éditions précédentes du livre avaient été autorisées.

« Mais on torture moins, et surtout les opposants ne sont plus paralysés par la peur. Ils donnent l'impression d'avoir choisi entre la résignation et la passivité, d'une part, et le risque d'être luttés, d'autre part. Ce risque, ils le prennent. Beaucoup de gens, commerçants, ouvriers, et non plus seulement des intellectuels, ont des idées, sont étonnés parce qu'ils ne peuvent plus vivre avec les maigres salaires qu'on distribue et en raison de l'impossibilité de trouver des produits aux prix élevés car ces prix ne sont pas appliqués ».

A propos de Tabriz, où il a pu se rendre, M. Albalá a affirmé que les grèves du 18 février ont fait plus de cent morts et que les responsabilités incombent totalement à la police politique, qui a tiré aux armes automatiques sur la foule des manifestants. D'autres affrontements se seraient produits à Zaheda, capitale du Balouchistan. Enfin, M. Albalá a indiqué que d'autres violences étaient à craindre le 15 mars, jour où les autorités organisent des manifestations « loyalistes » à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du père du chah.

R. D.

Libye

Onze personnes, parmi lesquelles des personnalités politiques de la R.D.A. en visite en Libye, ont trouvé la mort lundi 6 mars dans un accident d'habicopiers près de Tripoli, a annoncé mardi un communiqué de l'agence de presse libyenne Jana. Il s'agit, du côté allemand, de M. Werner Lamberg, membre du bureau politique et secrétaire à la propagande ; M. Paul Markowski, membre du comité central du parti ; M. Amin Erwin et M. Amin Sprenger, respectivement traducteur et photographe de la délégation de la R.D.A.

Du côté libyen, de M. Taha Ash-Sharif Ben Amer, secrétaire de liaison ; M. Ahmad Abu Shagour, directeur du protocole aux affaires étrangères ; M. Hassan Al-Jadi As-Suweïl, membre du service du protocole. — (A.F.P.)

EUROPE

Union soviétique

L'Encyclopédie soviétique distingue les Français autochtones et les minorités

Moscou (A.F.P.) — La vingtième tome de l'Encyclopédie soviétique a été publié récemment. Un article y est consacré à la France. Dans ce livre, la « population autochtone » française est nettement distinguée des « minorités nationales », qui représenteraient 10 % du total et comprendraient, notamment, les Corses et les Juifs à côté des Alsaciens et Lorrains, des Bretons, des Flamands (dont le nombre est évalué à trois cent mille), des Catalans et des Basques.

À la rubrique des arts et des lettres, Degas, compositeur de l'Internationale, est mentionné entre César Franck et Debussy et plus longuement que Fauré, Honegger ou Darius Milhaud.

La rédaction de la partie consacrée à la politique a été confiée à M. Youri Rubinsky, il souligne le développement de la coopération franco-soviétique sous la présidence du général de Gaulle.

Cette évolution positive a été

rendue possible, selon lui, par « une certaine consolidation de l'économie » qui a cependant été « réalisée principalement aux frais des travailleurs ».

Il indique que, « avec les changements intervenus dans les rapports de classes » au moment de l'élection présidentielle de 1974, « la coopération de la France avec l'OTAN s'est élargie » et qu'« une crise a éclaté entre les gaullistes et leurs alliés ».

Le parti communiste français est présenté avec le lyrisme qui caractérise le texte de l'édition de 1959. Son rôle dans le Résistance est longuement raconté, et le chiffre de soixante-quinze mille militants morts dans la lutte contre l'Allemagne est cité. Aucune allusion n'est faite à ses divergences actuelles avec Moscou.

Quant au P.S., son évolution « favorable » n'a « pas touché les bases social-démocrates de son programme » et « il reste un parti réformiste ».

AMNESTY INTERNATIONAL DONNE DES INFORMATIONS SUR LES OUVRIERS CONTESTATAIRES INTERNÉS DANS LES HOPITAUX PSYCHIATRIQUES

Londres (A.F.P.) — L'organisation Amnesty International a diffusé, lundi 6 mars des informations sur les internements abusifs dans des hôpitaux psychiatriques en Union soviétique.

Les documents reçus de Moscou, précise l'organisation de défense des prisonniers politiques, sont les premiers à lui parvenir depuis de nombreux mois auparavant en raison de l'arrestation ou de l'expulsion de leurs distributeurs.

Faillit ces documents, une lettre de l'Association (illégale) des syndicats libres d'U.R.S.S., créée en janvier, indique qu'un cours de l'année 1977 quarante ouvriers ont été enfermés dans des hôpitaux psychiatriques pour s'être plaints de leurs supérieurs hiérarchiques. D'autre part, un bulletin d'informations publié à Moscou par une commission illégale s'occupe sur les abus psychiatriques dans des détails sur des traitements médicaux dangereux et injustifiés infligés à des dissidents dans des hôpitaux. Parmi ces victimes, le journaliste de Leningrad Boris Evdokimov, arrêté en 1971 pour « agitation et propagande antisoviétique », sont révélés, en outre, sept cas de patients enrôlés pour refus de travailler des internés pour raisons politiques. Amnesty International indique enfin que huit membres de l'As-

sociation des syndicats libres ont été arrêtés au cours des deux derniers mois et plusieurs membres de la commission d'enquête menacés d'emprisonnement.

CORRESPONDANCE

A propos de deux émissions sur la Pologne occupée

Pourquoi Katyn ?

A propos de l'émission d'Alain Decaux sur le massacre de Katyn où périrent et furent enterrés dans des fosses communes des milliers d'officiers polonais (le Monde, 2 janvier 1978), notre collaboratrice Claude Sarraute conclut : « L'ultime conviction (d'Alain Decaux), d'ailleurs largement partagée ailleurs, est que les victimes ont bel et bien fusillé leurs prisonniers ». Elle ajoutait : « Encore une question cependant : pourquoi ces crimes ? À qui pouvaient-ils profiter ? »

Sur le premier point, il n'existe plus qu'en effet de doute : les Soviétiques ont exterminé purement et simplement dès leur première occupation de la Pologne en 1940 une douzaine de milliers d'officiers polonais.

Deux de nos lecteurs ont tenu à préciser le « pourquoi ? ».

M. Roger Dardennes (Crest), qui a vécu en Pologne avant la guerre, après avoir rappelé que les jeunes Polonais étaient sélectionnés après le baccalauréat, dès qu'ils avaient fait six mois de classes ou lorsqu'ils appartenaient aux grandes écoles, et étaient automatiquement enrôlés dans une école d'officiers de réserve, ajoute :

C'était ainsi vraiment une élite de la nation qui formait le corps des officiers de réserve. Ce corps intellectuel était animé d'un esprit patriotique que ne peuvent comprendre ceux qui ne l'ont pas connu. Elle était en outre fortement anti-russe et anti-parasitisme.

Pour les autorités soviétiques, ces douze mille hommes qui représentaient une « intelligentsia » anti-russe et anti-communiste était un noyau qui aurait été dangereux de conserver, surtout en raison des visées futures qui voulaient faire de la Pologne soit une République annexée, soit un pays soumis à l'influence soviétique, ce qu'elle est actuellement.

M. P.-F. de Villermont, journaliste et historien, ancien résistant, auteur d'une série de livres inti-

tués Les Pourvoyeurs du Goulag (Editions Beaupuis), rappelle que dans son tome IV, La Terreur en U.R.S.S. dans les années 30-40, il a donné les précisions suivantes :

Il n'y a pas eu Katyn, mais plusieurs Katyn, géographiquement situés dans mon livre (pages 209 et 310), avec détails des chiffres pour chaque camp. L'un des témoins cités est celui de R. Mitrega, qui vit encore à Londres et se trouvait à Starobelsk, l'un des camps, en Ukraine, en avril 40.

Un autre est celui d'Abraham Vidra, déporté en U.R.S.S. et voisin de châtiment d'un ancien officier du N.K.V.D. qui fut horrifié de ce qu'il avait vu et de ce fait fut cassé et déporté. Vidra s'est vu jusqu'en 1971 et n'a parlé qu'une fois en Israël, où il vit encore.

Le rapport officiel de l'ambassadeur polonais (auprès du gouvernement polonais en exil) O'Malley, qui fut étouffé jusqu'en 1972 — date à laquelle tout chercheur a été à même de le connaître — est formel. Il établit que dès 1943 l'action du N.K.V.D. avec détails.

L'ensemble met en cause de hauts responsables : Ivan Serov, Abakoumov, Merkulov et Béria, tous au N.K.V.D. et également le futur « diplomate » Zabourina... et en sus la responsabilité de Nikita Khrouchtchev...

L'antisémitisme

Le compte rendu, par Claude Sarraute, de l'émission « Un homme, un jour », consacrée au ghetto de Varsovie (le Monde du 25 février), est également éclairé par la lettre suivante de M. Stanislas Lieberknecht de Marly-le-Roi :

J'ai regardé l'émission de télévision en question, et de plus, j'ai vu toute la période de l'occupation allemande à Varsovie, faisant partie de la résistance commandée par Londres (A.K.). Sans nier l'existence de l'antisémitisme en Pologne avant et pendant la guerre, il est profondément scandaleux d'écrire : « La solution finale » est également érigée dans le sang, sans que le reste de la Pologne puisse réagir. Mme Claude Sarraute pense-t-elle que la « Pologne officielle » était également d'accord ?

Le problème de l'extermination juive en Pologne est le fait des Allemands et personnellement le droit de témoigner de la « résistance » polonaise parce qu'un certain nombre de badauds assistaient à telle ou telle scène d'atrocités. La population juive qui a pu être sauvée a été cachée par des familles polonaises au péril de leurs vies, et cela pendant des mois, si ce n'est des années. Il ne faut pas oublier l'héroïsme de ces familles parce qu'un nombre limité de « salauds » ont dénoncé des juifs.

DIPLOMATIE

AU COURS DE SON PREMIER CONGRÈS

Un « programme commun » démocrate-chrétien est mis au point par le parti populaire européen

De notre envoyé spécial

Bruxelles. — Le parti populaire européen (P.P.E.), qui rassemble les formations politiques démocrates-chrétiennes des pays membres de la C.E.E., réunit son premier congrès international lundi 6 et mardi 7 mars dans la capitale belge, en présence de plusieurs centaines de députés et d'observateurs. L'objet de ce congrès était de faire le point, dix mois après la publication d'un manifeste démocrate-chrétien européen à Bruxelles (le Monde du 6 mai 1977), sur la préparation par cette famille politique de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct et, plus précisément, de faire adopter par ses différents composés un « programme commun ».

Ce document, qui devait être définitivement approuvé par les congressistes ce mardi, a fait l'objet d'une longue préparation par une commission spécialisée et par le bureau politique du P.P.E. Il développe pour l'essentiel les thèmes figurant dans le manifeste de l'Union mondiale et de l'Union européenne démocrate-chrétienne.

Dans son discours d'ouverture, le premier ministre belge, M. Leo Tindemans, qui préside le parti populaire européen, a défini la démocratie chrétienne comme « une manière de pensée qui remonte à l'idéal de libération judéo-chrétien et à un ensemble d'idées et de valeurs qui sont le fruit de vingt siècles de vie spirituelle occidentale ».

« L'originalité de cette pensée, a-t-il ajouté, réside dans le souci constant d'un équilibre entre l'homme et la société. »

Différents coups de patte ont été lancés à la principale internationale européenne concurrente, celle des partis socialistes et sociaux-démocrates qui, a estimé M. von Hassel, président de l'Union européenne des démocrates-chrétiens, « ne dispose que de l'acquis d'un programme qui laisse de côté les questions fondamentales ».

Plusieurs orateurs ont, d'autre part, mis l'accent sur la nécessité de définir des mesures concrètes et de ne pas se perdre dans « des querelles idéologiques sans grand intérêt », comme devait le dire M. Jacques Mallet, chargé des affaires européennes au secrétariat national du C.D.U. à propos du débat entre les partisans d'une simple confédération et ceux qui prônent une véritable fédération. « Les réalités nationales existent, a-t-il ajouté, il serait dangereux — et d'ailleurs tout à fait vain — de les nier. »

En dehors de ces préoccupations liées à l'ordre du jour, la première journée du congrès du P.P.E., a réitéré l'inquiétude qu'inspire à nombre de ses membres la situation intérieure française. Elle-ci semble prôner les différents mouvements démocrates-chrétiens européens d'avant-garde de l'Italie. « Les bas au motif, notait un délégué ouest-allemand dans les couloirs du congrès, si le P.C. se trouve associé au pouvoir, n'est avec le consentement et le contrôle de la démocratie chrétienne. »

Dans un message qui a été lu aux congressistes, M. Jean Lecanuet a fait longuement référence aux perspectives électorales françaises. Le président du C.D.U. a notamment estimé : « Les élections de mai 77 et 19 mars ont été parfaitement claires : l'application du programme commun d'inspiration marxiste conduirait inévitablement à la fermeture des frontières, à l'abolition et, à terme, à la dissolution du Marché commun. L'arrivée au pouvoir des communistes à des postes-clés (...) entraînerait la rupture de l'unité politique de la Communauté. Le choix des Français aura des conséquences pour l'Europe. »

Quant à M. Helmut Kohl, président de la C.D.U. ouest-allemande, il a déclaré à la tribune : « Aucun d'entre nous ne peut rester indifférent lorsque, dans l'un de nos pays partenaires, les sentiments démocratiques perdent leur responsabilité gouvernementale. C'est dans cet esprit et sans vouloir intervenir dans les élections d'un autre pays, mais plutôt par sentiments d'humanité, que nous même communauté de destin (...), que nous nous déclarons solidaires de nos amis français dans les partis au gouvernement, et nous nous félicitons de la victoire du C.D.U. » Il s'en est également pris très vivement d'une manière générale à l'eurocommunisme.

BERNARD BRIGOULEUX.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

• A L'APPUI DE L'APRES-NEZUS (Association professionnelle de l'enseignement supérieur), un groupe de coopération a manifesté une nouvelle fois le lundi 6 mars devant les services de la coopération culturelle et technique de l'ambassade de France à Alger et annoncé qu'une manifestation identique se déroulerait le même jour à Tunis. Les coopérants réclament la reprise du processus de titularisation en coopération dans l'enseignement supérieur et protestent contre la réduction très sensible des allocations familiales à compter de la rentrée 1978. — (Corresp.)

Cambodge

• UNE COMMISSION D'ENQUÊTE sur la situation au Cambodge se réunira à Oslo du 21 au 23 avril. Elle comprendra des représentants des principaux partis politiques norvégiens. Des experts des Nations Unies ont été invités à participer aux débats.

Namibie

• SEPT PERSONNES ont été tuées lors d'émeutes qui ont éclaté dans différentes villes de Namibie dimanche 5 et lundi 6 mars. Ces émeutes, selon la radio, opposent des Noirs appartenant à l'ethnie Owambo, qui passent pour être des partisans de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), seul mouvement nationaliste reconnu par l'ONU, à des représentants de l'ethnie Herero. — (A.F.P.)

Sénégal

• UNE REQUÊTE en annulation de l'élection présidentielle du 26 février a été déposée devant la Cour suprême par le Parti démocratique sénégalais (P.D.S.), principal parti d'opposition légal. Le P.D.S. demande à la Cour de dire qu'il sera procédé à un nouveau tour de scrutin dans les dix jours suivant son arrêt. Le P.D.S. fait valoir comme motif principal de sa requête que « le scrutin a été truqué », le gouvernement ayant déclaré « falsificatif » le passage dans l'isolement. — (A.F.P.)

Des trois Communautés à l'Union Européenne: le grand dessein des années 80.

Charles Zorgbibe. La construction politique de l'Europe. 49 F.



Les livres des Puf questionnent le monde. puf

L'affaire rhodésienne à l'ONU

LES PAYS AFRICAINS REJETTENT LE PLAN DE RÈGLEMENT INTERNE DE M. SMITH

A l'ouverture du débat du Conseil de sécurité sur la Rhodésie, lundi 6 mars, la Tanzanie, le Nigeria, la Zambie et la Haute-Volta se sont tous prononcés pour le rejet de l'accord interne intervenu à Salisbury.

Cet accord, réalisé entre M. Ian Smith et les dirigeants nationalistes modernes du Zimbabwe — est en réalité une invitation à plus de violence et plus d'atrocités, a déclaré, en substance, le représentant de la Tanzanie, M. Salim Ahmed Salim.

Le Nigeria, un des trois pays membres du Conseil, a déjà rédigé un projet de résolution condamnant ce plan et exhortant tous les Etats à ne pas le reconnaître. M. Joshua Nkomo, codirigeant du Front patriotique, qui n'est pas partie à l'accord conclu avec M. Smith et qui compte imposer un règlement armé est arrivé en solution armée est arrivé dès lundi soir à New-York. Il prendra la parole devant le Conseil durant le courant de la semaine.

De son côté, M. Robert Mugabe, autre dirigeant du Front, est attendu à New-York, où est arrivé dès mardi l'évêque Abel Muzorewa qui, au cours d'une escale à Londres, a demandé à M. David Owen, secrétaire du Foreign Office, qu'il se rencontrât durant trois heures lundi, de reconnaître l'accord récemment conclu. A l'issue de l'entretien, le ministre a dit qu'il avait été « encouragé » par ses échanges de vues avec M. Owen. Mais, M. Owen avait déjà indiqué que, pour être reconnu, tout règlement en Rhodésie devrait être acceptable par l'ensemble de la population rhodésienne et qu'il n'appartiendrait au Parlement britannique de prendre la décision finale.

Prenant la parole mardi après-midi à la Chambre des communes, M. Owen a clairement fait savoir que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis désirent la participation de « tous les leaders nationalistes africains » à des élections libres et équitables en Rhodésie. Le chef du Foreign Office a estimé d'autre part que le moment n'était pas « propice » pour la tenue d'un débat sur la Rhodésie devant le Conseil de sécurité de l'ONU. — (A.F.P., Reuter.)

CE QUI SE PASSE A BELGRADE RELEVE PLUS DE LA FORCE QUE DE LA NEGOCIATION

estime M. Leprince-Ringuet

Le Comité de coordination de l'appui aux luttes des peuples de l'Est et de l'U.R.S.S. (1) a organisé, le 5 mars, à la Mutualité, une conférence de presse avec la participation de MM. Louis Leprince-Ringuet, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences, et de M. Plouchet, Mme Tatiana Khodorovitch, ainsi que M. Cartan et Jacobbi.

Pour M. Leprince-Ringuet, « ce qui se passe à la conférence de Belgrade relève plus de la force que de la négociation », mais il n'y aura pas de rupture, et les diplomates « cachent leurs dissensions derrière de vagues résolutions ».

M. Leonid Plouchet a déclaré que les seuls résultats de Belgrade avaient été l'arrestation, dans le pays de l'Est, d'un certain nombre de membres des groupes pour l'application des accords d'Helsinki ; sept en Ukraine, quatre en U.R.S.S., quatre en Géorgie, un en Lituanie, deux, et peut-être plus, en Arménie.

Pour Mme Khodorovitch, il importe de boycotter les échanges commerciaux et culturels avec l'U.R.S.S.

M. Jacobbi, défenseur du dissident soviétique Anatole Charansk, a rappelé que le recours à des avocats étrangers était un élément nouveau dans la lutte pour les droits de l'homme en U.R.S.S., mais que les autorités soviétiques n'avaient, jusqu'ici, donné aucune réponse aux juristes qui se proposent de défendre des dissidents.

(1) 110, avenue d'Italie, 75013 Paris, tél. 580-24-15.

Jocelyn
PARIS

134, boulevard de la Chapelle
78, rue de Valenciennes
5, rue du Commerce

LA RÉFORME DU QU...
Le renforcement des pouvoirs se heurte à de vives...

Le délégué de la R.D.A. estime que la liberté de circulation est garantie aux Allemands de l'Est.

LE GRAND MERDIER

L'interrogation angoissée de Louis Leprince-Ringuet

LE GRAND MERDIER

FLAMMARION

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PCEM1 à partir de MARS 78 SEANCES D'EXERCICES HEBDOS en : — Biophysique et biochimie — Histo-embryologie et anatomie

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

specialiste en communication

EUROPE PRESSE SERVICE département du GROUPE BERNARD KRIEF CONSULTANTS

Responsable autonome de la réalisation de contrats de relations publiques et de relations presse, ce collaborateur devra également organiser les contrats, contracter et développer les contacts avec la clientèle existante et potentielle.

Ce poste confié à un véritable spécialiste des communications (5 ans minimum de pratique, relations presse ou relations publiques...) exige un goût personnel et une expérience réelle de la commercialisation de services similaires.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 762/M. Le secret absolu des candidatures est garanti par BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, Rue Danton 75263 Paris Cedex 06

مسك زمان لاجل

DIPLOMATIE

LA RÉFORME DU QUAI D'ORSAY

Le renforcement des pouvoirs des ambassadeurs se heurte à de vives résistances

Une des pièces maîtresses de la réforme du Quai d'Orsay, le décret sur le renforcement des pouvoirs, rencontre de grandes difficultés.

Son principe avait été arrêté au conseil des ministres du 13 octobre 1976 comme « second volet » d'un programme destiné — avait dit le président de la République — à doter la France « d'un quai adapté à son rôle dans le monde ».

Le premier volet était la réorganisation (en cours) de l'administration centrale et, le troisième, un plan de cinq ans de redressement budgétaire, amorcé pendant le présent exercice mais dont les prochaines étapes demeurent mal définies (le Monde des 13 et 16 octobre 1976).

Contrairement à une idée répandue, l'ambassadeur, qui incarne l'Etat à l'étranger, n'est pas l'unique représentant de ses services. Les attachés spécialisés (attachés commerciaux, financiers, militaires, scientifiques, etc.) correspondent directement avec leur propre administration, parfois à l'instar de l'ambassadeur et du Quai d'Orsay. Certes, à Paris, les divers ministres sont censés harmoniser leur action au sein du gouvernement; le ministère des affaires étrangères a communication des décisions, instructions et correspondances qui pourraient avoir des implications diplomatiques importantes, mais la distinction est très subjective entre ce qui est important et ce qui ne l'est pas. Sur place, tout

dépend des relations personnelles entre les agents. Quant elles sont bonnes, le poste est sans problème. Ce n'est pas toujours le cas.

Pour remédier à cette situation, le décret tend à assurer l'unité de la représentation de la France à l'étranger autour de l'ambassadeur. Celui-ci, représentant personnel du chef de l'Etat, devient aussi (comme le préfet depuis 1964) le représentant « de chacun des ministres » et non du seul titulaire du Quai d'Orsay: il est réellement le chef d'une « mission » diplomatique diversifiée et amorcée sur tous les services de l'Etat à l'étranger. Toutes les instructions et correspondances entre les divers ministères et les agents spécialisés doivent être acheminées « sous le couvert » du Quai d'Orsay et des ambassadeurs. Les services compétents des affaires étrangères en ont donc connaissance; ils ne peuvent les modifier ni les tenir sans cas grave où le ministre des affaires étrangères, le représentant non conformes à la politique générale du gouvernement, intervient auprès de son collègue en cause pour qu'il les rectifie.

Le décret renforce aussi diplomatiques un rôle de coordination qu'ils n'auraient jamais dû perdre.

Comme prévu, ce décret a soulevé une forte obstruction de la part de plusieurs administrations, notamment celle des finances, à l'étranger et reçoit les instructions destinées à l'attaché militaire, mais, arguant de la spécificité de ses affaires, il refuse que les instructions soient acheminées « sous couvert » du Quai d'Orsay.

Le manque de cohésion

Après quelques hésitations, le premier ministre vient de rendre un arbitrage nuancé: une exception serait consentie pour les questions de technique militaire (ce qui relève de l'état-major); mais les affaires ayant des implications politiques, notamment lorsqu'elles concernent la défense en général, et les ventes d'armes, devront toujours passer par les affaires étrangères. Ne risque-t-on pas, finalement, d'aggraver les inconvénients des arrangements empiriques actuels, d'institutionnaliser le « court-circuitage » du Quai d'Orsay? C'est ce que demande M. de Guiringaud. Le ministre des affaires étrangères attend de connaître précisément les circulaires d'application pour décider s'il ne doit pas retirer son projet plutôt qu'accepter une dérogation qui risquerait de faire tâche d'huile.

relations extérieures, préparait les visites et, en dehors du chef de l'Etat, était seul autorisé à parler pour la France. Une entreprise aussi complexe que le Marché commun, dont personne ne discute, alors les ministres à ce jour, maître d'œuvre incontesté la direction d'une homogénéité et d'une stabilité remarquables, des affaires économiques du Quai d'Orsay. Aujourd'hui, la vocation à déterminer l'action extérieure de la France est révoquée à l'hôtel Matignon, au ministère de la coopération (1), au ministère du commerce extérieur, à un ancien ministre d'Etat qui représente personnellement le président de la République, à un sénateur chargé du désarmement, tandis que le secrétaire général de l'Élysée se voit confier les missions les plus difficiles. Les diplomates étrangers expérimentés n'ignorent pas ce fractionnement des responsabilités, l'exploitent et font la tournée des ministères ou des chargés de mission quand ils ont une affaire importante à traiter.

Comme s'annonçait que la France soit si souvent mise en contradiction avec elle-même, que sa politique de coopération en Afrique ne soit contrariée par son commerce avec l'Afrique du Sud ou qu'elle soit amenée à modifier en cours d'exécution un contrat nucléaire important, elle n'aurait pas manqué toutes les implications politiques? Comment s'étonner que les relations avec l'Algérie soient subitement passées de l'ennemie au drame quand tous les ministères ont leur politique algérienne? L'intérieur, préoccupé du maintien de l'ordre, l'économie et les finances qui ont leur impératifs propres; le travail, dont la politique d'immigration change avec le niveau de l'emploi; l'agriculture, directement impliquée dans la première crise franco-algérienne (celle du vin); l'industrie, non moins directement impliquée dans la deuxième (celle du pétrole); l'éducation, responsable de la mission culturelle française en Algérie, mais qui oublie de rendre la politesse et d'organiser l'enseignement de l'arabe pour les petits Algériens de France, etc.

Les changements qu'entreprendront les élections ne devraient-ils pas amener le gouvernement, quel qu'il soit, à réformer de fond en comble la pratique de la politique étrangère pour lui assurer ce qui lui manque le plus: l'unité de conception et d'exécution? La France ne manque ni d'imagination, ni de clairvoyance, ni d'audace, mais ses meilleures initiatives tournent court. A défaut de pétrole, elle a des idées, mais encore faudrait-il qu'il y ait de la suite dans ces idées.

MAURICE DELARUE.

(1) Le ministère de la coopération est en fait une partie intégrante du Quai d'Orsay. Aussi son fonctionnement n'est-il pas touché par le décret. Secretariat d'Etat supprimé dans le dernier gouvernement. Néanmoins, il a été rétabli comme ministère à part entière dans le gouvernement actuel et barre, pour des raisons de dosage politique,

AU COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

Le délégué de la R.D.A. affirme que la liberté de circulation est garantie aux Allemands de l'Est

De notre correspondant

Genève. — Les experts du Comité des droits de l'homme des Nations unies chargés d'examiner la manière dont divers pays respectent les droits de l'homme ont dû se demander si le mur de Berlin n'était pas un mirage. En effet, dans le rapport présenté par M. Hans Helborn sur la situation en R.D.A., le paragraphe intitulé « Droits de libre circulation et liberté de quitter son pays ou d'y rentrer » commente par cette affirmation: « La liberté de circulation est garantie par l'article 32 de la Constitution. Certains des experts ont sans doute mauvais esprit: ils ont demandé des précisions sur les critères selon lesquels la sortie du pays est autorisée. Ils n'ont pas eu de réponse satisfaisante, mais ont pu apprendre que, sur les dix-sept millions d'habitants de la R.D.A., pas moins de douze millions et demi s'étaient rendus à l'étranger en 1976, dont trois millions dans les pays capitalistes.

Et si les gardes-frontières tirent sur les fugitifs, c'est que la seconde guerre mondiale avait commencé par des incidents de frontière ».

Comment la convention internationale sur les droits de l'homme pourrait-elle ne pas être appliquée en R.D.A., puisque ce pays « a mis fin à l'exploitation de l'homme par l'homme? » Comment la liberté ne serait-elle pas respectée, puisque le paragraphe intitulé « Droits de l'homme » et « protège les citoyens contre toute violation de la loi? » Selon M. Helborn, « les organes et les institutions de l'Etat sont les garants des droits de l'homme », et « la légalité d'une arrestation opérée par la police est contrôlée par le procureur de la République ». Qui plus est, « il existe de nombreuses voies de recours ouvertes à quiconque estime que ses droits ont été restreints ou violés ».

Enfin, à une question de l'expert britannique sur la liberté d'opinion, M. Helborn a répondu que le socialisme a mis au point de nouvelles formules « permettant à chaque citoyen d'exprimer son opinion », ce qui est facilité par le fait qu'« il n'existe pas de censure en R.D.A. ».

ISABELLE VICHNIAC.

Si vous avez des PIEDS SENSIBLES

Un pied sensible ou imparfait peut être également chaussé. Toujours à la mode, nos modèles allient confort, beauté, souplesse et légèreté en respectant la morphologie du pied.

SAINGLAS chausse hommes ou femmes, des plus petits aux plus grands pieds.

L'interrogation angoissée de Louis Lepince-Ringuet

LE GRAND MERDIER ou l'espoir pour demain?

Comment écarter les menaces qui pèsent sur nos libertés? Comment éviter, pendant qu'il en est temps, la mise en cercueil de la France? Des questions essentielles posées avec clarté et lucidité au-delà de toute politique partisane. Une ouverture sur l'espoir par l'auteur de "Science et bonheur des hommes".

L. Lepince-Ringuet, de l'Académie française. Le grand merdier ou l'espoir pour demain? 256 pages, 35 F.

FLAMMARION

CÉLIBATAIRES

facilitez vos rencontres grâce aux milliers de jeunes gens, jeunes filles, veufs et veuves de 18 à 75 ans, de toutes situations et de toutes régions inscrits au Centre Familial.

En quelques jours, vous pouvez entrer en relations avec des partis répondant à vos désirs: c'est très simple et aussi romantique qu'une rencontre de hasard.

Il suffit d'envoyer vos nom, âge et adresse au Centre Familial (NE) 43 rue Laffitte 75008 Paris pour recevoir gratuitement une liste de "Non-Mariés", sous pli discret, avec brochure illustrée qui vous passionnera.

Ce sans le départ d'une vie nouvelle qui peut vous apporter l'immense et émuvement bonheur de vous sentir "Bien à deux". Plus de 42 000 références officiellement par Huissier sont visibles au bureau.

R. HELLMANN

La guerre des monnaies

collection "dossier" d'actualité 49 F

KLM. INDONESIE.

A partir de 4.130F, nous vous offrons les villages d'artistes, les singes sacrés et le Legong de Bali.

Fermez les yeux. C'est le matin à Mas et à Ubud, dans l'Ile de Bali. Sous les toits de chaume, de bambous ou de tuiles noyées dans la mer végétale, les communautés ici de peintres, de sculpteurs sur bois s'attellent à leur art minutieux.

Gardez les yeux fermés. Après l'admirable Palais Royal de Mengwi, vos pas vous mènent dans Sangah, la forêt sacrée où les piailllements suraigus des singes déchirent l'épais manteau vert qui recouvre leur temple.

Voici venu le crépuscule, troué de flambeaux et de lampes à huile. Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous n'avez pas rêvé: nous, KLM, nous offrons les

inépuisables beautés de l'Indonésie à partir de 4.130 F. pour 10 jours (avion Paris-Paris et hébergement en hôtel, petit déjeuner compris). Et pour vous y conduire, nous vous offrons le sérieux et la gentillesse qui ont fait notre réputation.

Tradition hollandaise oblige. Écrivez ou téléphonez à KLM 36 bis, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 742-57-29 ou allez voir votre Agent de Voyages.

KLM

Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

1000^{ème} FOLIO

Lisez ou relisez ces auteurs...

Luc Dietrich,
J.P. Donleavy,
John Dos Passos,
Dostoïevski,
Pierre Drieu la Rochelle,
Georges Duhamel,
Alexandre Dumas (Père),
Alexandre Dumas (Fils),
Marguerite Duras,
Jean Dutourd,
Philippe Erlanger,
Claire Etcherelli,
Etiemble,
Simonne Fabien,
René Fallet,
Claude Faraggi,
William Faulkner,
Lucie Faure,
Léo Ferré,
Gustave Flaubert,
Frederick Forsyth,
Jean Freustié,
Eugène Fromentin,
Carlos Fuentes,
Romain Gary,
Théophile Gautier... (à suivre)

Participez au Grand Concours Folio/RTL chez votre libraire.

Folio, la bibliothèque idéale.

AFRIQUE

Algérie

La mort de Kaïd Ahmed DES MAQUIS A L'EXIL

M. Kaïd Ahmed, l'ancien commandant Slimane - du temps de la guerre d'Algérie, est mort dans la matinée du 5 mars à Rabat (nos dernières éditions du 7 mars). Il était âgé de cinquante-sept ans. La nouvelle a été annoncée le lendemain, au début de l'après-midi par l'agence officielle Maghreb Arabe Presse (MAP), qui s'est référée à une « source proche » de la famille du défunt.

Un personnage haut en couleur, une vie tumultueuse, ces expressions s'appliquent particulièrement bien à Kaïd Ahmed, alias « commandant Slimane », l'une des figures marquantes de la lutte de libération algérienne, et qui joua jusqu'en 1972 un rôle politique de tout premier plan dans le sillage de son « patron », le colonel Boumediène. La radicalisation des options du régime, au début des années 70, avec le lancement de la révolution arabe devant cependant avoir raison d'une fidélité jusque-là sans faille. Ce notable conservateur et nationaliste devait finir ses jours en exil, dans une opposition hargneuse, en procureur implacable et souvent excessif.

Kaïd Ahmed est né en 1927 près de Tiarret, dans la riche région agricole du bassin de l'oued Boumelal. Il fit un passage à l'école normale d'instituteurs d'Alger, il s'engagea aux côtés de M. Fehrat Abbas, créateur de l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA) qui entendait inscrire la lutte nationale dans un cadre légal. En 1950, deux ans après le début de l'insurrection, Kaïd Ahmed rejoignit le Front de libération nationale (FLN). Sous le nom de « commandant Slimane », il entame alors une carrière militaire brillante, en procureur successivement au P.C. du Sud-Oranais, à l'état-major Ouest, puis au Conseil national de la

révolution algérienne (G.N.R.A.), avant de devenir, en 1960, au quartier général de Ghardimaou, en Tunisie, l'un des adjoints militaires du colonel Boumediène, alors chef d'état-major de l'Armée de libération nationale (A.L.N.). C'est à ce titre qu'il participe, en 1961, aux discussions d'Evian.

Au lendemain de l'indépendance, en 1962, Kaïd Ahmed s'oppose au gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.) présidé par M. Ben Khedda. Il rejoint le « groupe de Tlemcen », ce qui lui vaut d'être arrêté deux jours, puis trois semaines en prison. Il réussit néanmoins à rejoindre ses amis et participe à la marche victorieuse sur Alger de M. Ben Bella, alors soutenu par le colonel Boumediène.

Numéro deux du régime

Elu député de Tiarret, il est nommé en septembre 1965 ministre du tourisme, poste qu'il quitte en décembre 1964. Six mois plus tard, le célèbre « groupe d'Oujda », dont il fait partie et qui rassemble également autour de lui le colonel Boumediène, MM. Boufelfel, Medghri et Chérif Belkacem, renverse le président Ben Bella, aujourd'hui encore emprisonné et séquestré du pouvoir.

Il est nommé, au sein du conseil de direction de ce « redressement révolutionnaire », à la tête du ministère des finances et du plan, en même temps qu'il devient membre du Conseil de la révolution.

En décembre 1967, en plein mandat, un communiqué officiel annonce que « le frère Kaïd Ahmed est chargé des missions nouvelles qui seront confiées ou portées ». Il succède au poste de responsable collectif de cinq secrétariats qui était animé par M. Chérif Belkacem. Le « commandant Slimane » apparaît alors

comme le numéro deux du régime. Tandis que le colonel Boumediène s'emploie à rétablir l'unité d'une armée sérieusement ébranlée par la tentative de putsch du colonel Ghribi, Kaïd Ahmed est chargé de prendre en main les organisations nationales. Il y réussit à merveille.

Ce « fonceur » bâti en force, les épaules larges, le cheveu noir, ne recule pas devant des méthodes « énergiques ». Il se heurte surtout, dès 1968, à la résistance des étudiants. Celle-ci ne prendra fin qu'en 1970 avec la dissolution de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA), jamais reconstituée depuis.

Kaïd Ahmed, rompu aux manœuvres d'appareil, se révèle cependant incapable de dynamiser le P.L.N., qui reste une coquille vide, un appendice bureaucratique de l'Etat. En outre, il s'éloigne par ses années 70 des options du pouvoir, qui s'orientent de plus en plus vers le socialisme. Il s'efforce, semble-t-il, de trainer la révolution agricole et l'agriculture traditionnelle dans les campagnes de volontaires étudiants progressistes issus des milieux qu'il avait été chargé de mettre au pas. Le 20 décembre 1972, un bref communiqué de la présidence du Conseil de la révolution annonce que « le frère Kaïd Ahmed, membre du Conseil de la révolution, est démis de ses fonctions de responsable du P.L.N. pour raisons impérieuses de santé ». L'intéressé part alors en France et garde le silence pendant plus de deux ans. Et, le 25 mars 1978, c'est la bombe. L'ancien dirigeant du FLN, dénoncé dans un appel diffusé simultanément par les journaux révolutionnaires du président Boumediène et appelé « le nation algérienne à sauver la révolution de novembre 1954 de l'insurrection ». Oubliant les excès de celui qu'il dénonce, il affirme que « le redressement révolutionnaire du 19 juin 1965

n'est dérivé de ses promesses solennelles et que le pouvoir unique ne peut être exercé que par le peuple ».

Il s'empare dès lors, sans succès, à regrouper les opposants en exil. En mars 1978, il tient à Paris une fructueuse conférence de presse au cours de laquelle il s'exprime en termes vifs au chef de l'Etat algérien. Evouant le conflit du Sahara occidental, il le qualifie de « stupide » et d'« odieux ». Cet état lui vaut d'être reconduit à la frontière suisse, d'où il part le Maroc. Il anime alors des émissions radiophoniques contre les autorités d'Alger, multipliant les attaques virulentes contre le président Boumediène.

La dernière initiative politique de Kaïd Ahmed a été, en mai 1977, la publication d'une « proclamation pour la démocratie et la révolution en Algérie » signée en commun avec le colonel Tchar, son ancien chef d'état-major de l'armée nationale populaire (A.N.P.) et M. Ali Mahsas, ancien ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Les deux auteurs de ce texte dénonçaient le « pouvoir tyrannique » du président Boumediène, accusé d'avoir « démolé le pays éternel pour le transformer en un pays de révolutions ».

Les prises de position du « commandant Slimane » en faveur de la thèse maroco-saharaine dans l'affaire du Sahara occidental lui avaient valu d'être appelé « traître » par la presse algérienne. Sous le titre « Le mercenaire du roi », la République d'Oran l'avait accusé d'être « à la solde de Hassan II et de l'imperialisme ». Mais les outrances verbales de Kaïd Ahmed n'entraînaient plus guère de réactions à Alger. Sans doute jugé-on que cet homme seul, isolé et déjà discrédité par son passage au pouvoir ne constituait pas un danger.

DANIEL JUNQUA.

Ethiopie

APRÈS SES SUCCÈS DANS L'OGADEN Addis-Abeba s'apprêterait à lancer une contre-offensive en Érythrée

Les diplomates somaliens en Europe — notamment les ambassadeurs à Paris, à Londres et à Rome — ont démenti lundi 6 mars la chute de la ville de Jijiga, ville stratégique du nord de l'Ogaden, qui avait été annoncée la veille par Addis-Abeba. A Mogadiscio, le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.) n'a, pour sa part, ni confirmé ni démenti la reprise de Jijiga par les Ethiopiens et leurs alliés soviétiques et cubains. Dans les milieux diplomatiques de la capitale somalienne et dans ceux de Nairobi, on doute néanmoins que les « forces somalies » aient pu résister à la contre-offensive éthiopienne. On estime que la chute de Jijiga n'est, au mieux, qu'une « question de temps ».

Un certain optimisme

On laisse entendre, d'autre part, à Mogadiscio que plusieurs milliers de combattants somalis, pour ne pas mentionner ceux de l'armée régulière, seraient bloqués dans l'Ogaden après la manœuvre d'encerclement par le nord des Ethiopiens. On confirme également que le chef de l'Etat, le général Siyad Barre, était allé le 3 mars dans le nord du pays, à Hargeisa notamment, pour se rendre compte de la situation.

Du côté éthiopien, on affiche un certain optimisme. Au cours d'une conférence de presse tenue lundi à Nairobi, l'ambassadeur Desta a déclaré que son gouvernement comptait bien avoir répondu tous les rebelles somaliens hors de l'Ogaden d'ici la fin du mois. De son côté, l'attaché militaire, le lieutenant-colonel Bayou Alemu, a dit que, à la suite de la chute de Jijiga, les Ethiopiens avaient repris une « bonne partie de l'Ogaden », peut-être le quart du territoire contrôlé jusque-là par les Som-

aliens. Maintenant, a-t-il précisé, nos forces font mouvement en direction du sud vers les localités de Edeu-Dabar et de Gode, qui ont été parmi les premières à tomber entre les mains des Somaliens en juillet dernier.

Selon le correspondant à Addis-Abeba de l'agence de presse polonaise P.A.P., l'armée éthiopienne, après s'être emparée de Jijiga, aurait d'ores et déjà atteint la frontière somalienne près de la ville de Borama. Il s'agit que les Ethiopiens soient également parvenus à déloger les derniers kilomètres de voie ferrée entre Dire-Doua et la frontière. Le droit de passage d'autre part à Addis-Abeba qu'une contre-offensive similaire à celle de l'Ogaden est imminente dans un avenir prochain, en Érythrée, où les forces de libération encerclent toujours Asmara, la capitale, et le port de Massawa sur la mer Rouge. Cette annonce intervient au moment où les deux principaux mouvements de libération érythréens, FLE (Front de libération de l'Érythrée) et F.L.L.E. (Front populaire de libération) sont réunis une nouvelle fois à Kharطوم pour poursuivre leurs efforts d'unification. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

● A Le Havre, « Gramma », organe officiel du parti communiste cubain, a annoncé lundi en gros titre la prise de Jijiga par les forces éthiopiennes. Le journal ne fait pas mention de la présence de soldats cubains aux côtés des Ethiopiens. Sous le titre « Jijiga libérée, éclatante victoire éthiopienne », il écrit simplement que, selon les agences de presse, les forces éthiopiennes ont réalisé une avance rapide et foudroyante pour s'em-

● A Le Havre, « Gramma », comme la cité de l'Ogaden.

Maroc

M. ALI YATA REPROCHE A M. MARCHAIS DE ROMPRE AVEC LA TRADITION ANTICOLONIALISTE DU P.C.F.

(De notre correspondant.)
Rabat. — « Nous disons au camarade Marchais que le P.C.F. compte sur ses vingt millions de fils pour préserver et consolider son unité territoriale. Quant aux armes, si nous ne pouvons plus les acheter en France, nous les procurerons ailleurs. » Telle est la réponse de M. Ali Yata, secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme (P.P.S.), communiste de l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA) qui entendait inscrire la lutte nationale dans un cadre légal. En 1950, deux ans après le début de l'insurrection, Kaïd Ahmed rejoignit le Front de libération nationale (FLN). Sous le nom de « commandant Slimane », il entame alors une carrière militaire brillante, en procureur successivement au P.C. du Sud-Oranais, à l'état-major Ouest, puis au Conseil national de la

révolution algérienne (G.N.R.A.), avant de devenir, en 1960, au quartier général de Ghardimaou, en Tunisie, l'un des adjoints militaires du colonel Boumediène, alors chef d'état-major de l'Armée de libération nationale (A.L.N.). C'est à ce titre qu'il participe, en 1961, aux discussions d'Evian.

Au lendemain de l'indépendance, en 1962, Kaïd Ahmed s'oppose au gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.) présidé par M. Ben Khedda. Il rejoint le « groupe de Tlemcen », ce qui lui vaut d'être arrêté deux jours, puis trois semaines en prison. Il réussit néanmoins à rejoindre ses amis et participe à la marche victorieuse sur Alger de M. Ben Bella, alors soutenu par le colonel Boumediène.

Elu député de Tiarret, il est nommé en septembre 1965 ministre du tourisme, poste qu'il quitte en décembre 1964. Six mois plus tard, le célèbre « groupe d'Oujda », dont il fait partie et qui rassemble également autour de lui le colonel Boumediène, MM. Boufelfel, Medghri et Chérif Belkacem, renverse le président Ben Bella, aujourd'hui encore emprisonné et séquestré du pouvoir.

Il est nommé, au sein du conseil de direction de ce « redressement révolutionnaire », à la tête du ministère des finances et du plan, en même temps qu'il devient membre du Conseil de la révolution.

En décembre 1967, en plein mandat, un communiqué officiel annonce que « le frère Kaïd Ahmed est chargé des missions nouvelles qui seront confiées ou portées ». Il succède au poste de responsable collectif de cinq secrétariats qui était animé par M. Chérif Belkacem. Le « commandant Slimane » apparaît alors

ASIE

Chine

La nouvelle Constitution donne des pouvoirs accrus à l'Assemblée nationale

De notre correspondant

La nouvelle Constitution chinoise, adoptée dimanche par la cinquième Assemblée nationale, a été publiée ce mardi 7 mars. La Loi fondamentale comprend soixante articles, contre trente dans le texte adopté en 1954. Parmi les nouveautés, il a été décidé de donner des pouvoirs accrus à l'Assemblée nationale, qui n'est plus « placée sous la direction » du parti. L'Assemblée « décide des questions de la guerre et de la paix » et le Comité permanent — son émanation — « contrôle les activités » du Conseil des affaires étrangères (gouvernement), de la Cour populaire suprême et du Parquet populaire suprême.

Pékin. — Le rapport sur l'activité du gouvernement présenté dimanche par le président de l'Assemblée nationale populaire et qui a été rendu public lundi 6 mars, à Pékin, est sans doute le document le plus complet et le plus détaillé sur la politique intérieure et extérieure de la Chine qui ait été diffusé depuis la révolution d'octobre. Le premier ministre Chou En-lai, en janvier 1975, devant la quatrième Assemblée nationale populaire, avait été beaucoup plus bref et moins précis.

M. Hua Kuo-feng lui-même, lors du onzième congrès du parti au mois d'août dernier, avait surtout parlé du passé. On comprend aujourd'hui que ce nouveau rapport ait été présenté par la presse chinoise comme un « programme d'action », car rarement un dirigeant chinois s'est exprimé publiquement en termes aussi concrets. Le poids du passé pèse encore lourdement sur la direction chinoise et c'est le chapitre sur lequel le rapport de M. Hua Kuo-feng est le plus faible. Evouant l'histoire récente, le premier ministre dénonce les « colonies » de la « bande des quatre » contre M. Teng Hsiao-ping et présence de dernier comme le fidèle exécutant des directives du président Mao. Mais il « oublie », lorsqu'il rappelle les circonstances de sa propre nomination au mois d'avril 1976 à la direction du gouvernement et du comité central, de signaler que M. Teng Hsiao-ping fut lui-même nommé par le parti au même moment des suites de la mort de Mao.

L'essentiel cependant n'est pas la « libération » du rapport, révéle une volonté de se libérer dans la mesure du possible de ce contentieux historique pour

comme dans la critique littéraire et artistique », mais, ajoute-t-il, « pour combattre tout ce qui est contraire à la ligne générale de l'antimarcisme, nous ne devons pas interdire aux gens d'entrer en contact avec ce qui est erroné, laid, ou ce qui nous est hostile... Si nous mettons à la disposition du peuple un choix de matériaux négatifs nécessaires, c'est précisément pour aguerrir les masses et mieux les éduquer ». Pas question de « libération bourgeoise », donc, mais on peut se demander à quel genre d'expérience cette politique peut convier les amateurs chinois de spectacles étrangers.

La politique internationale est le domaine à propos duquel M. Hua Kuo-feng se montre le plus prudent. A l'égard de l'I.T.R.S. en particulier, les positions sont rigoureusement identiques à celles qui ont été maintes fois définies ces dernières années. Toutefois, certains plans sur la possibilité de « retarder » l'arrivée de la guerre « attendront-elles sans doute l'attention des experts ».

Des lacunes
Ce rapport n'est pas sans lacunes. La place réservée à l'armée par exemple, est étonnamment modeste, compte tenu du rôle que jouent les militaires dans le régime. En dépit, d'autre part, de multiples références à la « lutte de classe » et à la « dictature du prolétariat », les questions d'ordre idéologique sont traitées de manière peu convaincante et avec un évident souci de préserver les susceptibilités les plus diverses. Sans doute n'est-ce pas non plus par hasard si le problème des institutions centrales, à commencer par celui des rapports entre le parti et l'Etat, est totalement passé sous silence — au moment-même où M. Hua Kuo-feng se voit maintenu dans ses doubles fonctions de président du P.C.C. et de premier ministre.

Le contraste le plus frappant est cependant entre l'ambition des projets exposés dans ce rapport gouvernemental et le conservatisme dont on a fait preuve, au cours de la même session parlementaire, dans la nomination des hommes qui vont avoir la charge de les réaliser. Entre la volonté de rénovation et celle de continuité qui inspirent également M. Hua Kuo-feng et ceux qui lui sont proches, le compromis risque de se révéler fragile. Combien d'ailleurs parmi les personnages qui viennent d'être nommés ou confirmés dans les plus hautes fonctions seront à même de mener à leur terme les tâches qui leur sont assignées pour 1985 ?

ALAIN JACOB.

Zaïre

Après l'échec d'un complot KINSHASA ANNONCE L'EXECUTION DE QUATORZE « MENEURS »

Kinshasa (Reuter). — Soixante-sept officiers et vingt-quatre civils ont été arrêtés au Zaïre pour « complot » contre le régime du président Mobutu Sese Seko. Ils seront jugés, ce mercredi 7 mars, à Kinshasa, a annoncé, lundi, l'agence officielle zalabre Azap.

Le général Mobutu a démenti qu'il y ait eu tentative de coup d'Etat (le Monde dn 3 mars). Il a indiqué qu'il s'agissait simplement d'un « projet de campagne de terrorisme urbain ».

Le chef de l'Etat a, par ailleurs, confirmé que l'armée était intervenue à Idiofa (province de Bandundu) contre des rebelles qui détenaient notamment un prisonnier belge, le père Clous Julien. La compagnie de soldats congolais qui avait été libérée depuis le 19 février, un certain nombre d'objectifs, dont le pipeline Matadi-Kinshasa, le complexe hydro-électrique d'Inga (sur le fleuve Zaïre), des grands magasins, salles de cinéma, maisons de la presse et les ambassades du Brésil et de France. Il a précisé qu'on avait tenté depuis 1976, de l'extérieur, de corrompre une petite poignée d'« officiers bureaucratiques », et il a mis en cause trois pays étrangers, dans un discours, qu'il n'a pas nommés.

A propos des événements d'Idiofa, village natal de Pierre Mulele, dont la rébellion embrasa en 1964 et 1965 une bonne partie de ce qui était alors le Congo, le président Mobutu a déclaré que l'armée était intervenue pour neutraliser des éléments rebelles. Il a précisé qu'il s'agissait de rescapés de la « guerre de quatre-vingt-trois jours » (opération au Shaba l'année dernière contre des insurgés venus d'Angola), qui venaient du Kasai, s'étaient installés dans la province du Kwilou et la fin décembre et au début de janvier.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 7 mars, ce n'est pas le président Giscard d'Estaing qui transporte à Salm-de-Provence la Casaca du G.I.A.M. accidentés de la Légion, mais les journalistes qui accompagnent le chef de l'Etat lors de sa visite à l'école de l'Armée de l'air. C'est à bord d'un Mystère 20 que le président de la République effectua le voyage.

LE MONDE

LE CALIC

LES ENTREPRISES PUBLIQUES

R. HELLMANN
La guerre des monnaies
collection "Essais"
00000 40 F

Le jour où toutes les banques prennent les mêmes décisions

سكول من لإصل

Handwritten signatures and scribbles at the bottom right of the page.

POLITIQUE

La préparation

Des élections législatives
DANS LA MI

Une nouvelle version
de la légende de Faust

ALAIN FÉRETTE

La haine sociale

Que reste-t-il de la
V^e République
du Général de Gaulle?

Pouvoirs n° 4.
20 ans après : la V^e République.
39 F

Les livres des Faf questionnent le monde.

DANS L'OPPOSITION

Le P.C. et la C.G.T. n'envisagent pas de gérer la crise

(Suite de la première page.)

L'intervention, dans le débat de la gauche, de l'ancien président du conseil (le 28 février au « Club de la presse » d'Europe 1 et dans un interview au Nouvel Observateur de cette semaine) n'est pas du goût du P.C.F. C'est que le contentieux est ancien et chargé entre les communistes et M. Mendès France. Dans l'Humanité de mardi, Laurent Salini le rappelle longuement l'usage des jeunes générations communistes. Il cite en particulier les propos de M. Mendès France en 1954, lorsque, investi par l'Assemblée nationale dans le rôle de président de la République, il refusa le vote en faveur des députés communistes en s'adressant en ces termes au porte-parole du groupe communiste : « Sans doute M. Billoux consacrerait tout son temps à la préparation de son important discours à-t-il osé de lire la presse de ces derniers jours et sans doute ignore-t-il la détermination qui s'est prise — et que j'ai confirmée dans ma déclaration d'investiture à cette tribune — de ne pas accepter de voir figurer dans ma majorité d'investiture les voix qu'il est venu offrir si généreusement. »

électorale de la gauche pour appliquer une politique de gestion de la crise actuelle. Cette hanhite est suffisamment profonde pour que le P.C.F. n'hésite pas à prendre le risque de remettre en cause la perspective d'une victoire électorale de la gauche plutôt que de faciliter l'accession au pouvoir du P.S. dans des conditions qui non seulement ne lui conviennent pas, mais inquiètent. La violence avec laquelle sont relevés à cinq jours du scrutin les déclarations de M. Robert Fabre et Mendès France, la mobilisation de la C.G.T. — qui n'est pas sans dangers pour cette centrale syndicale — illustrent la détermination du P.C.F. et donnent du crédit aux menaces qui pèsent sur la conclusion d'un accord de désistement à gauche entre les deux tours de scrutin. Déjà, au micro de R.T.L. de secrétaire général de la C.G.T., M. Mitterrand et Fabre d'un éventuel échec de la gauche.

M. SÉGUIY : Robert Fabre traduit-il aussi l'opinion du P.S. ?

M. Georges Séguay, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré lundi 6 mars : « À l'approche du scrutin du 12 mars, dont tous les observateurs s'accordent à penser qu'il donnera la majorité à la gauche, les déclarations de toutes sortes sont bon train. »

M. Marchais : Mendès France a toujours fait barrage au mouvement populaire

L'Humanité du 7 mars consacre une place importante à critiquer l'action et les déclarations de M. Pierre Mendès France. Le principal titre de première page du quotidien communiste est : « La recherche d'un nouveau miracle. »

Dans l'édition de M. Marchais écrit : « Nom renchérit avec insistance — celui de Pierre Mendès France, cet ancien ministre de la III^e République et ancien président du conseil de la IV^e République, dont toute la carrière a consisté à faire barrage, à chaque étape, au succès du mouvement populaire. »

parent à ne dire qu'après le scrutin du 19 mars « ce qu'est véritablement leur programme », le secrétaire général du P.C.F. a ajouté : « Mendès France lève cependant un coin du voile sur ce que serait un tel programme. Je le cite : « Il faut être convaincu que tout le monde n'aura pas tout immédiatement, que les défavorisés eux-mêmes ne vont accepter un certain compromis, un type de compromis un peu moins facile, en attendant les progrès et la justice à venir, mais dont on saura qu'on peut enfin y croire. »

M. Baillot (P.C.F.) : la dissuasion nucléaire doit viser les centres scientifiques et industriels de l'adversaire

Dans un entretien au mensuel d'information de la Fédération des républicains de progrès (gaullistes d'opposition), le Recours à la République, M. Louis Baillot, responsable de la commission de défense du P.C.F., définit pour la première fois, la conception communiste de la stratégie nucléaire « anti-cités », telle que l'a exposée, en mai 1977, M. Jean Kanapa au comité central du P.C.F.

« Nous ne voulons pas prendre en otage les populations. Il est difficile, précise M. Baillot, de détruire cinquante ou soixante millions de gens. Il est certain que l'on doit viser les objectifs de l'adversaire, ce qui a été dit par François Mitterrand : « Nous serons plus à l'aise pour demander des sacrifices aux travailleurs. »

M. MITTERRAND : les travailleurs ne resteront pas les bras croisés en cas de victoire de la majorité

Dans un interview publiée lundi 6 mars par le journal Sud-Ouest, M. François Mitterrand déclare qu'en cas de victoire de la majorité sortante, il serait « étonné que les travailleurs restent les bras croisés en attendant que le fantôme du plan Barre vienne à nouveau répandre le chômage et ronger le pouvoir d'achat. »

Le premier secrétaire du P.S. ajoute : « J'imagine, mais je ne veux pas parler à leur place, que M. Mendès France, s'il était encore plus grand et si les travailleurs étaient encore plus nombreux, se trouveraient minoritaires en sièges à l'issue du second tour. D'où le désir d'union pour les partis de gauche. »

Les radicaux de gauche et les nationalisations

Le P.C.F. peut en effet se satisfaire d'entendre M. Cheysson admettre la présence de ministres communistes au sein d'un gouvernement issu d'élections démocratiques. En revanche l'idée de voir l'étiquette de ceux-ci « bien vite oubliée » ne peut que inquiéter sur la nature de la politique qu'il serait amené à cautionner.

M. CRÉPEAU : le M.R.G. ne fera pas obstacle à la réalisation d'un accord.

M. Michel Crépeau, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, nous a déclaré lundi 6 mars, à la suite de la publication d'une interview de M. Robert Fabre dans laquelle le président du M.R.G. estimait que le problème des nationalisations se poserait en fait aux limites des concessions.

LA GAUCHE EUROPÉENNE FAIT CONFIANCE AU P.S.

Le mouvement Gauche européenne (1) a publié le 6 mars suivant : « Le comité international rappelle que le mouvement a toujours affirmé que tout pays démocratique à une place naturelle au sein de la Communauté ; c'est pourquoi il déclare que les demandes d'adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal doivent être agréées immédiatement. Certes, l'intégration de ces pays pose des problèmes dont il serait vain de nier la difficulté, mais le mouvement entend contribuer à leur solution au cours des études, confrontations ou colloques qu'il a décidé de poursuivre et d'organiser à cet effet. »

(PUBLICITE)
APPEL POUR LE SOUTIEN AUX CANDIDATS PRÉSENTÉS PAR LE PARTI SOCIALISTE A PARIS
LES 12 et 19 MARS, LE CHOIX SERA CLAIR.
Les Français et les Françaises auront un choix décisif à faire pour notre pays.
Ce choix sera clair : d'un côté, la poursuite d'une politique réactionnaire au service d'une minorité de privilégiés ; de l'autre, la possibilité d'un vrai changement qu'appellent de leurs vœux la majorité des Français.
CHANGER LA VIE
Les 12 et 19 mars, les élections législatives offriront une chance, enfin, de changer de politique. Nous ne voulons pas remettre à plus tard ce qui est possible demain.
L'intégrité et la gravité de la crise dans laquelle la société et l'économie françaises sont plongées ne doivent pas être un motif pour renoncer.
Elles rendent au contraire plus nécessaires et plus urgentes les transformations prévues par le PROGRAMME COMMUN. Pour faire passer dans la réalité les immenses espérances des Français et leur aspiration sans cesse plus forte à CHANGER LA VIE.
C'EST POSSIBLE MAINTENANT
Les dernières élections municipales l'ont attesté avec force : la gauche est majoritaire dans notre pays.
Fidèle à ses engagements, le PARTI SOCIALISTE n'a qu'un combat : celui qu'il mène contre la droite. Il n'a qu'une stratégie : l'UNION DE LA GAUCHE. Un grand dessein pour les Français : LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE.
Soutenir les candidats présentés par le Parti Socialiste, c'est choisir le bon combat de la justice et de la liberté. C'est permettre à toutes les Françaises et à tous les Français de prendre en main les affaires qui les concernent. C'est donner à la gauche les chances de l'emporter et les moyens d'organiser la politique de progrès social et de profondes réformes de structures dont le pays a besoin.
POUR LA VICTOIRE DE LA GAUCHE
POUR LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT D'UNION
POUR L'APPLICATION DU PROGRAMME COMMUN
Les signataires du présent appel contiennent les candidats et les candidates présentés par le PARTI SOCIALISTE A PARIS.
Ils demandent aux Parisiens et aux Parisiennes de porter leur suffrage sur ces candidats, dès le 12 mars, et de se prononcer le 19 mars pour le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour.
Ils appellent à la rejoindre le plus grand nombre de travailleurs et habitants de la capitale.
PREMIERE LISTE DE SOUTIEN :
Catherine ALLEGRET, Marcel AMONT, Charles ANCIER, avocat à la cour ; Jacques ARDOIN, enseignant Paris VIII ; Jules ARROUS, avocat à la cour ; Igor BARRETS, Michel BATAILLE, écrivain ; François-Régis BASTIDE, écrivain ; Charles BASSONFERRE, chansonnier ; Yves SAUJOUX, avocat à la cour ; Michel BRAUD, professeur de économie à Paris VIII ; Jean BÉGAUX, avocat ; Daniel BENASSAÏA, conseiller de Paris ; Jacques BENVENISTE, maître de recherche à l'INSERM ; Maurice BÉRAUD, Raymond BLUM-ANCHER, Jean-Michel BRUNSWIG, avocat ; Pierre BUIVIN, avocat ; Pierre CARASSON, syndicaliste ; Serge CHAÏRE, avocat ; Georges CONCHON, écrivain ; Bertrand DELANDE, conseiller de Paris ; Annie GIBARDOT ; Christine GUIZÉ-RENAUD ; Pierre GUIDON, conseiller de Paris ; Roger HANIN ; Claude HELFFER, pianiste ; Jean-Claude HENBARD, professeur agr. G.E.U. Paris Ouest ; Albert HIRSCH, professeur agr. C.R.U. Créteil ; Jean-Pierre JACQUET, avocat ; Yves JUOFFA, avocat ; Jacques JULLIARD, historien ; Georges FARIÈRE, avocat ; Maurice LAURENT, Es. Paris Nanterre ; Jacques LANG, conseiller de Paris ; Gérard LEGRAND, écrivain ; Jean-Paul LEVY, avocat ; Claude DANIEL MEYER, vice-président du Comité de Paris ; Roger MERLIN, conseiller de Paris ; Daniel MERLIN, président Paris VII ; Armand MESTRAL ; Nicole MEYER, resp. sec. formation ; Bernard MONTAUDO, avocat ; Louis MOULINET, conseiller de Paris ; René MOUTON, avocat ; Bernard PARMANTIER, avocat ; M. PIRELAIN, agrégé des hôpitaux de Paris ; René-Victor PILLES, écrivain ; Claude FUYLAGARDE, avocat ; Jean BÉGAUX ; Marcel BOUSSET-DESCAMPS, prof. agrégé G.E. Paris I ; Georges ROUAUD-DANIS, avocat ; Catherine SAUVAGE, avocat ; Jean-Pierre WELTERLIN, conseiller de Paris.
SOUTIEN À PARIS :
FEDERATION DES PARTIS DU PARTI SOCIALISTE
31, rue Basse - 75005 PARIS - Tél. : 22-64-40.
POUR ENVOYER VOTRE SOUTIEN FINANCIER :
Libeller à l'ordre de la Fédération de Paris du Parti Socialiste (Préciser Comité de Soutien).

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page.

la préparation

des élections législatives

POLITIQUE

DANS LA MAJORITÉ

La tournée du premier ministre en province

Une nouvelle version de la légende de Faust

De notre envoyé spécial

Caen. — Poursuivant sa tournée électorale en province M. Raymond Barre s'est rendu lundi soir 6 mars à Caen pour soutenir la candidature du maire de la ville, M. Jean-Marie Girault (rép. ind.), sénateur, candidat unique de la majorité dans la 1^{re} circonscription du Calvados dont le siège est détenu depuis 1973 par M. Louis Mexandreu (P.S.).

Plus de trois mille personnes avaient répondu aux invitations qui avaient été distribuées par les représentants départementaux du courant giscardien, mais dans la salle du Palais des sports, où s'est tenue la réunion, de nombreuses rangées de bancs étaient restées vides.

M. Raymond Barre a alors opposé aux périls que présentent, selon lui, les propositions de la gauche, le « réalisme » de son « programme de Blois » : « D'un côté, dit-il, il y a le programme commun, c'est l'illusion qui sera suivie de la déstabilisation et de la déception. De l'autre, il y a les objectifs d'action pour les libéraux et la justice. Je suis sûr d'entendre ceux qui me disent : il faut faire rêver les Français. Réver à quoi ? A des illusions ? Ce n'est pas le rêve qu'il faut aux Français. Il faut leur l'espérance, et l'espérance se fonde sur la lucidité, le courage, le volontarisme. Il y a de notre survie (...). Il n'y a pas d'autre voie que celle d'un effort collectif et soutenu. »

Après avoir affirmé que les candidats de son mouvement se distinguent de ceux de la majorité arrivés devant eux, M. Chirac a ajouté : « Ce seront là des cas exceptionnels car je suis persuadé que le R.P.R. défendra la droite libérale au premier tour. »

Enfin, dans l'éventualité d'une victoire de la gauche, il a indiqué que « le R.P.R. serait fidèlement engagé en faveur de la poursuite des orientations de l'opposition, tout en demeurant respectueux de la volonté du peuple ».

M. Couve de Murville tel qu'en lui-même...

M. Couve de Murville est l'un des rares candidats à s'intéresser à la politique étrangère. De sa part, c'est la moindre des choses. Il l'a ensorsé fait lundi au cours d'un déjeuner donné en son honneur par la presse diplomatique.

« C'est pourtant à la gauche, un peu trop ignorante des problèmes qui se posent et qui manquent d'expérience », que M. Couve de Murville s'est pris avec le plus de vigueur. Si, pour l'ancien premier ministre, la situation économique est à long d'être satisfaisante aujourd'hui, il ne fait aucun doute que l'application du programme commun entrainera l'effondrement total de l'économie et de la monnaie. Déjà, selon lui, la gauche se prépare à mettre un terme à la liberté des échanges, en instaurant régulièrement sur sa volonté de faire jouer les clauses de sauvegarde prévues par le traité de Rome.

M. CHIRAC : le président de la République doit s'engager le plus possible.

M. Jacques Chirac, dans une interview à R.T.L., mardi 7 mars, a notamment déclaré : « Quant à une intervention du président de la République avant le scrutin, je n'ai pas changé d'avis. J'ai toujours pensé que le président de la République doit s'engager le plus possible pour soutenir sa majorité. »

LA CAMPAGNE OFFICIELLE A LA RADIO ET A LA TÉLÉVISION

Dans le cadre de la campagne officielle à la radio et à la télévision, M. Pierre-Jean, membre du bureau politique du P.C.F., s'est adressé aux jeunes, lundi soir 6 mars. Il a notamment déclaré : « Être jeune, aujourd'hui, c'est se faire, toujours se faire. Avoir le droit à la parole, avoir des responsabilités à l'école, comme au quartier, dans l'entreprise ou à l'armée, c'est ce que nous voulons. »

Le R.P.R., quant à lui, avait délégué deux jeunes candidats, M. Marcel Astruc, ancien syndicaliste agricole, a estimé que les propositions de la gauche pour l'agriculture menaçaient au « collectivisme », et que le fait de porter le SMIC à 2 400 F « équivalait à supprimer les salaires agricoles ».

« Les agriculteurs, a-t-il ajouté, ne sont pas des bêtes, comme Jacques Chirac a su le faire à une certaine époque, on frappe du poing sur la table. » M. Patrick Balthazart a présenté, de son côté, la politique du R.P.R. pour les petites et moyennes entreprises. Il a expliqué qu'il fallait rendre aux P.M.E. « écrasées par les charges sociales et le contrôle des prix, la liberté d'entreprendre ».

Enfin, au nom du RUC (Rassemblement des usagers des services publics, des contribuables et des groupements de défense), MM. Raymond Fouquet et Henri Jannès ont dénoncé « le matrasage des Français » par le fisc et le « baratin » des hommes politiques. Le RUC se prononce en faveur de la suppression de l'impôt sur le revenu et pour le SMIC à 3 000 F. Il se propose d'ouvrir toutes grandes les fenêtres de l'information et de dire halte à la corruption financière.

RAYMOND MARCELLIN l'importune vérité 10 ans après Mai 68: un ministre de l'Intérieur parle. Plon



Sachez parler avec aisance ayez de bons contacts et votre vie en sera transformée

Les Techniques de la Parole à la portée de tous Avec Audace et Parole Votre Personnalité s'épanouira Vous acquiessez confiance en vous. Vous devenez avec vos talents cachés et saurez les mettre en valeur. Votre autorité, votre influence croîtront; vous réussirez mieux.

BON POUR L'ENVOI GRATUIT DU LIVRE DE MAURICE OGIER - PARLER AVEC AISANCE - sans engagement d'aucune sorte - sous pli ferme confidentiel - ainsi que ses références et les renseignements concernant ses Méthodes d'Action.

Ricardo Boffill. Pour une architecture au service des hommes. Arthaud

La haine sociale

(Suite de la première page.)

Mais supposons un instant que ces deux chiffres soient exacts : 68 milliards, ce n'est pas encore la moitié de ce qu'il faudrait. Où trouvera-t-on le reste ? Eh bien ! dit froidement le P.C., dans l'augmentation de la production.

C'est un aveu de taille : car c'est admettre que la « redistribution » ne peut suppléer la croissance, et que, comme nous l'avons toujours soutenu, il faut financer le progrès social par le progrès économique.

Le P.C. fixe donc comme objectif à la croissance, dès cette année : 6,8 %. Alors que le gouvernement escompte 4,5 %, que le P.S. s'en tient à 4,9 et que les experts de l'O.C.D.E. nous en accordent à peine 3,7.

Seul, le P.C. fait semblant de croire que ce taux fantastique, dans les circonstances infamantes actuelles, soit à notre portée.

Et pourtant, M. Merchals et son parti n'ont peut-être pas tout à fait tort de penser que, ce taux miraculeux, ils pourraient y porter le France. Je dirai même : ils sont seuls

Que reste-t-il de la V^e République du Général de Gaulle? Pouvoirs n° 4. 20 ans après: la V^e République. 39 F. Les livres des Puf questionnent le monde. puf

SEGUY : Robert Fabre lui-même aussi l'opinion du P.S. L. Georges Seguy, secrétaire général de la CGT, a déclaré à 8 mars...

aux de gauche rationalisations. Le M.R.G. a déclaré à la séance...

POLITIQUE

La préparation

Tribunes du 12 mars

Contre l'immigration

par JEAN-MARIE LE PEN (*)

Le Front national mène depuis des mois une très active campagne contre l'immigration et axe son action électorale sur ce problème. Cette démarche politique correspond à la vocation politique du Front national, et de lui seul.

En effet, le chômage est devenu un mal permanent frappant des centaines de milliers de travailleurs français. Les « remèdes » proposés par les partis gouvernementaux et marxistes se résument en une création (plus ou moins massive selon les talents démagogiques de leurs chefs respectifs) d'emplois improductifs supplémentaires, mais rien n'est prévu pour résoudre véritablement le chômage. Même les communistes ne prévoient que de faire baisser de quelques centaines de milliers le nombre des chômeurs, huit cent mille travailleurs restant de ce fait privés d'emploi.

Au contraire, le Front national présente une solution réaliste et complète du problème du chômage.

Le rapatriement des travailleurs étrangers en surnombre (solution adoptée par les sociaux-démocrates d'Allemagne occidentale) libérera un nombre d'emplois largement suffisant pour mettre fin totalement au chômage.

Ce rapatriement sera financé par une taxe spéciale prélevée sur les entreprises ayant réalisé des superbénéfices grâce à l'utilisation des travailleurs immigrés.

Des calculs réalisés par notre commission économique ont prouvé d'une façon irréfutable que le départ de deux millions d'immigrés libérerait au minimum plus d'un million deux cent mille emplois de qualification moyenne ou

élevée et plusieurs centaines de milliers d'emplois de moindre qualification, mais que nombre de chômeurs français seraient prêts à occuper, dans le cadre d'une authentique politique de revalorisation du travail manuel, préconisée par le Front national, qui demande la prise en compte de la « valeur sociale » du travail pour établir l'échelle de rémunérations salariales.

Le Front national est un parti qui entend défendre les travailleurs français, qui met « la France et les Français d'abord ».

Les autres partis sont des partis de classe ou des syndicats d'intérêts, ce qui explique leur totale incapacité à prendre, dans le domaine de l'immigration, les décisions qui s'imposent.

Le Front national, qui lutte exclusivement pour la défense des intérêts vitaux du peuple et de la nation, peut, au contraire, mettre en œuvre une politique de priorité absolue d'emploi pour les travailleurs français.

La fin du chômage et une politique d'ensemble de revalorisation du travail manuel auront automatiquement des résultats positifs sur le plan de la situation économique française. Un coup de fouet sera donné à l'économie, mais un coup de fouet sain puisque portant sur des emplois productifs, dont le rendement s'élèvera automatiquement en raison d'une meilleure qualification générale des personnes employées de niveau moyen de qualification des travailleurs immigrés étant nettement au-dessous du niveau moyen des travailleurs français.

Il sera ainsi possible de relancer la production française sans aggraver l'inflation, tandis que l'arrêt des sorties massives d'argent effectuées par les immigrés permettra de mieux protéger l'équilibre monétaire, facteur décisif d'une stabilisation qui se fait toujours attendre.

La campagne du Front national contre l'immigration, facteur de chômage et de régression sociale, est une campagne responsable qui entend exclusivement défendre les droits des travailleurs français. Ceux-ci doivent avoir une totale priorité d'emploi dans leur propre patrie; ils doivent pouvoir compter sur le soutien total de leur gouvernement. Le Front national n'a rien contre les immigrés, mais il place avant eux ses compatriotes, car il est le seul parti politique à mettre « les Français d'abord ».

En votant massivement pour les candidats du Front national, les travailleurs français montreront clairement leur exigence de voir leurs problèmes pris réellement en considération par les dirigeants politiques du pays. Les travailleurs français choisissent les seuls candidats qui combattent pour mettre fin au chômage par l'arrêt total de l'immigration et le rapatriement des immigrés en surnombre.

Le Front national, en rassemblant autour de ses nombreux candidats des centaines de milliers de suffrages, aura la possibilité d'exercer une pression décisive en vue d'obtenir le vote d'un projet de loi accordant la priorité d'emploi pour les travailleurs de notre pays.

(*) Président du Front national (7, rue de Surène, Paris-9^e).

Et si l'on parlait du racisme ?

par ALBERT LEVY (*)

DANS la crise profonde que traverse la France, le racisme a pris des formes et des proportions alarmantes. Alors que des millions d'hommes et de femmes sont en proie à des difficultés, des préoccupations et des appréhensions d'une extrême gravité, certains n'hésitent pas à en rendre responsables les immigrés et à distiller l'injure et des mesures à leur encontre apporteraient un soulagement aux Français dans les domaines, par exemple, du chômage, de la couverture sociale, de l'inflation, de l'enseignement ou de la sécurité.

Il s'agit là de toute évidence, de campagnes mensongères, démenties par le bon sens aussi bien que par les études sérieuses; elles trouvent pourtant, hélas, bien souvent, dans des déclarations et des actes officiels diffusés sans contrepartie par les énormes moyens dont dispose l'Etat. L'antisémitisme, que l'on dit en régression depuis dix ans, vient à la rescousse de ce racisme de crise, qui a besoin de tous les bons émissaires possibles pour masquer les causes réelles de la situation et détourner dans des directions erronées protestations et colères.

Il n'est pas surprenant, dans ce contexte, que les préjugés et comportements racistes, les actes discriminatoires, deviennent quotidiens, jusque dans des services publics tels l'Agence nationale pour l'emploi ou des bureaux d'aide sociale, contre lesquels le M.R.A.P. a dû engager des poursuites judiciaires. Quant aux crimes et agressions visant les immigrés — que n'évoquent guère les recherches sur la violence et l'insécurité — ils ne cessent de se multiplier dans une quasi-impunité, tout comme les attentats contre les foyers, les organisations juives, antiracistes et antifascistes.

Où, la France est un pays où le racisme tue, tandis que sont entretenues systématiquement les oppositions, les divisions entre Français et immigrés, juifs et chrétiens, Européens et Arabes, Blancs et Noirs, sédentaires et nomades. Dès lors, il ne suffit pas, pour conjurer le mal, de discours antiracistes théoriques ni de professions de foi généreuses sur la défense des droits de l'homme... ailleurs. Un effort important et durable

s'impose, si l'on veut véritablement l'extirper des mœurs et des consciences.

Les propositions formulées par le M.R.A.P. portent d'abord sur le respect rigoureux, la stricte application et le renforcement de la loi du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme, et l'emploi de tous les moyens possibles (inutilisés à ce jour) pour la recherche et la mise hors d'état de nuire des auteurs d'agressions et d'attentats, ainsi que des groupements qui les fomentent ou les inspirent. Il demande aussi que soit combattue par les moyens appropriés la poussée néonazie qui s'appuie sur l'impunité, l'apologie, la banalisation, voire la négation, des crimes hitlériens.

Mais il convient de souligner, parmi les priorités, tout ce qui peut contribuer à créer un nouveau climat. Au lieu de mettre en accusation les immigrés ou d'autres groupes ethniques, il faudrait des prises de position répétées, au plus haut niveau, dénonçant et contrecarrant les campagnes racistes; la radio, la télévision et les autres moyens d'information, l'école, devraient participer à l'indispensable démythification, avec le concours actif des organisations antiracistes, en exaltant notamment le droit à la différence pour ceux qui « ne sont pas comme nous », ainsi que l'enrichissement mutuel qui résulterait d'échanges approfondis et d'une amitié vivante.

Le M.R.A.P. demande aussi d'une façon précise l'abrogation immédiate de toutes les mesures restreignant les droits et libertés fondamentaux des travailleurs immigrés et de leurs familles: le décret du 10 novembre 1977 sur l'immigration familiale; la circulaire du 21 novembre 1977 autorisant l'emprisonnement sans jugement pendant sept jours des immigrés menacés d'expulsion; le décret-loi d'avril 1959 limitant le droit d'association des étrangers; le décret du 23 décembre 1977 et les autres dispositions qui empêchent les étudiants étrangers de s'inscrire, d'étudier et de travailler dans les mêmes conditions que les jeunes Français; les entraves administratives écartant des études secondaires les enfants des milieux défavorisés, parmi

lesquels une majorité d'enfants de migrants; les articles particulièrement injustes de l'ordonnance du 2 novembre 1965 — en un mot les textes qui, ajoutés à la ségrégation de fait dans l'habitat, aux multiples inégalités dans le travail et les conditions de vie, dessinent les traits de plus en plus marqués d'un apartheid à la française.

Inversement, une législation positive favorisant la liberté et l'égalité des travailleurs immigrés devrait être adoptée dans les meilleurs délais.

La lutte contre le racisme n'est pas seulement l'affaire de ses victimes directes et de quelques spécialistes. Il s'agit d'un grave problème national.

Alors que s'affirme le recul du colonialisme, que tous les peuples manifestent leur aspiration à la liberté et au progrès, le rayonnement de la France dans le monde, et singulièrement dans le tiers-monde, exige qu'elle donne d'elle-même une image vraiment conforme aux idéaux qu'elle prétend incarner. Alors qu'on présente généralement la « coopération » comme une aide aux pays en voie de développement, ne devrait-on pas enfin reconnaître que la présence des immigrés en France en est un autre volet, ce qui donnerait une tout autre dimension aux relations avec leurs pays d'origine ?

Mais il y va, aussi des intérêts les plus élémentaires des Français. Cruel envers ses victimes, le racisme aliène la sensibilité et la raison de ceux qui s'y laissent prendre. L'arbitraire qu'il engendre contre certaines catégories constitue une menace pour tous. L'intimidation, les violences qu'il entretient, sont autant de périls pour la démocratie.

Aussi est-il urgent de libérer la France du racisme. Cela concerne chaque électeur, chaque citoyen. L'histoire a suffisamment démontré qu'un peuple qui tolère le racisme ne peut pas être un peuple heureux.

(*) Secrétaire général du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (120, rue Saint-Denis, 75002 Paris).

● M. Georges Schmeltz, candidat investi par le Front national dans la 7^e circonscription de la Seine-Maritime, a protesté samedi 4 mars contre la déclaration de M. Jean-Marie Le Pen, président du mouvement, attribuant aux militants du F.F.N. la

responsabilité des incidents survenus dans la nuit du 23 (février) au 1^{er} mars (le Monde des 2 et 3 mars). Il a demandé la convocation d'une assemblée générale extraordinaire du F.F.N. pour « faire la lumière » sur ces incidents et pour « exiger l'union

des forces de droite ». Mme Louise Alaux, candidate du F.N. dans la 4^e circonscription de la Gironde, a apporté son soutien à M. Schmeltz.

● M. Rongier, candidat présenté le RUC (Rassemblement des

usagers des services publics, des contribuables et des groupements de défense) dans la 2^e circonscription de la Loire, a assigné en référé le maire communiste de Saint-Etienne, M. Joseph Sangue-dole, et le doyen du conseil municipal, M. Louis Duchesne (P.C.)

en qualité de directeur de publication de *Vivre à Saint-Etienne*, bulletin municipal d'information.

M. Rongier réclame la saisie du dernier numéro de cette revue paru le mois dernier, estimant inadmissible que ce mensuel, devant être « essentiellement ré-

servé à des comptes rendus d'activité municipale et dont la vocation ne peut être considérée comme politique, serve de tribune et de bulletin de propagande à un parti, et plus particulièrement au cours d'une période électo-

les élections législatives

Dans les Hauts-de-Seine

M. Bouleux face à un anticomuniste de droite

... (textes très petits et peu lisibles) ...

éditions sociales

DEMOCRATIE CROISSANCE ZERO

Maurice Godelier

... (textes très petits et peu lisibles) ...

des livres pour le socialisme et la liberté

spécial élections

“Club de la Presse d'Europe 1” Exceptionnel.

FRANÇOIS MITTERRAND

mercredi 8 mars de 19 h à 20 h 30

sur **EUROPE 1**

SUD RADIO retransmis en direct sur Sud-Radio 367 m 0.M.

Handwritten note in Arabic script: "صحة من لا يملك"

Handwritten signatures and scribbles at the bottom right of the page.

552 من زيميل

POLITIQUE

des élections législatives

Dans les Hauts-de-Seine

M. Ducoloné face à un anticommuniste « de choc »

Jusqu'à la date limite de dépôt des candidatures aux élections législatives, on pouvait s'attendre au manque de combativité de la majorité dans la 11^e circonscription des Hauts-de-Seine (Issy-les-Moulineaux, Vanves, Malakoff), où, en l'absence d'un adversaire de poids, le terrain semblait libre et la victoire facile pour le député communiste sortant, M. Guy Ducoloné.

M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (indép. ind.) des Hauts-de-Seine, longtemps pressenti, avait finalement s'incliné devant le refus du R.P.R. de lui accorder pour suppléant M. André Roche, maire de Vanves. Puis M. André Fossat, sénateur (Un. cent.), encore hésitant à la veille de la clôture des inscriptions, refusait à son tour sans doute trop incertain du soutien des autres formations de la majorité. On semblait

buter devant l'impossible union. Mais un homme guettait dans l'ombre, attendant le moment propice pour apparaître au grand jour et se porter candidat in extremis avec le soutien immédiat du R.P.R. du C.D.S. et du parti radical : M. André Santini, premier adjoint au maire d'Issy-les-Moulineaux, M. Raymond Mérand (M.D.S.P.) et principal artisan de la victoire aussi battu qu'inattendue qui remporta la liste de la majorité contre celle de l'Union de la gauche, que menait M. Ducoloné, le 11 février dernier, lors d'une élection municipale partielle (le Monde du 13 février).

A trente-sept ans, ce Corse aux origines modestes, vient poursuivre à Issy-les-Moulineaux une carrière politique commencée à Courbevoie, où il fut, de 1971 à 1977, adjoint au maire, M. Charles Gérard Demps, député R.P.R. proche du R.P.R., mais officiellement sans étiquette, accusé d'être « parachuté » depuis Courbevoie. M. Santini se targue pourtant pas de faire son trou.

Professeur de droit à l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), directeur du puissant IFAC (Institut de formation d'animateurs culturels), membre du comité directeur du Mouvement national des élus locaux, cet homme énergique, que ses adversaires disent « cynique et sans scrupules », a déjà acquis la réputation de ne se battre que pour gagner. Du reste, même s'il n'apparaît qu'aujourd'hui sur la scène politique, sa candidature est loin d'être improvisée : « L'est-ce que la campagne du candidat de la majorité », a-t-il déjà six mois qu'il « ne lâcherait pas Jean-Pierre Fourcade être candidat à Issy-les-Moulineaux ? Depuis, le « candidat unique » de la majorité a mené une campagne « à l'américaine ».

Ses thèmes, ce sont, bien sûr, ceux de tous les candidats de la majorité : mais ils passent, les bien accueillis au regard du principal cheval de bataille de M. Santini : l'anticommunisme. Sous ses acclamations de ses sympathisants, l'adjoint du maire s'en est pris à M. Ducoloné, « ce stalinien mal reconstruit, usé par quatorze ans d'opposition ».

Dans la 11^e circonscription, la lutte est devenue âpre et le ton de la campagne du candidat de la majorité est dur. Face à une gauche divisée derrière son député sortant, M. Santini, qui bénéficie du retrait du candidat R.P.R. et de la discrétion de certains élus locaux, de dernière minute, espère se retrouver en tête à l'issue du premier tour. En attendant, les adversaires ne se font pas de cadeau.

FRANÇOIS ROLLIN.

préparation

la production française...
rêt des sorties massive...
mettra de mieux en mieux...
d'une stabilisation que

ntre l'immigration, facile...
est une campagne...
défendre les droits de...
voir une totale priorité...
ouvert pour compléter...
ent. Le Front national...
place avant sur les...
politique à mettre à la

idats du Front natio...
trouvent clairement...
retrouvent leur...
pays. Les travailleurs...
qui combattent...
de l'immigration et

outour de ses nombreux...
affaires, aura le...
vue d'obtenir le...
d'emploi pour les

de Scharf, Paris, 1977.

Le conseil de l'ordre du Grand-Orient de France, qui a été élu le 4 mars, publie la déclaration suivante concernant les prochaines élections.

« Fidèle à sa devise, qui est aussi celle de la République, le Grand-Orient de France tient à rappeler, à la veille de la consultation du pays, les grandes options qui ont toujours été les siennes. »

« L'idéal maçonnique exige que l'homme soit libéré, respecté, écouté. »

« Réunissant des hommes qui militent à titre individuel au sein de tous les grands courants, que ce soit dans les formations politiques, dans les syndicats ou dans les associations civiques, le Grand-Orient de France est convaincu qu'un certain nombre de structures économiques et sociales sont dépressées et demeurent un obstacle à une véritable amélioration de la condition humaine. »

« Soucieux avant tout de la dignité de l'homme, il demande que soient garantis pour chacun : le respect de la vie, l'inviolabilité de la liberté individuelle, la liberté absolue de disposer de soi-même. »

« Il souhaite que les sociétés assure une répartition des richesses toujours meilleure, conformément à son sens de la justice. »

« Le Grand-Orient de France réaffirme son attachement à la laïcité et à l'enseignement laïque, qui en est l'expression la plus importante. »

« Il en appelle à la vigilance de tous les républicains et démocrates après de liberté. »

Les marionnettes

Samedi après-midi, place de l'Église à Rueil (Hauts-de-Seine). A l'angle d'un rue, deux militants s'affairaient et des roses rouges flammaient. A terre, inertes, d'étranges marionnettes aux longues figures pâles et aux robes colorées. On s'en coiffe, on s'y glisse, on les habite, et les voilà qui s'animent, mâtées, silencieuses et mystérieuses. Quelques personnes, intriguées, s'arrêtent. Des enfants, fascinés, observent, partagés entre la curiosité et la peur.

Un magnétophone, un haut-parleur, un miroir à la main, qui s'avance et explique : « Le parti socialiste vous présente ce spectacle, où sept marionnettes en quête de personnages vont vous révéler quelques aspects de la vie quotidienne. Et d'abord, voici l'élu, très occupé en ces temps d'élections, qui se promène beaucoup, qui plante des arbres, qui inaugure. L'élu, symbole d'un pouvoir autoritaire, qui ignore les besoins réels des gens. L'élu qui parle, distribue des bons-bons... Les enfants sont ravis. »

Se succèdent ensuite une série de tableaux, sur les choses de la vie. Le chômage, par exemple. Le présentateur indique qu'il y a plus d'un million de chômeurs dans le pays, deux mille dans la circonscription. Les marionnettes s'agitent sur un décor de pancartes représentant des usines à s'éteindre à « cotter », suivant que faire se peut, au dialogue enregistré :

— Bonjour. Je suis un jeune. Je cherche un emploi. Vous savez du travail ?

— C'est compliqué.

— Bonjour. Voilà mes diplômes... Bref, vous ne savez rien faire. On vous prend quand même, mais ne soyez pas exigeant.

La voix venue d'ailleurs poursuit son cortège de faits :

— Les temps sont durs pour tout le monde. L'entreprise décide de réduire ses effectifs. Dernier entré, premier sorti... Les jeunes d'abord, puis les femmes, et, pour finir, le fidèle collaborateur qui vingt-cinq ans de maison mis en retraite anticipée.

Une passante entre en scène. « Ils nous prennent pour des andouilles », grommèle-t-elle. Tout autour, la vie continue. Les voitures défilent ; leurs passagers écarquillent les yeux. Les cloches de l'église sonnent 2 heures. C'est le vie qui passe... en attendant de changer.

Les marionnettes esquissent des pas incertains, obéissent puis se rappellent, guidées par la voix. Sont leur à tour évoués et mimés les problèmes des femmes qui travaillent (la crèche, l'enfant malade, le boulot incertain et mal payé), du cadre de vie (les transports, le logement, la spéculation, les loyers, les tumeurs, vides, et les H.L.M. de qualité, rares), de la hausse des prix, enfin, démontée à travers l'histoire d'une paire de chaussures qui passe de main en main, commentant tant qu'elle vaient les aspects et qui l'ouvrier, devenu consommateur, ne s'y retrouve plus.

EN CAMPAGNE

A chaque lois, le meneur de jeu tire la morale politique de l'histoire et expose les solutions proposées par son parti. Il signale également la présence, dans l'assistance, du candidat et de son suppléant et invite les spectateurs à les interroger. Peine perdue. Ils passaient par là, ils se sont arrêtés, ont vu et entendu, certes, mais, recroquevillés sur eux-mêmes, ils resteront silencieux, impénétrables.

Cette spatiale, cette difficulté à communiquer, à échanger, à dialoguer, tous les candidats en campagne, s'y haudent. Certains s'y résignent. D'autres, comme ces militants de Rueil, se combattent, avec plus ou moins d'imagination, plus ou moins de

bonheur dans une circonscription où, à comme ailleurs, chaque grand ensemble, chaque maison est une forteresse dont il faut constamment, inlassablement, forcer la porte. Et pour quelques portes qui restent ouvertes, combien de visages fermés.

Changer la vie ? Et s'il s'agit de l'abandonner, c'est peut-être un effort. Il peut faire les deux choses. Et elle s'éloigne tandis que les marionnettes, lentes, recommencent leur étrange ballet.

PATRICK FRANCÉS.

Un candidat-juge pour les bouilleurs de cru

« Si vous êtes élu, que feriez-vous pour les bouilleurs de cru ? » Dans chacune des deux cantons de la commune de la 2^e circonscription de la Haute-Saône (Lureuil-la-Bains), que la candidate Jean-Pierre Michel, trent-neuf ans, sillonne sous la bannière du parti socialiste au rythme d'une douzaine par jour, la question revient, invariable. Le militant du C.R.E.S., l'ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature, se serait contenté, voici seulement quelques semaines, de hausser les épaules.

Il a dû rapidement évoluer en prenant conscience sur le terrain des contraintes électorales. Aujourd'hui, M. Jean-Pierre Michel n'hésite pas à décevoir « les députés des villes qui ne connaissent pas le problème, quel que soit leur parti ».

Il s'engage, s'il est élu, à déposer une proposition de loi tendant à tout citoyen le privilège exclusif de produire à ceux qui en bénéficient avant 1980 : la franchise de taxes ou la distillation de dix litres d'alcool pur de fruits ou de plantes. Ce qui ferait plaisir à bien des petits propriétaires de vergers, et les mettrait à l'abri de la crise de la délation et de l'arnaque qui dominent leurs manipulations frauduleuses d'alambics.

« Après tout, une goutte de gnôle n'a jamais fait de mal à personne. Ma mère en prenait à son goûter. Jusqu'à quatre-vingt-dix ans », assure une électricienne la petite pièce habilement éclairée de la mairie de Mignavillers (deux cent cinquante-neuf âmes), bruyamment approchée par une vingtaine d'auditeurs.

« Ca qui n'empêche pas M. Jean-Pierre Michel de surveiller de près la consommation de son équipe de colliers d'adhésion, qui le précède d'une demi-heure dans sa tournée pour ramener la population en distributeur des tracts et des disques portant la bonne parole. Il ne s'agit pas que la boisson lesse grimper, la soir venue, la propension de militants trop zélés à l'échange d'arguments autres que verbaux à l'égard des troupes adverses. »

libre, les contacts du député avec les petites communes, les polémiques au sein de la gauche. Il faut aussi démentir les rumeurs diffusées par l'adversaire de « projets » de collectivisation forcés des terres. Et on rapart déjà, « pour ne pas prendre de retard », en s'excusant avec l'orca sourires et poignées de mains.

Dans la veiture, Daniel, élu-jeune chez Peugeot, brosse un tableau des tendances politiques de la commune suivante. Elles dépendent largement de sa déserte ou non par le car de ramassage de la ligne de Sochaux, et ceci détermine la proportion d'ouvriers. M. le juge de Paris écoute sagement. Son « parachutage » ne semble pas lui créer trop de difficultés, parmi les militants locaux nous fallait quelqu'un qui fasse le poids face à Beucler et à Mersseil » ni parmi les électeurs (il évite tout de même de circuler dans sa voiture immaculée « 75 »).

« Pour assurer un bon report des voix au second tour, il faut que Michel devienne Miro », proclament les militants, qui complètent sur l'image de celui d'un candidat-juge à laquelle certains électeurs sont sensibles. La justice n'est pourtant guère ébaordée dans les réunions, surtout dans les librairies pour les dédicaces d'un nouveau livre, J... comme Justice (1).

MICHEL SIDHOM.

(1) J... comme Justice, par Philippe Madelin et Jean-Pierre Michel. Editions Alain Moreau, 366 pages : 46 F.

Les dédicaces

A chaque halte, M. Jean-Pierre Michel explique pourquoi dans ce lieu radical de gauche un candidat socialiste se présente, pour la première fois depuis 1932 : « En 1973, la M.R.G. n'a pas fait le plein des voix de gauche au deuxième tour. Un coup de griffe à M. Jean-Jacques Baucier : « Il veut faire oublier qu'il est membre de la majorité et du gouvernement et apparaît comme quelqu'un d'aimable qui rend des services. Notre conception du rôle d'un député n'est pas celle d'une assistance sociale. Il faut une politique d'ensemble pour que les choses marchent bien. » Une demi-douzaine de questions. Après les bouilleurs de cru, les plus fréquentes concernent la nécessité de limiter le cumul d'une retraite et d'un emploi (la Haute-Saône est un lieu de chômage particulièrement élevé), l'enseignement

Éditions sociales

DEMOCRATIE CROISSANCE ZERO

Maurice Goldring

URGENT. VOUS PENSEZ-VOUS...
L'AGENCE INTERNATIONALE SEPT RÉUNION SOP
LA DÉCROISSANCE CROISSANCE ZERO
L'ÉDUCATION EN FRANCE
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

« C'est la première fois qu'on discute publiquement des travaux de la Trilatérale grâce au livre de M. Goldring. J'en recommande la lecture... c'est un compte-rendu honnête, clair... très passionnant parce que passionné. » (M. G. Berrin, président européen de la Trilatérale, France-Culture 21.1.78).

« Pourquoi, alors que l'ouvrage n'a rien de clandestin, est-il qualifié par M. Goldring de « secret de la majorité » ? » (J. Decourcy, Le Monde, 11.2.78).

« Cette opération prouve à l'avantage de l'apprentissage du français en ce que démocratie veut dire lorsque les grands seigneurs du capitalisme multinational en parlent... des choses stupéfiantes. » (F. Schlosser, Le Nouvel Observateur, 13.2.78).

« Un ouvrage hante les membres de la Trilatérale, ils l'avaient, la spectre de la démocratie. Comme cela se comprend ? » (Jean Kanapa, Humanité, 11.2.78).

« Cela pourrait être le début d'un roman de science-fiction. Un livre important sur un sujet qui reste enveloppé de mystère » (J.M. Rouet, Le Quotidien de Paris, 8.2.78).

« Inventez des anniversaires pour offrir « Démocratie croissance zéro », si vous ne trouvez pas d'autres solutions, mais faites l'importe quoi pour qu'il soit lu... on en parle pas, alors il faut crier » (Emile Breton, La Nouvelle Critique, février/mars 78).

« J'ai participé aux travaux de la commission trilatérale et je n'ai pas eu un seul instant l'impression que j'aie mis mes mains en état de dépendance à l'égard des puissances d'argent » (Raymond Barre, France Inter, 9.2.78).

« Plus un système est démocratique, plus il est menacé » (La Trilatérale).

« La lecture même indirecte du document de la Trilatérale est déprimante. La Trilatérale craint pour l'avenir de l'ordre occidental et s'interroge très sérieusement sur la nécessité d'apporter certaines limites à la démocratie. Ceci pour sauver précisément, la bonne démocratie ! » (Témoignage Chrétien, 16.2.78).

des livres pour le socialisme et la liberté

PAS DE POLITIQUE SUR LES PANNEAUX SYNDICAUX

Le président du tribunal de grande instance de Dijon, M. Jacques Claveau, a ordonné, lundi 6 mars, le retrait du texte d'une résolution de la C.F.D.T. concernant les élections législatives des panneaux syndicaux de la Société de construction mécanique de Bourgogne, à Moolbard (Côte-d'Or). La direction, qui a refusé de retirer le texte, a été condamnée à payer les frais de l'entreprise d'enlever le texte quelle estimait politique, avait intenté une action en référé. La C.G.T. et la C.F.O. avaient protesté contre l'attitude de la direction.

Dans son ordonnance, M. Claveau a jugé que « le document officiellement censuré et recommandé un choix électoral en faveur des forces de la gauche, considérées comme les seules capables de satisfaire les revendications des adhérents, des militants et des organisations relevant de la centrale C.F.D.T. » et que l'adhésion illégitime « constituait un trouble manifestement illégitime en ce qu'elle viole les dispositions non abrogées par les textes ».

« Il serait vain et hypocrite, conclut-il, de prétendre que des considérations politiques et même politiques se mélangent à l'étude et à la défense des intérêts économiques et sociaux par les centrales syndicales et leurs organisations et que ces considérations influent profondément sur les positions prises par elles. » (Corresp.).

PARIS : un jugement et des mises au point.

Mme Simone Rosta, président du tribunal civil de Paris, a débouté lundi 6 mars le R.P.R. qui avait demandé qu'il fut interdit à M. Jean Aillaud, candidat aux élections législatives dans la 11^e circonscription de la capitale (XII^e arrondissement) d'utiliser dans sa propagande électorale les mentions « Pour la majorité » pour le R.P.R.

Mme Rosta a fait droit à l'argumentation développée au nom de M. Aillaud par M. Philippe Lemaire, en déclarant que la lettre par laquelle M. Monod indiquait la suspension de M. Aillaud (le Monde du 25 janvier) n'est accompagnée d'aucune justification de son expédition ni de sa réception par le destinataire.

D'autre part, M. Jacques Chirac, maire de Paris, a confirmé le même jour son soutien à M. Perrin, auquel il écrit notamment : « Vous gagnerez, car vous êtes le seul candidat de l'ensemble des formations politiques de la majorité et qu'à ce titre vous donnez l'exemple de l'union à laquelle aspirent les Françaises et les Français. »

M. Paul Perrin est conseiller de Paris, adjoint au maire chargé des services industriels et commerciaux, élu du XII^e arrondissement.

Cet arrondissement compte deux circonscriptions législatives, la 11^e, dans laquelle la majorité a emporté lors du scrutin municipal de mars 1977, et la 12^e, dont le député sortant, M. Pierre Guillain de Bénouville, se représente sous l'étiquette du Mouvement de la démocratie chrétienne ; dans cette circonscription, la liste d'union de la gauche a recueilli en mars 1977 50,04 % des suffrages.

Enfin, dans la 25^e circonscription (XX^e arrondissement de Paris), le C.D.S. a confirmé qu'il soutient M. Jacques Péron (C.N.L.P.), candidat unique de la majorité, et qu'il désavoue M. Pierre Dufour, membre du C.D.S., candidat d'union pour la victoire de la majorité. Le député sortant, M. Henri Fiszbin (P.C.) se représente.

D'un département à l'autre

BOUCHES-DU-RHÔNE — Le P.F.N. (Parti des forces nouvelles, extrême droite) présente M. Jean-Pierre Berberian (1^{er} circonscription), Philippe Fossier (2^e), Pierre Marandat (5^e) Gérard Kraps (9^e).

La candidature de M. Philippe Marandat, soldat du contingent dans la 3^e circonscription, a été invalidée par le tribunal administratif.

HAUTE-CORSE — Après la « révélation » anonyme rapportée par l'éditorial de Corse de Nice-Matin, de « la plus importante fraude électorale jamais vue en Corse » (le Monde du 7 mars), M. Pierre Marandat, candidat d'Union Rousse et candidat (R.P.R.) dans la 2^e circonscription de Haute-Corse, a déposé, lundi 6 mars à Bastia, une plainte contre X... pour fraude électorale. Selon les informations de votre parution, vous avez déjà authentifié, serais en circulation dans l'île.

M. Yves Burgalat, préfet de la région corse, a qualifié lundi 6 mars ces assertions de « campagne d'affabulation et d'intoxication ayant pour seul but de mettre en cause le fonctionnement des institutions démocratiques ».

LOIRE — M. Roger Partrat, député réformateur, candidat U.D.F.-C.D.E. dans la 4^e circonscription (Firminy), nous signale qu'il est le seul candidat à pouvoir se réclamer du soutien du parti radical dans sa circonscription. M. Calvet, secrétaire général de ce parti pour la région Rhône-Alpes, obligé de retirer sa candidature « sous la pression des élus-majors parisiens », avait annoncé qu'il se refusait à soutenir le député sortant » (le Monde du 15 février).

PARIS — M. Louis Moullinet (P.S.), conseiller de Paris (élu en 1971 et réélu en 1977 dans le treizième arrondissement), secrétaire du groupe socialiste de l'Hôtel de Ville, nous a précisé

MORT D'UN COLLEUR D'AFFICHES

« Le corps d'un jeune homme âgé de vingt-huit ans, M. Michel Burel, employé des postes, a été découvert dimanche 5 mars, à Montchaamp (Calvados), près d'une voiture qui avait subi un accident. Il portait autour du cou un cord qui l'autre extrémité était attachée à la poignée du véhicule. A bord de celui-ci on devait retrouver des affiches électorales du parti socialiste. M. Burel devait, en effet, rejoindre une équipe de collecteurs d'affiches. Le parquet de Caen a ouvert une information pour rechercher les causes exactes du décès. »

POLITIQUE

La préparation

des élections législatives

EN LE-DE-FRANCE

M. Cheysson : penser que la gauche mènera une politique anti-européenne est un raisonnement absurde

Interrogé lundi 6 mars à France-Inter sur ce qu'on pensait dans les milieux européens de Bruxelles des élections françaises, M. Claude Cheysson, l'un des deux membres français de la Commission de la C.E.E., a notamment déclaré :

« Les gens ont toujours un peu peur quand ils imaginent un changement. (...) Si la gauche arrive au pouvoir en France, certains s'imaginent qu'elle va mener une politique anti-européenne, ce qui me paraît un raisonnement absurde, car la gauche a plus besoin de l'Europe encore que la majorité présente, étant donné que la gauche veut faire un effort de planification, que la gauche a fait des promesses et qu'il va falloir les tenir dans une possibilité de développement économique, ce qui comporte de jouer de la dimension européenne. Mais tout ceci fait un peu peur à Bruxelles. »

« Le premier ministre a dit, il y a peu de temps, que, d'après lui, la victoire de la gauche, c'était la fin de l'Europe pour la France, qu'il faudrait s'en retirer. Qu'en pensez-vous ? lui a demandé le journaliste de France-Inter. « C'est difficile pour un commissaire de juger les paroles d'un premier ministre d'un gouvernement européen, a répondu M. Cheysson. Alors, je préférerais répondre au raisonnement et pas à la personne. Je ne comprends pas le raisonnement : je ne le comprends pas du tout. Est-ce que oui ou non la gauche, élue en France par une majorité, sera responsable ? Est-ce qu'elle voudra réaliser son programme ? Si elle le veut, elle a besoin de la dimension européenne. On ne fait pas une industrie aéronautique à la dimension de la France. On ne règle pas les problèmes de l'importation, de l'exportation du textile à la dimension de la France. On ne modifie pas la place des ouvriers dans l'économie à la dimension de la France. On ne traite pas les problèmes d'environnement à la dimension de la France. C'est la géographie, c'est l'économie qui impose cela. Donc, un gouvernement de gauche responsable ou non de la dimension européenne, et il me semble que, plus que tout autre, il encourra d'abord des difficultés au niveau européen. »

A propos de l'accès éventuel de communistes à des responsabilités gouvernementales en France et des réactions que cela susciterait à Bruxelles, notamment de la

Vu de l'étranger

BONN : des motifs d'inquiétude

Bonn. — Les milieux politiques ouest-allemands, dans le camp gouvernemental ou dans l'opposition, sont véritablement épouvantés devant la perspective d'une victoire de la gauche française et d'une entrée éventuelle de ministres communistes à son gouvernement. Certes, les dirigeants de Bonn font des efforts considérables et ont très grande partie efforcés pour dissimuler leurs craintes et ne pas se voir reprocher une pression quelconque sur les électeurs d'ouest-Rhin. De telles accusations seraient sans aucun doute inévitables si une quelconque voix autorisée s'élevait à ce sujet, ce que presque chacun pense : la coopération franco-allemande deviendrait inévitablement plus difficile si M. Marchais et ses amis devaient exercer à Paris une influence, même limitée, sur le pouvoir.

La logique, certes, n'est pas toujours à la base des réactions ouest-allemandes. Tel est particulièrement le cas dans les milieux populistes où l'on attend

De notre correspondant

« Mais pourquoi les Français raisonnent-ils par là ? Ils entendent en gros ceux du centre gauche — ne s'insistent-ils pas pour exclure les extrémistes de tous bords ? — Beaucoup de citoyens, en effet, ne sont pas dépourvus de sympathie pour le thème du changement. Nombre d'entre eux ayant voyagé en France ont été surpris et choqués par les conditions sociales qu'ils y ont découvertes. Personne ici ne comprend toutefois que l'on puisse se tourner vers le parti communiste pour résoudre ce genre de problèmes. »

A cet égard, un très large fossé sépare sans nul doute les réactions instinctives des deux peuples. Pour les générations actuelles en Allemagne de l'Ouest, qui connaissent le mur de Berlin, les barbelés, les mines et les installations de tir automatiques le long des frontières de la R.D.A., le « front commun » n'est pas tout à fait inappréhensible.

bien qu'on ne lui attribue pas la place dominante dans le combat électoral. Pour beaucoup en effet M. Barra est un exemplaire — jugé naturellement beaucoup trop rare — du Français sérieux — qui s'abstient de recourir à la démagogie. Encore reconnaît-on que cette attitude ne constitue pas pour lui un avantage lorsqu'il s'agit d'aller au charbon. Cependant, même ceux des correspondants parisiens de la presse allemande qui paraissent éprouver le plus de sympathie pour le premier ministre ne font plus le moindre allusion au programme de Bloch.

Les craintes profondes

Quant à M. Mitterrand, le plus grand mérite qu'on lui reconnaisse est d'être attentif par M. Marchais. Le chef socialiste n'a jamais été très populaire ici. L'antipathie à son égard est d'ailleurs presque aussi marquée dans les milieux sociaux-démocrates que dans les autres partis. Il est vrai que depuis quelques mois les rapports se sont un peu dégelés entre les dirigeants socialistes de Paris et ceux de Bonn. Il n'empêche que la médiane à l'égard de M. Mitterrand est très loin d'être dissimulée. Même pour le plupart des sociaux-démocrates la première secrétaire du parti socialiste français reste l'homme qui veut faire entrer le loup communiste dans la bergerie démocratique.

Certaines des craintes que l'on éprouve ici ne dépendent même pas du résultat des élections. Tout d'abord, en effet, les dirigeants de Bonn redoutent que la France ne soit bientôt secouée par une nouvelle vague d'agitation, de grèves et de troubles dans les usines, que ce soit pour célébrer la victoire de la gauche ou pour protester contre le succès de la droite.

Les inquiétudes les plus profondes toutefois ont trait à la coopération économique entre les pays européens et à leur défense militaire au cas où les

Les têtes d'affiches

Le déroulement de la campagne électorale ne peut qu'accroître la perplexité des observateurs allemands. A leurs yeux deux questions à la fois essentielles et paradoxales ont cependant surgi de la confusion des débats. Celles-ci sont d'ailleurs posées aussi bien sur les bords de la Seine. Tout d'abord, en effet, on se demande à Bonn : « si Marchais veut gagner ». Les spéculations de la presse ouest-allemande n'ont rien d'original. Encore l'accent est-il mis sur le fait que le pouvoir, pour les communistes français, signifie la prépondérance sur leurs alliés.

Le leader de l'opposition chrétienne-démocrate, M. Helmut Kohl, on se garderait bien lui aussi de faire exploiter son succès dans les élections françaises, vient d'ailleurs de développer ce thème. Dans un discours prononcé le semaine dernière pour rappeler l'écrasement du régime

ichéoclasique en 1948, il a eu à dire que s'ouvrait enfin « dans les pays libres de l'Europe » les yeux de ceux des démocrates encore disposés à croire que les communistes puissent changer. Bien peu de libéraux ou de sociaux-démocrates caïntraient cette prise de position du chef de la C.D.U. Avec une non moins insistante, les analystes des affaires françaises dans la presse et la télévision passent, à propos de M. Chirac, la même question que pour le leader communiste. Certes on ne va pas toujours jusqu'à lui attribuer le désir de voir la majorité betue. Mais certains commentateurs estiment que le caractère et les ambitions personnelles du président de la R.F.R. pourraient être mieux servies si elle était dirigée par un homme de l'expérience manquée de la gauche ou du pouvoir, il pourrait se présenter en « rassembleur » de toutes les forces anticommunistes.

communistes partageraient le pouvoir à Paris. En ce qui concerne la Communauté, le plus part des experts ont convenus, même si le parti socialiste fait de son mieux pour éviter une crise profonde dans la C.E.E., le programme énoncé et les promesses déjà données aux électeurs ne pourraient qu'accroître la crise économique, contrairement à la France à prendre des mesures protectionnistes et mettre ainsi en cause les fondements essentiels du Marché commun.

Dans l'ordre militaire, les préoccupations sont encore plus graves. Depuis bien des années déjà les dirigeants de la République fédérale regrettaient que le plan de la France ou sein de l'alliance atlantique soit trop limité. Avec la gauche au pouvoir, on est convaincu ici que la participation française à la défense occidentale deviendrait extrêmement précaire. Une réaction excessive sans doute, mais très répandue aussi bien parmi les responsables que parmi les simples citoyens, ne consiste-t-elle pas à entrevoir un « enrôlement » de la République fédérale si les influences communistes devaient s'étendre encore en Italie comme en France ?

JEAN WETZ.

l'envy n'est pas Moscou

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

L'après 19 mars

A quelques jours du premier tour des élections législatives, les hebdomadaires examinent les différentes éventualités, et essentiellement celle d'une victoire de la gauche.

L'un des rares à envisager un succès de la majorité actuelle, Michel Gonod s'interroge dans PARIS-MATIN sur la personnalité du futur premier ministre : « Peyrache ou Chaban ? » répond-on au R.P.R. Chaban ? Certainement pas, Cheysson ? Pas question. « Si la gauche gagne, Mitterrand en fera son ministre des affaires étrangères, explique l'entourage de Chirac. C'est dire l'attachement à qui nous porte. » Alors qui ? Entre pourrais être le ministre pense-t-on du côté du R.P.R. Giscard l'aurait jusqu'à la corde avant de former à l'automne un nouveau gouvernement et il se voit contraint, peut-être après avoir eu recours à quelques astuces sans grande portée, d'appeler à l'hôtel Matignon l'un de ses dirigeants ; ou bien la droite arrache la victoire au second tour grâce à un mauvais report de voix à gauche, mais dans cette majorité miraculeuse la confusion est si grande — le R.P.R. s'y étant de nouveau rallié la part du lion — et dans le pays la situation si tendue qu'il faut faire appel à un homme fort. Comment Giscard d'Estaing échapperait-il dans le premier cas à François Mitterrand, dans le second à Jacques Chirac ?

Que se passerait-il entre M. Giscard d'Estaing à l'Élysée et M. Mitterrand à Matignon ? « Tout, absolument tout », affirme André Chambrand, dans LE POINT, avant d'ajouter : « Le tempérament des hommes, la

situation économique, les méandres politiques et électoraux, enfin le caractère sans précédent qu'aient dans l'histoire de France ces victoires de la coalition P.S.-P.C. conduisant tôt ou tard à un affrontement entre Giscard et Mitterrand. (...) Que Giscard démissionne alors pour provoquer les élections générales, ou qu'il dissolue l'Assemblée, peu importe ; une victoire de la gauche appellera forcément, à terme, un match-revanche, décisif celui-là. »

Joseph Alla et Bernard Guetta publient dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, d'après une enquête d'Alain Chouffan, la liste de la trentaine de grands commis de l'Etat qui pourraient « tout bloquer si la gauche l'emporte. »

C'est dans les ministères que Sylvie Pierre-Brossolette a enquêté pour L'EXPRESS. Elle y a constaté : « Contrairement aux attentes des milieux politiques, les responsables des grandes administrations entendent, eux, rester en place. Certains se contentent de proposer des alternatives de propos de vieux sociaux-démocrates. D'autres, qui restent toujours gardés pour eux leurs opinions de gauche, les laissent passer. C'est bien la grande question reste de savoir à qui ils obéissent s'ils doivent choisir, un jour, entre le chef de l'Etat et un premier ministre de gauche. »

Maurice Goldring revient dans FRANCE NOUVELLE, hebdomadaire du parti communiste, sur les thèmes abordés pendant la campagne électorale et plus particulièrement sur ceux traités par les communistes. Il souligne : « Si les communistes avaient cédé sur les buts et les moyens de changement, nous aurions obtenu d'un débat confus, une rébus de mécontentement, une désignation aveugle de la responsabilité de chacun, un chèque en blanc, un vote par procuration. En votant communiste le 12 mars, mon bulletin sera un chèque barré dont je connaîtrai le montant exact, ainsi que le nom du destinataire. »

Voyant dans la proposition faite par M. Mitterrand d'un « accord politique commun » une « ouverture », François Turquan assure dans TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire du P.S.U. : « Cette proposition doit être mise à profit pour créer les meilleures chances de victoire au deuxième tour. Mais, par rapport aux aspirations des travailleurs, elle ne peut faire oublier que, au-delà

de l'objectif prioritaire des 12 et 19 mars — battre la droite — les problèmes de fond subsistent, et restent nécessaires la reprise d'un débat public et approfondi. »

Dans POLITIQUE HEBDO, Hervé Barjon conseille de voter à gauche : « A gauche, précisons-le, on ne s'offre ni « bon choix », liste, opinioniste, quiet, catégorique. » Il poursuit : « Les impératifs des commissions : 1) provoquer la constitution d'un gouvernement d'union ; 2) préparer l'articulation entre le sommet et la base ; 3) susciter un débat sur la crise et ses remèdes ; 4) semer les germes d'une recomposition du mouvement ouvrier, tout en entraînant les délégués « autonomes. »

Georges Montaron évoque dans HEBDO - T.C. - TEMOIGNAGE les contacts internationaux en cas de succès de la gauche, et il relève : « Déjà, de bonnes âmes de la social-démocratie allemande expliquent aux dirigeants socialistes qu'ils ne devraient pas, au lendemain de leur éventuelle victoire, embourser avec eux des ministres communistes. On comprend l'attitude de ces socialistes-là qui ont fait le choix du camp américain. C'est bien la preuve que c'est seulement dans le cadre d'une politique d'indépendance nationale qu'un gouvernement de gauche peut exister et qu'il a le plus de chances de donner vie à ses expériences ne les transformant en réalités concrètes. »

Elections et conventions

Les conventions se font rares depuis quelques semaines dans les rues de Paris. Et les automobilistes s'interrogent sur les raisons de cette mansuétude inhabituelle.

Qu'ils soient rassurés. Le corps d'élite des contractuels n'est ni victime d'une épizootie, ni en grève. Il n'a rien perdu de sa conscience professionnelle. Mais de discrètes consignes d'indulgence ont été données par les autorités. Sans doute a-t-on pensé qu'élections et conventions ne faisaient pas bon ménage.

VIENT DE PARAITRE

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

L'ÉCOLOGIE

enjeu politique



84 PAGES — EN VENTE PARTOUT 10F

سكول من لاصول

Handwritten signatures and scribbles at the bottom right of the page.

POLITIQUE

VII. — ESSONNE : un dortoir encombré

par ANDRÉ PASSERON

EN ILE-DE-FRANCE

L'Essonne est toujours opposée à la Lozère lorsque l'on veut mettre en relief l'absurdité du découpage électoral. Dans le second de ces départements, deux députés représentent en effet, 80 234 habitants, alors que l'Essonne n'a que quatre députés pour 923 619 habitants...

1^{re} : Corbeil, Brunoy, Juvisy, Montgeron.

Dans la 1^{re} circonscription, M. Combrisson, qui avait récupéré en 1973 le siège de député qu'il avait dû céder en 1968 à un jeune candidat U.D.R. M. Jean-Claude Fortuit, a renforcé sa position avec sa réélection au premier tour des élections municipales de 1977 à la mairie de Corbeil.

M. Fortuit se présente de nouveau, mais sans investiture formelle des formations de la majorité, bien qu'il bénéficie du soutien de nombreux cadres locaux du R.P.R. Il ne désespère pas d'arriver en tête de la majorité...

2^e : Arpajon, Brétigny, Étampes, Evry (partie), Mennecy, Ris-Orangis.

C'est dans la 2^e circonscription que le bastion gaulliste assisgé a résisté le plus longtemps. Depuis 1958, M. Michel Boscher ne se représente plus. Réélu avec seulement 528 voix d'avance sur son concurrent communiste en 1973 (il y avait 87 826 suffrages exprimés), M. Boscher a depuis perdu son siège de conseiller gé-

néral et son mandat de maire d'Evry au profit d'un socialiste, M. Boscher a été dans une certaine mesure victime de la ville nouvelle d'Evry qu'il avait contribué à édifier. Pour assumer son héritage, M. Combrisson présente un candidat du parti républicain, le Dr Michel Comte, maire de La Ferté-Alais, qui n'a jamais entretenu de relations amicales avec M. Boscher...

Plus ambitieuse est la candidature du Dr Bernard Pons, ancien député R.P.R. de la 2^e circonscription du Lot (Girgac) depuis 1957, ancien secrétaire d'Etat à l'Agriculture et spécialiste des problèmes de santé, qui conduit sa campagne de façon systématique et active. De contact facile, il multiplie les déplacements et les réunions. Il se défend d'être un véritable parachuté en constatant que Paris, où il habite, est tout de même plus proche de l'Essonne que du Lot.

La gauche, elle aussi, présente dans cette circonscription un Essonnien et « parachuté », Mme Mireille Bertrand, membre du bureau politique du parti communiste, responsable des problèmes de santé au comité central, est âgée de trente-six ans.



Circonscription n'appartenant pas à la majorité sortante

3^e : Athis-Mons, Longjumeau, Massy, Sainte-Geneviève-des-Bois, Savigny, Viry-Châtillon. La 3^e circonscription est aussi la plus convoitée : M. Pierre Juquin, député communiste depuis 1973, devra y affronter une concurrence féroce. Membre du comité central du P.C., M. Juquin avait récupéré le siège que M. Jacques Mercier (U.D.R.) lui avait ravi en 1968. Ce dernier s'était réélu en 1973, la majorité était alors représentée par M. L'Helguen, C.D.P., maire d'Athis-Mons.

Cette circonscription, qui est la plus peuplée de France, avec quelque 960 000 habitants, symbolise l'explosion démographique de la périphérie de Paris, et la poussée de la gauche y est sensible. D'où l'apreté de la concurrence entre le P.C. et le P.S. Ce dernier est représenté par M. Claude Germon, 48 ans, membre du comité directeur, maire de Messy et membre de la commission exécutive de la C.G.T. Avant d'abandonner ces dernières fonctions pour la durée de la campagne, il s'est opposé aux prises de position politiques de M. Seguy, secrétaire général de la C.G.T. Il s'efforce de développer l'essor récent du P.S. et il affirme : « Ce département est à gauche, mais l'équilibre peut changer. A l'origine, cette circonscription était ingoûtable pour le P.S. Or aujourd'hui nous avons une certitude : le score n'est pas à 500 voix près. On peut être une surprise nationale. »

Pour y parvenir, M. Germon n'a pas ménagé sa peine. M. Mitterrand est venu le soutenir. Et, sur le terrain, les huit cents militants socialistes tentent de viser aux quatre mille voix nécessaires dans une intense bataille d'affiches et de tracts.

Pourtant M. Juquin ne s'inquiète guère. « Tout cela est de l'ignorance, dit-il. Je ne me sens pas perdre de voter au contraire. M. Germon se fait énormément d'illusions. Je serai élu. » Et il ajoute : « Ce qui est en cause, ce n'est pas ma réélection. Elle

de 2^e circonscription, réussissait à conserver un siège au mouvement gaulliste. Mais, en 1978, puis en 1977, M. Boscher a perdu successivement ses mandats de conseiller général et de maire d'Evry. Si la gauche compte bien étendre son influence dans un département dont la sociologie lui paraît favorable, les formations de la majorité, centristes et surtout gaullistes, estiment qu'elles peuvent reconquérir des bastions en raison de leur présence déjà ancienne dans cette région.

nière est représenté par M. Claude Germon, 48 ans, membre du comité directeur, maire de Messy et membre de la commission exécutive de la C.G.T. Avant d'abandonner ces dernières fonctions pour la durée de la campagne, il s'est opposé aux prises de position politiques de M. Seguy, secrétaire général de la C.G.T. Il s'efforce de développer l'essor récent du P.S. et il affirme : « Ce département est à gauche, mais l'équilibre peut changer. A l'origine, cette circonscription était ingoûtable pour le P.S. Or aujourd'hui nous avons une certitude : le score n'est pas à 500 voix près. On peut être une surprise nationale. »

Pour y parvenir, M. Germon n'a pas ménagé sa peine. M. Mitterrand est venu le soutenir. Et, sur le terrain, les huit cents militants socialistes tentent de viser aux quatre mille voix nécessaires dans une intense bataille d'affiches et de tracts.

Pourtant M. Juquin ne s'inquiète guère. « Tout cela est de l'ignorance, dit-il. Je ne me sens pas perdre de voter au contraire. M. Germon se fait énormément d'illusions. Je serai élu. » Et il ajoute : « Ce qui est en cause, ce n'est pas ma réélection. Elle

4^e : Bièvres, Dourdan, Limours, Orsay, Palaiseau. Dans la 4^e circonscription, le candidat communiste, la aussi, avait retrouvé en 1973 le siège que le gaulliste lui avait ravi en 1968. M. Robert Vizez, maire de Palaiseau, ancien ministre U.D.R. La succession de ce dernier est recherchée aujourd'hui par un jeune homme de France-Inter, M. Michel Martin, R.P.R., qui fait une active campagne. Il espère que les autres candidats de la majorité — avec lesquels il a de bonnes relations — renonceraient à son profit pour le second tour. Il s'agit de MM. Jean Pueryer, P.R., chargé de mission au cabinet du ministre des Finances, William Gauch, démocrate chrétien, Jean-Pierre Duput-Casteres, (Collège pour une société de participation), Jacques Durand et Mme Ariette Mallet, modérés.

M. Vizez devra surtout compter avec M. Yves Tavernier, membre du comité directeur du P.S., professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, que M. Mitterrand a nommé ministre de l'Enseignement supérieur dans cette circonscription où les installations universitaires sont nombreuses et où le P.S. jouit d'une bonne audience.

Trois candidats d'extrême gauche sont en lice : Mme Martine Faure, présidente du Mouvement des radicaux de gauche, qui a désavoué la candidature de M. Georges Dortet, maire de Fontenay, président du district de Limours R.P.R., qui s'est désavoué en faveur de M. Robert Vizez, et M. Marcel Massieu.

LES ÉLUS DE 1953 A 1977. Table with columns for Party and Number of Seats. Includes G.D.P., C.D.P., P.C., P.S., U.D.R., etc.

Evry n'est pas Moscou

Elle est née à Lyon, celle d'Evry. Elle n'en est pas à sa première campagne électorale, cela se voit. Mireille Bertrand, trente-six ans, l'une des deux femmes qui compilent le bureau politique du parti communiste français, n'a rien d'une néophyte. Petite, brune et menue, enfouie sous un col roulé et un pantalon de velours, les yeux bleu-gris, les cheveux frisés, coiffée à l'évry, elle est, dans toute cette fièvre, d'un calme qui surprend. Un calme concentré qui se traduit par la vigueur de ses paroles.

« Je suis née à Lyon. Mon père était ouvrier du bâtiment, militant communiste. Pendant la guerre, il a pris le maquis et il a été tué par les Allemands. Ma mère était ouvrière, elle aussi. Dans le tulle, des conditions de travail épouvantables. Elle a dû nous élever seule, me souvient-il, à la dure ; elle rentrait le soir épuisée. Alors très tôt, je suis entrée aux Jeunesses communistes. J'avais quinze ans. Puis je suis devenue éducatrice et j'ai commencé à travailler, à Lyon, dans diverses usines. Je me suis fait licencier pour activités politiques et suis entrée chez Berliet, où je m'occupais des activités sociales et culturelles. J'y suis restée jusqu'en 1968. »

Mireille Bertrand enfin est une femme — comme 33 % des adhérents du P.C., précise-t-elle. Est-ce tel, progresser la cause des femmes que de militer au P.C. ? N'y trouve-t-on pas autant qu'ailleurs de misogynes impénitents, convaincus que la politique est affaire d'hommes ? La candidate secoue ses boucles et, pour le premier lot, sourit. « Bien sûr, sur vingt et un, au bureau politique, nous ne sommes que deux femmes. Mais enfin, au P.C., lutter pour les droits des femmes, c'est une tradition. » Il faut, sur ce point dit-elle, lutter contre des mentalités archaïques. Il faut, par exemple, montrer aux enfants que le travail des femmes est aussi important que celui des hommes. C'est seulement de cette façon que nous cessons d'être dévalorisées. « Je sais bien qu'une société marxiste ne règle pas automatiquement des problèmes. En U.R.S.S., par exemple, c'est loin d'être pareil. »

Evry n'est pas Moscou, comme le disent les affiches de Mireille Bertrand.

Mais cette fois elle met dans le combat l'ardeur que confèrent la maturité et la responsabilité. « Je suis chargée au bureau politique des questions de santé, de sécurité sociale, de cadre de vie, d'environnement, de transports. C'est vital, c'est lourd. Pendant une campagne électorale surtout, on ne touche pas l'air. Mon mari ? Il est architecte. »

CLAIRE BRISETE.

Advertisement for COUVERTS ARGENT ET INOX ORFÈVRERIE. Includes contact information for FRANOR 70 R. AMELOU TEL. 700.87.94.

Advertisement for LA VÉRITABLE SITUATION DES ENSEIGNANTS DU SUPÉRIEUR. Discusses the situation of university teachers and offers a solution through the U.S.T.L. at Montpellier.

Société

ÉDUCATION

A Saint-Mandé (Val-de-Marne)

« Ping-pong » administratif à propos de l'école Decroly

L'école expérimentale Decroly de Saint-Mandé (Val-de-Marne), qui est toujours rattachée à l'école normale parisiennaise de la rue d'Auteuil, fonctionnait calmement depuis que la mairie de Saint-Mandé, le 23 février, a décidé de fermer le bâtiment principal pour raisons de sécurité. Les trois cent vingt-huit élèves de l'école en sont réduits à se relayer dans les locaux préfabriqués — « provisoires » depuis vingt ans — en attendant qu'une décision soit prise (« Le Monde » du 23 février).

« Le jeu de ping-pong continue », a déclaré Mme Mail Herzberg, présidente de l'association Decroly (formée par des parents et des enseignants), en annonçant la 6 mars, au cours d'une conférence de presse, que la mairie de Paris, propriétaire de la rue d'Auteuil, n'a pas de projet de reconstruction de l'école, n'a pas l'instinct déboulé que 42.000 francs pour les travaux d'urgence (électrification et consolidation de l'ancien bâtiment) mais refuse de payer la reconstruction complétée de l'école.

« De toute façon, vous n'avez rien avant le 19 mars », a observé M. Robert-André Vivien, député (R.P.R.) du Val-de-Marne, qui a fait état d'une lettre « positive » que le directeur de cabinet du ministre de l'éducation, M. Gérard Proux, lui a adressée le 27 février. On y lit notamment : « Le ministère de l'éducation ne s'est jamais désintéressé de cette école et a toujours observé avec attention la mise en œuvre des méthodes pédagogiques originales qui y sont appliquées. » Mais M. Proux rappelle aussi que « c'est le Ville de Paris, en tant que propriétaire, qui est responsable de la mise en œuvre et de l'entretien des travaux de rénovation ou d'extension ». La lettre rappelle enfin que le ministère a délégué en 1973 une subvention de 2.500.000 francs pour la reconstruction de l'école, subvention qui est toujours à la disposition de la mairie.

L'association Decroly n'admet pas que l'on puisse comparer — comme le fait la mairie de Paris — le coût de reconstruction de l'école (actuellement 16 millions de francs) à « la construction de deux collèges de six cents places ». « Une pédagogie comme celle de Decroly n'a pas de prix », a souligné M. François Collet, ancien instituteur ayant fait son stage dans l'école, et actuellement candidat du parti socialiste contre M. Robert-André Vivien.

En attendant qu'une décision soit prise (1), l'école Decroly fonctionne toujours, mais les classes maternelles sont arriérées et au moins « une classe chaque jour » doit faire une sortie, car, depuis l'arrêt de plusieurs salles de classes ne peuvent plus être utilisées.

Si le jeu de ping-pong administratif continue entre le ministère de l'éducation et le département du Val-de-Marne, l'association Decroly a eu une consolation le 8 mars : elle a réussi à déplacer trois candidats aux élections législatives (M. Robert-André Vivien, R.P.R.; François Collet, P.S.; et Louis Bayarte, P.C.) qui, tous, se sont déclarés solidaires de l'association Decroly... R. G.

LA QUERELLE SCOLAIRE

Mous refusons le diktat

déclarent les secrétaires généraux de l'enseignement catholique

A propos de la réunion organisée le 4 mars, à Angers, par la fédération de l'enseignement privé C.F.D.T. (« Le Monde » du 7 mars), le secrétaire général de l'enseignement catholique a publié un communiqué expliquant les raisons de son refus de participer à ce débat. Il déclare notamment : « Le secrétaire général de l'enseignement catholique n'a pas cru devoir participer à cette réunion, parce qu'il s'est fixé pour règle de ne plus intervenir publiquement pendant la campagne électorale au profit d'un projet de loi ou d'un projet de décret. »

Les responsables de l'enseignement catholique refusent un dialogue constructif avec les partisans de la nationalisation de l'enseignement privé. A plusieurs reprises, des appels de dialogue ont été faits par les secrétaires généraux de l'enseignement catholique (...). Ces appels sont restés, jusqu'à présent, sans réponse claire ni crédible.

« Il est regrettable de constater que les partisans de la nationalisation de l'enseignement catholique ignorent ce qu'il est et ce qui s'y vit (...). Il est donc regrettable de constater que les échos d'une seule organisation syndicale, dont les adhérents se détachent progressivement (...).

« Les partisans d'un unique service public et unique d'éducation ont annoncé, ces jours derniers, que dès le mois d'avril prochain un projet de loi de finances rectificative serait déposé. Il s'agit d'une dénaturation de la législation scolaire actuelle en posant le premier acte menant à une intégration déguisée par la modification du contrat d'association. C'est là une nouvelle erreur qui en révèle long sur leur prétendue modération. Comment s'étonner alors qu'une pareille information, non seulement suscite la stupeur, mais aussi renforce la détermination de ne pas accepter un tel diktat. »

SPORTS

M. DJOUD ANNONCE LA CRÉATION D'UN MUSÉE DES SPORTS EN 1979

Espérée depuis quinze ans par son promoteur obstiné, M. Jean Durry, la naissance du musée des sports est annoncée pour les premiers mois de 1979. Les crédits sont aujourd'hui dégagés pour une installation dans les locaux du Parc des Princes. Ainsi M. Durry peut-il espérer voir aboutir une action entreprise en 1963.

C'est à partir de cette date qu'il commença à rassembler les matériaux destinés à ce futur musée des sports : reliques véritables, manuscrits, affiches d'époques peintures et sculptures dont on peut voir une infime partie, jusqu'au 20 mars au musée des arts traditionnels (1). En inaugurant cette exposition, lundi 6 mars, M. Paul Djoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a annoncé officiellement la création du musée des sports de culture, mais aussi de propagande du sport populaire.

(1) Bois de Boulogne, 6, route du Mahatma-Gandhi, Paris.

« HARMONISATION » ET « MOBILITÉ »

Le déroulement des carrières universitaires modifié par plusieurs décrets

Sur proposition du ministre des universités, sept décrets sur le statut et les règles de nomination de certaines catégories d'enseignants du supérieur ont été publiés au « Journal officiel » du 4 mars. Dans un communiqué, le ministre

exigé jusqu'ors des enseignants de pharmacie.

« Maîtres-assistants des disciplines scientifiques, littéraires et de sciences humaines. Ces enseignants, du corps de la catégorie A, sont recrutés sur une liste d'aptitude par spécialité, établie sur proposition du comité consultatif des universités. Ne peuvent être inscrits que les docteurs d'Etat — ce qui est désormais le cas pour tous les diplômés — et les chargés d'enseignement en fonctions à la date de la publication du décret. Deux rapports écrits sur chaque candidat sont établis par des spécialistes du comité consultatif des universités.

« Maîtres de conférences des disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion. Ils sont recrutés par concours ou par inscription sur une liste d'aptitude dans la proportion maximum de un inscrit sur la liste pour neuf admis au concours. Peuvent être inscrits les maîtres-assistants titulaires ayant exercé au moins dix ans et titulaires d'un doctorat d'Etat. Réduction d'un rapport par les chefs d'établissements qui les ont employés. Les candidats se présentent devant une commission désignée par le comité consultatif des universités. L'inscription sur la liste est valable pour quatre années, mais peut être prolongée d'une année. Si la demande d'inscription est refusée trois années de suite, il faut attendre cinq ans pour la renouveler. L'enseignant, pour être nommé à un poste de maître de conférences doit être inscrit sur la liste et être collecté par un établissement.

« Deux textes concernent les enseignants des facultés de médecine et prévoient notamment la suppression du « stage » de trois ans

indique que ces textes ont pour but de « favoriser la mobilité des enseignants et l'ouverture des universités » et qu'ils « harmonisent les statuts des personnels relevant de disciplines diverses ».

Ordis sur la liste d'aptitude ainsi que les admissibles à l'un des concours de recrutement (agrégation du supérieur). Le décret prévoit, enfin, la création d'une appellation de « chargé de conférences » pour certains maîtres-assistants de ces disciplines, chargés d'enseignements théoriques.

Recours du SGEN en Conseil d'Etat

Le syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) a décidé de déposer des recours en Conseil d'Etat contre ces décrets. Il s'appuie sur une question de procédure : les décrets ont été soumis préalablement à la consultation d'un comité technique paritaire dont le SGEN a refusé la validité et la représentativité. Sur le fond, le SGEN considère, comme nous l'a déclaré un de ses dirigeants, que « même si les dispositions les plus négatives ont été éliminées grâce à la grève des enseignants, et même si certaines dispositions sont positives, ces décrets constituent une rétrogradation des carrières d'enseignants, renforçant la hiérarchie et la centralisation des carrières ». Le SGEN estime nécessaire une réforme mettant fin à l'étalement des non-litéraires et à la multiplicité des catégories.

« L'Association des inspecteurs généraux de l'instruction publique » a également décidé de déposer des recours en Conseil d'Etat. Ses membres sont : M. Louis Faucon, président; Mme Renée Goutet, vice-présidente; MM. Yves Martin, secrétaire; M. Pierre Bernisson, trésorier. Deux nouveaux vice-présidents ont été désignés : MM. André Labastie et Edmond Flamis. Sont membres du bureau : M. Pierre Bernisson; Jean-Louis Bruch; Roger Giacomin; Roger Philippe.

Un concours du ministère de l'éducation

LES BEAUTÉS

DU TRAVAIL MANUEL

Un forgeron, un maître-verrier, un métallier, un bijoutier, un ébéniste, un taxidermiste, un sabotier et un tourneur-repousseur : ce pourrait être un inventaire à la Prévert des métiers qui se perdent. Ce sont, en l'occurrence, les métiers qui ont servi de thèmes de reportage au concours organisé en mois de février par le ministère de l'éducation et le secrétariat d'Etat auprès du ministre du travail.

Ce concours, qui s'adressait aux élèves de troisième, aux élèves des classes préparatoires professionnelles de niveau (C.P.P.N.) et des classes préparatoires à l'apprentissage (C.P.A.), avait pour but de sensibiliser les adolescents au travail manuel. Le ministère de l'éducation précise que « les sujets les plus souvent retenus ont été les métiers du bois (menuiserie, ébénisterie, charpenterie, sabotier, vannier, ouvrier forestier), de la métallurgie (forgeron, tourneur, repousseur) et du cuir (cordonnier, maroquinier) ».

Même si le ministère de l'éducation n'est pour rien dans le choix des thèmes de reportage, on peut s'étonner que les futurs apprentis, en 1978, soient initiés aux beautés du travail manuel par des artisans ayant encore le privilège de manier le marteau et la rippe dans une échoppe. Qui leur dira que, dans le plupart des cas, ceux qui se destinent aujourd'hui, au travail du bois, se retrouveront à la chaîne dans les scieries ou des ateliers de montage et que les amateurs de métallurgie ont davantage de « chances » de tourner des boulons que de repousser du cuivre ?

ROGER CANIS.

Pour s'opposer au déplacement de son secrétaire départemental

La FEN du Doubs lance un ordre de grève

De notre correspondant

Besançon. — La section du Doubs de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) a appelé les enseignants à se mettre en grève ce mardi 7 mars pour protester contre la décision de l'administration de ne pas renouveler le détachement dans l'enseignement agricole de M. Jean-Pierre Billot, professeur certifié de lettres classiques. M. Billot est détaché au lycée agricole de Dannemarie-sur-Crète (Doubs) depuis 1971.

Le 6 février, invoquant une « démission » de M. Billot, le directeur de l'agriculture signifiait au professeur, qui est secrétaire de la FEN pour la région Bourgogne-Franche-Comté, membre du conseil national de l'enseignement agricole SNETAP et secrétaire de la section du Doubs de la FEN, qu'il serait mis fin à son détachement à compter de septembre 1978 et qu'il devait en conséquence remplir pour le 15 février une demande de réintégration dans le corps des enseignants rattachés au ministère de l'éducation.

L'administration veut-elle ainsi sanctionner les activités syndicales de M. Billot et désorganiser le SNETAP de Bourgogne-Franche-Comté ? Ces dernières semaines le SNETAP de Bourgogne-Franche-Comté s'est montré particulièrement actif, déclenchant au soutien de deux grèves à Dijon dans des établissements dépendant du ministère de l'agriculture, et une troisième au lycée de Dannemarie-sur-Crète. Pour ce dernier, l'intention de l'administration de supprimer les pouvoirs publics est claire. La C.G.T. et la C.F.D.T. partageant ce point de vue.

De leur côté, M. Henri Lasserre, directeur du lycée agricole de Dannemarie, et M. Thoraval, ingénieur général d'agronomie de Bourgogne-Franche-Comté, rappellent que la décision n'a pas été prise au niveau régional. Ils ne peuvent préciser « les nécessités de service » invoquées. Le chef de l'établissement reconnaît par sa part que M. Billot est un professeur compétent; M. Thoraval ajoute que « depuis quelques temps le ministère de l'agriculture a fermé progressivement les classes d'enseignement général et que parallèlement il forme ses propres enseignants, ce qui le conduit à se séparer des détachés de l'éducation nationale ».

Cependant, M. Billot, s'appuyant sur une enquête menée par le secrétariat général du SNETAP, fait remarquer qu'il est le seul professeur certifié dans toute la France à faire l'objet d'une telle mesure. Il est aussi — il est vrai — le seul enseignant « détaché » à être secrétaire d'une fédération départementale de la FEN. Dans un communiqué le bureau fédéral national de la FEN estime que la décision n'est prise « à la suite de pressions politiques locales patentes » et déclare « appuyer sans réserve la position de la FEN du Doubs ».

CLAUDE FABERT.

JUSTICE

Aux assises de Paris

LA MORT DE JEAN BITAN

Le procès de M. Jean-Pierre Herbet, trente-sept ans, accusé de coups et blessures ayant entraîné la mort, a débuté mardi 6 mars au tribunal de grande instance de Paris. Le procureur général a requis la peine de mort pour le meurtrier de Jean Bitan, quarante-trois ans, ancien négociant en tapis du quartier de la Goutte d'Or, et de son fils, dix-huit ans, âgé de dix-huit ans, qui a commencé, le lundi 6 mars, devant la cour d'assises de Paris que présidait M. André Gresse.

M. Herbet, artisan en textiles de Clary (Nord) avait des problèmes financiers et M. Bitan l'aidait en empruntant des sommes moyennant dix-huit pour cent d'intérêt par mois et d'un intérêt occulte d'au moins 1 % aussi. L'accusé s'explique difficilement, avec un vocabulaire limité, les bons mots du président et les interventions de M. Marcel Dorling-Carter, substitut général, ne lui ont servi de rien. Il affirmait avoir eu, le 24 mai 1975, une altercation avec M. Bitan, qu'il était venu trouver à la sortie d'un cercle de jeux pour lui demander une nouvelle aide.

Après avoir reçu une giflette, M. Bitan était demeuré inerte, « se tête adossant ». Le croyant mort, et pris de panique, M. Herbet avait emporté le corps de l'ayant gardé deux jours dans le coffre de sa voiture, l'ayant finalement enseveli et à demi-brûlé dans une forêt proche de son domicile. « C'est seulement en attendant à la radio que M. Bitan avait probablement été enlevé », qu'il a pensé, « pas pour l'argent mais pour se venger de la famille Bitan », à demander un rançon.

Au terme d'un véritable « feu de paille », indiquant les éprouvés de la rumeur devant être déposée, il a été arrêté le 11 juillet 1976 (« Le Monde » du 15 juillet 1976). Ce faux ravisser était-il un assassinat ou un meurtre par accident ? Les magistrats donnent parfois une désagréable impression d'avoir déjà répondu à cette question et de demander à l'accusé de prouver qu'il n'est pas meurtrier, alors que « c'est à eux de prouver », fait remarquer M. Rémy Cranste, défenseur de M. Herbet.

« Nominations de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 7 mars, sont nommés : président d'instance de grande instance de Versailles, M. Yves Monnet; procureur de la République à Nanterre, M. Bernard Hatoux.

FAITS ET JUGEMENTS

Mort pour avoir volé un poste de radio.

Le meurtrier d'un jeune homme, mineur, qui a été découvert d'une halle dans la tête, dimanche 5 mars à 18 heures, dans une rue du centre de Marseille, s'est livré lui-même à la justice. Il s'agit de M. Bruno Gestin, vingt et un ans, originaire de Brest, et habitant Marseille.

Les policiers avaient trouvé, près du corps de la victime, un poste autoradio, vraisemblablement dérobé sur un véhicule. Le meurtrier a, en effet, avoué qu'il avait tiré, avec une carabine, sur deux individus qui s'enfuyaient à cyclomoteur après avoir volé le poste de sa voiture.

Quatre attentats à Paris. — Quatre explosions se sont produites, ce mardi matin 7 mars, à Paris. La première a eu lieu à 5 h 40, rue de Harlay (1^{er}), à l'angle du palais de justice et des locaux de la police judiciaire. Trois autres explosions ont eu lieu, quelques minutes plus tard, à la place du Panthéon, devant les locaux de l'ancien commissariat de police du cinquième arrondissement. Dans tous les cas, les déflagrations ont brisé plusieurs vitres des bâtiments. Il n'y a eu aucune victime. Ces attentats n'ont pas été revendiqués.

D'autre part, un engin a explosé, pendant la nuit du dimanche 5 au lundi 6 mars, dans le hall de l'hôtel de l'Impératrice de France (Hauts-de-Seine), 46, rue Raymond-Marcheron. Les dégâts sont minimes.

« Les attentats de Toulouse. — Trois des quinze personnes interpellées après les sept explosions criminelles qui se sont produites dimanche matin 5 mars, à Toulouse, seront gardées à vue pendant vingt-quatre heures supplémentaires. Les autres ont été relâchées. Les policiers chargés de l'enquête sur un groupe de « coordination autonome contre le travail » (« Le Monde » du 7 mars), examinent les documents trouvés au domicile des suspects. » (Corresp.)

« Ouverte à Mulhouse. — Avertis par un appel téléphonique anonyme, les policiers de Mulhouse ont découvert dimanche soir 5 mars, dans son appartement, Félix Witkowski, vingt-six ans, qui avait succombé à un infarctus lors de l'absorption d'un analgésique puissant.

AMERIQUEZ!
FOREIGN STUDY IN LIVING PROPOSE

ÉTÉ 78 : JUILLET-AOÛT

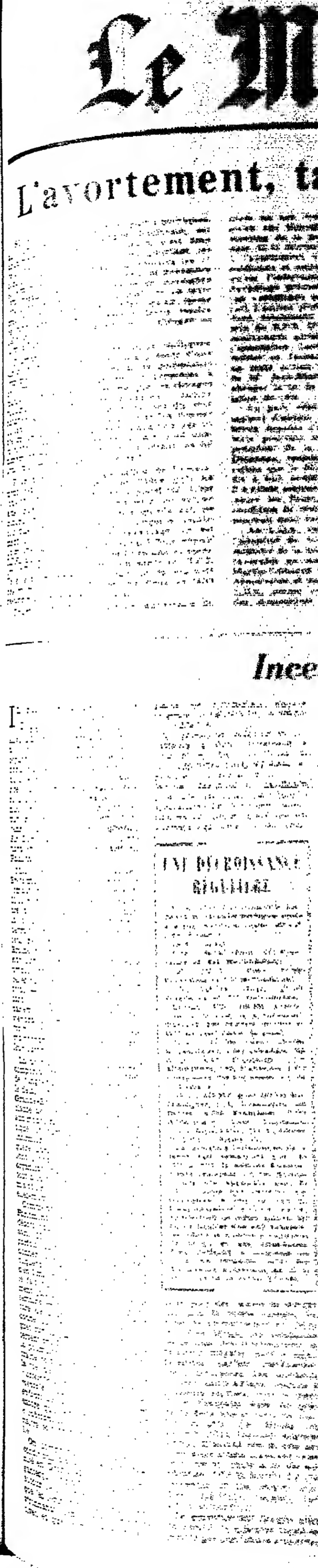
- Séjours en familles américaines 14-20 ans: Boston, Washington, San Francisco, Los Angeles.
- Cours intensifs en universités : Berkeley, San Diego, Boston.

TOUTE L'ANNÉE : en universités (+ de 18 ans), par sessions de 4 semaines : anglais intensif suivant thèmes spécifiques.

NASC/ECOM : hébergement économique en hôtels et résidences universitaires.

F.S.L. Nom _____ Prénom _____ Age _____ Adresse _____

F.S.L. 14, rue des Poissonniers 92200 NEUILLY-SUR-SEINE 6371623



Le Monde DE LA MÉDECINE

L'avortement, tabou de la campagne électorale

S'il est un domaine que les partis politiques, au cours de cette campagne électorale, ont manuellement laissé dans l'ombre, c'est bien celui de l'avortement. Ce sont pourtant les députés que le corps électoral choisira les 12 et 19 mars qui devront à nouveau, en novembre 1978, réexaminer la loi adoptée en novembre 1974, éventuellement pour la modifier. Le texte prévoit expressément, en effet, qu'au terme de cinq années le Parlement devra rendre définitive cette « loi transitoire », l'abroger ou la modifier.

Pourtant, les leaders des partis politiques, sur ce point, sont restés jusqu'à présent d'une extrême discrétion. Les bruyantes polémiques de 1973 et de 1974 sont encore présentes à toutes les mémoires; de même que les clivages politiques atypiques, les alliances « contre nature » qui s'étaient manifestées lors du vote de la loi. N'avait-on pas vu alors se fractionner des groupes parlementaires? N'avait-on pas vu ce texte, d'origine gouvernementale, voté unanimement par la gauche, qui, pourtant, ne lui avait pas ménagé ses critiques?

Pour beaucoup, la légalisation de l'avortement est venue apaiser une fièvre qu'il ne convient guère de raviver aujourd'hui. C'est ainsi que, du côté de la majorité, on estime généralement que la loi, telle qu'elle est, ne doit pas être modifiée et qu'il importe simplement de la faire respecter davantage. Tel est du moins l'avis du docteur Bernard Pons, député R.P.R. du Lot, candidat dans l'Essonne et membre influent de la commission santé du R.P.R. Telle est également l'opinion de la majorité des membres du R.P.R., peu soucieux de faire resurgir les querelles de 1974.

Pourtant, M. Michel Debré, adversaire du

texte en son temps, n'a pas désarmé, ainsi qu'en ont témoigné ses déclarations lors du meeting de la porte de Pantin (« Le Monde » daté 12-13 février). « Sachons limiter le droit à l'avortement, s'écriait-il alors, aux cas médicaux et sociaux qui justifient l'acte grave qu'est l'interruption de la vie... » Il n'a pas davantage précisé, depuis, ce que seraient ces cas « médicaux et sociaux » ni qui les définirait. L'ancien premier ministre n'est pas, cependant, totalement isolé, sur cette question, au sein du R.P.R. D'autres membres influents du mouvement auraient donné des assurances à l'association Laissez-les vivre, s'engageant à militer en faveur de restrictions importantes au texte actuel. Mais seul le Front national de M. Jean-Marie Le Pen estime qu'il faut abroger la loi de 1975 et en revenir à la législation de 1920.

Au parti républicain, où la question avait soulevé d'autant plus d'embarras que de nombreux députés s'étaient fortement opposés au texte pourtant soutenu, sinon inspiré, par le président de la République, le docteur Jean Delaunay, responsable des questions de santé, estime que le délai légal devrait être réduit de dix à huit semaines. En revanche, estime-t-il, il n'existe aucune raison de faire une différence entre les Françaises et les étrangères; la condition de résidence imposée à ces dernières pourrait donc être supprimée.

Au C.D.S., enfin, on souligne que, lors de l'adoption du texte, M. Jean Lecanuet était ministre de la justice et que le groupe demeure favorable au maintien de la loi. Mme Annie Martin-Gonsand, secrétaire générale des Femmes démocrates et membre du comité directeur du C.D.S., estime cependant qu'un élargissement des dispositions légales actuelles serait pos-

sible, dans le sens d'un remboursement par la Sécurité sociale « à la condition qu'une nouvelle majorité se dessine en ce sens ».

A gauche, le texte actuel est, en revanche, unanimement contesté dans ses dispositions restrictives: à savoir principalement le délai de dix semaines de grossesse; la nécessité d'une autorisation parentale pour les mineures; l'exigence de trois mois de résidence pour les étrangères; le non-remboursement par la Sécurité sociale.

Le parti socialiste est, de loin, le plus engagé dans cette contestation puisqu'il prévoit une extension du droit à l'avortement jusqu'à la vingt-quatrième semaine de grossesse. Il rappelle à cet égard les termes d'une proposition de loi déposée en 1973 par les membres du groupe socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche et qui prévoyait « la liberté totale, pour la femme, d'interrompre sa grossesse jusqu'à la douzième semaine ». Entre la douzième et la vingt-quatrième semaine, la femme « devrait d'abord s'entretenir avec un médecin de son choix, puis avec un conseiller familial et social qui donnerait un avis motivé sur l'opportunité de l'avortement. La femme restait cependant maîtresse de la décision finale ».

Mme Colette Audry, membre du comité directeur du parti socialiste, estime que le remboursement par la Sécurité sociale de l'avortement et des frais annexes est d'autre part indispensable; que l'autorisation parentale pour les mineures doit être remplacée par une simple information; que la condition de résidence pour les étrangères doit être supprimée. N'y aurait-il pas, dans cette hypothèse, un risque de trafic financier comparable à celui que l'on a constaté en Grande-Bretagne? Mme Colette Audry balaise cette objection d'un revers de la main:

« Plus il y aura de pays qui feront des avortements, plus le trafic se réduira... Nous étudions aussi, ajoute-t-elle, la possibilité d'instituer la gratuité de l'avortement pour les mineures. Enfin, nous refusons toujours de poser ce problème sans le lier à la contraception: la mise à disposition de moyens anticonceptionnels est très insuffisante ».

Au parti communiste, les opinions sont moins catégoriques: il faut, estime Mme Colette Coullou, porter le délai de dix à douze semaines. « Après douze semaines, et compte tenu des risques possibles, nous considérons qu'il s'agit d'avortements thérapeutiques dont les conditions doivent être assouplies, afin que la femme reste maîtresse de sa décision ultime... Le remboursement par la Sécurité sociale est indispensable, estime-t-on aussi au P.C. Quant à l'autorisation parentale pour les mineures, nous n'en faisons pas une obligation, pour autant le soutien des parents ou de l'un d'entre eux doit être recherché dans toute la mesure du possible ». Enfin, la loi doit être assouplie pour les femmes étrangères; il faut que « celles qui le désirent puissent bénéficier de l'égalité de droits avec les Françaises, dans la mesure où il s'agit de femmes résidant en France, ou arrivant pour y résider ».

Ce débat, en France, de violent qu'il était, est devenu aujourd'hui feutré. Mais la violence risque assurément de resurgir d'ici deux ans. Qu'en est-il dans un pays qui, comme la Grande-Bretagne, s'est doté, il y a dix ans, de l'une des législations les plus libérales du monde? Un vote tout récent de la Chambre des communes (« Le Monde » du 24 février) n'a clairement montré qu'outre-Manche non plus le dossier n'est pas classé.

CLAIRE BRISSET.

Incertitudes au pays de Malthus

Il ressemble à l'amant de Lady Chatterley. Bien plus garde forestier qu'ancien élève d'Iton, Sir Bernard Braine a le cheveu noir, le teint flamboyant de ces agrestes personnages qui peuplent la littérature du dix-neuvième siècle. Son sourire éclaire dans ce monacal bureau de la Chambre des communes, encombré de multiples papiers, de souvenirs en tout genre, d'innombrables photos. Sir Bernard en Inde, Sir Bernard en Afrique, Sir Bernard au Pakistan...

Mais c'est bien en Grande-Bretagne qu'il entend mener le combat qui a abouti, le mardi 21 février, à un vote de la Chambre des communes selon lequel la loi de 1967 sur l'avortement devrait être modifiée dans un sens restrictif. Sir Bernard Braine ne nourrit aucune illusion sur le sort qui attend cette proposition: comme chacune de celles qui l'ont précédée — six au total — le gouvernement, utilisant les subtilités du système parlementaire britannique, parviendra à l'enterrer. « Mots ou moins, ajoute-t-il, philosophiquement, maintenant la balle est dans leur camp ».

La proposition de Sir Bernard comportait trois volets: ramener le délai légal de l'avortement en Grande-Bretagne; renforcer la clause de conscience qui permet aux médecins d'en refuser la pratique; et surtout l'étendre aux infirmières, qui n'en bénéficient guère, dans les faits, que si elles sont catholiques; interdire aux organisations privées de réaliser tout à la fois le « conseil » en la matière et les interventions elles-mêmes.

Comment la loi adoptée par le Parlement en 1967, après des débats houleux, appliquée depuis avril 1968 dans des conditions parfois discutables, a-t-elle pu donner lieu aux excès qui expliquent les régulières tentatives d'en limiter l'application? Outre le fait qu'elle autorise l'avortement jusqu'à la vingt-huitième semaine — moyennant la signature de deux médecins — elle donne des indications fort vagues sur la justification de l'intervention. Il suffit en effet que la poursuite de la grossesse entraîne soit un risque vital pour la vie de la femme, soit une « atteinte à sa santé physique ou mentale », ou à « celle des autres enfants de la famille »; ou bien encore qu'il existe un « risque « substantiel » que l'enfant à naître soit frappé d'une anomalie.

On comprend que, dans ces conditions, dès 1969, se soit organisé en Grande-Bretagne un gigantesque trafic commercial autour de l'avortement, d'autant que les législations des pays environnants demeuraient répressives, et que la nouvelle loi an-

glaise ne comportait aucune exigence de nationalité, ni même de résidence.

Un réseau perfectionné de rabatteurs a donc commencé à fonctionner, des chauffeurs de taxi appointés guettaient dans les gares et les aéroports la jeune femme désarmée, des hommes présumés des luxueuses cliniques spécialisées. Des documents publiés sur son papier glacé ont été adressés aux médecins du conti-

Mrs Justice Lane, et chargé d'enquêter sur l'application de la loi. Les conclusions du rapport Lane, fort attendues, devaient pourtant rester lettre morte. Les rapporteurs proposaient en effet, à l'unanimité, que le délai légal de l'avortement soit ramené de vingt-huit à vingt-quatre semaines, sous limite de viabilité du fœtus; que les amendes applicables aux auteurs d'interventions illégales (non médicales, par exemple) soient considérablement alourdies; qu'on ne s'acharîne pas, enfin, vers l'avortement « sur demande » et que l'autorisation préalable de deux médecins soit fermement maintenue.

Pour n'avoir pas abouti à des modifications légales, les conclusions du rapport Lane n'en ont pas moins attiré l'attention sur les abus les plus criants. Le ministère de la santé et de la sécurité sociale, notamment, a fortement renforcé son contrôle sur les cliniques privées, tant en ce qui concerne les lieux que les conditions techniques et la publicité. Le système des rabatteurs et autres démarcheurs a pratiquement disparu. Au total, souligne-t-on avec quelque satisfaction au ministère de la santé: « nous avons fait fermer vingt-cinq cliniques. Pour les autres, nous pouvons à tout moment leur retirer notre agrément, effectuer des inspections jour et nuit, sous prétexte. Nous disons aux femmes qu'elles doivent exiger de connaître le tarif avant l'intervention, et un reçu ensuite, mentionnant précisément la somme qu'elles ont dû verser ».

Aujourd'hui, le réseau privé des avortements a donc été quelque peu « moralisé ». Il y a été contraint non seulement par les efficaces contrôles du ministère mais aussi par la concurrence de deux organisations sans but lucratif, auxquelles le S.P.U.C reproche, néanmoins, de réaliser des bénéfices substantiels. En effet, répond-on dans l'une de ces organisations « charitables » — tel est le terme anglais — « nous ne sommes pas subventionnés et devons verser des salaires. Nous demandons aux femmes 66 livres pour un avortement pratiqué avant quinze semaines, 100 livres ou-delà. Nous ne exigeons rien de celles qui ne peuvent pas payer ». Il faut noter que, dans le secteur lucratif, une interruption de grossesse coûte en moyenne, aujourd'hui encore, de 75 à 250 livres (de 700 à 2.300 F environ).

Pourquoi, objectera-t-on, la moitié des avortements sont-ils encore pratiqués dans le secteur privé, alors que la Grande-Bretagne s'est dotée d'une médecine nationalisée, le National Health Service, qui réalise, dans toutes les autres branches de la médecine, l'immense majorité des actes médicaux?

Il y a à cela plusieurs explications. La première a trait à l'important effectif d'étrangères qui continuent à se rendre en Grande-Bretagne pour y subir un avortement. Si le nombre des Françaises a fortement décliné, depuis 1975, celui des Espagnoles, des Italiennes, et des Portugaises, en augmentation constante. D'autre part, un certain nombre de médecins du N.H.S. demeurent fermement opposés aux interruptions de grossesse, ce qui en rend la pratique, à l'intérieur même du secteur public, extrêmement inégale: dans certaines zones, le N.H.S. répond à plus de 90 % des demandes, dans d'autres à moins de 10 %.

Si le courant opposé à l'avortement ou favorable à un resserrement des possibilités, est important — d'autant qu'il bénéficie du soutien d'une partie de la presse, — il s'y oppose pourtant, aussi bien aux Communes que dans l'opinion, un puissant contre-poids, incarné notamment en la personne d'un autre député conservateur, Sir George Sinclair.

Un « sommet » en 1973

Celui-ci est tout à l'opposé de son adversaire. L'œillet à la boutonnière, la solennité sportive, il évoque tristement le duc de Windsor. Sir Bernard Braine, dont il a publiquement combattu les thèses devant les Communes, n'est dans sa bouche que son « ami ». Il n'en discute pas moins, point par point, chacun des arguments. Pourquoi raccourcir le délai de vingt-huit semaines, demande-t-il, puisque 80 % des avortements sont pratiqués avant la douzième semaine et 99 % avant la vingtième? Dans l'esprit de Sir George, le délai de vingt-huit semaines concerne que les avortements imposés par la découverte tardive d'une anomalie fœtale. « Je suis moi-même horrifié par l'idée d'avortements aussi tardifs. Mais il faut garder cette possibilité pour les exceptions ». D'ailleurs, ajoute-t-il, la British Medical Association, qui représente la majorité des médecins britanniques, ne demande aucunement que la loi soit modifiée en ce sens.

Quant aux établissements privés, Sir George rappelle qu'ils sont désormais sous le contrôle étroit des autorités sanitaires. Enfin, a-t-il déclaré devant les Communes, « mon honorable ami souhaite étendre les droits à la clause de conscience, mais il ne parle pas d'étendre les droits des femmes qui se désespèrent en attendant qu'on leur refuse l'avortement, non pas pour des raisons médicales, mais à cause d'une objection de conscience ».

UNE DÉCROISSANCE RÉGULIÈRE

Le nombre d'avortements pratiqués en Grande-Bretagne après une augmentation rapide, décroît régulièrement.

1969	43 312
1970	46 565 (dont 2 267 Françaises et 816 Hollandaises).
1971	126 777 (dont 11 986 Françaises et 732 Hollandaises).
1972	156 714 (dont 13 189 Françaises et 243 Hollandaises).

Depuis 1973 (160 000 avortements), le nombre a fortement diminué. Les chiffres de 1976 et 1977 en fournissent la preuve.

1976	127 964 (dont 103 389 Britanniques, 1 802 Irlandais, 364 Belges, 4 438 Françaises, 2 376 Allemandes, 7 881 Italiennes, 6 225 Espagnoles, 234 Suissesses et 1 328 « divers »).
1977	132 399 (dont 104 744 Britanniques, 2 182 Irlandaises, 398 Belges, 4 291 Françaises, 1 732 Allemandes, 7 849 Italiennes, 10 171 Espagnoles, 231 Suissesses et 1 471 « divers »).

Le ministère britannique de la santé fait remarquer que, de 1976 à 1977, le nombre d'avortements pratiqués sur des Britanniques a augmenté de 12 %, alors que l'effectif des étrangères a été de 14,4 %. L'augmentation principale, est en particulier due aux Espagnoles (dont le nombre a augmenté de 69 %) et aux Irlandaises, dont l'effectif a progressé de 21 %. En revanche, celui des Allemandes a diminué de 21 % au cours de la même période.

En fait, puis des caisses de whisky ont pris le même chemin, en guise de « remerciements ». Dans le même temps, les conditions techniques des interventions se faisaient inégales, parfois satisfaisantes, parfois scandaleusement déficientes. Des accidents redoutables s'étaient produits à plusieurs reprises, dont la mort d'une Française âgée de quatre-vingt-deux ans et mère de quatre enfants (Le Monde du 26 juin 1971). L'opinion anglaise s'émut. D'autant que de très actives associations n'avaient cessé de vilipénder contre la loi dès son adoption, telle la Society for the Protection of the unborn children (S.P.U.C.), toujours fort active aujourd'hui.

Le gouvernement désigna alors un comité de quatre membres présidé par une femme magistrat,

Reste un dernier courant, marginal mais grandissant, où l'on évoque fréquemment la législation française: celui qui revendique l'avortement sur demande. A l'heure actuelle, l'autorisation écrite des deux médecins imposée par la loi est plus qu'une simple formalité, ce qui expose les femmes, entend-on dire dans ces milieux, à la « cruauté » médicale. Ce courant est fortement représenté au sein de l'Association pour la réforme de la loi sur l'avortement (ALRA), fondée dès 1956, pour protester contre l'ancienne législation et qui a trouvé dans la lutte contre le « pouvoir » médical un nouveau terrain d'action. Ce courant est essentiellement féminin et féministe. Mais il a reçu le soutien de quelques médecins — hommes — tels que le docteur Peter Diggory, consultant en gynécologie à l'hôpital universitaire de Kingston, près de Londres, qui déclarait, dès 1975, au Guardian: « Je soutiens la campagne de l'ALRA pour l'avortement sur demande. Je pense qu'il est hu-

milien et dégradant pour une femme de venir ici et d'exagérer sa détresse pour me convaincre qu'elle veut un avortement. Nous sommes fous de vouloir de pratiquer des avortements pour des raisons thérapeutiques. Ce serait mieux d'être honnêtes... »

En tout état de cause, on rappelle, au ministère de la santé, que les avortements, en Grande-Bretagne, après le « sommet » atteint en 1973, décroissent constamment, notamment parce que la contraception est devenue une « obligation » pour le N.H.S. en 1974, et qu'elle est véritablement entrée dans les mœurs.

Il est de fait que le nombre des avortements pratiqués en Grande-Bretagne sur des Anglaises est aujourd'hui inférieur d'un quart à celui que l'on déplore en France. Pourquoi? Parce que, précisément, il ne se pratique pas « sur demande »? ou parce que dans cette société, à la fois prytaine et libertaire, mère de Malthus, on a appris à parler de sexualité?

C. B.

LES BACTÉRIES: ELLES COLLENT A TOUT MILIEU.

cette adhérence est la cause des infections bactériennes.

LE GENOU: UNE PROTHÈSE AMÉLIORÉE

une nouvelle géométrie, des matériaux nouveaux.

et des articles sur l'analyse des données, la Carthage romaine, le problème du gaz carbonique, la structure du milieu interstellaire, la structure spatiale de l'ARN de transfert, l'efficacité des algorithmes, les jeux mathématiques, les expériences d'amateur.

POUR LA SCIENCE édition française de SCIENTIFIC AMERICAN

MARS-N°5 - en vente chez les marchands de journaux

GRANDS ET PETITS MAUX QUOTIDIENS...

La sinusite

La nature a doté les hommes de certains détails anatomiques qui sont plus gênants qu'utiles. Ainsi en est-il de l'appendice ; de même, la fonction réelle des sinus de la face apparaît-elle discutable même si certains les créditent de servir de caisse de résonance pour la voix, et d'alléger le poids des os du crâne. Mais ces deux organes, parfois considérés comme des vestiges de l'évolution de l'espèce humaine, rappellent fréquemment leur présence en devenant le siège de maladies. N'est-ce pas d'ailleurs leur absence d'usage qui est la première cause de leur détérioration ?

L'appendice comme les sinus sont des sacs-de-sac directement en rapport avec le milieu extérieur.

Pour l'appendice, il s'agit du colon droit (gros intestin). Pour les sinus, il s'agit des fosses nasales. Communiquant par un étroit orifice, qui peut s'obstruer, ces deux organes peuvent s'infecter, et les deux maladies qu'ils déclenchent composent le palin quidien de la médecine et de la chirurgie : l'appendicite et la sinusite.

Dans le cas de l'appendicite, la cure du problème est radicale, par la chirurgie, qui enlève totalement l'organe inutile et néfaste. La sinusite, par contre, se prête plus difficilement à une approche aussi définitive, et la chirurgie n'y trouve qu'exceptionnellement sa place.

Schématiquement, il existe quatre paires de sinus de la face : les sinus frontaux, qui se développent avec la croissance, sont situés sous les bosses frontales, entre les sourcils. Les sinus maxillaires se projettent derrière le haut des pommettes. Les sinus éthmoïdaux sont situés dans la profondeur des fosses nasales. Enfin, le sinus sphénoïdal, très profond, n'est que très rarement en cause dans les sinusites habituelles.

Chaque sinus est recouvert d'une muqueuse, c'est-à-dire d'un revêtement protecteur qui sécrète continuellement un film humide protecteur, dont la fonction est de « coller » les poussières inhalées. Des cils microscopiques parsement la surface de la muqueuse, leurs mouvements permettant de conduire

ces poussières agrégées vers l'extérieur. La toilette des sinus se fait ainsi naturellement et est aidée par le mouchage périodique, une narine après l'autre.

Mais l'orifice des sinus est souvent très étroit (un à deux millimètres), et la muqueuse nasale est particulièrement sensible aux agents irritants, qui peuvent augmenter son épaisseur par un mécanisme réflexe de vaso-dilatation et d'œdème. Dans ces conditions, le drainage du sinus ne peut plus se faire normalement, et l'accumulation d'air et de sécrétions dans cette cavité, désormais fermée, peut amener une élévation de la pression dans le sinus. A ce problème initial s'ajoute parfois une obstruction secondaire par un bourrelet muqueux, ou par une excroissance (polype), qui contribue à colmater plus fermement encore l'orifice. Ainsi peut s'expliquer la douleur ressentie lors des sinusites, typiquement retrouvée à la pression ou à la percussion du ou des sinus atteints. Enfin, la présence inévitable de germes bactériens dans les fosses nasales, risque fort d'ensemencer ce milieu propice qu'est l'accumulation des sécrétions. L'infection complète alors ce tableau, provoquant la fièvre, des écoulements purulents et de violentes douleurs.

Sur le plan médical, le diagnostic de la sinusite pose rarement un problème, et n'exige pas

le recours au spécialiste. Mais le problème est cependant sérieux : la sinusite peut être révélatrice d'une cause sous-jacente (dent de sagesse, abcès dentaire), et peut surtout se compliquer. La plus fréquente complication est le passage à la chronicité, qui expose le malade à des recidives continuelles, à des écoulements incessants et à des accès fébriles à répétition. Mais l'infection peut aussi se propager à l'oreille interne, aux bronches, et même aux méninges.

Le traitement des sinusites doit donc être énergique et rapide. Son principe est de lutter simultanément contre l'infection et contre l'inflammation de la muqueuse. Des antibiotiques appropriés seront le plus souvent nécessaires, ainsi qu'un traitement anti-inflammatoire par voie générale ou locale. Ces traitements ne peuvent être prescrits que sous surveillance médicale, et leur effet sera vérifié sur des radiographies. L'usage désormais général des solutions nasales décongestionnantes, en vente libre dans la commerce, appelle de la part des spécialistes quelques réserves : si ces produits sont anodins lorsqu'ils sont utilisés de manière épisodique et modérée, ils peuvent au contraire être très dangereux si leur usage est routinier, car ils peuvent provoquer une augmentation pathologique de la muqueuse nasale (hyperplasie), qui peut

être elle-même la cause de la sinusite. En fait, la meilleure prévention des sinusites paraît reposer sur une hygiène de vie de bon sens : l'humidification de l'air est une précaution de base. Le tabac est connu comme un facteur favorisant des sinusites, à cause de son effet paralysant sur la motricité des cils vibratiles de la muqueuse. Les désinfectants chlorés utilisés dans les piscines paraissent avoir eux-mêmes une action irritante, qu'il est possible de prévenir par l'usage de vaso-constricteurs en pulvérisations nasales, après le bain.

Dans certains cas, une cause favorisante peut être éliminée (polype nasal, malformation de la cloison, problème dentaire...). Parfois aussi, la maladie ne peut être traitée que par des techniques médicales, et se pose alors l'indication d'un drainage chirurgical.

Dans ce domaine de la pathologie courante, l'usage des antibiotiques a complètement transformé le pronostic des sinusites, à condition d'être utilisés à temps, pendant une période assez longue (dix jours), et avec contrôle de leur efficacité. Il reste, dans le cortège des « petits maux », qui gardent une valeur, les inhalations d'eau chaude aux essences d'eucalyptus et surtout les cures thermales.

Dr J.-F. LACRONIQUE.

CORRESPONDANCE

L'annonce d'une « première » cardiologique à Lyon

Après la publication dans « Le Monde » du 23 février d'une libre opinion des professeurs A. Carpentier et Ch. Dubost, commentant de manière critique l'annonce de la réussite d'une greffe valvulaire d'un nouveau type par un chirurgien lyonnais, le docteur Guy Dureau, nous avons reçu du professeur Marion, chef du service dans lequel fut réalisée cette tentative, et du professeur Descotes, directeur de l'unité de recherche INSERM de chirurgie expérimentale dans laquelle travaille le docteur Dureau, des lettres de soutien à ce dernier. Nous publions ici la réponse du docteur Dureau.

Bien que je ne tiens pas à poursuivre par voie de presse un débat scientifique qui ressemble trop à la « Disputatio » de nos anciens, je me fais un devoir de répondre à l'article publié dans « Le Monde » du 23 février 1978 par MM. Carpentier et Dubost, « Recherche chirurgicale et tentation publicitaire ».

Je me permets de rappeler le contenu de la note initiale remise à l'Agence France-Presse de Lyon : « Une nouvelle technique de traitement des tissus propres d'un patient a permis la mise en place d'une valve cardiaque vivante chez l'homme. Cette technique a été mise au point dans le laboratoire de l'INSERM de chirurgie vasculaire et transplantation d'organes de Lyon (directeur : J. Descotes). Cette intervention a été réalisée il y a plusieurs semaines à l'hôpital cardiologique, dans le service du professeur Marion, par le docteur G. Dureau.

La patiente a aujourd'hui regagné son domicile en parfaite santé. C'est la première malade dont le remplacement valvulaire par d'autres tissus de son organisme aboutit à une nouvelle valve vivante à long terme. Ces valves ne nécessitent aucun traitement anticoagulant et sont susceptibles de grandir avec le sujet. C'est la découverte du principe fondamental de la greffe des tissus autologues vasculaires permettant d'obtenir une nouvelle structure vivante qui a permis la réalisation d'une telle valve cardiaque. D'autres réparations de chirurgie cardiaque, digestive ou gynécologique peuvent probablement bénéficier de cette nouvelle acquisition.

Cela est donc le seul texte dont je pense l'auteur responsable. Les commentaires de certains journalistes ayant effectivement donné lieu à des erreurs d'interprétation concernant notamment la durée des autres prothèses valvulaires, je me devais une mise au point et je l'ai faite dans une seconde note à l'A.F.P. dans le but de rassurer les malades inquiets.

Mais il est aussi regrettable que, par manque d'information, MM. Carpentier et Dubost aient cru nécessaire d'écarter du poids de leur réputation une donnée nouvelle, qui n'avait d'autre but que d'éveiller l'intérêt. En effet, ce nouveau conditionnement biologique des tissus vivants autologues a déjà été évoqué par nous à deux reprises : à Londres, au quatrième congrès de la Société européenne des organes artificiels, en novembre 1977, et à l'académie de chirurgie de Paris (séance du 19 octobre 1977). Fant-il en déduire que seule la grande presse est capable de les émouvoir ? En fait, il existe une grande confusion dans le chapitre des valves biologiques, où sont mêlés les homogreffes (libres ou supportées, les autogreffes, les hétérogreffes, où l'on parle encore de greffe, alors que le support les individualise, et l'article de nos contradicteurs exprime, votre exploit, cette confusion.

L'objet de notre travail a été de répondre tout d'abord au problème chirurgical des valves cardiaques sans supports et, dans un second temps, conséquence du premier, résoudre le problème biologique découlant de ce contact direct entre greffon et site d'implantation, le but étant d'obtenir, évidemment, une nouvelle structure vivante. Les critères de viabilité sont ceux des ophtalmologistes pour les greffes de cornées (recouvrement par une nouvelle couche cellulaire), mais aussi ceux de Lower, quand il réalise une homogreffe valvulaire expérimentale chez le chien, ou ceux de Stumway, lorsqu'il se sert, chez l'homme, de la valve pulmonaire mise à la place de la valve aortique. Ce sont les mêmes critères que j'ai retenus pour mon travail expérimental. Par contre, il n'est plus question de discuter de la revivification de tous les autres systèmes de valves montées en support, qu'elles soient en péricarde, fascia lata, dure-mère de cadavre ou d'origine animale : Wallace, chirurgien de la Mayo Clinic, conclut dans un article intitulé : « Tissus valves » (American Journal of Cardiology, 1977), que la limitation de leur durée est due au fait qu'il s'agit de structures mor-

ACTUALITE SCIENTIFIQUE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LIVRES Vers une autre médecine

L'ABSENCE de formation psychologique des futurs médecins n'a cessé depuis quelque vingt ans d'être dénoncée, et ses conséquences déplorables ; sans pour autant, hélas, que les transformations radicales qu'appelle cette lacune soient mises en œuvre, dans toutes les facultés.

La médecine mécanicienne, technologique, qui ne s'intéressait qu'aux défaillances des organes et non à la souffrance des hommes, ne saurait être tenue que pour une caricature.

avec des patients ont fait l'objet, en Grande-Bretagne, de rapports consternants quant à l'incapacité dans laquelle ils se trouvaient d'écouter leur patient, et par conséquent de porter un diagnostic adéquat.

C'est cette caricature que dénonce le livre de Léon Chertok, psychiatre, et Odile Bourguignon, psychologue, et les solutions qu'ils proposent s'appuient sur le désastreux constat de la situation actuelle.

Dans les quarante-quatre facultés de médecine de France, la psychologie ou l'économie médicale sont proposées trop souvent en option, à un niveau très marginal, dont ils descendent, après une dizaine d'années, un bilan négatif. Moins d'un étudiant sur dix paraît intéressé... et la société elle-même (les malades), a été prise par l'indigence technologique, fait plus confiance aux examens de laboratoire qu'aux médecins.

L'évolution de la médecine rendra néanmoins cette formation psychologique des médecins plus que jamais nécessaire, et des recherches destinées à en concevoir les modalités s'imposent à l'évidence. — Dr E.-L.

CLINIQUE LA MÉTAIRIE CH-1260 NYON près GENEVE. Dr G.W. Semadeni, médecin-dir. Établissement médical privé de premier ordre pour les affections du système nerveux. Chimiothérapie - Psychothérapie - Cure de sommeil - Diététique - Physiothérapie - Massages - Culture physique - Sports.

Le Monde DE L'ÉDUCATION Numéro de mars LES LIVRES D'ENFANTS A l'occasion de l'exposition de Beaubourg, « Ulysse, Alice, oh ! hisse... » (15 mars-28 août), un regard neuf sur les livres d'enfants. LE DOSSIER SCOLAIRE : aide ou inquisition ? Les enfants doivent-ils être fichés dès l'école ? Les éléments du débat. SEIZE PAGES D'INFORMATIONS PRATIQUES Séjours linguistiques à Pâques. S'orienter vers l'hôtellerie. Les métiers dentaires. Le courrier de l'École des parents. Un banc d'essai des « petits classiques ». Mensuel - Le numéro : 6 F - Abonnement (11 numéros) : 60 F BULLETIN D'ABONNEMENT (3-78) NOM, PRÉNOM ADRESSE ci-joint mon règlement de 60 F. Le Monde de l'éducation 5, rue des Italiens - 75227 PARIS CEDEX 09.

(PUBLICITE) LA GYNÉCOLOGIE Docteur Henri ROZENBAUM Le gynécologue est maintenant entré complètement et ouvertement dans la vie courante. La surveillance de la grossesse, le céptage ou cancer, les différents modes de contraception y sont pour beaucoup. Le docteur Henri Rozenbaum, spécialiste éminent en ce domaine, a écrit cet ouvrage pour mieux informer la femme et lui permettre ainsi de parler plus facilement à son médecin. Vous y trouverez des explications claires, illustrées de nombreux dessins, sur l'embryon, la puberté, la grossesse, les maladies vénériennes, les problèmes du couple (impuissance, frigidité, stérilité), le céptage du cancer, la ménopause. Les différents modes de contraception, leurs avantages ou inconvénients, terminent ce livre. Éditions SOLAR 35 F T.T.C.

pharmacologie Un très important groupe pharmaceutique recherche un pharmacologue de niveau élevé. Il s'agit pour mission d'animer et de coordonner plusieurs services, soit un effectif d'environ 100 personnes (pharmacologues et biochimistes). Pour réussir, le candidat doit avoir une qualification d'au moins de docteur, soit dans l'industrie pharmaceutique, soit dans un organisme de recherche. Une expérience dans les domaines cardio-vasculaires ou du système nerveux central est nécessaire. Une connaissance de la pharmacologie des peptides serait appréciée. Les candidatures seront traitées confidentiellement. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1034 M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des conditions est garanti par : BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, Rue Danton 75283 Paris Cedex 05

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page.

UNE ÉTUDE DU « COMITÉ DES SAGES »

Les écoles d'ingénieurs et la recherche

Le 23 février d'ont... de la réussite d'une... chirurgien lyonnais... du professeur... de cette tentative... de recherche INSERM... le travail de la... nier. Nous publions...

Avant la fin de son mandat, le Comité consultatif de la recherche scientifique et technique — dit « Comité des sages » — a fait une étude sur la recherche dans les grandes écoles d'ingénieurs. Quatre membres du comité, MM. Jean-Louis Cojan, professeur à l'université de Caen; Pierre Faure, secrétaire général de la SAGEM et professeur à l'école

des mines de Paris; Pierre Fillat, directeur adjoint de la division chimie fine chez Rhône-Poulenc et président du conseil d'administration de l'École des industries chimiques de Nancy; et Pierre Papon, professeur à l'école de physique et de chimie de Paris, présentent ici les problèmes qui se posent et des éléments de solution.

Le système des grandes écoles a ses origines dans l'Ancien Régime. Créées avant la Révolution, dans une tradition corporative, les premières écoles se sont développées en marge du système universitaire. Le système s'est progressivement constitué en centres de recherche et de formation de haut niveau. Les pouvoirs publics n'ont jamais conçu que le système des écoles d'ingénieurs était un élément d'un système universitaire, dont la double mission est d'assurer, à la fois et de façon cohérente, la formation des cadres scientifiques de haut niveau et l'avancement des connaissances scientifiques et techniques utiles au développement industriel du pays.

Mécanique, de l'agro-alimentaire, des composants électroniques, viennent à l'esprit. Quelques comparaisons internationales permettent, aussi, de constater que la France n'a pas su se doter de l'équivalent des centres de certaines universités technologiques étrangères (Massachusetts Institute of Technology, Zurich, Karlsruhe, Stockholm, etc.) où sont rassemblés d'importants laboratoires qui sont de véritables relais entre l'industrie et la recherche. Les écoles souffrent, par ailleurs, de leur cloisonnement, et se refusent souvent dans une monodisciplinarité néfaste.

de laboratoires de plusieurs écoles, sont une solution déjà mise en œuvre dans quelques cas limités. La multiplicité des tutelles rend indispensable une coordination à un niveau interministériel; la D.G.R.S.T. (Direction générale de la recherche scientifique et technique) devrait jouer un rôle essentiel dans ce domaine. La participation de laboratoires industriels à ces actions-programmes devrait être envisagée afin de rendre possible cette approche scientifique des problèmes industriels.

A l'heure actuelle, il existe 149 écoles d'ingénieurs pour un flux annuel de 10 000 ingénieurs diplômés environ. Certaines ont un statut privé, quant aux écoles publiques, relèvent pratiquement de tous les ministères techniques. Le ministère des universités exerce directement sa tutelle sur 83 écoles publiques et indirectement sur 35 écoles privées. Les autres ministères ont la tutelle de 48 écoles dont 6 privées (ministère de l'Industrie, de l'Agriculture, de la défense, secrétariat d'Etat aux P.T.T., etc.).

Enfin, il faut constater que, tout comme le système universitaire, le système des écoles d'ingénieurs est resté largement en marge de la politique technologique et même de la politique nationale de recherche; il n'y a pas eu véritablement de politiques de recherche pour les grandes écoles. Cependant, depuis quelques années, l'effort du C.N.R.S. (Institut national de la recherche agronomique) et du ministère de l'Industrie vers les écoles d'ingénieurs est important et fécond.

La constitution de structures coopératives, associant sur un programme à double finalité (recherche fondamentale associée à une recherche à finalité technologique) plusieurs laboratoires d'une même école, devrait permettre de coordonner la recherche d'une école à des problèmes industriels. Ces laboratoires pourraient ainsi prendre en charge certains problèmes posés par les secteurs industriels.

En marge de la politique technologique

Une enquête menée, en 1977, les chiffres suivants: 3.000 chercheurs équivalents plein temps, un budget total de 300 millions de francs (salaires compris) pour les seules écoles relevant du ministère des universités. Une enquête de 1976 donne des chiffres comparables; elle montre, d'autre part, que le flux de chercheurs formés dans les laboratoires est relativement important (380 personnes par an) et que le financement des centres de recherche des écoles, est souvent précaire.

L'analyse des implantations de laboratoires et d'équipes propres ou associées au C.N.R.S. révèle que quatre-vingt-cinq laboratoires ou équipes sont implantés en 1977 dans les écoles d'ingénieurs. Un examen détaillé par école ou groupe d'écoles (Instituts nationaux polytechniques) indique qu'en France une vingtaine d'écoles ou groupes d'écoles, au maximum, ont un potentiel de recherche scientifique et technique ayant atteint une masse critique et un certain niveau international. Une dizaine de ces écoles, seulement, se sont dotées d'une politique scientifique (sélection d'axes de recherche prioritaires, d'actions coopératives).

Ce chiffre de vingt écoles est insuffisant et on peut se poser de sérieuses questions sur le niveau scientifique et technique de la formation dispensée dans les écoles dépourvues de laboratoires de qualité. On peut aussi se demander si certaines faiblesses technologiques de l'industrie française n'ont pas en partie leurs causes dans des carences en recherche des écoles qui forment leurs cadres (les cas de la

La résistance au changement

L'enseignement dans une école d'ingénieurs a une finalité professionnelle marquée. Il souffre trop souvent d'un grave défaut qui est la résistance au changement, en partie d'ailleurs parce que l'effort de recherche intramuros y est insuffisant. L'activité de recherche d'une école d'ingénieurs doit avoir au moins trois missions principales:

Participer à l'effort général de production de connaissances scientifiques et technologiques nouvelles et favoriser, par là-même, l'évolution des techniques qui sont à la base de l'enseignement de chaque école;

Contribuer à une approche scientifique de certains problèmes industriels;

Former, par la recherche, des ingénieurs de haute culture scientifique (formation après les diplômes d'une durée de trois à quatre ans).

Il faut insister sur l'intérêt d'une formation de recherche préparant à des carrières autres que la recherche scientifique. Cette formation est actuellement insuffisante, puisque l'on peut estimer entre trois cent cinquante et quatre cents le nombre d'ingénieurs formés chaque année par cette formation sur un flux de dix à douze mille. Un objectif raisonnable, en dix ans, serait d'atteindre le millier.

Les moyens

Le problème général de l'organisation de l'ensemble de notre système de formation des ingénieurs se pose, et, si des évolutions non négligeables sont intervenues depuis quinze ans (les admissions sur titres), les problèmes de fond n'ont pas été examinés. La sélection par le système des concours et des « rampes » est en grande partie fondée sur les mathématiques; joint aux carences de notre enseignement secondaire dans le domaine des sciences expérimentales, cela ne contribue pas à sensibiliser les futurs ingénieurs aux problèmes de la recherche.

Au plan national, il est urgent de définir une politique de recherche pour les écoles d'ingénieurs, dans trois directions:

Maintenir et renforcer les pôles d'excellence actuels (une quinzaine d'établissements environ);

Relever le niveau de la recherche dans un certain nombre d'autres écoles où existent des potentialités (de cinq à quinze environ);

Corréler fortement les autres établissements et des pôles universitaires où existe une recherche de bon niveau.

L'action du C.N.R.S. et de l'INRA vers les écoles doit être renforcée; celle d'organismes comme le C.R.A. le CNET (Centre national d'études des télécommunications) doit être encouragée. L'élevation du niveau scientifique des écoles ne peut être obtenue qu'au prix d'une concertation avec leurs ministères de tutelle et les grands organismes, et d'une coordination de l'ensemble de leurs actions.

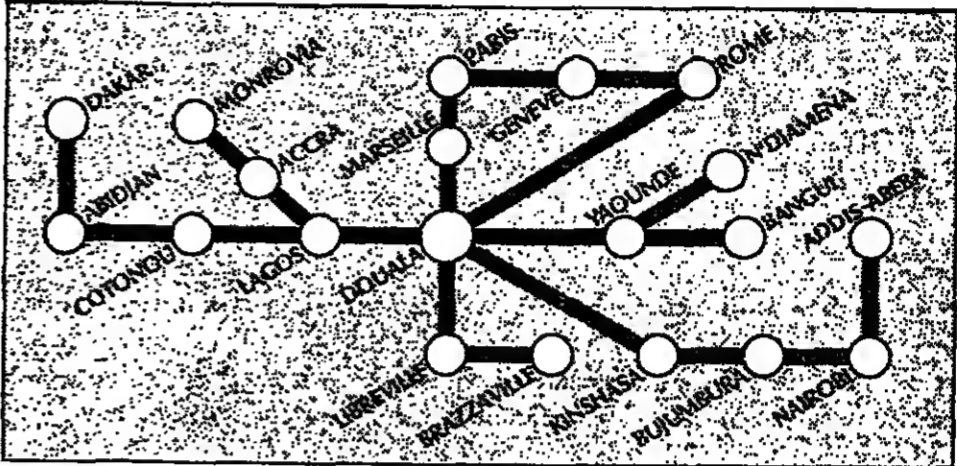
Des « actions-programmes », regroupant sur un même thème de recherche ayant des incidences technologiques l'activité

Contre le froid et le bruit faites isoler vos fenêtres

Pour être efficaces, double vitrage, glace épaisse ou survitrage doivent être posés parfaitement. Nous installons depuis 15 ans... toujours rapidement. Paris et 100 km alentour. Devis gratuit. SAIRES, 49 ter, rue de Flandre, 75019 Paris, 206-50-13

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez.

Maintenant l'Afrique a son métro aérien.



Un métro qui dessert la Côte-d'Ivoire, l'Empire Centre-Africain, le Congo, le Sénégal, le Nigeria, le Gabon, le Tchad, le Burundi, le Kenya, le Togo, l'Éthiopie, le Ghana, le Libéria, le Bénin, le Zaïre.

Et toutes les villes importantes du Cameroun. L'aérodrome international de Douala assure les correspondances avec l'ensemble de ces destinations.

Arrivé de Paris sur Marseille sur Boeing 707 Intercontinental de Cameroon Airlines, vous continuez sur Boeing 737 ou twin-otter de Cameroon Airlines.

Quand on apprécie une compagnie aérienne, autant aller jusqu'au bout avec elle.

Sur tout quand ses vols sont fréquents et que les horaires sont aussi confortables que les avions. Avec, en plus, des hôtesses dont le savoir est renommé dans toute l'Afrique.

(1) Départ les lundis, mercredis et samedis. Durée de vol : 6 h 20 (avec repas, cinéma, musique, etc.).

VOYAGEZ EN BONNE COMPAGNIE. CAMEROON AIRLINES. 12 RD DES CAPUCINS 75009 PARIS - TEL. 01.42.45.40 / 01.42.72.17 / 01.42.68.78

LE GROUPE CICA PROPOSE

Advertisement for LES ARCADES DE L'ANGEVIN, 11/15, rue Geoffroy-l'Angevin, Paris 4e le Marais. Includes details about studios and apartments.

Advertisement for Rueil Malmaison, Aux Terrasses de Rueil. Describes beautiful apartments in a 2-hectare park.

Advertisement for PARIS 15e Le Richmond, 59 à 63 rue Cambonne. Features a map and details about a 4/5 piece apartment.

Advertisement for LES HAUTS DE VANVES, near Montparnasse and Chatillon. Details about a 3-piece apartment.

Form for CICA 227.04.30, including checkboxes for apartment preferences and contact information.

Le Monde subscription information, including rates for France, foreign countries, and Tunisia.

ENQUÊTE

CITÉS GÉANTES

Le Caire : un village de neuf millions d'habitants

par JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ

La où le Nil débouche de la vallée et s'évase vers la Méditerranée, là où se rencontrent la haute et la basse Égypte, la géographie a convoqué l'histoire de ses dieux et les hommes depuis plus de cinq millénaires. « Le Caire tricentenaire, son royaume de Gizeh, son delta d'ivoire, son nez du Delta », a noté Paul Morand. Nourrie du fleuve, africaine et arabe, un œil sur deux déserts, un autre sur deux mers et le canal qui relie la grande cité est un de ces points stratégiques qui stimulent le sacré. Horus et Seth se sont affrontés sur les flancs du Mokattam : l'église Saint-Serges, au Vieux-Caire, est bâtie sur l'emplacement d'une halte de la Sainte Famille; les juifs d'Égypte ont leur plus vieille synagogue près de l'endroit où l'islam conquérant éleva son premier sanctuaire.

En 1933, Nasser fit célébrer le millénaire du Caire. Al-Qahirah, fondée sous l'invocation de la planète Mars — Al-Qàher, en arabe — par les Califes fatimides venus de Berbérie un peu avant l'an mil, fut certes une ville splendide dont les remparts formidables délimitent encore en partie le cœur populaire et religieux de la capitale. Al-Gamaliyah, auquel se rattache Khan-Khalil, bazar fameux dès le treizième siècle. Mais Le Caire existait bien avant de porter ce nom.

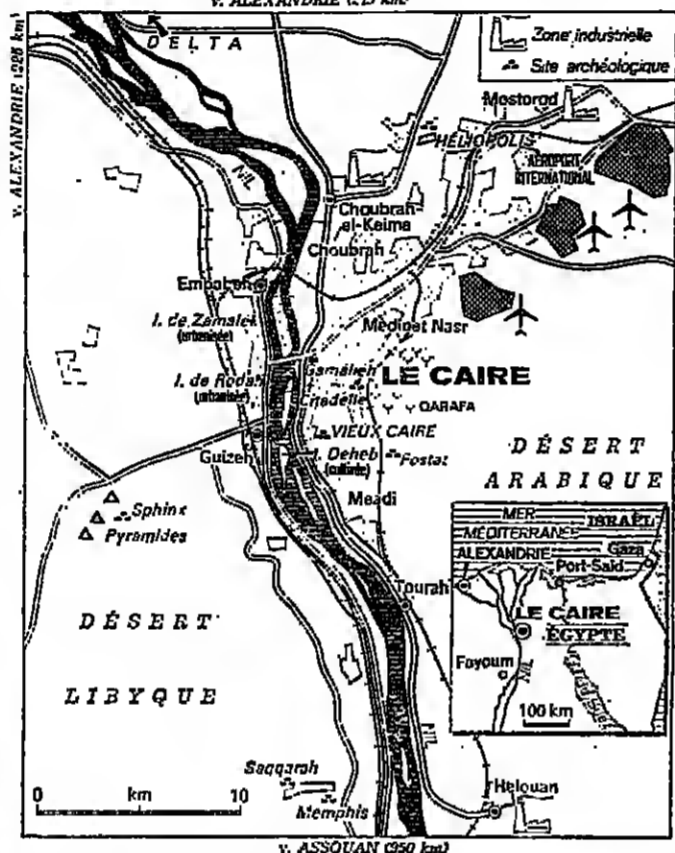
Feu les métropoles pharaoniques d'Héliopolis et de Memphis sont à l'arrière-plan, complétement délaissées et de tombeaux, que fait tenir ensemble la poudre des siècles, se dressent toujours les murailles de la forteresse dite de Babylone, d'où les Arabes délogèrent les Byzantins au septième siècle. Une manière de garnison, d'ailleurs appelée la Tente Fostiât, fut la première capitale islamique du pays, bientôt suivie, toujours en progressant vers le nord, de deux autres cités placées aussi sous le signe martial : Al-Askar (les Soldats) et Al-Qatariyah (les

Quartiers), dont il nous est parvenu, miraculeusement intacte, la mosquée d'Ibn-Touloun, dont le rectangle parfait repose du fouillis des ruelles et des rues. De Fostiât, en revanche, il ne reste qu'un magma de cendres et de tessons, immense terrain vague sur lequel l'Égypte moderne a interdit de reconstruire, depuis que, il y a huit cents ans, elle fut incendiée par ses occupants qui ne voulaient pas qu'elle soit prise intacte par les croisés. Saladin, au douzième siècle, cofila le site d'une citadelle, que Méhémet Ali, au dix-neuvième siècle, augmenta d'une mosquée d'albâtre. Cet ensemble solennel est au Caire ce que la tour Eiffel est à Paris.

Les successeurs de Méhémet Ali, redoutables bâtisseurs comme le khédive Ismaïl, contemporain et admirateur du baron Haussmann, donnèrent à la ville son visage européen, avec palais, gares, hôpitaux, perspectives et même un opéra, incendié en 1972. Autour d'une folle de constructions, au premier baron Empain fonda, en 1905, en plein désert, la nouvelle Héliopolis. Bien que son million d'habitants actuel soit loin de l'être composé que de bourgeois aux linousines miroitantes, ceux-ci donnent encore le ton à ce Neuilly du Caire qui, avec ses rues calmes, propres et ombragées, uniques en Égypte, constitue un îlot d'élite dans l'océan populaire et remuant du Grand-Caire. Plus près du centre, à Choubrah, où un compte aujourd'hui près de deux millions d'habitants entassés les uns sur les autres sur le site du séjour champêtre des vice-rois du siècle dernier, la petite bourgeoisie de bourgeois aux linousines miroitantes, ceux-ci donnent encore le ton à ce Neuilly du Caire qui, avec ses rues calmes, propres et ombragées, uniques en Égypte, constitue un îlot d'élite dans l'océan populaire et remuant du Grand-Caire. Plus près du centre, à Choubrah, où un compte aujourd'hui près de deux millions d'habitants entassés les uns sur les autres sur le site du séjour champêtre des vice-rois du siècle dernier, la petite bourgeoisie de bourgeois aux linousines miroitantes, ceux-ci donnent encore le ton à ce Neuilly du Caire qui, avec ses rues calmes, propres et ombragées, uniques en Égypte, constitue un îlot d'élite dans l'océan populaire et remuant du Grand-Caire.

tendre jouer dans la plupart des domaines un rôle de métropole internationale.

Malgré ses traits et son animation de grande ville, Le Caire n'est pourtant qu'un immense village de 9 millions d'âmes. Et pas uniquement parce que l'un des slogans du régime prône la « morale rurale ». Vingt pour cent des habitants du Grand-Caire exercent des professions agricoles près d'un tiers d'entre eux se définissent comme des « gens de la campagne », ou sont dans environ trois millions de Cairotes. De leurs bourgs, ils ont apporté le parler haut, un code strict de l'honneur, le goût d'avoir autour d'eux des nuées d'enfants et de bêtes. En outre, dans son avance, la cité a absorbé de véritables villages demeurés tels quels comme des



S'étirant dans ses plus grandes dimensions sur 40 kilomètres de long et sur 20 kilomètres de large, le Grand-Caire est, en 1978, une des toutes premières cités de l'humanité. Dans les maisons chaque pièce est occupée en moyenne par deux personnes, 28 % des Cairotes n'ont toujours pas l'électricité et 30 % ne disposent pas encore de l'eau courante dans leur logement même. Cependant, leur niveau de vie est, dans l'ensemble, supérieur à celui du reste du pays, puisque Le Caire, qui compte un peu moins de 23 % de ses quarante millions d'Égyptiens, absorbe 45 % des denrées alimentaires consommées dans le pays.

Parmi les Cairotes, un cinquième est adulte et 6 % ont obtenu un diplôme universitaire. La population active comprend 31 % des hommes et 21 % des femmes vivant dans la capitale; 83 % des Cairotes sont musulmans sunnites (orthodoxes), les autres étant chrétiens, généralement coptes. Environ soixante mille étrangers sont actuellement établis au Caire.

buttes témoins dans le tissu urbain moderne. Aux abords des grands hôtels, par exemple, il ne viendrait à l'idée de personne d'empêcher les chasseurs de tirer les nombreux oiseaux qui y vivent. La ruralisation de la cité signifie dégradation du patrimoine commun, du gazon broyé par les chèvres aux autobus dans lesquels les usagers montent avec du fourrage, des bidons d'huile sifflant et toutes sortes d'animaux vivants. L'entretien scrupuleux des lieux publics et la propreté corporelle de leurs occupants (ceux qui n'ont pas de douche n'hésitent pas à se laver dans le fleuve) échappent en revanche à l'étranger, qui ne retient que l'aspect négligé de la rue, y compris dans la tenue de la majorité des passants, qu'ils soient vêtus « à la française » (complet veston) ou « à la paysanne » (longue galabieh de coton). L'anarchie totale de la circulation — encore que l'observation du code de la route soit compensée par la prudence souriante de la plupart des automobilistes — l'obsolescence de tout ce qui est technique, du téléphone à la tuyauterie, achè-

Les agressions à main armée et les vols sont presque inconnus, de même que les assassinats de rentiers et de chauffeurs de taxis. Les vols de voitures et les effractions même sont peu nombreux. La délinquance juvénile ne dépasse généralement guère le stade du compliment un peu leste aux rondeurs des passantes. Les amoureux des bords du Nil ne se donnent jamais de baisers. Le soir, la ville s'endort avec de grandes zones d'ombre, gardée par quelques dizaines de sergents de ville, si bons enfants que parfois ils em-

brassent le contrevenant pour le consoler d'avoir été pris. Les Cairotes se sentent en sécurité dans la peau de leur cité. Ils esiment le caractère familial, sans façon. Le beau temps quasi perpétuel qui règne au Caire et l'engouement des appartements transformant la rue en forum permanent. Jusque'en plein centre, des habitants font leurs courses en pyjama, des plateaux de thé « éloigné » au milieu des voitures, les jupes sont censées dépeussier tapis et paillassons déposés sur la chaussée par les portiers nubiens.

Les parias de la ville

L'envers du décor est au coin de la rue. N'insistons pas sur la Cité des morts, thème favori d'apitolement du voyageur « éclairé ». Les occupants légaux ou non des pavillons, souvent confortables, édifiés jadis ou naguère dans la vaste nécropole d'Al-Qarafa par les musulmans riches désireux d'être à l'aise les jours de visite aux défunts, sont certainement mieux lotis que bien des gens d'Embahoh ou de Choubrah - El-Khalma — Nubiens dont la terre natale a disparu sous les eaux du haut barrage d'Assouan, tissards non déclarés de manufactures d'un autre âge vivant en tribus dans des sortes de taudis et de suie d'Héliopolis. Autour de la mosquée Imam - El-Chafai (dix-huitième siècle), il y a longtemps même que la Cité des morts est devenue un quartier plus vivable que bien d'autres — tout est relatif — avec ses magasins, ses cafés à margouille et sa ligne d'autobus.

Au Caire, l'horreur est ailleurs. Elle est dans les incessantes collisions mortelles non pas entre les trains, mais entre les grappes humaines accrochées aux wagons des lignes de banlieue. Elle est dans les immeubles chancelants ou bâtis à l'économie, qui dans un bruit et une fumée de bombardement s'affaissent sur leurs occupants. Les journaux rapportent laconiquement : « Encore un télescopage humain sur la ligne d'Héliopolis : deux morts, vingt blessés graves ». Une maison s'écroule à Souhda-Zineh : soixante-dix-huit morts. Dans les hôpitaux bondés, il arrive que des infirmières débordées fendent les patients souillés par les fenêtres ou que des brancardiers emportent par incurie des cadavres de malades dans une cave, où l'air sec du Caire les momifie. L'insuffisance de l'équipement hospitalier n'est que l'un des aspects les plus pénibles de l'adaptation à la croissance démographique d'une cité équipée dans tous les domaines pour trois millions d'habitants et qui en a aujourd'hui le triple.

L'horreur quotidienne est encore dans les zebzabine, adultes ou enfants couverts de croûtes et juchés sur de hautes charrioles traînées par des ânes, insupportables que leurs maîtres et qui,

Superbe et misérable

Du haut du mont Mokattam, Le Caire apparaît dans toute son ampleur, masse grise avec des souvenirs d'ocre, qui révèle à contre-sol les finsat, pyramides, bulbes, dômes, téneaux en forme de fleurs, minifs sans ailes oubliés depuis Bonaparte, minarets à la taille bien prise et fumées d'usines, le tout surgissant de l'imbrication prodigieuse des maisons les unes dans les autres. L'histoire remonte alors à la gorge comme un repas trop riche. On est partagé entre l'admiration et l'effroi, devant cette ville éternelle et servile, harassée de gloire, pleine de foules et d'immondices, superbe et misérable.

Plus important sans doute que dans nulle autre capitale, le poids du passé, orgueil et servitude à la fois, n'a en réalité pas toujours pesé très lourd, et maintenant moins que jamais, lorsqu'il s'agit du développement urbain. Celui-ci, de nos jours, est de plus en plus laissé à l'initiative de la population, qui peu à peu investit les monuments et les sites protégés, ou bien, sans plan préalable, ajoute à la périphérie, demeure après demeure, jetant sur le limon le vieil entrées de la cité orientale. Les multitudes qui y vivent là sont telles que l'un de ces quartiers spontanés, Boulak El-Daqrouh, à Gulzeb, a été surnommé « la Chine populaire ».

Seules Médinet-El-Mohandessine (la cité des Ingénieurs), à Gulzeb, et Médinet-Nasr (la cité des Victoires), à Héliopolis, bénéficient plus ou moins d'un plan d'urbanisation. Mais Médinet-Nasr, où Nasser voulait regrouper les services de l'État, est un Brasilia raté dont les

- ENQUÊTES PRÉCÉDENTES :
- Chicago (11 janvier 1978) ;
 - Los Angeles (18 janvier) ;
 - Londres (1^{er} février) ;
 - Moscou (8 février) ;
 - Changhai (15 février) ;
 - Legos (22 février) ;
 - Colcutta (1^{er} mars).

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de mars

LE RACISME

LE BRÉSIL

Le numéro : 3 F

Abonnement un an (10 numéros) : 30 F

Les Bureaux du Pecq

5.000 m² de bureaux à vendre dans le nouveau centre-ville.

Entre Le Vesinet et St Germain en Laye, à côté du Pont du Pecq. Livraison 2^e trimestre 1978.

5.300 m² de bureaux, par plateaux de 970 m² bien conçus, non aménagés (mais possibilité d'abûde et de réalisation par le constructeur de tout projet d'installation, à la demande).

Patio intérieur permettant un éclairage intégral des bureaux en premier jour.

Chauffage collectif. Vente: 3.500F le m² utile hors taxes, redevances incluses.

UNE RÉALISATION IMMOBILIÈRE BRUNO ROSTAND 4, avenue de l'Opéra 75005 PARIS Tél. : 296.01.25

Le Monde

ARTS MÉNAGERS 78

LES HAUTES TECHNIQUES DE TOUTES LES MAITRESSES

C

L'ARTISANAT POUR LA CHALEUR DU CŒUR

TOUTES LES CUISINES DANS LES MAGASINS

SieMatic

Cuisine

صندوق من لإصل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

MODES

DU TEMPS

iers, deux modèles, cinq... ms - dossiers et quatre... oirs en mousses... e tissu et le f... lit et housses de... 60 Paris.

isine

Préparer le repas

Le Centre de création... le du Centre... vient de... d'une nouvelle... 'Unité', destinée... les produits... de la cuisine... pour donner... préparation... suite à la... à Beaucaire... Monde... 1977. Seul... 1977. Seul... l'Institut de... vides d'ustensils... pour... que et... du compo... de la cuisine... d'un...

lacc

s hommes aussi...

AU CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE ET DE CRÉATION D'ART TEXTILE

«Les tisserands que nous formerons seront des hommes de métier»

De hautes portes grises, des salles claires aux proportions nobles, qui abritent au dix-neuvième étage la fabrique de la savonnerie, une dizaine de métiers à tisser, huit élèves penchés sur leurs ouvrages, au mur des échantillons de toutes les couleurs : cet atelier est le Centre national de recherche et de création d'art textile. Mis en place par M. Jean Courral, administrateur du Mobilier national, rattaché au service des manufactures, ce centre fonctionne depuis un an aux Jolies Eaux. Il est un des premiers ateliers d'un conseil interministériel de janvier 1976 préconise la création dans le but de sauvegarder les métiers d'art. Sa direction a été confiée à Mme Geneviève Dupeux, professeur de tissage à l'École des arts décoratifs de la rue d'Ulm.

montant une grosse chaîne et en passant de la tison de mouton, ils savent tisser. Erreur. Le métier demande une très longue formation et des connaissances pluridisciplinaires. C'est cette formation que le nouveau centre entend apporter tout en se consacrant assidûment à la recherche et à la création. Mais ce n'est pas tout. Dans l'esprit de celle qui l'a fondé, l'atelier doit faire l'union de l'artisan et du designer. Une fois formés les tisserands essaieront chacun dans leur région et ouvriront à leur tour leur atelier.

ensuite de créer un tissu d'après ce qu'ils ont vu. A la fin de l'année, chacun part avec les échantillons qu'il a réalisés et qui lui serviront de base dans son travail.

mençera à fonctionner en juin 1979, vendra des tissus contemporains spécialement créés pour l'architecture et pour la couture ainsi que la laine pour les touristes. « Il y a bien la laine d'Irlande et la laine des Shetland, fait remarquer Geneviève Dupeux. Pourquoi n'y aurait-il pas aussi la laine d'Ouessant ? » Dans cette optique de création, la directrice de l'atelier attache une importance fondamentale aux musées des Arts et traditions populaires. « Les tissus, les vêtements dont ils disposent nous permettent de comprendre l'esprit de chaque région et de nous en inspirer. Il ne s'agit pas pour nous de revenir en arrière et de répéter ce qui a été fait mais de créer des choses nouvelles. »

FLORENCE BRETON. * Mobilier national, 3, rue Berlioz-de-Mois, 75013 Paris.

KICKERS OUVRE SES BOUTIQUES... 28, avenue des Gobelins... 12, place Victor-Bugo... Stand Galeries Lafayette... Stand Printemps... Enfants - Femmes - Hommes... Toute sa gamme de chaussures liée vers la toilette... Vestes - Chemisettes - Polos - Pantalons

Un prix accessible à tous, montez vous mêmes votre cuisine en une seule fois ou par étapes un tournevis suffit. CUISINES SCHREIBER... SCHREIBER-FRANCE 69530 BRIGNAIS

arts ménagers 8 AU 13 MARS PALAIS DE LA DEFENSE PARIS NOCTURNES JUSQU'A 22H MERCREDI 8 ET VENDREDI 10 6 jours pour comparer et bien choisir

FUREUR SUR L'ATLANTIQUE (Suite de la page 19.) A 23 heures ils n'en déguisent pas moins un biffeck et une tartine, dans une ambiance de réfectoire de l'Armée du salut, puis c'est le ralour à la gare d'Air France. Là, nouvelle surprise : l'avion, qui est enfin arrivé de Montréal, ne repartira finalement qu'à 3 heures 45. En attendant, les passagers vont devoir, tant bien que mal passer une partie de la nuit dans un hall où l'on ne fait d'habitude que stationner quelques minutes. Le bar est clos ; les toilettes dégouttantes. Les bébés pleurent. Des gens jouent aux cartes, d'autres s'endorment en docilissant de la tête. Les barbes poussent sur les mentons des hommes, les colifures des femmes s'affondrent. Au bout de deux heures le spectacle n'est pas sans rappeler celui que devait offrir l'entrepont de l'Exodus. Pas une hôtesse, pas un employé d'Air France pour renseigner ou rassurer des gens qui ont tout de même payé leur billet en échangeant un service.

Pellicules: ne laissez pas tomber. SHAMPOING anti-pelliculaire ACTIV Ça marche, c'est prouvé.

Nous sommes très bien situés, venez nous rendre visite... PRIX EXCEPTIONNELS AUX TROIS QUARTIERS RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER DU 6 AU 15 MARS

Le Monde

culture

LE JOUR DES ARTS

Touraine néo-gothique.

Le Musée des beaux-arts de Tours consacre une exposition au style néo-gothique et aux nombreuses réalisations architecturales, tant religieuses que profanes, qu'il engendra au siècle dernier en Touraine.

L'exposition comportera des plans d'architectes, notamment ceux de l'architecte diocésain Gustave Guérin (1814-1881) et de ses collaborateurs ou descendants ; et des cartes postales, à dévotion d'orechtes (muettes sur la question). Des notices les accompagnent, et pour les édifices les plus remarquables, comme les châteaux de Comacore (aujourd'hui disparu) ou de Vézère, des analyses plus serrées.

Enfin des meubles, des objets provenant de collections particulières tourangelles (pendules, reliquaires, porcelaines...), des reliures et des vitraux complètent l'exposition.

* Jusqu'au 27 mars.

Sculpture sur la Côte d'Azur.

Les musées de la Côte d'Azur vont se mettre cet été à l'heure de la sculpture. A Nice, le musée national Marc-Chagall présentera un ensemble de sculptures romaines, de la région italienne (XI^e et XII^e siècles), appartenant au musée des Grands-Augustins, actuellement en travaux de réaménagement. Dans le même quartier nîçois de Cimiez, le musée Matisse exposera la récente donation, faite par la famille du peintre, d'un tirage de tout l'œuvre sculpté de l'artiste (près de soixante-dix pièces).

A Saint-Paul-de-Vence, la fondation Moeght présentera une rétrospective Giacometti, et à Antibes, le musée Picasso, installé dans l'ancien château de Grimaldi, une exposition César dont on avait pu voir, récemment, une rétrospective au Musée d'Art moderne de la Villa de Paris.

Cahiers de la recherche architecturale.

Une nouvelle revue d'architecture, Cahiers de la recherche architecturale, est éditée par le ministère de la culture et de l'enseignement. Elle publie principalement des textes rédigés par des chercheurs aidés par la direction de l'architecture. Son but : approfondir la culture architecturale. Le premier de quatre numéros déjà ou programme présente des extraits des recherches de J. Costez, J.-Ch. Depoule et D. Castel, et le nouveau Francis de I. Schein sur les ponts urbains et de E. Dural, E. Huet et E. Raymond sur la Val de Noto. Parmi les documents, le rôle des capitales ou dix-neuvième siècle de C. Agmonin et le modèle théorique du plan de Carda pour Barcelone, de S. Padra Grotzell et J. Vela Paris. Le prochain publication réunira des documents sur l'histoire de la profession d'architecte depuis le dix-huitième siècle.

Expositions

Les gens du voyage

(Suite de la première page.)

Guidés par un homme qui était la personnalité la plus forte du groupe et que nous retrouverons plusieurs fois au cours de cette histoire, Ivan Kramskoi, quatorze étudiants refusent de participer aux épreuves et fondent une sorte d'association, de syndicat artistique, l'Artel, mettant en commun dépenses et bénéfices : c'est ce qu'avaient fait en 1870 - et c'est ce que les historiens russes ont nommé - la révolte des quatorze.

L'Artel n'aura pas une très longue existence : les buts ne sont pas clairement définis, on parle plus qu'on ne peint, et l'association est dissoute en 1870 - et c'est ce qu'avaient fait en 1870 - et c'est ce que les historiens russes ont nommé - la révolte des quatorze.

Le juge est maintenant le moujik

A ces jeunes peintres, il manquait surtout une doctrine : elle leur sera fournie par Kramskoi, qui s'inspirait lui-même de l'essai de Tchermichov paru en 1855, les rapports esthétiques de l'art et de la réalité, et elle aboutit à la fondation de la société des Ambulants. Que voulaient les Ambulants ? D'abord, quitter Pétersbourg, symbole de l'aliénation occidentale, retrouver Moscou, la vieille Russie, la Russie profonde, la Russie russe et plus que russe, monter ses beautés et ses plâtes, organiser des expositions dans les provinces les plus reculées, décrire la misère des paysans, aller au-devant du peuple, faire une peinture qui soit son porte-parole et le drapeau de ses revendications.

Théâtre

< PACALA », à Caen

Pacala, en Roumanie, c'est un peu Till, un peu Scapin, un peu Robin Hood, le vrai héros national, le peuple, il sauve le paysan de la hargne du collecteur d'impôts, ruse le gendarme complaisant des filous, trompe le cabaretier avide, connaît l'avarice propriétaire à lui céder un terrain, se défait malicieusement des brigands et finit par enchaîner la Mort qui prétend mettre fin à sa carrière de joyeux redresseur de torts. Pacala s'est fait Normand pour quelques semaines. A Caen, Yves Graffey et le Théâtre du Gros-Cailhou, ont confié à Ion Lucian la mise en scène de ce conte.

L'enfant blond qui tend sa ligne

Mais le grand affaire des Russes en cette fin de siècle, c'est le paysage : forêts et jardins fleuris de Chikhine, ciels et bords d'Archiev, et surtout, au début de l'année, le symbolisme d'Ivan Levtchenko, si, à non plus, le lyrisme n'est pas aussi intense que dans les scènes de nature de Tourgueniev et de Tolstoï, on ne voit pas souvent sensibilité aussi tendre et candide que celle dont sont baignées les deux toiles de Vassili Polovnev, Une arrière-cour à Moscou, et le Vieux moulin, avec le détail exquise de l'enfant blond qui tend sa ligne au milieu des roseaux.

Cette petite tête blonde est un peu le symbole de l'ouverture de la peinture russe à la lumière qui lise les lointains des plaines, enlame les toiles des villes et - les gâteaux tartares crustifiés d'or - de terre cloche, comme dira plus tard Candau. Découverte de la lumière et plus encore de la couleur : le symphonie rutilante et naïve de la Journée de printemps de Constantin Youon est contemporaine de l'orgie de couleurs - orchestrée par les premiers ballets de Diaghilev, la Danse de Babouchkine, c'est déjà l'orchestre des Noces, et les trois œuvres qui laissent le souvenir le plus vif, l'impression la plus russe, et la plus moderne, à la fois, sont celles de l'émigré d'Ivanov, de Remessage de charbon par les peuples sur la rive du superbe Vol de grève d'Alexis Stepanov avec tous ces enfants et héros qui regardent, couchés dans l'herbe, des oiseaux s'enliser à l'horizon.

Il restait à parler des peintres du début du siècle, de la génération symboliste, des artistes liés à la revue d'Alexandre Benois, la Monde de l'art. On verra dans la dernière salle de l'exposition quelques bonnes toiles de Boris Koudakov et d'Igor Grabov, mais il faut surtout aller voir l'étrange Vroubal ne sont représentés de façon suffisante. Quant à ceux qui allaient être les grands créateurs des années 10, 20 et au-delà, à l'exception de Larionov, ils n'apparaissent qu'à travers des œuvres secondaires (Kandinsky) ou parallèlement insignifiantes (Malevitch). On attend la suite. Camarades, encore un peu de patience, car il faut vous qualifier d'herbe de formalisme vous serez de toute manière amenés à les montrer un jour, pourquoi ne pas s'y mettre dès maintenant ?

Jazz

Les faces cachées de Blue Note

Seul moyen de préserver le patrimoine d'une musique improvisée et de la promouvoir, le marché de la réédition va croissant. La plupart du temps, il s'agit de rééditions de disques de 78 tours sous forme de simple ou double 33 tours. Ainsi certains grands moments du jazz ont été réédités avec une propriété exclusive d'une seule minorité de collectionneurs. Les archives de la célèbre firme Blue Note sont pleines de ces petits trésors.

Animaux et photographes en liberté

Il ne suffit pas d'un bon téleobjectif pour faire des photos d'animaux. L'animal se cache derrière des écrans de végétation, se terre, se méfie de la présence de l'homme. Il ne faut pas compter sur les rencontres fortuites : on n'obtient qu'une photo un peu floue d'écureuil qui grimpe à un arbre. Il faut organiser, patiemment, méticuleusement, son rencontre avec l'animal. Il faut bien connaître ses habitudes et son milieu. Il faut observer et parfois attendre des nuits entières, ramper dans le brouillard, se tenir immobile, escalader des pentes glacées, construire des offits dans le sable ou au bord des falaises, étouffer ses odeurs et repérer la direction du vent, qui trottait vite, en emportant les sons.

Les mirages en marge d'Anders Petersen

Le « Lahmitz », à Hambourg, n'est pas vraiment une boîte de nuit : un bar un peu « craspec », lieu de rencontre de toute une périphérie sociale, voyous, prostituées, treveste. Anders Petersen, Suédois, fondateur de la coopérative d'information le Saitra (équivalent de nos agences de presse, mais touchant également la télévision et le radio), a réalisé sur ce bar un reportage remarquable intitulé Les Rencontres d'Arles et repris aujourd'hui par la France.

Notes

Cinéma

« Qui chauffe le lit de ma femme ? » d'Ugo Tognazzi. Avec un litre parodié, on pourrait s'attendre à un film... Ce n'est pourtant pas un film « porno », mais une comédie de mœurs intitulée, en Italie « Manovre pensées », réalisée et jouée par Ugo Tognazzi, qui n'est pas à son compte dans le film. Ugo Tognazzi trace, avec une certaine virtuosité, le portrait d'un hypocrite dans un rôle d'agent de confiance. Il critique la bête bourgeoisie italienne et attribue le rôle le plus important. Les acteurs qui devaient être des films Urvens toujours un peu de leur nature profonde. C'était, déjà, l'intérêt du « Souterrain » sorti jadis à la suite, également en seule version doublée.

Livres

Une histoire du café-théâtre

Ce qui caractérise l'écriture théâtrale en ce temps-ci, c'est qu'elle ne naît pas en elle-même, elle naît du début de son ouvrage. Ce « temps-là » s'étend avant le café-théâtre : Que serait aujourd'hui les auteurs et les comédiens-français sans celui-ci ? Le café-théâtre naquit en 1968, du côté de Montparnasse, au Royal. Certains récusent cette version et font remonter sa venue à l'époque de la Rose rouge, et même avant :

Photo

Animaux et photographes en liberté

Le service iconographique de la bibliothèque publique de l'information du Centre Georges-Pompidou a eu une excellente idée en présentant les techniques et les travaux des photographes animaliers. Les animaux remportent toujours un vif succès auprès des enfants. Le « clou » de l'exposition est la photo couleur d'un Polonchus de l'ère mésozoïque. Mais il s'agit d'une petite statue placée devant la projection d'une diapositive. Là aussi, il y a des tricheries.

HERVÉ GUERIN. * Centre Georges-Pompidou, 2^e étage, jusqu'au 15 mai.

Le juge est maintenant le moujik

A ces jeunes peintres, il manquait surtout une doctrine : elle leur sera fournie par Kramskoi, qui s'inspirait lui-même de l'essai de Tchermichov paru en 1855, les rapports esthétiques de l'art et de la réalité, et elle aboutit à la fondation de la société des Ambulants. Que voulaient les Ambulants ? D'abord, quitter Pétersbourg, symbole de l'aliénation occidentale, retrouver Moscou, la vieille Russie, la Russie profonde, la Russie russe et plus que russe, monter ses beautés et ses plâtes, organiser des expositions dans les provinces les plus reculées, décrire la misère des paysans, aller au-devant du peuple, faire une peinture qui soit son porte-parole et le drapeau de ses revendications.

Théâtre

< PACALA », à Caen

Pacala, en Roumanie, c'est un peu Till, un peu Scapin, un peu Robin Hood, le vrai héros national, le peuple, il sauve le paysan de la hargne du collecteur d'impôts, ruse le gendarme complaisant des filous, trompe le cabaretier avide, connaît l'avarice propriétaire à lui céder un terrain, se défait malicieusement des brigands et finit par enchaîner la Mort qui prétend mettre fin à sa carrière de joyeux redresseur de torts. Pacala s'est fait Normand pour quelques semaines. A Caen, Yves Graffey et le Théâtre du Gros-Cailhou, ont confié à Ion Lucian la mise en scène de ce conte.

Jazz

Les faces cachées de Blue Note

Seul moyen de préserver le patrimoine d'une musique improvisée et de la promouvoir, le marché de la réédition va croissant. La plupart du temps, il s'agit de rééditions de disques de 78 tours sous forme de simple ou double 33 tours. Ainsi certains grands moments du jazz ont été réédités avec une propriété exclusive d'une seule minorité de collectionneurs. Les archives de la célèbre firme Blue Note sont pleines de ces petits trésors.

MERCREDI UGC MARBEUF-BONAPARTE

MAIS QU'EST-CE QU'ELLES VEULENT! Un film de Coline SERREAU. Si les bonnes femmes se mettent à faire du meilleur cinéma que les mecs, où allons-nous? Michel Drouilhé (MOTO REVUE). Le plus beau film français de ce début d'année. Philippe Collin (ELLE)

MERCREDI UGC MARBEUF-BONAPARTE

MAIS QU'EST-CE QU'ELLES VEULENT! Un film de Coline SERREAU. Si les bonnes femmes se mettent à faire du meilleur cinéma que les mecs, où allons-nous? Michel Drouilhé (MOTO REVUE). Le plus beau film français de ce début d'année. Philippe Collin (ELLE)

MERCREDI UGC MARBEUF-BONAPARTE

MAIS QU'EST-CE QU'ELLES VEULENT! Un film de Coline SERREAU. Si les bonnes femmes se mettent à faire du meilleur cinéma que les mecs, où allons-nous? Michel Drouilhé (MOTO REVUE). Le plus beau film français de ce début d'année. Philippe Collin (ELLE)

Concerts, spectacles, théâtre, cinéma, etc. Includes: PERCUSSIONS MUSIQUE PILLS, ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE STRASBOURG, AMY MESSIAEN GRISEY RUDER, etc.

Handwritten note: صحت من لاجل

Handwritten signatures and notes at the bottom right.

SPECTACLES

CONCERTS

MUSIQUE DE CHAMBRE

Radio-France, Trio Gobel de Berlin...

MUSIQUE POUR TOUS

DUKAS - JOLIVET, BERLIOZ...

MUSIQUE AU PRESENT

Maderna - Tremblay, Antoniou - Reibel...

MUSIQUE DE CHAMBRE

Siohan - Darasse, Matkic - Beethoven...

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Dir. Hubert Soudant, Gluck - Mozart...

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

La Philharmonie Nationale de Varsovie...

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

Dir. Gilbert Amy, Sol. Guy Deplus...

MUSIQUE DE CHAMBRE

FINE ARTS QUARTET, Haydn - Beethoven...

NANTERRE

Maison de la Culture, Percussions Musique Plus...

ENSEMBLE INTERCONTINENTAL

Jeu 9 mars 20 h 30, Amy Messiaen Grisey Huber...

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

L'Orchestre Philharmonique de Strasbourg...

CALENDRIER DES CONCERTS

DES COULEURS DANS L'HARMONIE...

TAGLIAFERRO, 1^{re} série...

MOZART et l'Ensemb. de Paris...

PERGOLESE, STABAT MATER...

VIVALDI, Gloria...

Concerts Lamoureux, Dir. Eliahu Inbal...

Segreys de Lisboa...

ORCH. DE CHAMBRE NATIONAL DE TOULOUSE...

CONCERTS DU MARDI...

BELLA REINE...

ROUSTCHEVA...

VIVALDI, Judith Triomphante...

HORWITZ...

1^{er} FESTIVAL NANTERRE

Maison de la Culture, Theatre des Amateurs...

VOIX THEATRES, Procès du Jeune Chien...

DE BACH A SCHOENBERG...

LA DAME EN BLEU...

OELDORF - CONCERT...

THÉATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN...

PAS D'ORCHIDÉES POUR MISS BLANDISH...

GABRIEL FUMET...

Concerts Colonne, Cyprien Katsaris...

ATHENEE, Bruce Brewer...

Comédie Française, La Nuit des Rois...

CHAILLOT, La Nuit des Rois...

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE...

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE...

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE...

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE...

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE...

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE...

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE...

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE...

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE...

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE...

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes...

Mardi 7 mars

théâtres

Les salles subventionnées, Opéra, Comédie-Française...

Les salles municipales

Nouveau Carré, Théâtre de la Ville...

Les autres salles

Aire libre, Ateliers, Bouffes-Parisiens...

Atelier, Bouffes-Parisiens, Comédie-Française...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Comédie-Française, Théâtre de la Ville...

Grétry, Maison des arts A-Malraux...

Les comédies musicales

Châtelet, Mogador, Les concerts...

Les concerts

Lucernaire, Radio-France, Théâtre des Champs-Élysées...

Cité internationale, Musée d'art moderne...

Centre Raehi, Jazz, pop, rock et folk...

Stadium 21, La Péniche...

SPECTACLES POUR ENFANTS

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Classe à l'ancienne au Nouveau Carré...

Musique THEATRE DE LA VILLE 18 h 30

7-9-11 mars Maria João Pires

8 et 10 mars Katia et Marielle Labèque

350e JACQUELINE MAILLAN

350e JACQUELINE MAILLAN

20 DERNIÈRES LOCATION 233-09-92

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES LES DERNIÈRES CLIENTES

HERVÉ GUIBERT

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

Anders Petersen

	1 ^{re} ligne	1 ^{re} ligne 75
OFFRES D'EMPLOI	43,00	45,15
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	24,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m est	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,58
AUTOMOBILES	20,00	22,58
AGENDA	20,00	22,58

REPRODUCTION INTERDITE

emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

jeune ingénieur grande école

électronicien ou électrotechnicien (homme ou femme)

Important groupe industriel situé dans une grande ville universitaire de la MOITIE SUD DE LA FRANCE recherche un jeune ingénieur grande école, électronicien ou électrotechnicien (homme ou femme) ayant 3 ans d'expérience dans le domaine suivant :

- conception et réalisation de circuits analogiques, électromagnétiques et digitaux appliqués aux techniques de conversion d'énergie à haute fréquence et de contrôle.

Une expérience des matériels de télécommunication ou de développement de semi-conducteurs de puissance serait appréciée. Le poste peut impliquer des stages ou missions à l'étranger et nécessite une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit.

Ecrire avec détails, (discrétion absolue assurée) sous référence 4809 à :

Organisation et publicité
111 - 67047 STRASBOURG CEDEX

L'Agence d'Urbanisme de METZ

recrute :

1 INGÉNIEUR TRANSPORTS

pour :

- mise en place du plan de restructuration du réseau de transports collectifs ;
- études et mise en place d'opérations de promotion des transports collectifs.

Ecrire AGURAM :
2, place d'Armes - 57000 Metz, tél. (87) 73-31-19.

2 TECHNO-COMMERCE

Secteur : 11 PARIS
21 BORDEAUX

avec déplacements fréquents, rayon 200 kilomètres. Une bonne formation de base en biologie et une pratique préalable de la vente de matériel de laboratoire sont exigées. Personnalité ouverte et agréable sachant faire preuve d'initiative.

Le salaire proposé est approprié au niveau de qualification requis. Totale discrétion assurée.

Candidatures écrites, C.V., photo à :
B.P. 111 - 67047 STRASBOURG CEDEX.

Grande ville universitaire de L'OUEST

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Cette entreprise française performante (800 personnes) est un des leaders mondiaux sur son marché : produits de luxe o grand public. Le principal établissement industriel emploie 700 personnes, dont environ 400 en fabrication pure : petits ensembles mécaniques en grandes séries.

Rattaché au Directeur de l'usine, le Directeur du Personnel anime un service d'une dizaine de personnes. S'il doit assumer la fonction personnel classique (paie incluse), il a pour mission également de concevoir, proposer, mettre en œuvre et suivre une politique sociale qui permet d'améliorer les relations entre les partenaires.

Nous souhaitons rencontrer un homme de 28 ans minimum, ayant une expérience industrielle de 5 ans environ. C'est un homme de méthode, de dialogue et d'équipe.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M423 B, à :

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris

ANN

emploi régionaux

directeur commercial

OSM est un puissant groupe chimique hollandais (32.000 personnes, 20 milliards de francs de chiffre d'affaires), l'agence Rhône-Alpes de OSM France, recherche, afin de faire face à son développement, un :

DES INGENIEURS INFORMATIENS

- débutants
- confirmés (2-3 ans)

pour la conception et le développement de compilateurs (type Algol) et de théorie des langages.

DES INGENIEURS

débutants ou expérimentés en microprocesseurs.

La connaissance de l'anglais est nécessaire pour tous ces postes.

Envoyer CV, photo et prétentions à l'attention du Chargé de Recrutement BP 5 - 76360 BARENTIN

PS Conseil

OSM est un puissant groupe chimique hollandais (32.000 personnes, 20 milliards de francs de chiffre d'affaires), l'agence Rhône-Alpes de OSM France, recherche, afin de faire face à son développement, un :

TECHNICO-COMMERCIAL PRODUITS PÉTRO-CHIMIQUES

Sous la responsabilité du Chef de l'Agence de Lyon, cet homme devra gérer sa propre zone de vente comprenant plusieurs départements de la région Sud-Est. Son action de promotion d'une gamme complète de produits (polyéthylène, polypropylène, ABS, PVC...) s'étend à des industries nombreuses et variées, elle s'appuiera sur le pilotage « marketing » qu'assurent à Paris les chefs de produits, eux-mêmes en liaison très étroite avec les usines du groupe. Ce poste doit motiver un homme âgé de 28 ans minimum, possédant une bonne formation technique (ingénieur ou équivalent) en chimie de préférence. Il aura une expérience de deux à trois ans dans la vente de produits techniques destinés à des industries diverses (sous-traitants de l'automobile, transformation des plastiques, etc...). A la rémunération annuelle, négociée en fonction de l'expérience acquise, s'ajoutera une voiture de fonction.

Adresser C.V. sous référence A/330M à :

PS CONSEIL
9, Rue Jacques Moryon - 69006 LYON
Discrétion assurée.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 2 HEURES NORD PARIS

recherche

4 CADRES

Diplômés études supérieures, expérience de l'industrie, minimum 30 ans, pour pourvoir :

- 2 POSTES de CONSEILLERS en GESTION INDUSTRIELLE ou contact de petites et moyennes Industries, pouvant analyser les problèmes des Entreprises, émettre des solutions et en assurer le suivi.
- 1 UN POSTE d'ANALYSTE et CONSEILLER FINANCIER
- 1 UN POSTE d'ANALYSTE et CONSEILLER MARKETING

Une expérience dans les domaines du Textile et de l'habillement est souhaitable mais non indispensable.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 649 au :

CEPAGI 87 - 89 Avenue Kieber 75784 Paris Cedex 16

VILLE DE 150.000 HABITANTS

- UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
- UN ARCHITECTE

Envoyer candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé à n° 8.670, « le Monde » Publicité, 5, rue des Halles, 75427 Paris-13^e, qui transmettra.

emploi internationaux emploi internationaux

TOTAL

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

recherche pour affectation rapide au MOYEN-ORIENT

- GEOLOGUES D'ETUDE ou DE SONDE
- GEOPHYSICIENS DE SUPERVISION ou D'INTERPRETATION

Les candidats auront une formation scientifique ou universitaire. Les emplois à pourvoir nécessitent une expérience pétrolière très confirmée et une bonne pratique de l'anglais.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre C.V., manuscrit et photo au Service Recrutement B, rue Michel Ange 75781 Paris Cedex 16, sous référence 78012.

Pour emplois sur champs de recherche pétrolière en EUROPE, AFRIQUE, MOYEN et EXTRÊME-ORIENT AMERIQUE DU SUD

Schlumberger

recherche

INGENIEURS GRANDE ECOLE

- débutants (ou presque),
- célibataires,
- Anglais nécessaire.

Organisme d'Etat français chargé de la mise en œuvre de programme de coopération gouvernementale recherche pour formation professionnelle de techniciens supérieurs du bâtiment à l'étranger

1) INGENIEURS ou TECHNICIENS SUPERIEURS

chantier méthodes ou études (Bâtiment et VRD) pour participer à la conception et à l'animation des programmes de formation dans un ou plusieurs domaines suivants :

- techniques de construction,
- coordination de chantiers,
- calculs, dessin, métré,
- géotechnique pratique,
- matériaux de construction,
- matériel de chantiers.

Qualités requises :

- diplôme d'ingénieurs ou de techniciens supérieurs,
- expérience d'entreprise de 3 ans minimum,
- goût ou compétence pédagogique.

2) PEDAGOGUES ET PSYCHOPEDAGOGUES

pour définir et mettre en œuvre les méthodes pédagogiques.

3) UN INGENIEUR

qui par ses compétences techniques et une expérience de direction reconnue pourrait assurer la coordination et la responsabilité technique de l'enseignement.

Adresser candidature avec curriculum vitae manuscrit et photo à n° 2275 EMPLOIS ET ENTREPRISES 73, rue Volney 75002 PARIS

COMSIP ENTREPRISE

Société d'automatisme, d'entreprise et de services. Nous complétons par nos entreprises françaises de zone internationale. Notre force : 5000 spécialistes assurant l'analyse, la réalisation, la mise en service et la maintenance dans les techniques :

- Régulation Automatique, Instrumentation, Automatismes, Informatique, Electricité courants forts et courants faibles.

Nom de département

INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

leader européen en

CONTROLE INDUSTRIEL ET REGULATION AUTOMATIQUE

offre à des :

- Ingenieurs,
- Techniciens supérieurs et Techniciens

ayant au minimum 2 années d'expérience, bilingues français/anglais, des postes à l'étranger en déplacement longue durée et aux conditions intéressantes.

Ils devront réunir tout ou en partie les critères suivants :

- Connaître :
 - les appareils analogiques pneumatiques et électroniques,
 - les automatismes,
 - les analyseurs industriels : chromatographe, calcimètre, conductivimètre, etc...
 - les microprocesseurs.
- Assurer au niveau des appareils de mesure et régulation :
 - la supervision du moolage,
 - la prélagage,
 - la planification et la conduite des essais,
 - la mise en service,
 - la maintenance.
- Avoir une expérience en :
 - raffinerie de pétrole - pétrochimie - chimie - terminal pétrolier - cimenterie - verrerie - papeterie - liquefaction de gaz naturel - sidérurgie ou autre.

Adaptation aux technologies nouvelles et étroites des connaissances assurées.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 52 à :

COMSIP ENTREPRISE
Direction du personnel
B.P. 303, 92506 Rueil-Malmaison Cedex

Env. C.V. avec photo à S.T.S., Recruiting Dept, 42, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer étranger par répartition hebdomadaire. Ecr. Outre-Mer Actualités, 41, rue Richer, Paris (9^e).

Bureau d'ingénierie Paris offre opportunité d'intervention en Asie sur consultant spécialisé en

CONTROLE TRAVAUX ROUTIERS

Les experts internationaux expérimentés en anglais sont invités à prendre un premier contact en écrivant 2005 REPER, 7, rue de la Condesse Publique, 23, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

AMNESTY INTERNATIONAL recherche

CHEF DE SERVICE

pressé et communicatif, pour son siège de Londres se prendre en main rapports avec media et relations publico, au niveau international et produire documents imprimés et audio-visuels. Les candidats doivent avoir une bilingue, du français, anglais, espagnol, portugais, italien, japonais, chinois, russe, etc. Salaire : 4.200 livres st/ann. Date clôture 24 mars 78. Pré détails et formulaires de dem. contacter : Amnesty International, 10 Southampton Street, LONDON WC2E 7HF ou tél. 01-836 2738, p. 289.

Importante fabric. de bouteilles à gaz en acier (grande série) à GASVIN (Iran) direction et équipe technique française recherche

TECHNICIEN COORDINATEUR

B.T.S. construction mécanique ou similaire.

10 à 12 ans expérience mécanique grande série (B.E., ardon., planning, achats ou similaires) parlant efficacement l'anglais.

MISSION :
Sous l'autorité du D.G. il négociera et achètera les matières premières destinées à la production ainsi que les équipements de rechange pour les machines de production.

Il maintiendra les liaisons avec les fournisseurs (fréquents déplacements en Europe) pour les rôles au point technique, les interventions d'entretien, les discussions de garantie et gèrera le stock.

Poste d'av. stable, bien rémun.

Adresser C.V. détaillé à :

SELETEC
Conseil en recrutement,
67009 STRASBOURG CEDEX, sous la référence 77.

POUR AFRIQUE NOIRE IMPORT. STE COMMERCIALE recherche

HOMMES JEUNES

dynamiques, libérés, possédant diplôme ECOLE SUPE. RIEURE DE COMMERCE ou NIVEAU EQUIVALENT, désireux de créer situation d'avenir. POSSIBILITE après période de formation d'assumer poste commercial responsable. Ecr. avec C.V. détaillé + photo sous n° 7176 B, BLEU, 17, rue Labat, 14032 VINCENNES.

Sté d'Ingénierie Internationale offre une opportunité d'intervention à un expert

AUTOROUTIER

Les personnes intéressées par une assistance à haut niveau dans un pays européen sont invitées à prendre un premier contact (sous la discrétion est de rigueur) en écrivant sous n° 7176 B, BLEU, 17, rue Labat, 14032 VINCENNES.

Société d'Engineering

recherche pour mission de 2 ans au Moyen-Orient

INGENIEUR-ELECTRICIEN

pour suivi d'études, installations d'une centrale électrique.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions - N° 32.635, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

250 200 100

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

Le m/m col.	T.C.
24,00	27,45
5,00	5,72
20,00	22,68
20,00	22,68
20,00	22,68

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	34,32

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,68
AUTOMOBILES	20,00	22,68
AGENDA	20,00	22,68

REPRODUCTION INTERDITE

ONOUR



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

UNE IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT DE L'OUEST (500 M. C.A.) recherche son

directeur commercial

Ingenieur de formation, il a, de préférence, une expérience à la fois DES ETUDES DE PRIX et de L'EXECUTION DES CHANTIERS T.C.E. C'est, par exemple, le Directeur d'une agence régionale d'une grande entreprise. Mais une expérience strictement commerciale ou strictement de travaux peut convenir, à condition qu'il ait une bonne connaissance des études de prix de chantiers T.C.E. d'une certaine envergure.

Il sera chargé à la fois de l'élaboration de la politique commerciale de l'entreprise, des relations avec les clients existants ou potentiels (municipalités, offices d'I.L.M., architectes, clients privés, etc.) et de la coordination des ingénieurs chargés, sous sa direction, de la mise au point des projets techniques.

L'autorité, la qualité des contacts à des niveaux élevés et une solide expérience technique sont des atouts majeurs dans la réussite. Celle-ci peut lui ouvrir l'accès à des responsabilités plus globales dans l'entreprise.

Il dépend directement du Président et il est membre du Conseil de Direction Générale.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. 4833 en précisant sur une enveloppe intérieure les sociétés auxquelles votre candidature ne doit pas parvenir. Les dossiers seront examinés avec la plus stricte confidentialité.

Organisation et publicité
2, rue Massenet, 75016 Paris, CEDEX 14

S.A. Burroughs
(proximité ROUEN)
recherche :

• Pour sa division **ETUDES** (Calculatrices électroniques et produits dérivés) :

des agents techniques électroniciens

BTS, IUT ou équivalent)

POSTE 1 : Mise au point de techniques de maintenance et rédaction de notices techniques en anglais (anglais indispensable).

POSTE 2 : Coordonner les tests de qualification sur des produits avant leur mise en production. Assurer la coordination avec les laboratoires d'homologations étrangers. Ce poste conviendrait à un Technicien ayant acquis deux ou trois ans d'expérience dans un service Contrôle et/ou Etudes, et possédant une bonne connaissance de la langue anglaise.

POSTE 3 : Débutants ou ayant début d'expérience pour participer à l'étude et au développement de nouveaux produits. Anglais souhaité.

• Pour sa Division **CONTROLE QUALITE**

un agent technique électronicien

DEBUTANT
(BTS, IUT ou équivalent)

pour l'étude et la réalisation d'équipements de tests.

Envoyer C.V. et photo ainsi que prétentions de salaire à l'attention du Chargé de Recrutement, B.P. 5 - 76360 BARENTIN.

Pour faire face à son expansion

MICHELIN

offre à des

INGENIEURS

des carrières pouvant débiter dans les domaines suivants :

- Recherche, Etudes, Essais. Les fonctions qui leur seront confiées exigent des hommes à la fois créatifs et réalisateurs, ayant le goût et le sens du concret, et une personnalité suffisamment affirmée pour prendre à terme la responsabilité entière d'un projet. Les études dont ils auront la charge, font appel à des techniques d'avant-garde, et à un haut niveau de connaissances, en particulier dans le domaine de la physique des matériaux, de la mécanique et de la conduite des processus industriels.
- Fabrication. Une période de formation à Clermont-Fd les amènera principalement à se confronter à la technologie et à prouver leur capacité à comprendre et à animer les hommes. Ils se verront ensuite confier la responsabilité de services de fabrication ou d'unités de production en France ou à l'Étranger.

Les dimensions du groupe, son dynamisme, son rayonnement international offrent à des hommes de caractère, la chance de s'exprimer pleinement et de nombreuses possibilités d'évolution.

Envoyer C.V. à MICHELIN - Service du Personnel - SP. 33/5563 63040 CLERMONT-FD CEDEX - Discretion assurée.

LEE COOPER FRANCE
DANS LE CADRE DE SON EXPANSION OFFRE A AMIENS POUR SECONDER SON DIRECTEUR COMMERCIAL EN FRANCE ET DANS LES FILIALES EUROPEENNES UN POSTE DE

CADRE COMMERCIAL HAUT NIVEAU

LE TITULAIRE DU POSTE PARTICIPERA :

- à l'élaboration de la collection et à toutes les actions promotionnelles en France et dans les filiales;
- aux prévisions de ventes et à l'animation du réseau, à l'analyse des résultats.

Une réussite à ce poste devra permettre d'accéder à de larges responsabilités commerciales à l'échelle de l'ESSEC - ESCP ou équivalent, dynamique et disposant d'une expérience de 5 ans environ restée ou marquée dans un poste de distribution de produits de grande diffusion.

Connaissance anglaise nécessaire.

Ecrire sous référence GZ 345 AM.

MÊME FIRME RECHERCHE POUR AMIENS

DIRECTEUR ADMINISTRATION DES VENTES FRANCE EXPORT

CE POSTE

- implique la responsabilité de l'ensemble de la gestion commerciale et de la distribution;
- peut convenir à HEC - ESSEC ou équivalent, 30 ans minimum, disposant d'une expérience commerciale et témoignage de

QUALITÉS DE GESTIONNAIRE, DE NEGOCIATEUR ET DE COMMANDEMENT

pour diriger son équipe et contribuer au développement de l'entreprise. Anglais souhaité.

Ecrire sous référence AI 346 AM.

4, rue Massenet, 75016 Paris, CEDEX 14. Discretion absolue.

etap

ETABLISSEMENT FRANÇAIS
A VOCAZON (région méditerranéenne) recherche

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE ÉTRANGER

PROFIL :

- 35 ans minimum,
- 10 ans d'expérience effective en tant que responsable bancaire ou similaire,
- Très bonne connaissance des opérations avec l'étranger et de la réglementation des changes.
- Dynamisme, possédant le goût des contacts commerciaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

TELESYSTEMES
pour son centre de MARSEILLE

UN PUPITREUR CONFIRMÉ

Minimum 2 années d'expérience sur matériel CYBER CONTROL DATA sous SCOPE 24 ou NGS/BE

Travail en équipe. Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

TELESYSTEMES
et, bd de Dunkerque, 13007 MARSEILLE.

SM SECTEUR ENERGIE recherche

CADRE TECHNIQUE COMMERCIAL

ETUDES ET PRODUITS DE PRÉFÉRENCE TECHNIQUES

Expérience professionnelle 5 ans minimum, susceptible de s'adapter rapidement à missions diverses administratives et commerciales, Anglais couramment parlé.

Déplacements fréquents, permis de conduire exigé, poste à pourvoir rapidement. Résidence initiale LYON.

Salaire brut annuel envisagé 100.000 F.

Env. C.V. manusc., et photo à :

MARSEILLE
depuis des années et en pleine expansion, recherche cause départ retraite

CHIEF COMPTABLE

L'HOMME : Cadre comptable 30 ans env., formation école commerciale B.T.S. et O.E.C.S.

Avant été quelq. années d'exp. dans un commerce, connaît gestion et informatique indisp.

LE POSTE :

- Possibilités d'évolution.
- LES CONDITIONS : Bonne rémunération soit 13 mois + avantages particuliers divers. Facilité de logement.
- SELECTION : fin mars à Paris.
- ECRIRE : Lettre manuscrite avec C.V. + photo + prétentions à EUROSD, No 325, 7, rue Breteuil, 13001 MARSEILLE.

LE LANGOU (Viv) CN. TECHNICIEN qualité radio TELE M-FI installé, antennes. Salaire 5200 F. Place stable. Ecrire avec C.V. NAVAS LAVANDOU, 57, 501.

Associat. développement, promotion sociale SAVOIE rech. CAORIE pour missions information et développement formatif permanent dans département. - Renseignem. A.D.P.S., 176, rue Sainte-Rose, 73000 CHAMBERY.

LABORATOIRE LACHARTRE
(Héger - Vicks - Cleorasil - Olzal)

RECHERCHE UN DIRECTEUR DE PRODUCTION

35 ans minimum ; il aura une expérience industrielle de plusieurs années dans une grande ou moyenne entreprise des opérations de fabrication et d'entretien sur machines automatiques. De formation Ingénieur Chimiste ou Pharmacien Industrielle, être à l'origine du Directeur de l'Usine sa responsabilité s'étendra sur :

- la Fabrication, le Conditionnement ;
- l'Entretien, l'Ordonnement.

Un sens aigu des Relations Humaines, l'Anglais parlé et écrit couramment sont nécessaires.

Le poste est basé à Blois.

Ecrire Directeur du Personnel : 124, avenue de Vendôme, - 41000 BLOIS

Organisme Intérêt Général Sud-Ouest recherche

CADRE POUR CONSEILS AUX P.M.I. EN MATIERE EXPORTATION

(Organisation administrative - Organisation commerciale - Prospection)

L'intéressé devra avoir :

- une formation d'enseignement supérieur (Grande Ecole - Université) et une formation à la gestion.
- une expérience concrète dans un service d'exportation d'une ou plusieurs entreprises (P.M.I. si possible).
- une très bonne connaissance des procédures administratives douanières, fiscales, etc.
- une connaissance pratique des marchés extérieurs et d'au moins deux langues étrangères.

Ecrire avec C.V., sous n° 28061 à :

BLEU Publicité
17, rue Lebel - 94300 VINCENNES

responsable de département 120.000 F

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

Notre société (effectif 50 personnes - 100 km Nord-Est Paris) recherche un RESPONSABLE DE DÉPARTEMENT dont la mission sera de gérer, maintenir et développer un portefeuille de clientèle.

Il aura à diriger une dizaine de personnes.

- Agé de 30 ans minimum, mémorisateur ou expert comptable ou de formation équivalente.
- Une expérience professionnelle de 5 ans minimum en Cabinet.

Les perspectives d'évolution sont celles d'un partenaire associé à moyen terme.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 803/26/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, Rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Ville moyenne VAUCLUSE entreprise industrielle et commerciale recherche son

Responsable Comptabilité

Le poste sera confié à un homme de 30 ans minimum, possédant une formation Ecole Supérieure de Commerce option finance comptabilité ou niveau équivalent justifiant d'un O.E.C.S. complet et d'une première expérience comptable du contrôle de gestion et de l'utilisation de l'informatique.

Sa première mission sera de réorganiser et de diriger le service comptable existant à l'entreprise industrielle et aux sociétés de distribution affiliées.

Sa responsabilité sera ensuite étendue à l'ensemble du service Comptabilité, Contrôle de Gestion et Informatique communs au Groupe en l'arrivant à diriger une dizaine de personnes.

Merci d'adresser votre C.V. en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 383 JFG à :

algoe
Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseils
Route de Champagne, 69130 ECULLY.

STÉ OLDHAM FRANCE S.A.
Rech. pour son département DETECTION DE GAZ

INGÉNIEUR A. et M. OUBLOUX ANNEES D'EXPERIENCE EN INSTRUMENTATION POUR AMIENS PUIS DIRIGER SON EQUIPE DE RECHERCHE

- Le candidat retenu alliera le sens des réalisations pratiques à une large culture scientifique.
- Une expérience opérationnelle de l'électronique est indispensable.
- De larges possibilités de développement sont offertes à un candidat de valeur.
- Le lieu de travail est ARRAS.

Env. candidature et C.V. à OLDHAM FRANCE S.A. S.P. 9, rue ARRAS CEDEX 62002, à PAILL du Chef du Personnel.

Vous êtes un jeune ingénieur chimiste et avez obtenu récemment dans le vie professionnelle.

Un constructeur de matériels pour l'industrie chimique (en PTFE et autres résines fluorées) vous offre de commencer une carrière

TECHNIQUE-COMMERCIALE

LA MISSION : Après une mise au courant approfondie, établir des contacts de vente, très techniques au niveau des O.E.S., des industries chimiques et pétrochimiques du Sud-Est.

Résidence : rég. de Marseille.

Frais élevés - frais payés. Poste d'avenir stable et évolutif

Adr. C.V. détaillé à S.L.E.T.C. Conseil en recrutement, 67009 STRASBOURG Cedex sous la référence 710.

Département Maintenance exploitation d'une entreprise de génie climatique recherche

RESPONSABLE DE SECURITE

pour l'ETI connaissances des installations de climatisation indispensables.

Ecrire C.V. et prétentions sous réf. 1771 à Pierre Lichau, S.A., 10, quai Jean-Moulin, 69002 Lyon qui transmet.

Chaire de Métiars recruté par Caen Directeur de centre de format. d'apprentis, min. 25 ans, dipl. min. 2 ans, second., 2 ans gén. de C.E.T., C.P. ou C.P.A. Env. avant le 15 mars 78 candidature, C.V. et photo au 10, rue Pasteur, 1409 CAEN CEDEX.

LABORATOIRES BOIRON
recherche

ATTACHÉS MÉDICAUX ET PHARMACEUTIQUES

POUR visites médicales, homéopathes, pharmaciens et grossistes. Secteurs disponibles :

- 16 - 17 - 24 - 33 - 47 (partiel) - 40 - 64. RESIDENCE BORDAUX.
- 54 - 55 - 57 - 68 - 69 - 70 - 25 - 39 (partiel) RESIDENCE BELFORT.
- 04 - 06 - 83 - 13 RESIDENCE AVIGNON.
- 59 - 62 - 80 - 02 (Nord) RESIDENCE LILLE.
- 86 - 87 - 23 - 19 - 46 - 58 - 02 - 63 - 15 RESIDENCE CLERMONT-FERRAND.

Nous demandons :

- B.A.C. sans responsabilité, initiative, habitude des contacts humains et de la négociation.
- Nous proposons :
- Flexe + frais de déplacements, avantages sociaux, secours d'activité en pleine expansion.

Adresser cur. vitae détaillé, photo et prétentions, 20, rue de la Libération, 69110 SAINT-PIERRE-LES-LYON.

MERLIN GERIN
recrute

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTROTECHNICIENS

Diplômés Grandes Ecoles.

Ils seront détachés dans les diverses agences régionales après formation dans la FONCTION TECHNIQUE COMMERCIALE A GRENoble

Qualités exigées :

- esprit d'entreprendre ;
- esprit d'équipe ;
- souplesse d'adaptation ;
- disponibilité/gout des déplacements.

Langues apprises : anglais et espagnol.

Avantages : Large possibilités d'évolution dans le groupe Merlin Gerin.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 8.024 à :

J. VITTE
15, bd Maréchal-Leclerc, 38000 GRENoble. Discretion assurée.

CARAVANES ESTEREL
Leader européen dans sa spécialité recherche :

CADRE COMMERCIAL

MISSION :

- Développement des points de vente existants
- Recherche et sélection de nouveaux concessionnaires.
- Lancement et suivi d'actions promotionnelles.

PROFIL :

- Succès antérieurs dans la vente de produits similaires.
- Expérience de la distribution par réseau de concessionnaires.
- Dynamisme, esprit d'équipe, grande capacité de travail.
- Déplacements nombreux sur territoire national (voiture de fonction).

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

CARA FRANCE
2, rue de la République, 76970 LE HOULME.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES 296-15-01

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer libellément sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

	Le ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	46,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,82

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emploi régional

GENERALE ALIMENTAIRE DIVISION AMORA AUSSAGE
recherche pour DIJON

CHEF de PRODUITS

Sous la responsabilité du chef de groupe marketing, il se verra confier une importante gamme de produits existants.

Pour réussir le candidat devra disposer d'une solide formation ESSEC - ESC ou équivalent et avoir 2 ou 3 ans d'expérience dans une fonction analogue.

Adresser candidature manuscrite CV et photo en précisant fourchette de rémunération espérée à Direction des Relations Humaines BP 670 - 21300 DIJON

Les Laboratoires BOEHRINGER-INGELHEIM recherchent un

MEDECIN

LES LABORATOIRES BOEHRINGER-INGELHEIM recherchent pour leur service d'Essais Cliniques à REIMS un Médecin. Ce poste se verra confier, sous l'autorité du Chef de Service, la responsabilité des Etudes Cliniques en Phases III et IV (évaluation des protocoles, mise en route et suivi des expérimentations, synthèse). Ce poste s'adresse à un Médecin, âgé de 30 ans minimum, ayant le goût des initiatives et des responsabilités et possédant une expérience d'au moins 2 ans dans la fonction. Une bonne connaissance de l'Anglais est indispensable. Le diplôme du CESA-M serait apprécié. Lieu de travail REIMS. Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous référence 244-M au Docteur Robert de Chivres qui étudiera contrairement à chaque candidature.

selor
72, rue Anatole France
92500 Levallois Perret

Société Commerciale pleine expansion proximité de PÉRIGNAN regroupant plusieurs activités de vente et de service suite à restructuration, recherche so

SECRETARE GÉNÉRAL

Sous l'autorité du P.-D. G. et en collaboration avec des administrateurs délégués, il sera chargé du développement des ventes, du contrôle de gestion, de l'administration générale et de la gestion du personnel. Il participera à l'élaboration des budgets et à la fixation des objectifs qu'il sera chargé de réaliser.

Ce poste convient à un homme dynamique âgé de 35 ans minimum. Niveau ESC - HEC ayant expérience réussie dans poste à responsabilité au sein d'une entreprise commerciale et connaissances en gestion prévisionnelle.

Langues : Anglais - Allemand vivement souhaités. Espagnol apprécié.

Déplacements locaux permanents et grande disponibilité. Rémunération : fixe 80.000 F par an + intéressement réel aux bénéfices. Possible 120.000 F et +.

Poste devant évoluer avec la société.

Adresse : C.V. détaillé + photo à CEDEC, 32, rue de Malatrez, 1201 GENÈVE, sous réf. 3.383.

Laboratoire BOTTU
recherche pour son

USINE DE LISIEUX (14)

UN PHARMACIEN

Sera chargé des mises au point et du développement.

La rémunération sera fonction de l'expérience qui est indispensable pour ce poste.

Envoyer C.V. et photo sous No 52234 CONTESSE PUBLICTE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cadax 01 q.tr. Discretion assurée.

DIRECTEUR D'USINE

NORMANDIE F 180 à 200 000

est recherché par un Groupe Chimique Français pour ANIMER le personnel et COORDONNER les activités de son USINE.

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR GENERALISTE ou un ancien OFFICIER reconvertis dans l'industrie.

Les personnes intéressées envoient lettre manuscrite, C.V., photo (récemment) et rémunération souhaitée sous réf. : 44238 à CLESF, 3, av. Percier, 75008 Paris.

CSP

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

etap

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS - 6.000 PERSONNES - RENFORCE SES EQUIPES DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT ET RECHERCHE

DIRECTEUR DE FILIALE

Diplômé grande école, ayant l'expérience des négociations (grands clients, collectivités locales...) et de la gestion industrielle.

Il sera chargé de monter et de diriger une nouvelle filiale.

Poste intéressant pour candidat ayant les qualités d'un chef d'entreprise.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION 150.000 F

Résidence grande ville province.
Ecrire sous référence MC 385 CM.

IMPRTANT GROUPE INTERNATIONAL SPÉCIALISÉ DANS L'APPAREILLAGE TRÈS GRANDE SÉRIE POUR L'AUTOMOBILE PARIS - RECHERCHE

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN SPÉCIALISTE CIRCUITS INTÉGRÉS

Il s'agit de s'occuper dans une équipe de conception d'ensembles électroniques de grande série (circuits intégrés L.S.I. - M.O.S. - Logiques et analogiques).

CE POSTE TRÈS ÉVOLUTIF OANS SOCIÉTÉ S'ORIENTANT VERS OES TECHNOLOGIES NOUVELLES CONVIENTRAIT A

- Logicien électronique diplômé;
- 3 à 5 ans d'expérience minimum dans la réalisation de systèmes et l'architecture de circuits intégrés (connaissances des technologies de fabrication souhaitées).

Anglais indispensable.
Ecrire sous référence OE 388 ANL

LE CARBONE LORRAINE GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS A VOCATION INTERNATIONALE

SPÉCIALISÉ DANS LA FABRICATION DE PRODUITS INDUSTRIELS AUX APPLICATIONS TRÈS DIVERSIFIÉES (INDUSTRIE ÉLECTRIQUE, CHIMIQUE, MÉCANIQUE) RECHERCHE POUR PARIS

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL GÉNIE CHIMIQUE

débutant ou 1 à 3 ans d'expérience.

- étude et établissement des offres techniques et commerciales de matériel de génie chimique;
- calculs de dimensionnements d'appareils;
- estimation des prix de vente;
- suivi des affaires;
- appui à la force de vente.

Anglais indispensable. Allemand souhaitable.

• connaissance génie chimique, process thermique B.E. souhaitable.

POSTE POUVANT CONVENIR A CANDIDAT AYANT LE GOUT DES RESPONSABILITÉS ET DISPONIBLE POUR DÉPLACEMENTS OCCASIONNELS OU DURÉE DURÉE FRANCE ET ÉTRANGER.

Ecrire sous référence XE 382 ANL

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE APPAREILLAGES TRÈS GRANDE SÉRIE PDUR AUTOMOBILES - PARIS RECHERCHE POUR POSTE D'ADJUDANT AU DIRECTEUR TECHNIQUE

INGÉNIEUR AM OU ÉCOLE ÉQUIVALENTE

30 ans min., disposant bonne expérience industrielle études, labo, fabrication.

Il s'agit d'un **POSTE ÉVOLUTIF PERMETTANT ACCESSION RAPIDE A RESPONSABILITÉS** pour candidat capable assumer rapidement techniques variées et disposant qualités marquées de commandement et désir de se réaliser au sein d'un groupe en plein développement.

Ecrire sous référence AT 384 CM.

écrire en précisant la référence 4, rue Massenet 75016 PARIS - discretion assurée

etap

IMPORTANT Sté D'INVESTISSEMENT (Proximité de l'Étoile) engage :

1 NEGOCIATEUR DE HAUT NIVEAU

doué(e) et enthousiaste

salaires élevés : fixe + indemnité + commission

Envoyez C.V. + lettre manuscrite et photo à : STARTER, 68 bis, rue Réaumur 75003 Paris - réf. 100

ASSOCIATION NATIONALE D'AIDE A L'ENFANCE RECHERCHE UN

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ce poste peut convenir à un candidat de bonne formation ayant déjà assumé des responsabilités de direction, témoignage d'un sens humain élevé et d'un intérêt très marqué pour les problèmes sociaux, capable d'être un gestionnaire, un animateur et un homme de relations extérieures.

RESPONSABLE OEVANT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Il sera chargé :

- de la gestion de cet organisme;
- de son animation et de son développement;
- des relations publiques.

Ecrire sous référence PF 389 AM.

IMPRTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE BIENS D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES (PRODUITS MDDIALEMENT CONNUS) FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL PRO-CHE BANLIEUE EST PARIS, RECHERCHE

DIRECTEUR DES ACHATS

MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION, IL SERA CHARGÉ :

- d'élaborer et de proposer la politique des achats;
- de proposer et mettre en œuvre toute action visant à améliorer l'efficacité de son département;
- de gérer un chiffre d'affaires important, actuellement 100 millions;
- de négocier personnellement les contrats importants.

Ce poste conviendrait à un candidat formé supérieur, ayant acquis à un niveau de réelles responsabilités, une solide expérience des achats (de préférence dans un secteur mécanique). Bonnes bases en anglais nécessaires (précision possible).

Rémunération **130.000 F +**

Ecrire sous référence AI 401 AM.

AIR LIQUIDE RECHERCHE POUR SA DIVISION ENGINEERING CHAMPIGNY

INGÉNIEUR DE VENTES HAUT NIVEAU

ECP, MINES, ENSIC ou équivalent, ayant minimum 3 ans expérience ventes biens d'équipement génie chimique.

IL SERA CHARGÉ DE NÉGOCIER DES CONTRATS DE VENTES D'ENSEMBLES DE GÉNIE CHIMIQUE DANS LE MONDE ENTIER.

Situation très active et intéressante pour candidat dynamique et bon négociateur. Anglais courant indispensable. Espagnol souhaité.

Ecrire sous référence ND 387 AM.

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE FRANCAIS - IMPLANTATIONS INTERNATIONALES - C.A. 550 MILLIONS

RECHERCHE PDUR ÊTRE RATTACHÉ A LA DIRECTION GÉNÉRALE DU GROUPE

SPÉCIALISTE FISCAL

ÉCOLE DES IMPÔTS DU FORMATION SUPÉRIEURE ÉQUIVALENTE

ayant minimum 5 ans expérience professionnelle, capable de traiter l'ensemble des questions fiscales du groupe ; connaissance de filiales à l'étranger, facultés de sociétés de statuts différents...

Lieu de travail : ville CENTRE FRANCE.
Ecrire sous référence ZF 383 ADL

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS LEADER DANS SA BRANCHE - RECHERCHE

CHEF D'EXPLOITATION

Capable animer un effectif de 300 personnes environ, en assumant des responsabilités de production et d'entretien.

Poste pouvant convenir à ingénieur, ayant l'habitude du commandement et de l'organisation.

Formation aux techniques du groupe assurée.

Poste : Ville province CENTRE EST.
Ecrire sous références GZ 400 CM.

RECHERCHONS PHARMACIEN RESPONSABLE

Bonne expérience industrielle pour laboratoires pharmaceutiques, fabrications injectables.

Envoyez C.V. avec référ. et manuscrit, au n° 8.727 « LE MONDE » Publiette, 5, rue des Italiens, 75127 PARIS (8^e), qui transm.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
I.C.A. supérieur à 2 Milliards de Francs recherche pour une de ses unités située en BANLIEUE SUD

contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur de Contrôle de gestion du groupe chargé de :

- assister la direction de l'unité (3000 personnes) dans la préparation annuelle du plan à 2 ans (objectifs, moyens, budgets...);
- aider la direction générale à apprécier la cohérence et l'économie de ce plan

autres la réalisation du plan, analyser les écarts par rapport aux prévisions, informer la direction générale

- conseiller l'unité et la direction générale sur les procédures de comptabilité analytique, de planification de contrôle de gestion et de systèmes d'information.

PROFIL :

- ingénieur diplômé d'une grande école (ECP, Mines, SUP'AÉRO...)
- âge minimum : 35 ans, expérience industrielle d'au moins 5 ans
- expérience souhaitée au contrôle de gestion de programme d'études et réalisations prototypes de technologie avancée
- homme de dialogue, ayant le goût de la rigueur, ferme dans ses objectifs
- capacité de rédaction et esprit de synthèse.

Développement de carrière assuré au sein des diverses unités du Groupe.

Adressez lettre, C.V. avec photo et présentations à CONTESSE Publiette, 20, Avenue Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra, sous la No 52.654.

VIDEON

Filiale du groupe G.T.E. SYLVANIA recrute pour ses laboratoires d'études et d'applications

INGENIEUR

ou technicien électromécanicien de haut niveau expérimenté en études de circuits. Il sera chargé de la conception des équipements de mesure et de contrôle.

INGENIEUR

ou technicien électronique de haut niveau expérimenté en base de temps et développement de produits couleur.

Pour ces 2 postes lieu de travail : MONTVILLE (20 kms au Nord de Rouen)

INGENIEUR-ELECTRONICIEN

confirmé, ayant des connaissances approfondies en optique électronique.

Il participera aux études et recherches dans le domaine de la déflection couleur.

INGENIEUR

ou technicien électronique de haut niveau Spécialiste des circuits de balayage de télévision pour études de produits.

Pour ces 2 postes lieu de travail : BDULOGNE BILLANCOURT (92)

Les perspectives de salaire et d'évolution dans l'entreprise sont particulièrement intéressantes pour des candidats de valeur.

Envoyez C.V., photo et présentations en précisant la référence à Mme TRDESTER VIDEON 5 bis, rue Méthias - 92100 Boulogne

Dans le cadre de son développement, Société industrielle, recherche :

INGENIEUR Gde ECOLE Spécialiste MACHINES PAPETIERES

Au sein de l'équipe Recherche et Développement, il participera à la mise au point, la définition et le développement d'un produit industriel. Il sera responsable de l'adaptation et de la mise à jour de la technologie.

Il apportera son assistance technique sur le marché européen, en conseillant le Chef de Produit, auprès d'une clientèle de papeteries.

Ce poste convient à un Ingénieur confirmé, de 30 ans minimum, possédant un haut niveau de qualification papetière acquise chez un constructeur ou un producteur.

Le goût des contacts techniques et commerciaux, l'adaptabilité, la connaissance de l'Anglais sont des atouts importants pour s'intégrer à une équipe jeune et performante.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération souhaitée sous réf. 385, à notre Conseil.

algee
Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseillers
24, rue Bonaparte - PARIS (6^e)

INGENIEUR Gde ECOLE Spécialiste MACHINES PAPETIERES

Au sein de l'équipe Recherche et Développement, il participera à la mise au point, la définition et le développement d'un produit industriel. Il sera responsable de l'adaptation et de la mise à jour de la technologie.

Il apportera son assistance technique sur le marché européen, en conseillant le Chef de Produit, auprès d'une clientèle de papeteries.

Ce poste convient à un Ingénieur confirmé, de 30 ans minimum, possédant un haut niveau de qualification papetière acquise chez un constructeur ou un producteur.

Le goût des contacts techniques et commerciaux, l'adaptabilité, la connaissance de l'Anglais sont des atouts importants pour s'intégrer à une équipe jeune et performante.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération souhaitée sous réf. 385, à notre Conseil.

algee
Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseillers
24, rue Bonaparte - PARIS (6^e)

ANN

etap

nodet gougis

CADRE EXPORT

LE CARBONE

CHEF SERVICE ACHATS ET APPROVISION

INGENIEUR PHYSICIEN O CHEF D'UN S

UN STATISTICIEN

UN ECONOMISTE STATISTICIEN

UN JURISTE OU ECONOMISTE

UN FINANCIER DE FORMATION ECONOMIQUE

CHEF DE PRO

technicien d'explo en infor

GIE

550 من لاصيل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

Le Monde	24,00	7,50
LOIS	5,00	27,45
	20,00	5,72
	20,00	22,88
	20,00	22,88

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALS	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	Le mot cdt.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

GRUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
à 2 Milliards de Francs
une de ses unités situées
VIEUX SUD

ir de gestion

Directeur de Contrôle
groupe chargé de
l'unité (2000 personnes)
annuelle ou par 2 ans
udgés...

général à contrôler la
me de ce plan
du plan, assurer la
aux prévisions, former

la direction générale
comptable, analytique,
interne de gestion de

ne grande unité (2000
expérience industrielle
en contrôle de gestion
et en gestion de projet
groupe
ayant la maîtrise de la
direction de l'unité
de gestion de projet de

photo et présentation
20, av. de la République,
75001 Paris, tél. 20.00.00

offres d'emploi

gi Compagnie
Générale
d'Informatique

recherché pour faire face à son
développement

Analystes-Programmeurs
débutants ou confirmés
dégagés des obligations militaires

Les candidats embauchés re-
cevront une formation aux
techniques de la C.G.I.
(CORIG, PAC).

La rémunération sera fonction
du niveau d'études et de l'ex-
périence éventuellement acquise.

Envoyer C.V. détaillé + photo
à Madame JAMET - C.G.I.,
84, rue de Grenelle - 75007 Paris

offres d'emploi

etap

COMPAGNIE FRANÇAISE NAVIGATION
OFFSHORE ARMANT FLOTTE 15 UNITES
MODERNES

RECHERCHE POUR SIÈGE MARSEILLE

DIRECTEUR TECHNIQUE

Capable organiser, assurer, contrôler et
gérer l'entretien systématique de la flotte
de la Compagnie.

Il s'agit d'un
**POSTE IMPORTANT AU SEIN D'UNE EQUIPE
DIRECTION JEUNE ET DYNAMIQUE, QUI
PEUT CONVENIR A**
officier mécanicien, première classe, A.M.,
école maritime au diplôme équivalent,
22 ans minimum, ayant

**TRÈS SOLIDE EXPERIENCE 5 ANS MINIMUM
REPARATIONS NAVALES ACQUISE EN
CHANTIER OU COMPAGNIE DE NAVIGATION
ET QUALITES DE CHEF ET GESTIONNAIRE.**

Anciens souvants indispensables.
Traitement début : **150.000 F**

Ecrire sous référence EX 398 AM.

offres d'emploi

etap

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UN GROUPE DE
SOCIÉTÉS (1.600 PERSONNES) FAISANT
PARTIE D'UN GROUPE DE DIMENSION
NATIONALE - RECHERCHE

SECRETARE GÉNÉRAL

Ce poste peut convenir à un candidat :
• 40 ans minimum ;
• H.E.C. ou expertise comptable ou
niveau équivalent ;
• Avant 5 à 10 ans minimum d'expe-
rience à dominante comptable et
surtout acquise au sein d'un groupe
industriel capable de prendre en charge
les domaines :
— économie et organisation comptable
comportant audit interne et conseil
aux clients ;
— Juridiques ;
— Préparation des négociations ;
— Développement personnel ;

Résidence LILLE.
Ecrire sous référence WP 391 CM.

offres d'emploi

**CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
DES AFFAIRES
(C.E.S.A.)**

**RECHERCHE
UN RESPONSABLE
DES MOYENS INFORMATIQUES**

Gestionnaire, Organisateur et Promoteur des Ser-
vices Informatiques.

CE POSTE EXIGE

— Compétence technique.
— Connaissance des matériels.
— Facilité de contact avec fournisseurs et utilis-
ateurs (professeurs-étudiants).

PROFIL SOUHAITE

— Formation d'ingénieur.
— Expérience professionnelle en particulier dans
le traitement en temps partagé.
Rémunération 110 000 et plus.
Disponible rapidement.

Env. C.V. et photo à n° 735.770 M REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm.

nodet gougis

**IMPORTANT CONSTRUCTEUR
FRANCAIS
DE MACHINES AGRICOLES**
leader européen dans sa branche
recherche

CADRE EXPORT

Diplômé d'une école supérieure de
commerce ou d'agriculture.
Minimum 3 ans d'expérience dans la
branche exportation.

Sera chargé, sous les directives du
Directeur Commercial :
- d'animer et développer le réseau
existant
- de prospecter et organiser de nouveaux
marchés
- de suivre les résultats par rapport
aux objectifs de la politique définie.
Connaissance parfaite de l'anglais plus
espagnol ou allemand.
Déplacement entre 50 et 60 % du temps.
Possibilité de logement.

Ecrire avec C.V., photo et présent.
au Chef du Personnel, 5 Boulevard
Mal Leclerc 77130 MONTEREAU.

LE CARBONE-LORRAINE

groupe industriel français
à vocation internationale

Spécialisé dans la fabrication de produits
industriels aux applications très diversifiées
(industrie électrique, chimique, mécanique)
recherche pour son usine d'Amiens (800 per-
sonnes environ)

**CHEF SERVICE
ACHATS ET
APPROVISIONNEMENTS**

Rattaché au chef des services adminis-
tratifs, il aura en charge les achats et
approvisionnement en matériel et
matières premières, la tenue des stocks,
les liaisons avec les sous-traitants...

Ecrire sous référence UR 379 AM, en
précisant préférences.

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANCAIS METALLURGIE MECANIQUE RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES 1.500 PERSONNES VILLE UNIVERSITAIRE 180 KM PARIS

CHEF DE PERSONNEL

Il s'agit d'un poste important qui peut
convenir à

Diplômé Grande Ecole - Ingénieur Sciences Po.,
E.S.S.E.C. ou Ecole équivalente, 40 ans mini-
mum, ayant très solide expérience de la fonc-
tion personnel acquise en usine, soit comme
chef de personnel ou directeur usine.

Il devra être capable :
• De développer une gestion dynamique
des ressources humaines : recrutement,
formation, évolution de carrière, autres
socioaux ;
• De poursuivre une politique d'améli-
oration des conditions de travail.

Traitement à partir **120.000 F +**

Ecrire sous référence WG 381 AM.

IMPORTANTE FIRME FRANCAISE APPA- REILLAGE ELECTROMECANIQUE DE GRANDE SERIE RECHERCHE POUR PARIS

**INGENIEUR
CHEF DES SERVICES
PROGRAMMATION ORDONNANCEMENT
PAR SYSTEMES INFORMATISES**

**POSTE IMPORTANT RATTACHE A DIREC-
TION GENERALE QUI PEUT CONVENIR A**

Ingénieur ou formation équivalente, 35
ans minimum, diplômé de formation
expérience programmation (ordonnance-
ment, fabrication, achats)
Structure intéressante et avenir dans
firme dynamique et performante.

Ecrire sous référence ZS 393 CM.

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE 2.000 PERSONNES RECHERCHE POUR SECONDER AU NIVEAU DU GROUPE LE CHEF DE SERVICE EMPLOI- FORMATION

ASSISTANTE

ELLE DEVRA :

- Collaborer à l'ensemble des activités
du service : recrutement, analyse de
poste, gestion de formation.
- Disposer d'une formation D.U.T. (ges-
tion du personnel) ou équivalent et
d'une expérience de 5 ans au moins au
sein d'un service de personnel.

Lieu de travail : ville CENTRE FRANCE.
Ecrire sous référence RB 390 AM.

Organisme public cherche pour PARIS

- **UN STATISTICIEN**
Expérimenté pour enquêtes et sondages à
caractère économique et industriel.
 - **UN ECONOMISTE STATISTICIEN**
Pour études de marché en vue d'implanta-
tions commerciales, connaissances des circuits
de distribution et ayant acquis une
expérience professionnelle.
 - **UN JURISTE OU ECONOMISTE**
Pour études et conseil en législation et
réglementation fiscales.
 - **UN FINANCIER
DE FORMATION ECONOMIQUE**
Pour études (micro et macro) et conseil.
- PROFIL :**
— Deux diplômes d'enseignement supérieur de
2^e cycle ou un diplôme de 3^e cycle ;
— Qualités rédactionnelles indispensables.
- CONDITIONS :**
— 65.000 à 80.000 F annuel brut + avantages
sociaux.
- Envoyer lettre manuscrite, chric, visa, photo,
sous n° 7 735.993 M à REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmettra.

INGENIEUR CHIMISTE, PHYSICIEN OU CERAMISTE CHEF D'UN SERVICE FOURN

Il aura également en charge des activités
adossées (impregnation, bakélite) Les
responsabilités techniques et humaines
du poste nécessitent une EXPERIENCE
de 3 à 5 ans si possible dans domaine
similaire.
Connaissances en thermique et promoteur
souhaitables.

Ecrire sous référence VY 388 AM en
précisant préférences.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
FRANCAIS
RECHERCHE POUR DIRIGER LA CONSTRU-
CTION AU BRÉSIL (SAO PAULO) D'UNE USINE
DE PREFABRICATION DE LOGEMENTS**

CHEF DE PROJET

S.C.P., A.M., T.P. ou équivalent, ayant
déjà l'expérience de la réalisation d'oc-
sembles industriels.

Il dirigera avec une grande autonomie le
montage de l'usine jusqu'à la mise en route
(durée prévue : 1 an)

Connaissances du portugais nécessaire (ou
celles de portugais et connaissances de
l'anglais).

Ecrire sous référence CV 396 AM.

etap

techniciens d'exploitation en informatique

LA GENERALE INFORMATIQUE
D'EXPLOITATION, équipée de matériel de
grande puissance, recherche des
Techniciens d'Exploitation en Informatique.

- O.U.T Informatique ou équivalent,
- Formation complémentaire assurée,
- Rémunération niveau Programmeur
+ avantages.

Ecrire avec CV et photo, sous référence 710
au Service du Personnel

GIE Tour Franklin,
Cedex 11, 92081
Paris - La Défense

ALIMENTAIRE 140 MILLIONS/AN DONT 60 % A L'EXPORTATION

En développement rapide et régulier.
Entreprise 500 pers., allée à un groupe impt.,
CRÉE à 60 km S.O. PARIS, le poste de :

CHEF DE PRODUITS

Le Directeur Marketing ayant en charge la recherche
et le création de nouveaux produits, son Adjoint
assistera pour : Plan Marketing, Prévisions et suivi
des ventes, des promotions, de la Pub... • Etudes de
marché et analyse toutes données commerciales ; en bref
toute la GESTION MARKETING.

**POSTE EVOLUTIF
INDISPENSABLE**

- EXPERIENCE CHEF DE PRODUITS
ET GESTIONNAIRE MARKETING
en produits de G.C., préf. ALIMENTAIRES
(Débutants s'abstenir)

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manus., C.V. détaillé,
salaire, photo et réf. 3815 à

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

steria

recherche plusieurs
**ingénieurs
informaticiens**

pour travailler sur des systèmes
temps réels ou des logiciels de base :
• compilateurs et moniteurs sur
mini-ordinateurs
• systèmes de commutation télépho-
nique (public et privé)
• applications spatiales ; lanceurs de
satellite, systèmes d'armes,
• télétransmission et réseaux à
commutation de paquets.

Une expérience professionnelle
de 1 à 4 ans est nécessaire.

Prérez d'adresser C.V., photo
et présentations à :
Michèle RITOUT
25, av. de l'Europe
78140 VELIZY

**LES POSTES ET
TELECOMMUNICATIONS
recrutent par CONCOURS
pour PARIS et PROVINCE**

**45 VERIFICATEURS des
TRAVAUX de BATIMENTS**

Spécialités : Bâtiments et Installations

FONCTIONS

- Préparation des programmes de con-
struction et des dossiers de marchés.
- Contrôle de chantiers.
- Réception des travaux.

CONDITIONS

- Etre âgé de 21 à 35 ans (recrut possible).
- Etre titulaire d'un DUT, BTS ou être
diplômé d'une école d'ingénieur ou
avoir exercé pendant 4 ans.

EPREUVES
les 20 et 21 Avril 1978

Candidatures reçues jusqu'au 16 Mars
Renseignements et Inscriptions :
PROVINCE :
Direction Départementale des Postes
au Chef Lieu de résidence
PARIS
Direction des Postes
140, Boulevard Montparnasse 75075 Paris
Cedex 14

**GRAND GROUPE BANCAIRE
(Paris)**

Disposant d'une équipe d'ingénieurs chargée
d'importantes responsabilités d'étude et de
conseil sur les plans technique, économique
et financier impliquant des contacts à haut
niveau avec des entreprises variées,

recherche pour le secteur
BÂTIMENT - TRAVAUX PUBLICS

**INGENIEUR
GRANDE ÉCOLE
(Centrale, Ponts, T.P., ...)**

Profil souhaité :
- 30 ans environ,
- ayant assumé des responsabilités de chantiers,
- aisance dans les relations humaines,
- bonnes capacités rédactionnelles,
- pratique de l'anglais.

Possibilités ultérieures de carrières diversifiées à
l'intérieur du groupe.

Adresser C.V. et présentations
sous n° 18 M 083 au Centre
de Psychologie Appliquée
63, rue de Monceau 75008 Paris

**Centre de
Psychologie
Appliquée**

IST

INDUSTRIEL
STATISTIQUE

UTR

UNIVERSITAIRE
TRAVAIL

OLE

OLÉO

RES

RESERVE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	17,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	60,00	67,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	6,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ recherche
INGÉNIEUR SÉCURITÉ
— Parlant Anglais ;
— Spécialiste raffineries et dépollution étrangères ;
— Sûreté Indispensable pour missions exceptionnelles ;
— Poste à pourvoir immédiatement.
Tél. : 286-15-51.

STÉ FRANCO-AMÉRICAIN
recherche pour nouveaux départements à créer en FRANCE
1 CHEF DE DÉPARTEMENT CHAUDIÈRE DE RÉCUPÉRATION TUBES EAUX OU FUMÉES
Application de techniques américaines et adaptation française. Poste exigeant forte expérience technique et commerciale. Candidat de haut niveau recherché. Langue anglaise indispensable.
1 CHEF DE DÉPARTEMENT TRAITEMENT DES EAUX
Par rétro. Pour industries pharmaceutiques, industrielles et alimentaires. Forte expérience dans ce domaine exigé. Séjour U.S.A. à prévoir.
Adressez C.V. et prétentions sous n° 28065 B à **RELUY Publicité** 17, rue Lebel, 93300, VINCENNES 9. M.

L'évolution constante des activités de L.M.T. implique un développement et une modernisation de nos moyens informatiques. Ceux-ci sont déjà très importants (IBM 370/158 grosse configuration, IBM 310/145, 3 terminaux lourds, 4 systèmes de saisie, 2 réseaux comptant 120 terminaux...) et leur accroissement nous amène à renforcer notre Direction Informatique.
Nous créons pour cela plusieurs postes de
CADRES INFORMATIQUES
— **ADJOINT AU RESPONSABLE MOYENS INFORMATIQUES** Réf. PMD 1
Diplômé d'une des plus grandes écoles d'ingénieurs, il est formé aux équipements IBM et a acquis une très solide expérience en système d'exploitation. Les fonctions incluent des aspects techniques aussi bien que d'encadrement. Evolution possible vers des responsabilités de direction.
— **RESPONSABLE DU GROUPE TÉLÉINFORMATIQUE** Réf. PMD 2
Cet ingénieur, formé aux équipements IBM et connaissant CICS, a acquis une expérience de 5 années au moins dans des fonctions similaires.
— **INGÉNIEUR TÉLÉTRAITEMENT** Réf. PMD 3
Justifiant si possible d'une première expérience CICS, il contrôlera l'évolution des réseaux de terminaux et des performances du système. Ses fonctions s'étendront aussi au développement d'un support de programmation automatique d'application ou télétraitement, et aux procédures de gestion du matériel concerné.
— **INFORMATIQUES DÉBUTANTS** Réf. PMD 4
L.M.T. recrute par ailleurs plusieurs cadres informatiques débutants, pour leur confier des responsabilités dans le cadre de projets de gestion ou de création de logiciels téléphoniques.
Les candidatures, accompagnées d'un C.V., sont à adresser, sous la référence correspondant au poste, à :
L.M.T. Direction du Personnel 46, quai Le Gallo - 92100 Boulogne.

chimie
recherche appliquée
Un important groupe chimique français recherche pour sonner la Direction du Centre de recherche de PARIS (principal Centre de recherche appliquée de groupe) 70 personnes - 20 ingénieurs
ingénieur
Après 20 ans au moins, diplômé de l'une des toutes premières écoles de chimie et ayant développé sa carrière jusqu'à des fonctions de responsabilité générale dans la recherche appliquée. Dévoué directement au directeur de la recherche, en position de chef de centre, il aura la responsabilité technique, administrative et de gestion de son unité et assurera les liaisons avec les divisions opérationnelles concernées comme avec les services fonctionnels susceptibles de l'assister. De poste très exigeant à l'implémentation, au sens de la gestion, aux deux d'animation à un rythme réaliste pratique et à une bonne compétence technique.
Adresser résumés de carrière en indiquant traitement à envisager (N° : 310) à :
SVP RESSOURCES HUMAINES
65 avenue de Wagram 75017-Paris

directeur herman miller
a conquis, depuis les U.S.A., une notoriété mondiale dans les ensembles meublants et les systèmes (bureaux modulaires) par la qualité de sa création et de sa fabrication. Ces ensembles, déjà distribués en France, y seront maintenant **FABRIQUÉS DANS UNE USINE A CRÉER**; nous en cherchons le **DIRECTEUR**, Patron de l'usine (200 km sud de Paris), il est chargé de la définir, de l'implanter, de recruter le personnel (une trentaine de salariés au début), de le former et de « monter en production » selon les objectifs définis. C'est un **INGÉNIEUR**, minimum 30 ans, AM, IDN, ENSI ayant déjà exercé des responsabilités de fabrication, de gestion de la production en mécanique légère. Un bon anglais est indispensable.
Écrire à G. BARDOU, réf. 3161 LM.

responsable organisation et informatique
Une compagnie d'assurances spécialisée (250 personnes mais 40 000 clients) appartenant à un grand groupe financier (déjà nationalisé) met en place, à Paris, sa nouvelle structure et vous propose de repenser une organisation sur laquelle puisse se greffer la nouvelle génération de ses applications informatiques. Vous disposez actuellement d'un IBM 3-15 et d'un bon noyau d'analystes-programmeurs. Vous êtes ingénieur ou universitaire et avez acquis une bonne connaissance de l'assurance, pourquoi pas dans une S.S.C.I. Vous avez une solide expérience des techniques informatiques mais vous vous êtes attaché à concevoir des systèmes de gestion en partant de procédures manuelles. Aujourd'hui, vous vous sentez prêt pour prendre en charge l'intégralité de la fonction.
Écrire à J. THILLY, Carrières de l'Informatique, réf. 3338 LM.

pharmacien, chef de laboratoire contrôle qualité
Filiale française d'un très important groupe international - 100 km ouest Paris.
Nous fabriquons des produits pharmaceutiques et hospitaliers. Notre laboratoire de contrôle (microbiologie, chimie analytique, stabilité) occupe 20 techniciens. Son futur chef est un pharmacien de laboratoire, d'environ 30 ans, expérimenté en chimie analytique et en bactériologie; il lit et écrit couramment l'anglais. Il organise le travail de ses trois services, gère l'équipement, le personnel et le budget du laboratoire, adapte les procédures de contrôle américaines. Ce poste demande donc, à côté du talent professionnel, une certaine pratique administrative, acquise de préférence dans un laboratoire anglo-saxon.
Écrire à Mme M.C. TESSIER, réf. 3320 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

SLIGOS une des premières sociétés de conseil et services en informatique
Dans le cadre de développement de son équipe Mini-Systèmes Transactionnels de Gestion RECRUTE
de jeunes INGENIEURS devant à terme prendre la responsabilité de projets complets (référence 100)
des PROGRAMMEURS devant participer à des réalisations variées. (référence 200)
Pour les deux types de poste, une expérience préalable sera considérée favorablement. Une formation sur plusieurs types de machine sera assurée au sein de la Société.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. à **SLIGOS - Département DPS** - 91, rue Jean-Jaures - 92807 PUTEAUX.

telesystemes
recherche pour participer au développement de projets importants dans le domaine de la téléinformatique.
ingénieur système
(réf. 99-1)
responsable d'une équipe système chargée d'assurer le développement de logiciels de base spécifiques ainsi que l'assistance système aux équipes de réalisation d'applications.
Le candidat de formation supérieure (grande école ou universitaire) aura une expérience pratique d'au moins 3 ans dans le domaine des moniteurs temps réel et systèmes de gestion de fichiers sur mini-ordinateurs de type SOLAR, MITRA de préférence.
ingénieurs téléinformatique
(réf. 99-2)
ayant une expérience d'au moins 3 ans dans la réalisation de logiciels de gestion de lignes et d'équipements de transmission de données. Connaissance des mini-ordinateurs et pratique du langage assembleur indispensables.
Envoyer C.V. et prétentions avec réf. ci-dessus à : **TELESYSTEMES**
Direction des Systèmes de Téléinformatique
117, rue du Bac - 75007 PARIS

agents commerciaux
PHOTOGRAPHIE EN RELIEF
Vous êtes passionnés de photographie. Jeune diplômé d'une Ecole de Commerce. Nous vous proposons de rechercher, puis de développer une clientèle pour la diffusion de ce nouveau produit sur le marché Français. Si cette perspective vous intéresse Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à
PICTORIAL SERVICE
4 ville des Entrepreneurs
75015 Paris

TRANSPORTS
Sté internationale de Transports nationaux et internationaux recherche pour PARIS (9*)
CHEF DEPARTEMENT PRODUIT
pour diriger nouveau Département de transports terrestres et maritimes. C.A. fr. annuel 20 MILLIONS F. A. DEVELOPPER
POSTE EVOLUTIF INDISPENSABLE
• EXPERIENCE TRANSPORTS spécialement MARITIMES
• ANGLAIS COURANT
— Sinon s'abstenir
DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo (récente) as Réf. 3807 à
SC sélection conseil
6, PLACE DU MARCHEL JUIN, 75017 PARIS

SEMS
Société européenne de mini-informatique et de systèmes
Groupe THOMSON CSF
recherche dans le cadre de son expansion
INGENIEURS D'ETUDE
pour étude et qualification de nouveaux produits de base (systèmes d'exploitation, compilateurs, bases de données, transmissions et réseaux).
Formation : ingénieurs débutants Grandes Ecoles possédant une formation de base en logiciel.
Lieu de travail : région parisienne ou province.
INGENIEURS COMMERCIAUX
Grandes Ecoles ou écoles d'ingénieurs option informatique débutants ou ayant acquis une expérience du marché de l'informatique.
Fonction : commercialisation des systèmes de mini-informatique sur les marchés, de la gestion, de la téléinformatique et des réseaux.
FORMATION ASSUREE POUR LES DEBUTANTS.
Lieu de travail : région parisienne.
INGENIEURS TECHNO-COMMERCIAUX
Grandes Ecoles - débutants ou ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience logiciel dans les domaines mini-informatique temps réel.
FORMATION ASSUREE POUR LES DEBUTANTS.
BON CONTACT CLIENTELE INDISPENSABLE.
Lieu de travail : région parisienne.
INGENIEURS MARKETING
Formation : Grandes Ecoles ou universitaires.
Expérience : 5 ans de pratique des techniques informatiques orientées dans les domaines suivants :
— langages : APL ou COBOL ...
— réseaux et téléinformatique
— gestion transactionnelle interactive.
Fonction :
— définition de produits d'application
— suivi de la conception et mise en route de ces produits
Lieu de travail : région parisienne
Adresser lettre manuscrite et CV à **SEMS, service des Personnels**
36/38, rue de la Princesse - 78430 LOUVIÈRES.

EN PRISE DIRECTE AVEC LE DIRECTEUR GENERAL BONGRAIN GERARD
cherche à pourvoir les 2 postes suivants
directeur exportation EUROPE
• en liaison constante avec une Direction Marketing aux marchés, la fonction consiste à assurer la responsabilité opérationnelle des ventes de produits de marque sur les marchés européens (notamment la France et l'Allemagne), et compléter la direction des opérations commerciales propres à certains marchés.
le poste basé à PARIS. (N° 2723-M)
directeur de gamme
• la fonction consiste à développer les produits, promouvoir les ventes et gérer l'ensemble des activités relatives à une gamme de produits étrangers spécialement conçus pour la grande exportation.
• ce poste est susceptible d'évoluer vers la Direction Générale d'une filiale.
le poste basé à METZ. (N° 2724-M)
POUR LES DEUX FONCTIONS
— une expérience professionnelle de plus de 5 ans doit avoir déjà apporté une certaine familiarité avec les problèmes de commercialisation des produits de grande consommation,
— la maîtrise courante de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue est souhaitable,
— une formation commerciale et le bon sens sont demandés, assurés d'une bonne connaissance de la gestion.
Adresser C.V. détaillé et prétentions sous référence correspondante. Réponses et discrétion assurées.
guillon sélection
25, AV. DE LIVRY - 93340 LE BAINCY

مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	34,32

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m est.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

AUCHAN

22 hypermarchés - C.A. en 1976 : 4 milliards
Progression annuelle C.A. : 40 % depuis 10 ans.
recherche

RESPONSABLES COMMERCIAUX

E.S.C. - Sciences ECO - I.U.T.
débutants ou ayant une année d'expérience

NOUS VOUS PROPOSONS :

- d'apprendre un métier qui vous passionnera
- de ne pas attendre 5 ans pour prendre d'importantes responsabilités

VOUS DEVEZ AVOIR :

- le sens du concret et des réalisations, et être capable de faire des efforts physiques
- le goût des contacts humains et être meneur d'hommes
- une curiosité, un sens critique et une imagination qui feront de vous un responsable autonome

Vous serez entièrement responsable d'une partie de l'hypermarché (gestion du personnel, détermination de vos politiques commerciales)
Vous serez jugé sur la réalisation de vos objectifs.
Si notre proposition vous intéresse, nous vous attendons et serons heureux de vous recevoir.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et ambitions à :
M. Philippe EGGERMONT - magasin AUCHAN
Centre Commercial de BOISSENART - R.N. 5 - 77240 CESSON

ASSISTANT(E) DIRECTION

pour, en particulier, suivre et gérer les dossiers liés aux sociétés immobilières, financement du groupe.

Une formation supérieure et une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction de même type.

Lieu de travail : proche bureaux Paris-Perré. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à M. KIER, C.I.S. 44, av. Président-Wilson, PARIS-16.

Centre National de transfusion sanguine, 4, rue Alexandre-Laband, 15, recherche par ETS ORSAY (91)

LABORANTINES possédant B.T.F. 7 (biologie)

TECHNICIENNES possédant D.U.T. ou E.T.S. d'analyses biologiques.

AIDES-LABORANTINES possédant C.A.P. d'employée technique. Adresser C.V.

Le Directeur du Personnel d'une importante société Paris recherche le futur chef de son service **ADMINISTRATION DU PERSONNEL**

Cet homme, expérimenté, est un praticien, notamment de la paie par informatique. Son bon niveau de culture générale doit lui permettre d'aborder d'autres secteurs de la fonction. Les candidats ayant une réelle expérience de l'administration du personnel sont priés d'envoyer une lettre manuscrite à M. V. photo et mentionner dernière rémunération des postulants. Envoyer le dossier à la réf. 5113 à Comptex Paris, 20, av. Opéra, Paris-16^e q. 17.

DES INGENIEURS ANALYSTES DE CONTRAINTE INTERESSENT LE NUCLEAIRE

Ils sont obligatoirement diplômés de l'X, Centrale, Sup-Aéro, Mines ou Ponts, et ont une solide expérience des calculs de contraintes d'équipements, acquise de préférence dans l'industrie aéronautique, chimique ou pétrolière.

Leur formation et leur expérience leur permettent une prise de fonctions rapide sur des équipements soumis à de très fortes contraintes thermiques ou mécaniques. Ils se verront confier des projets précis (pièces ou composants) qu'ils conduiront de manière autonome. Ils auront, dans ce cadre, à réaliser des analyses très poussées, en utilisant aussi bien des calculs manuels que des programmes informatiques préalablement définis.

Ces postes sont à pourvoir à Paris, mais peuvent nécessiter des relations avec des usines et des constructeurs, ainsi que des déplacements de courte durée aux Etats-Unis. Une connaissance de l'anglais est indispensable. Notre entreprise est déjà d'une très grande dimension, et son fort développement est assuré pour un long avenir. C'est pourquoi, des évolutions de carrière, notamment vers des directions techniques sont possibles. Toutes les candidatures seront traitées avec le plus grand discernement. (Mentionnez éventuellement, sous double enveloppe, les entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas voir transmettre votre candidature.)

Leurs travaux déboucheront sur la rédaction des rapports de contraintes.

Nous nous attachons donc eux seuls à sélectionner des candidats.

Elles sont à adresser accompagnées d'un curriculum vitae, sous réf. 38247, à Havas Contact - 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

PHOTO - CINE - SON

CHEF DU BUREAU D'ETUDES

Cette mission nous a été confiée par une société occupant une place enviable, au plan mondial, dans le domaine de la projection. Elle est en développement rapide et constant depuis plusieurs années.

Sous l'autorité du Directeur Général, et à la tête d'une équipe de 7 personnes (dont un prototype), le chef du bureau d'études a pour mission de concevoir et de développer les nouveaux produits, jusqu'à leur passage en fabrication. D'autre part, il est responsable de l'amélioration des produits existants.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant au minimum 30 ans, et une formation d'ingénieur polyvalente : optique, mécanique de précision, électronique, ainsi qu'une expérience minimum de 5 ans en bureau d'études.

Il sera capable de lire facilement les nombreuses publications techniques en anglais et en allemand.

Pour obtenir informations complémentaires, écrire sous référence M 5232 A, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris

Nous recherchons pour un très important constructeur français d'équipements automobiles pour

INGENIEUR D'ESSAIS

28 ANS MINIMUM 100 000 / AN

Diplômé d'une école d'ingénieurs mécaniciens et ayant quelques années de pratique industrielle (grande série) de préférence dans la sector automobile. Il sera chargé de la construction de prototypes, des essais et mises au point de matériels nouveaux en liaison avec les services complémentaires des constructeurs. Un véritable personnel pour l'automobile est un atout dans la fonction.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi, aux heures de bureau par Information Carrière SVP 11-11 qui donne un rendez-vous aux candidats concernés.

Réf. 825.

On peut aussi adresser son dossier à

SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

Ingénieurs commerciaux

La forte croissance du marché des équipements informatiques et la position essentielle de la Compagnie Internationale pour l'Informatique - CII HONEYWELL BULL, nous amènent à renforcer nos implantations, notamment à PARIS, dans l'EST et le SUD-EST.

Nous proposons, dans ce cadre, à des débutants diplômés de Grandes Ecoles scientifiques ou commerciales, de prendre en charge le développement d'un secteur économique ou d'un territoire géographique.

Ces fonctions intègrent d'importants aspects commerciaux, allés à des compétences techniques et économiques. Elles recouvrent, en effet, de larges responsabilités de vente, de coordination des services de la Compagnie, dans le cadre de projets informatiques.

Une formation (rémunérée) de 12 mois renforcera les connaissances informatiques des candidats. Les entrainera à nos techniques de vente, les initiera aux équipements vendus par la Compagnie, dont elle leur présentera l'ensemble des services.

Elle ne pourra néanmoins remplacer des qualités personnelles indispensables à l'efficacité commerciale de ces collaborateurs : adaptabilité aux divers problèmes des entreprises et de leurs dirigeants, aisance dans les contacts humains et la négociation, capacité d'autonomie et d'organisation.

La rémunération est attractive - fixe + commissionnement important - et les perspectives d'évolution sont très ouvertes au sein de la Compagnie.

Date d'entrée en formation : 24 avril 1978.

Adresser dès que possible lettre de candidature, accompagnée d'un C.V. sous réf. TM à CII HONEYWELL BULL - Direction Marketing France - Poste courrier 11 107 - 6163, rue d'Acton - 75980 Paris Cedex 20.

Cii Honeywell Bull

UN ANIMATEUR COMMERCIAL

pour une société de vente par catalogues élargissant ses méthodes

Il aura en charge :

- la définition et l'application de la politique par une forte action individuelle
- la direction d'une importante équipe de promoteurs-vendeurs,
- la recherche et la mise en place de nouveaux points de vente situés dans des magasins spécialisés,
- l'analyse des résultats et le gestion administrative du service et notamment des stocks.

Le cadre recherché devra :

- avoir une classe personnelle, une autorité et un dynamisme répondant au niveau des responsabilités dévolues.
- une expérience solide portant sur des activités similaires,
- des ressources de créativité allées à un excellent niveau culturel.

Le poste comporte de nombreux déplacements

Adresser C.V. sous référence 703 à **SERGE BAILLY CONSEIL** 40, avenue Hoche 75008 PARIS

ENTREPRISE R.T.P. CLICHY (92)

recherche pour

SERVICE DU PERSONNEL

COLLABORATRICE BAC G2 + OUT G.E. action personnel

Elle assistera le chef de service dans la gestion administrative et le personnel de chantiers (100 personnes).

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo sous n° 5235, Comptex Paris, 20, av. Opéra, 75017 Paris Cedex 01 qui transmettra.

C.I.R.C.E. Centre de Calcul du C.N.R.S. (12400m) recherche :

UN INFORMATICIEN inter-médiaire motivé par activités assistées mise en œuvre hospitaliers, formation universitaire au Centre.

Expériences : 2 langages évolués et 1 assembleur évolués. Niveaux maîtrise informatique. Nationalité française.

Adresser C.V. et photo au secrétaire du C.I.R.C.E., 881, 506, 91450 ORSAY Cedex.

Important groupe chimique français recherche pour l'une de ses divisions (C.A. Division 100 milliards de F)

ADJOINT COMMERCIAL AU CHEF DE DIVISION

34 ans minimum anglais parlé

Ingénieur chimiste diplômé, ou diplômé de l'une des principales écoles de Commerce, ayant quelques années d'expérience commerciale dans l'industrie chimique sur les marchés France et Export.

La fonction peut être confiée à un ingénieur commercial de fort potentiel alliant à la pratique du terrain le sens et la gestion et celui de la synthèse.

Poste solidaire.

Basé proche banlieue parisienne.

Adresser résumés de carrière avec indication de rémunération (réf. 314) à

SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris

Très importante société PRODUITS INDUSTRIELS très connus sur les marchés français et étrangers, fabriquant et vendant à une clientèle industrielle très diversifiée, recherche un jeune

ingénieur

de formation mécanique, AM, ICAM, ECAM,

auquel il sera confié des missions spécifiques concernant les produits existants ou nouveaux :

- applications, effets techniques, appui à la clientèle,
- problèmes qualité, coût, prévisions...

Ce poste, très formateur, qui implique de nombreuses contacts avec l'intérieur de l'entreprise, soit à l'extérieur, conviendrait à l'INGENIEUR débutant ou ayant une première expérience en fabrication, désireux d'entrer dans un groupe permettant une évolution de carrière intéressante.

Bonne connaissance de l'Anglais indispensable.

Veuillez écrire sous référence M708 M, à

INTERCARRIERES 5, rue de Helde 75009 Paris

BANQUE SPECIALISEE

recrute

POUR LE DEPARTEMENT 4 PRETS PERSONNELS de son Agence de VERSAILLES

COLLABORATRICE **TECHNIQUE-COMMERCIALE**

Chargée des relations avec clientèle à particuliers, constituants, étude et suivi des dossiers.

Goût des contacts et sens de l'initiative nécessaires.

FORMATION ASSUREE.

Ecr. avec C.V., photo et prêt, réf. QV. 34, à ARCHAT, 14, bd Haussmann, 75009 Paris, qui transmettra.

Recherchons

PROGRAMMEUR C/Cod confirmé, exper. exigée sur matériel : CII - HB 61/60 modèle 2 contrat à durée limitée (6 mois)

Ecr. avec C.V. et prétentions

FONDATION CURIE Institut du Radium (Service Informatique) 26, rue d'Ulm 75231 PARIS CEDEX 05 Société Implantation Nationale recrute

3 CADRES CCLIAUX niv. I.U.T. techn. de C.C. pour conseils à points de vente, 3 ans exper., rémunération à partir de 4500 F. Env. C.V. + photo au n° T 364 M, Régie-Presses 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

RESPONSABLE DES ACHATS DE L'APPROVISIONNEMENT ET DE LA SOUS TRAITANCE

La Société (140 millions de C.A.) produit des articles textiles et para-textiles de fourniture industrielle. Le cadre recruté devra choisir les fournisseurs et les sous-traitants. Il sera responsable de l'approvisionnement en matière des usines et des sous-traitants. Il les assistera dans la mise en œuvre de cas matériels en vue d'en limiter les pertes. Il participera à ce titre au choix des machines.

Le poste convient à un cadre supérieur de plus de 30 ans, possédant une formation et/ou une expérience textiles.

Lieu de travail : Paris. Rémunération : 150 000 Francs.

26 rue Merbeuf 75005 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 802 M.

France Cadres

Les nouveaux projets confiés à

Etudes et Productions SCHLUMBERGER

nous amènent à renforcer notre potentiel en informatique

Nous recrutons pour cela un

PROGRAMMEUR ETUDES CONFIRMÉ

De formation BTS DUT (informatique) il justifiera d'une première expérience professionnelle, et si possible en temps réel. Il se verra confier des responsabilités de programmation scientifique (FORTRAN) pour l'ensemble du Département (traitement scientifique de données enregistrées au cours d'essais sur les champs de recherche et d'exploitation pétrolières).

Ce poste est évolutif vers des fonctions de responsabilité au sein de l'entreprise et du groupe Schlumberger.

Ecrire avec C.V. sous référence 7830 à Etudes et Productions Schlumberger - 26, rue de la Cavée, 92142 CLAMART CEDEX.

Schlumberger

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le jour col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,82

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Compagnie Générale d'Informatique

Société de Service et de Conseil recherche pour son département mini-informatique

Ingénieur Commercial
30 ans minimum

Connaissance des entreprises
Expérience souhaitée dans poste similaire chez constructeur ou façonnier.
Déplacements à prévoir
Fixe + intéressement

Envoyez C.V. photo et prétentions à C.G.I., réf. 509, 84, rue de Grenelle - 75007 Paris

offres d'emploi

THOMSON-CSF

Activités Péri Informatique (banlieue sud Paris)

ingénieur marketing
(bonnes connaissances des techniques informatiques)

chargé de participer à :
- Analyse du marché, - promotion des ventes
- Lancement des produits
Langue anglaise lue exigée

ingénieurs commerciaux

chargés de la :
- commercialisation de terminaux et de systèmes péri informatiques auprès des administrations
Expérience des relations avec les administrations indispensable

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à Mme J. AULIN - 15, rue de la Baume 75362 PARIS CEDEX 08

offres d'emploi

CdF informatique
recherche pour Paris et Creil

CADRES COMMERCIAUX
pour la promotion et la vente de nos services et produits informatiques, expér. souhaitée 1 à 2 ans.

INGÉNIEURS ANALYSTES
X I A G ou équivalent, expérience de 1 à 2 ans souhaitée en informatique de gestion.

PROGRAMMEURS
DUT ou équivalent, expérience de 1 à 2 ans souhaitée en informatique de gestion

Adressez CV à CdF Informatique 9, avenue Percier, 75008 Paris.

offres d'emploi

Directeur des Ventes
130 000 F

Négociateur foncier
100 000 F

Une société française, mandatement complet, recherche pour zone de ses activités à Paris :

- DIRECTEUR DES VENTES MAISONS INDIVIDUELLES - Réf. 1003
En liaison directe avec le Directeur de la Division, ce responsable de notre département "secteur Offres" devra :
- mettre en place une politique de vente lui permettant d'atteindre les objectifs fixés dans le budget ;
- examiner une équipe de vendeurs spécialisée ainsi que l'activité des centres d'exposition ;
- gérer le budget publicitaire ;
- suivre et coordonner les différents circuits administratifs (recherche de terrains, relations avec les D.D.E., etc.).
Une expérience de plusieurs années dans ce domaine et dans ce milieu est demandée.

- NÉGOCIATEUR FONCIER - Réf. 1103
Ce spécialiste en recherche et en évaluation de terrains pour groupements de maisons devra connaître les diverses phases d'une négociation foncière. Il aura l'habitude de mener des tâches liées à la recherche et de l'expertise de terrains en tant qu'expert final de l'opération complète de promotion, en passant par les différents contacts à établir auprès des instances administratives compétentes (D.D.E., mairies, architectes, etc.).

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, Bataille accusé de réception (réc.) et réf. 1003 ou 1103, à des Pratiques Économiques, 75010 PARIS

offres d'emploi

GROUPE DE SOCIÉTÉS
recherche

pour une de ses branches d'activité en expansion, bien implantée sur son marché (14.000.000 de francs de chiffre d'affaires hors taxe en 1977).

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

- Pourvu d'une solide formation de base acquise dans une grande école ;
- Ayant fait ses preuves à haut niveau au sein d'une entreprise de taille équivalente ;
- S'appuyant sur une comptabilité industrielle établie.

Devra dans le cadre d'une large autonomie :

- Assurer la coordination des différents services de l'entreprise en liaison plus particulièrement sur la mise en place d'un service commercial progressif tant sur le marché français qu'à l'étranger ;
- Grâce à son action, faire évoluer les produits pour une meilleure satisfaction de la clientèle et pour son développement.

La rémunération sera en rapport avec la valeur du dossier de candidatures et les résultats obtenus.

Lieu de travail : Région Parisienne, mais de nombreux déplacements sont à prévoir.

Envoyez C.V. manuscrit sous n° 28.981 B à BLEU Publicité 17, rue Label, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

offres d'emploi

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
cherche

UN MÉDECIN

ADJOINT AU DIRECTEUR DU MARKETING

Ce médecin travaillera en étroite collaboration avec le Directeur du Marketing et participera progressivement :

- à l'élaboration de la stratégie produit ;
- à la rédaction du courrier médical ;
- à la conception des documents de visite médicale ;
- à la formation des délégués médicaux ;
- à des opérations promotionnelles auprès du corps médical.

Ce poste conviendrait à un homme dynamique de 30 ans minimum, ayant le travail en équipe et les relations publiques. Un début d'expérience en clientèle ainsi qu'une connaissance de l'industrie pharmaceutique seraient souhaitables.

Envoyez lettre manuscrite + C.V. + photo récente et rémunération souhaitée. Le secret absolu des candidatures est garanti.

Selephar 77, r. du Château, 92103 BOULOGNE.

offres d'emploi

INGÉNIEUR de VENTE
Chef de Produit

Élément moteur du développement de l'Entreprise il aura la responsabilité d'une ligne de produits ou niveau européen.

Son rôle sera à la fois de Marketing et de concrétisation directe.

Ce poste convient à un candidat de 30 ans environ, Ingénieur de formation (A.M. ou équivalent) possédant une solide expérience de la vente de produits techniques à l'industrie papetière.

Des capacités d'animation commerciale, une grande disponibilité pour les déplacements et une connaissance parfaite de l'Allemand sont indispensables.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant votre rémunération actuelle sous réf. 364 à notre Conseil.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, dégages des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation assurée dans le cadre d'un contrat de travail ferme avec stage rémunéré.

Adressez lettre de candidat, avec CV détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à No 51624B Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

offres d'emploi

Société de mécanique en expansion rapide
(400 personnes)

responsable de la gestion du personnel
et des services généraux

Il ou elle assistera le Directeur Administratif et Financier pour la gestion courante du personnel (siège et Usines), la supervision de la paye (informatisée), les systèmes de prévoyance, l'organisation de la formation, ainsi que pour l'ensemble des problèmes administratifs quotidiens.

Ce poste conviendrait à un(e) Diplômé(e) d'Études Supérieures, 30 ans minimum, ayant au moins 4 à 5 ans d'expérience pratique dans un service de personnel d'une entreprise industrielle.

Rémunération de l'ordre de 90.000 F/an.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 107 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

offres d'emploi

GROUPE DE SERVICES
Leader dans son domaine recherche pour son siège social à PARIS-8^e

CONTROLEUR DE GESTION

E.C.C., ESSEC ou équivalent
2 ans d'expérience minimum

Il sera intégré dans une équipe chargée, pour la Société mère et ses filiales de :

- la centralisation et du contrôle des données statistiques et comptables par l'établissement des documents de résultats.
- l'établissement des budgets et de tous documents de prévisions.

Large perspectives d'évolution assurées grâce au développement permanent du groupe.

Adressez C.V. détaillé et prétentions s/réf. 6135 à F. LICHAU S.A., B.P. 220, 75083 PARIS, Cedex 02 qui transmettra.

offres d'emploi

algoe
Association Lyonnaise d'Ingénieurs Conseils
24, rue Bonaparte, PARIS (6^e).

offres d'emploi

Promoteur-Constructeur spécialiste de la maison individuelle
recherche pour région ILE-DE-FRANCE

PROSPECTEUR-NÉGOCIATEUR FONCIER

présentant une expérience même courte dans l'immobilier ou/et recherches de terrains pour constructions particulières ou lotissements. Belles perspectives de carrière pour éléments dynamiques.

Ecrire avec C.V. complet n° 3744 PUYCITES REUNIES 112, bd Voltaire, 75011 Paris

offres d'emploi

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN ÉQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNICITÉ
recherche

pour région parisienne

CONTROLEUR DE GESTION

Formation
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE
Expérience 4 à 5 ans minimum

Adressez C.V. et photo à n° 52.943 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. tr.

offres d'emploi

IMPORTANTES SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
recherche

ATTACHÉ DE DIRECTION FINANCIÈRE

Il sera chargé :

- d'assister le Directeur dans l'analyse des tableaux de bord ;
- d'organiser la comptabilité générale et analytique ;
- de contrôler la fiabilité des résultats ;
- de suggérer et conduire des études ponctuelles concernant la gestion.

Il devra :

- avoir une formation supérieure, type SUP. de CO. option finances ou DECS ;
- Posséder une grande rapidité d'assimilation et un esprit de synthèse.

Lieu de travail : RÉGION SUD DE PARIS.

Envoyez curriculum vitae et présent. M. SACQUET, 24, rue Auguste-Cochard, 75737, PARIS Cedex 15

offres d'emploi

CENTI
recherche

pour applications techniques aérospatiales et CAO d'ensembles électroniques

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(E.S.E., ENSEIHT, IDN, SUP'AERO, TELECOM)

3 ans d'expérience ou débutante ayant bonnes connaissances informatiques
Libres rapidement

Envoyez d'urgence lettre avec C.V. et prétentions CENTI 128, rue des Rennes - 75006 PARIS ou Tél. 222-23-31. - Discretion assurée

offres d'emploi

medecin

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS MÉDICALES

élargit son équipe rédactionnelle, et souhaite rencontrer un médecin généraliste, 40 ans minimum, ayant exercé en clientèle, habitant Paris ou la Région Parisienne pour lui proposer un poste à temps partiel.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous référence M 304 C, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris

offres d'emploi

ENTREPRISE DE RECOUVREMENT DE CREANCES COMMERCIALES
recherche

une secrétaire administrative

un recouvreur confirmé

Références dans la profession exigées. Situation d'avenir dans société en expansion appartenant à groupe financier.

Adressez C.V. et prétentions s/réf. 9928 à AXIAL Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANTES ENTREPRISE
recherche

INGÉNIEUR
spécialisé en lignes T.E.T.

Ayant connaissance parfaite ANGLAIS parlé et écrit.

Envoyez C.V. sous réf. 5.771 à : F. LICHAU S.A., B.P. 220 - 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANTES SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS
recherche urgente

INGÉNIEUR Grande Ecole

ayant 8/10 ans expérience en Économie et analyses industrielles pour études secteurs industriels en France et en Allemagne.

ANGLAIS et ALLEMAND indispensables.
Lieu de travail : banlieue Sud.

Adressez C.V. photo et prêt. s/réf. 14324 à : SNFM-PA, 100 avenue Charles de Gaulle 92532 Neuilly Cédex, qui transmettra.

offres d'emploi

ETABLISSEMENT BANCAIRE PRIVE PARIS
recherche

controlleur de gestion

Haute qualification comptable avec expérience bancaire. Intérêt pour l'informatique.
Personnalité forte. Age minimum 30 ans.
Disponibilité rapide.

Adressez Curriculum-Vitae complet à M. J. GENEVAY, 11 square Jamin, 75016 PARIS. (réponse assurée).

offres d'emploi

Nous recherchons pour le 1^{er} avril :

- 1) Comédiens capables d'organiser des spectacles, d'en assurer la mise en scène et d'y tenir des rôles.
- 2) Sportifs, pratiquant plusieurs sports pour devenir

ANIMATEURS DE CLUBS DE VACANCES

Sports et Loisirs

FORMATION ASSURÉE PAR NOS SOINS PRATIQUES DE L'ALLEMAND OBLIGATOIRE

Prendre contact pour rendez-vous au 226-60-82

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES
recherche pour prospection

INGÉNIEUR DE VENTES

- Jeune, dynamique, bonne présentation, accrocheur
- Expérience matériel de laboratoire.
- Expérience même activité ou dans laboratoire nécessaire
- ANGLAIS nécessaire
- Nombreux avantages selon compétence.
- Déplacements fréquents à l'étranger.

Envoyez lettre manuscrite + C.V. + photo à : n° T 03 500 M REGIS-PIRESE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

سكرد من لإصل

Handwritten notes and signatures at the bottom right of the page.

TROIS DOSSIERS DANS L'ENJEU NATIONAL

Quinze mille frontaliers entre Mulhouse et Saint-Louis

Bulletins de vote à l'ombre de Bâle

De notre envoyé spécial

Mulhouse. — On n'a jamais su comment ni surtout où les classer. Sont-ils des travailleurs ? A n'en pas douter, mais pas au sens que les syndicats ont fini par donner au mot. Des privilégiés ? Suffisamment pour être parloirs jaloux, en tout cas en ville, pas assez pour se sentir assurés d'un avenir serein et n'éprouver aucun besoin d'un organisme de défense dont le sigle C.D.T.F. ne doit surtout pas prêter à confusion. Il s'agit bien du comité de défense des travailleurs frontaliers.

En attendant qu'on leur ait permis de voter, ils ont fait leur possible. Ils ont voté pour le candidat de leur choix, ils ont voté pour le candidat de leur choix, ils ont voté pour le candidat de leur choix.

louer et de vendre à des prix élevés. On aime à dire, même si ce n'est pas tout à fait la réalité, qu'ils ne sont pas loin de ceux de la région parisienne. Et puis, aussi, le phénomène frontalière a conduit (du moins à l'époque où la France ne vivait pas encore sa crise) les industriels de la région à consentir, eux aussi, de plus hauts salaires pour tenter de retenir la main-d'œuvre qui avait toute possibilité de faire la coquette. Bâle, toujours Bâle, encore Bâle...

Etrangers chez eux

Si bien qu'un à fini par les regarder un peu de travers, ces frontaliers. A dire qu'ils se montent un peu du col et qu'ils auraient même tendance à se comporter comme une caste. De leur côté, ils se sentent plus ou moins possédés à faire bande à part. Ils savent trop bien ce que l'on dit de leur sujet quand on n'est pas de leur côté : « Que voulez-vous, ils gagnent en francs suisses et qu'en France on gagne par le même travail. Avec le franc suisse à 160 francs comme maintenant, vous voyez un peu. Et ils voudraient avoir par-dessus le marché tous les avantages sociaux du système français sans en connaître les inconvénients », nous a-t-on raconté. Voilà, exprimé en peu de mots, le fond d'un contentieux peut-être artificiel, mais sans aucun doute réel. Est-ce à dire que c'est à croire qu'on a plaisir à nous cultiver, à dire que nous voulons manger à tous les râteliers ?

conduit (du moins à l'époque où la France ne vivait pas encore sa crise) les industriels de la région à consentir, eux aussi, de plus hauts salaires pour tenter de retenir la main-d'œuvre qui avait toute possibilité de faire la coquette. Bâle, toujours Bâle, encore Bâle...

A la mairie de Saint-Louis, où le maire, M. Théo Bachman (C.D.S.), accomplit son second mandat, M. Koenig, qui suit plus particulièrement le dossier frontaliers, exprime bien le fond d'une pensée dont il n'a pu l'exclusion en ces termes : « Finalement, ce ne sont pas les frontaliers qu'on entend le mieux ici, ce sont les Suisses. Deux heures de travail pour une journée d'hôtel trois étoiles au bord de la mer, voilà leur réalité. Ah ! si les Suisses pouvaient venir travailler chez nous au même salaire, les Allemands, ils feraient de la France un paradis ! »

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

A TOULOUSE

L'HOMME DU CONCORDE A NEW-YORK

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Concorde, c'est déjà une vieille affaire, presque un dossier classé. C'est lui, les Américains nous l'ont sabordé, dit un Toulousain. Ils tirent profit de notre expérience et, le jour venu, ils nous imposeront le leur. Même M. Claude Ducloux, président de la chambre de commerce, n'y croit plus : « Il faudra bien se résigner à arrêter son exploitation, car l'avion supersonique ne sera jamais rentable. »

Le 12 mars devant ses électeurs comme « l'homme du Concorde à New-York ». Qu'importe à Mme Nicole Ledroit, son adversaire communiste, lui conteste ce titre et attribue ce succès à « la lutte des travailleurs de l'Aérospatiale ». Il a la conviction d'avoir mené un combat homérique pour imposer l'avion supersonique outre-Atlantique. « J'ai assuré sa percée commerciale ; la suite des événements ne m'appartient pas », affirme-t-il.

Gaspiillage

Cela dit, même s'ils restent sentimentalement attachés à un avion « bien de chez eux », les Toulousains commencent, aujourd'hui, à prendre la juste mesure des choses. Ils se rendent compte que Concorde ne résume pas à lui seul l'industrie aéronautique, même s'il en est le plus beau fleuron. « L'Aérospatiale paie des milliers d'employés à no rien faire, constate un commerçant. Il n'y a pas de quoi peviloter devant aucun gaspiillage et d'imprudences. L'an dernier, vingt-deux jours de chômage partiel et 500 millions de déficit... »

Détenteur de l'industrie aéronautique en général et de l'avion supersonique en particulier, M. Cavallé, l'« homme du Concorde », s'est-il bien acquitté de sa mission à Paris ? Pres de quatre ans au même poste ministériel : un record de longévité pour un secrétaire d'Etat aux transports. « Il a eu pour lui l'effaite Concorde », reconnaît un Toulousain. « Concorde et le France, c'étaient des cadeaux empoisonnés », admet un autre.

relance du Transoil, voire du Nord-202. Le nouvel avion européen se fera avec les Allemands, si les Britanniques ne nous suivent pas, assure M. Cavallé. Quant à la décision de construire une nouvelle version de l'Airbus, elle sera prise au mois de juin prochain. M. Savary se plaint qu'il n'y ait eu au Parlement un seul grand débat sur l'avenir de l'aéronautique française et que, sur ces problèmes, il y ait dans le gouvernement une dilution des responsabilités. Et M. Cavallé de regretter l'absence de son interlocuteur dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale lors des discussions budgétaires sur ces questions.

Chaque candidat dit à l'autre ses vérités, sans hausser le ton. Dans le « village rose », l'invective n'est pas de mise. Une campagne « mezzo voce » entre gens de (presque) bonne compagnie. Le débat est national ; il dépasse, et de loin, les hommes qui, sur le terrain, se combattent. L'essentiel se passe ailleurs, dans les états-majors parisiens.

Perisien par « accident », M. Cavallé continue de se ranger résolument aux côtés des provinciaux et il se moque des « gens dits intelligents qui vivent dans la capitale ». Si l'on nomme secrétaire d'Etat aux transports, avant même d'avoir son premier dossier, il avait prévu une baisse des tarifs aériens intérieurs et la création d'une grande compagnie aérienne européenne. On lui avait reproché alors son imprudence, voire sa naïveté. « C'est n'y a pas de fatalité de la crise », dit-il simplement. Lui qui dit volontiers cette phrase de La Fontaine : « Les moutons peuvent attendre la preuve d'abord. »

JACQUES DE BARRIN.

Dans les années 60

A les écouter, d'ailleurs, tous les porteurs d'une semblable indifférence qui, de toute façon, ne serviraient guère à modifier profondément les choses. Dans le Haut-Rhin, les frontaliers ne sont jamais que quinze à seize mille, dont mille cinq cents à deux mille travaillent en Allemagne, les autres trouvant leur emploi à Bâle. Quel de surprise ? N'est-ce pas là que se trouve depuis longtemps la marche du travail de la main-d'œuvre ou se prolonge la plaine française ? Du même coup cela permet d'avoir toujours un œil sur l'autre côté et grand « rustre côté » affiche le franc suisse à 260 F ou 270 F, eh bien ! on peut toujours nous raconter que notre franc se porte bien. Nous, on voit bien !

à particulièrement profit. Mais avec assez de lucidité pour ne pas applaudir des deux mains. On entend même certains grogner. Car ces diaboliques frontaliers n'ont-ils pas fait monter les prix ? Ils représentent une clientèle exceptionnellement aisée pour les commerçants, pour les services en général, pour les promoteurs aussi, qui n'ont pas manqué de construire et surtout de

AUTOUR DU SUPER-PHÉNIX DE CREYS-MALVILLE

Le nucléaire a fait long feu

De notre correspondant régional

Lyon. — « Utilisez-vous des réacteurs ou des moteurs diesel ? » La question, introduction concrète aux problèmes de la société de consommation et à ceux de l'écologie, a secoué un débat qui traîne, lentement, de qui émanait-elle ? Sans doute de l'un de ces jeunes gens portés par un symbole du candidat écologiste qu'ils soutiennent — un réacteur de clowns et occupant les premiers rangs de la salle des fêtes. C'était il y a quelques jours, dans un meeting électoral à La Tour-du-Pin. A la tribune, les quatre candidats — deux de la majorité et deux de l'opposition — y sont allés de leur réponse.

Le clown et le professeur. Mais, en vérité, Malville ne fait pas recette dans cette circonscription où se sont déroulés les événements et les affrontements de l'été dernier. Conséquence logique en fin de compte : peu d'habitants de la région s'étaient rendus à ce rendez-vous à trente-cinq mille personnes venues manifester contre la construction de Super-Phénix. Tous les candidats se répartissent la circonscription depuis des semaines le confirment : ils ne sont pratiquement pas interrogés sur ce sujet. « Les préoccupations sont l'emploi, les questions agricoles ou politiques ensuite », note M. Maurice Castin-Bazin, député sortant et autre candidat P.R. de la majorité. La réunion, qui a été organisée à La Tour-du-Pin sous forme d'un débat contradictoire animé par un universitaire, doit donc être tenue pour un phénomène isolé. Il n'est d'ailleurs que de parcourir la région pour s'en convaincre.

« Si vous voulez augmenter le nombre des électeurs, alors ! », s'est exclamé M. René Molard (C.D.S.), maître de La Tour-du-Pin, hostile à « sur le plan personnel » à l'énergie nucléaire, mais favorable à celle-ci « en tant que citoyen et élu ». « Crayez-vous qu'il est possible de modifier le mécanisme intellectuel des hommes ? », a interrogé M. Moyné-Bressand, maître de Soleymieu, conseiller général de Crémieu, se référant comme le précédent à la majorité présidentielle. « J'étais à Malville, le 31 juillet », a commenté un peu comme un ancien combattant parlant du Chemin des Dames M. Paul Chenguella, maire et conseiller général de Pont-de-Chéruy (P.S.). Ses explications nuancées étaient le reflet de l'analyse de son parti : « La réticence de l'économie passe par une relance de la consommation populaire (...), le nucléaire n'est qu'un relais (...) mais Malville, c'est autre chose. Nous disons

Le comble. Dans cette circonscription, symbolisant pourtant la lutte antinucléaire, les « verts » se présentent en ordre dispersé. Les comités Malville qui présentaient au départ que « compter les votes c'est peu important » et désistement de leur candidat à occuper le terrain le temps de la campagne » ont finalement décidé de maintenir leur candidat le 12 mars : M. Jean Hanon, connu dans la région Rhône-Alpes sous le nom de Jean Kerrier et plus encore sous le sobriquet de « clown atomique ». Depuis des années, en effet, se côtoient, fondateur du T.N.P. — Théâtre national portatif, bien sûr ! — silencieusement la région le 12 mars : M. Jean Hanon, député démissionnaire, avec un humour féroce mais plein de poésie, les dangers du nucléaire. Les hésitations qui ont entouré sa désignation ont fini par laisser les responsables d'Ecologie 78. Trois jours avant la clôture des inscriptions, ceux-ci ont fait connaître le nom de leur représentant : M. Daniel Bret, biologiste, assistant à l'université de Lyon.

TURQUIE 8 jours 1180F. Yougoslavie U.R.S.S. Grèce 81.188F 151.278F Turquie 81.1330F. Corée 81.1280F 151.2850F. Mexique Guatemala 251.4900F. Bahamas 81.1045F. Maroc 81.1325F Tunisie Egypte 101.3010F. 81.230F 141.2900F. et : Brésil, U.S.A. Pérou-Bolivie, Scandinavie, Philippines, Thaïlande, etc. Payscope international 6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02. Voulez-vous envoyer gratuitement votre brochure « Vacances 78 » ? nom : prénom : adresse : ville : code postal : des prix pour aller plus loin plus longtemps

La Pompadour. SPÉCIALISTE CEREMONIES. la plus élégante Collection parisienne ensembles, manteaux, robes courtes et longues, soie naturelle, imprimés, mousseline, etc. FEMMES FORTES du 42 au 60. 32 bis, Bd HAUSSMANN M^e Chaussée d'Antin

VIENT DE PARAITRE. Un dossier du Monde. L'ÉCOLOGIE enjeu politique. En vente partout - 10 F.

alfa romeo. NOUVELLE GARANTIE TOTALE. GAP 122 R. VAILLANT-COUTURIER 93130 NOISY-le-SEC. 1 AN PIÈCES ET M.O. ET 2 ANS SUR LA PEINTURE. 2 ANS DU 100.000 KM SUR LE MOTEUR.

économie

LES PARTIS ET LES INÉGALITÉS

Comment réduire les disparités de revenus et de fortune ?

La lutte contre les inégalités est l'un des grands thèmes de la campagne électorale. A juste titre, dans le monde où la France, maintes comparaisons internationales l'ont montré, est l'un des pays industrialisés — pour ne pas dire le pays — où les disparités de revenus et de fortunes sont les plus grandes. L'O.C.D.E. n'a pas été la seule à le souligner (1). Plusieurs enquêtes du très officiel Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) l'ont confirmé (2), ainsi que divers commentateurs de l'ancien animateur du CERC, M. Méraud, que M. Giscard d'Estaing avait précédemment chargé de lui présenter des propositions de réduction des inégalités, presque toutes restées sans suite.

Entre salariés, l'écart est de 1 à 15 en moyenne entre le salaire des 200 000 premiers manœuvres et celui des 35 000 cadres supérieurs les mieux payés, proportion largement supérieure à celle qui est constatée en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Au début de cette année, 24,6 % des hommes et 34 % des femmes avaient un salaire inférieur à 2 200 F par mois ; à quoi s'ajoutaient 27 % des hommes et 25 % des femmes gagnant entre 2 200 et 3 000 F.

L'âge n'entraîne guère les différences de ressources puisque les disparités de retraites sont encore très fortes : de 900 F par mois (minimum) à 10 500 F (pour 2,2 % des retraités) et environ 4 000 F pour la plupart des cadres.

Les écarts sont encore plus grands en ce qui concerne les professions libérales : à en croire les spécialistes (MM. Lattès et Babau), notamment, 0,7 % des Français (125 000 environ) possèdent annuellement 10 % de la richesse nationale et 9 % détiennent 50 % du total. Bien entendu, les inégalités sociales ne se limitent pas à l'aspect pécuniaire. L'espérance de vie du ménage est, par exemple, inférieure de sept ans à celle du cadre supérieur ; 62 % des professeurs atteignent l'âge de soixante-quinze ans,

contre seulement 30 % des manœuvres. Mais nous limiterons ici aux propositions des partis qui visent à réduire les inégalités de ressources : progression des bas salaires plus forte que celle des rémunérations élevées ; mesures concernant les petits revenus non salariaux ; fiscalité ; protection de la petite épargne.

Progression des bas salaires.

La gauche propose de relever des avril le SMIC à 2 400 F par mois (+ 37 %), chiffre que M. Febré (M.R.G.) a accepté récemment, après avoir marqué quelque réticence. « Sur ce sujet, la majorité est divisée en trois courants : le parti radical accepte les 2 400 F pour le courant de 1979 » ; MM. Solson et Poniatowski (P.R.) souhaitent « aller plus loin que 2 400 F dans le courant de la législature », grâce à une « augmentation au pouvoir d'achat (du SMIC) de 8 à 10 % par an », triple de l'actuelle ; M. Barra s'en tient à son « programme de Blois » et ne chiffre pas l'augmentation de l'astre minimum, qui doit être « plus rapide que celle de la moyenne des salaires », les 2 400 F pouvant être atteints, selon lui, « avant le fin de la législature » (1983). Le C.D.S., favorable à un SMIC à 2 000 F en 1979, n'a pas pris position sur les 2 400 F, mais souhaite une progression du SMIC supérieure « d'un point par an à celle du revenu national ». M. Chirac en chiffre pas non plus, mais demande une réduction des charges sociales, pour compenser la hausse du SMIC.

Au-dessus du nouveau SMIC, la gauche propose une augmentation dégressive des salaires jusqu'à 8 000 francs ; au-delà, un simple maintien du pouvoir d'achat est prévu (que le P.C. propose de ne pas assurer au-dessus de 12 000 francs la première année de la législature). Cela doit entraîner, dès 1978, un

resserrement de la hiérarchie des salaires, que le P.S. et le P.C. proposent de poursuivre les années suivantes. Le P.S. n'en a pas chiffré le taux, mais les pertes salariales sont le soin de le fixer par branches. Le P.C. le situe « autour d'un rapport de 1 à 5... au terme de la législature » (il s'agit, bien que le P.C. ne l'ait jamais publié officiellement, que cet écart mesure la différence entre le salaire tel que 5 % des salariés gagnent plus — demi décile supérieur — et celui tel que 10 % des salariés gagnent moins — décile inférieur).

Il est difficile de mesurer l'incidence exacte du dispositif proposé. On peut penser que les partis de gauche ont l'intention de limiter strictement la hausse des salaires au-delà de 4 000 ou 5 000 francs. Le P.S., dans son « collectif » pour 1978, prévoit, en effet, une hausse de la masse globale des salaires intérieure de moitié à celle de l'augmentation du SMIC (18 % contre 37 %) ; quand on sait que 40 % des salariés gagnent aujourd'hui moins de 2 400 francs et 46 % entre 2 400 et 4 800 francs, il apparaît que la hausse à ce dernier niveau de salaires ne peut être que de quelques pour cent (5 % ou moins) si l'on veut respecter le total prévu par le P.S. De son côté, le P.C. a retenu, dans son chiffrage du programme commun actualisé, une somme qui donne à penser que la progression du pouvoir d'achat qu'il prévoit pour les salariés autres que les « smicards » et travailleurs avoisinants serait très faible (de 6 à 7 % en trois ans, semble-t-il).

Les partis de la majorité n'ont rien proposé d'aussi précis en la matière, se contentant de promettre, dans le « programme de Blois » de « faire progresser plus rapidement les revenus les plus faibles » et de proportionner « l'augmentation de pouvoir d'achat en fonction des progrès de l'économie et des résultats des entreprises ». Le parti radical préconise, pour sa part, l'instauration d'un revenu minimum garanti financé par

l'Etat (avec, en contrepartie, « la suppression d'un maquis de privilèges fiscaux »). Le C.D.S. propose une application « dégressive » des augmentations à verser du SMIC sur « les salaires supérieurs ».

Ressources des personnes âgées.

Pour les personnes âgées, le gauche prévoit d'abord une majoration « avant l'âge » du minimum-vieillesse de 42 % ; il serait, en effet, porté de 915 F à 1 300 F par mois. Par la suite, il serait augmenté tous les six mois, pour passer de 64 % à 80 % du SMIC. Les retraites et pensions (qui pourraient être prises à taux plein dès soixante ans, ou cinquante-cinq ans pour les femmes) seraient « amenées rapidement à 75 % du salaire moyen des dix meilleures années » (avec réversion entre époux sur la base de 60 % de la retraite de la personne décédée). S'y ajouteraient divers avantages en matière de logement, de transport, de services sociaux et de soins. Le cumul éventuel entre retraite et rémunération d'activité est défini différemment par le P.S. et le P.C. : le premier renvoie le dossier à une loi qui « définira, compte tenu de la situation de l'emploi, les conditions d'interdiction ou de limitation du cumul » ; le second indique que, dans la situation actuelle de l'emploi, les retraités ayant une pension « qui les met à l'abri du besoin » ne pourront exercer d'activité rémunérée « en fonction des besoins des différents secteurs ».

La majorité, elle, a promis dans le « programme de Blois » de porter le minimum vieillesse en 1979 à 40 F par jour (1 200 F par mois). L'aide ménagère et les soins médicaux à domicile, à côté de M. Barra, sont mis à la disposition « des personnes âgées qui le souhaitent » en cas de maladie ou d'invalidité. Le R.P.R. et le C.D.S. ont promis, pour leur part, d'arriver par étapes à un minimum vieillesse égal à 70 % du

SMIC (et au SMIC complet pour deux personnes, précise le C.D.S.). Pour les autres retraites, le R.P.R. propose de porter leur taux de 25 % à 35 % du salaire des meilleures années de la pension avec une rémunération d'activité ; les autres partis de la majorité admettent la nécessité d'une réforme du cumul retraite-salaire. Ajoutons que le P.R. est favorable à la gratuité des frais médicaux et hospitaliers, au développement de l'aide à domicile, ainsi qu'à l'installation gratuite du téléphone pour les personnes âgées.

Prestations familiales.

Le retard des prestations familiales sur les salaires n'est guère contesté. Pour le combler, les partis de gauche proposent une majoration de 50 % des allocations familiales (dès le printemps, pour le P.C., en deux étapes de 25 % chacune dans l'année, pour le P.S.), complétée par une indexation sur les salaires. Le « programme de Blois » propose une majoration de leur pouvoir d'achat « d'au moins 1,5 % par an », une augmentation du complément familial (porté à 1 000 F par mois pour trois enfants en juillet 1978) et en 1979 un revenu minimum garanti de 3 500 F pour une famille d'au moins trois enfants. Le P.R. ajoute l'indexation des allocations familiales, tandis que le R.P.R. insiste sur les équipements collectifs destinés à aider les mères, ce qui importe, à ses yeux, « étant » une volonté affirmée et continue plus qu'un catalogue de promesses ». Le parti de M. Chirac demande que la nation « reconnaisse le prix du travail de la mère à son foyer ».

Fiscalité sélective.

Pour tous les partis, l'impôt est un moyen privilégié de réduire les inégalités, notamment d'égaliser des revenus non salariaux. Mais les moyens proposés diffèrent, puisque l'objectif n'est pas le même. Les partis de gauche proposent à la fois un allègement de l'impôt sur les petits revenus (exonération pour les familles au niveau du SMIC, réductions spéciales pour les retraités et les personnes âgées, salaire fiscal pour les artisans, commerçants et entrepreneurs individuels, exonération de T.V.A. sur les produits de première nécessité, réduction de l'impôt sur les successions pour les fortunes modestes, abattement sur la taxe d'habitation) et un allègement de la fiscalité sur les hauts revenus et les grandes fortunes : progressivité accrue de l'impôt sur les revenus supérieurs avec limitation du jeu du quotient familial ; relèvement de la T.V.A. sur les produits de luxe ; allègement de l'impôt sur les grosses successions ; impôt annuel sur les grandes fortunes (de 0,5 % pour le P.S. et 1,5 % pour le P.C. jusqu'à 6 %, pour les fortunes supérieures à 3 millions de francs) ; suppression de l'impôt fiscal ; généralisation de l'impôt sur les plus-values (et, pour le P.C., plafonnement des déductions pour les professionnels).

Les partis de la majorité sont d'accord pour une pause, en 1978 et 1979, des taux de charges sociales et fiscales (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, T.V.A.) ainsi que pour une exonération de 50 % des cotisations sociales correspondant aux jeunes qui auront été embauchés par les F.M.E. jusqu'à la fin de 1978. En revanche, ils divergent sur divers autres aspects de leur programme fiscal. Le parti radical est partisan d'un impôt annuel déclaratif (de 0,5 % à 1,5 %) sur la fortune, à partir de 2 millions de francs et rapportant à milliards de francs par an. Le R.P.R. et le C.D.S. sont favorables à un tel impôt, mais sur une assiette correspondant à la valeur vénale des biens, ce qui renvoie la mesure à beaucoup plus tard puisqu'il faudra procéder au préalable à un inventaire national détaillé des biens. M. Barra et le P.R. sont simplement partisans de la mise à l'étude du problème.

Le P.R. est partisan d'une réforme de la loi sur les plus-values mobilières, le R.P.R. pour sa suppression (des plus-values imposables n'étant taxées qu'en cas de fraude sur l'impôt foncier). Le P.R. préconise l'augmentation de l'impôt sur le revenu (par rapport à la loi 1973) et le R.P.R. est pour son plafonnement à son poids actuel et pour une indexation stricte des tranches d'imposition sur la hausse des prix de détail. Le R.P.R. est un autre partisan de la modulation des taux de la T.V.A.

Épargne.

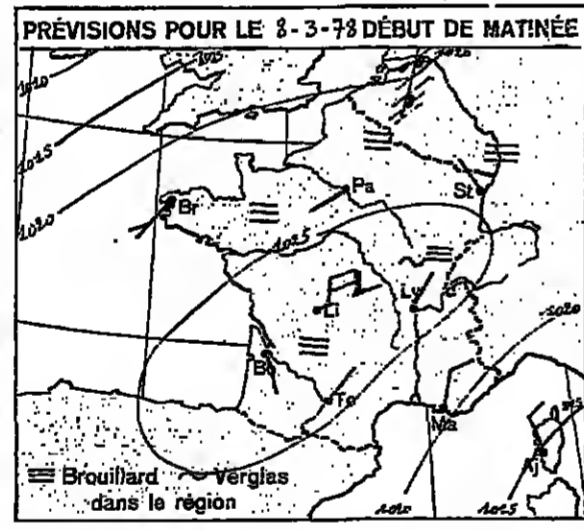
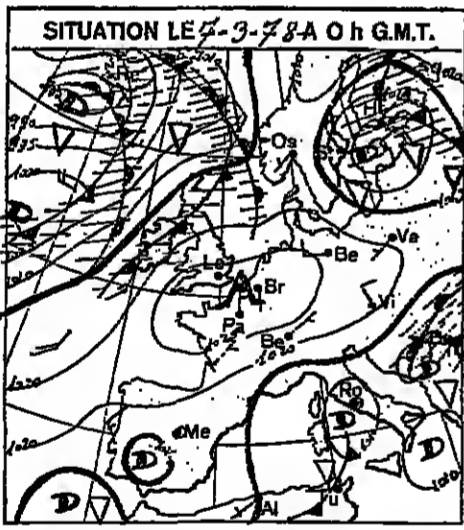
La gauche propose peu de choses en matière d'épargne : l'indexation sur la hausse des prix des livrets A de caisse d'épargne, à concurrence d'un livret par famille, de façon à garantir les petits épargnants contre l'inflation (le P.S. précise que l'indexation jouera jusqu'à 50 000 francs, soit 2 000 francs de plus que le plafond actuel des livrets A). Le parti socialiste y ajoute le lancement, en 1978, d'un grand emprunt d'Etat indexé, de 25 à 30 milliards de francs.

Le « programme de Blois » propose, lui, l'augmentation des taux de rémunération de l'épargne en fonction de la durée des dépôts (pour avantager les dépôts stables). Le seul cas d'indexation sur la hausse des prix qu'il retienne concerne les dépôts de plus de cinq ans à taux fixe épargnants âgés de plus de cinquante-cinq ans. Deux mesures complémentaires sont prévues par M. Barra : l'augmentation d'impôt sur le revenu d'une partie des sommes consacrées à la création ou à l'augmentation d'un portefeuille de valeurs mobilières ; une incitation fiscale à l'achat d'actions de l'entreprise dans laquelle on travaille.

Le R.P.R. y ajoute le création de plan d'épargne — développement (annuel) du plan d'épargne-logement et l'exonération des sommes souscrites auprès d'entreprises qui augmentent leur capital. Le P.R. propose, lui, le création de livrets d'épargne familiale, indexés et plafonnés ainsi que de nouveaux encouragements financiers à l'accession à la propriété du logement familial. — G. M.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable de temps en France entre le mardi 7 mars à 0 heures et le mercredi 8 mars à 24 heures :

La France demeurera sous l'influence d'une zone de hautes pressions, tandis que les perturbations océaniques circuleront des Açores à la mer de Norvège.

Mardi 7 mars, après une matinée fraîche et localement brumeuse (gêtes faibles et bancs de brouillard parfois gênants au lever du jour), le temps en France restera généralement ensoleillé. Les vents seront faibles et de direction variable. Les températures maximales s'élèveront un peu ; elles atteindront 11°C à 13°C dans le Nord, 15°C à 19°C dans le Midi.

Mardi 7 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 023,1 millibars, soit 788,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 mars ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Ajaccio, 14 et 4 degrés ; Biarritz, 8 et 3 ; Bordeaux, 11 et 0 ; Brest, 12 et 0 ; Caen, 8 et -2 ; Cherbourg, 7 et 1 ; Clermont-Ferrand, 6 et -4 ; Dijon, 9 et 0 ; Grenoble, 8 et 5 ; Lille, 7 et -3 ; Lyon, 7 et 1 ; Marseille, 14 et 5 ; Nancy, 8 et -2 ; Nantes, 10 et 0 ; Nice, 14 et 3 ; Paris-Le Bourget, 9 et -1 ; Pau, 10 et 0 ; Perpignan, 13 et 7 ; Rennes, 11 et -1 ; Strasbourg, 8 et -1 ;

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2015

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Cela n'a aucune importance ! ; Gros mangeur. — II. Protège certains fonds contre des attaques prévisibles. — III. Pièce de 5 francs cour. marquée. — IV. Assombrir quelque peu un appartement. — V. Epoque une royale installation. — VI. Diminutif d'un prénom. — VII. Peut convenir à une fille. — VIII. On ouï ou pour un non. — IX. Ebranlé ; Charmant leur entourage. — X. Région littorale. — XI. O'est pas un jeu d'enfants. — XII. A toutes les chances d'être durable quand elle est pénible.

VERTICALEMENT
1. Exagérément chaud ; Traouissent plus que de l'amertume. — 2. Table de travail ; Département. — 3. N'inquiète guère les chèvres ; Son esprit est de mauvais goût ; Epoque d'affreux tourments (épée). — 4. Le centre de la Ville éternelle ; Fait tâche. — 5. S'agit dans des endroits étouffants. — 6. Marque de reconnaissance ; Conjonction ; Se plaint peut-être. — 7. Sent le renfermé ; Sur un pli par porteur. — 8. Article ; Egocentrisme latin. — 9. Localité de France ; Ne peut guère se passer de maîtresse.

Solution du problème n° 2014

Horizontalement
I. Pât ; Sales. — II. Eros ; Laine. — III. Etoile ; An. — IV. Saut ; Rail. — V. L.M. ; Li. — VI. Ami ; Tau. — VII. Maturité. — VIII. Elémé ; R.G. — IX. Ri ; Escarot. — X. E.N.A. ; Oû ; En. — XI. Sautaise.

Verticalement
1. Pées ; Amère. — 2. Urne ; Malins. — 3. Totalité ; Aa. — 4. Sium ; Ume. — 5. Tricot. — 6. Alérial ; Rue. — 7. Lâ ; Ut. — 8. Email ; Ertse. — 9. Sentis ; Gène.

GUY BROUTY.

GENEVE

INTERCONTINENTAL GENEVE

Un établissement de grand luxe à prestige international. Nouveau centre de conférences pour 500 personnes. 400 chambres. Piscine. Tél. 34 80 91 Téléc 23 130

RAMADA Genève

Le plus sophistiqué des hôtels de luxe du centre ville. 220 chambres et suites. 6 salles de conférences. Rue de Zurich Tél. 31 02 41 Téléc 289 109

Penta HOTELS

Le plus grand centre de conférence dans un hôtel à Genève, de 20 à 700 personnes. 320 chambres climatisées avec bain, TV couleur. Navette gratuite aéroport-hôtel - centre ville. Parking pour 150 voitures. Tél. 98 47 00 Téléc 27 044

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 6 et 7 mars :

- Portant nominations dans la magistrature ;
- Constituant une liste nationale d'enseignement de l'architecture ;
- Relatif au rattachement des membres de la famille des assurés sociaux pour le bénéfice des prestations de l'assurance maladie et maternité.

Édité par la S.A.E.L. le Monde.

Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Saraguel.

Imprimerie de France, 5, rue de Valenciennes, PARIS-11^e.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57497.

LES GREVES

Les concertations à la fin n'ont pas été

AFFAIRES

LA CADENCE DE PRODUCTION DE L'ARBUS SERA AUGMENTÉE À LA FIN DE L'ANNÉE

CADRE

Le Marché étendu du Mardi

Les ouvertures du

Les relations inter-

Une vue mondiale

Hanovre, 19-27 Avr

ALARME ELECTRONIQUE SECURITE 7

POUR VOTRE BUREAU, POUR VOTRE APPARTEMENT, POUR VOTRE MAISON...

• Une adaptation d'alarme sonore sur secteur.
• sans fil de raccordement, rapidement installé sans câbles de votre intérieur.
• six appareils autonomes avec batteries de secours,
• un émetteur de télécommande,
• une double alarme sonore,
• un excellent rapport qualité/prix.

L'EFFICACITE ITT

ITT CONTROLS-SECURITE 7
4/8, rue Ambroise-Croizat
21, Les Gloises - 91211 PALAISEAU

NOM _____
Adresse _____
Téléphone _____
Téléphone Bureau _____

Souhaitant être informé(e) de façon plus complète sur l'ALARME ELECTRONIQUE SECURITE 7, ITT, Veuillez me faire parvenir une information gratuite.

SOCIAL

M. Beullac : février confirmera le coup d'arrêt donné au chômage

Dans une longue déclaration à l'Agence France Presse, M. Christian Beullac, ministre du travail, a indiqué, le lundi 6 mars : « Février confirmera le coup d'arrêt donné au chômage depuis six mois : les demandes d'emploi se situent, à quelques milliers près, au même niveau qu'en janvier. Je m'attends même à une légère baisse en valeur absolue. C'est-à-dire que la demande d'emploi non satisfaite est revenue à peu près au niveau qu'elle atteignait il y a un an, au début de 1977. »

M. Beullac explique cette situation par le succès du « pacte national pour l'emploi » : « Cinq cent cinquante mille jeunes sortis en 1977 des écoles ou des universités, sont actuellement dans la vie active, affirme-t-il. Non pas en attente ou en marge, mais au travail ou en formation. Cela a été une réussite, que nos voisins européens examinent avec intérêt pour s'en inspirer. (...) Une déléguée allemande doit venir à ce sujet, à Paris, d'ici quelques semaines. »

Vive critique contre la C.G.T.

Les statistiques de janvier ont été contestées. Le ministre du travail répond ainsi à cette objection : « C'est parce que les résultats obtenus étaient gênants pour ceux qui font du chômage un élément de leur stratégie politique, rappelle-t-il. Les partis de l'opposition, non seulement n'ont pas voté la loi de juillet pour l'emploi des jeunes, mais encore ont refusé l'adoption de l'acte de ratification par un recours devant le Conseil constitutionnel. »

« Quant à la C.G.T., poursuit M. Beullac, elle n'a pas aidé, c'est le moins qu'on puisse dire, à son application. Si cinq cent cinquante mille jeunes Français sont aujourd'hui au travail ou en formation, ce n'est pas à M. Séguy qu'il le doit. Les résultats positifs de la lutte contre le chômage étaient d'autant plus gênants pour le parti communiste et la C.G.T. que celle-ci ne pouvait plus se livrer à sa supercherie habituelle : publier chaque mois de prétendus chiffres de l'emploi, c'est-à-dire les normes du B.I.T. ». C'est de courir obstinément d'une référence scientifique. Le Bureau international du travail lui-même a mis fin à cette mystification et a ainsi obligé la C.G.T. à ne plus publier de chiffres. « Il fallait donc trouver autre chose, assure le ministre du travail. La manœuvre s'est déroulée en deux temps : d'abord, deux mois avant que les chiffres officiels de janvier sortent de l'ordinateur, quelques fonctionnaires engagés politiquement ont essayé, de façon anonyme et sous la couverture syndicale, de contester par avance les résultats acquis. Ensuite, on a essayé, de la même façon, d'opposer entre eux des experts sur des différences portant sur quelques dizaines de milliers de demandeurs d'emploi. En définitive, cette manœuvre s'est retournée contre ses auteurs : maintenant, tout le monde ne peut qu'être d'accord, puisque les syndicats se réfèrent à des statistiques contestées la veille. Plus question de prétendus chiffres syndicaux. L'Etat a donc pu émettre un million huit cent mille chômeurs de M. Séguy. »

LES GRÈVES EN MARTINIQUE

Les concertations à la mairie de Fort-de-France n'ont pas abouti à un accord

L'appel à la grève générale « non limitée » lancé en Martinique, notamment par la C.G.T.M., pour soutenir les ouvriers du bâtiment qui ont cessé le travail depuis plus d'un mois, devait prendre effet, mardi 7 mars, à zéro heure. Le Syndicat de l'éclairage, majoritaire à l'E.D.F., observera un arrêt de travail de vingt-quatre heures, mais n'exclut pas des prolongements, un cahier de doléances ayant été déposé avec préavis (le Monde du 7 mars). La journée du 8 mars, au cours de laquelle ont eu lieu de nombreuses rencontres, discussions et négociations — notamment à la mairie de Fort-de-France, sous le patronage de M. Alain Césaire, député (P.S.), et maire — n'a finalement donné lieu à aucun accord concret. La situation demeurait tendue.

Les quelque six mille ouvriers du bâtiment et des travaux publics, qui ont cessé le travail depuis le 1^{er} février, réclament le paiement des jours de grève. « Incroyable demande », jamais dans l'histoire syndicale de la Martinique, un patron n'a payé les jours de grève de ses employés.

De notre envoyé spécial

grosse clique ici. Aujourd'hui, elles risquent de ne pas passer le cap. La politique Trichselme thème. Sujet brûlant. Toute la Martinique regarde vers la métropole. Craintes et espoirs. La gauche demain ? La majorité ? Avec une crise comme celle-ci (la grève dans le bâtiment), si la gauche passe le 15, pour nous, quelques déclarations. En tant que négociateur dans un conflit « qui va à l'aveugle », d'abord : en tant que chef d'entreprise, ensuite : en tant qu'électeur de la majorité, enfin.

Le conflit, ce patron est catégorique : « Jamais nous ne payerons les jours de grève. Jamais. Il n'en est pas question. Ce serait créer un précédent, une catastrophe énorme. Nous préférons fermer nos entreprises. Il faut être clair : payer les jours de grève, cela reviendrait à reconnaître l'accord que nous avons signé le 16 février sous la contrainte. Ce serait de la folie. Car, personne ne veut le reconnaître, nous avons été séquestrés, carrement à neuf. Tout de suite, il y a eu des menaces, des exactions. On nous jetait du pain par terre. » Sonnerie de téléphone. Un fournisseur est en ligne. M. Delcourt « prend » : « Allé oui... Mais vous ne voyez pas où l'on va ? La moitié du département est en plein dans le monde. Il y a 200 tonnes de marchandises qui attendent sur le port et pas un type de disponible (...) Deuxième temps, c'est l'entrepreneur qui parle : « Les gens sont ignorés. On leur dit : « Il y a des riches, il y a de l'argent. » Ils le croient. Mais le chef d'entreprise n'a rien. Tout est sur le papier, investi en matériel, en stock... Soudain grève : il y a deux ans, les entreprises solides ont ramassé une

M. Joseph Delcourt n'est pas un artisan, ou l'un de ces petits entrepreneurs en bâtiment qui vivent des bénéfices des grosses entreprises à capitaux métropolitains. Non. Loin de là. M. Delcourt, installé en Martinique depuis quatorze ans, est vice-président du Syndicat des entrepreneurs — le « Syndicat des quarante », président de la S.C.T.R., société de revêtement, administrateur et actionnaire d'autres « maisons », lié en outre aux Békés (Blancs créoles). Bref, M. Delcourt est le numéro un pour la seconde œuvre en Martinique. Dans la construction, c'est un homme qui compte. La réalisation de l'hôtel Méridien,

AFFAIRES

LA CADENCE DE PRODUCTION DE L'AIRBUS SERA AUGMENTÉE A LA FIN DE L'ANNÉE

La production du moyen-courrier Airbus passera d'un à deux exemplaires par mois, avant la fin de cette année. Ainsi en a décidé le consortium européen Airbus-Industrie, responsable de la production et de la commercialisation du bi-réacteur franco-ouest-allemand. Si le carnet de commandes s'accroît encore d'un à deux exemplaires, le consortium européen espère passer à trois avions par mois à partir de l'année prochaine.

Le chiffre des exportations françaises de matériel téléphonique en 1977 n'est pas encore connu officiellement. — D'après les premières estimations (le Monde du 4 mars), elles ont diminué de 5 %. Le Syndicat des industries téléphoniques et télégraphiques (SITT) indique qu'il « n'a pas encore publié les statistiques de ses activités en 1977. Il le fera prochainement au cours d'une conférence de presse. Il ne saurait donc prendre à son compte les informations parues à ce sujet ».

LA CANNE A SUCRE vous présente son NOUVEL ORCHESTRE ANTILLAIS à partir de 20 h. 30 Dîner aux chandelles AU RYTHME DES ANTILLES avec tout un programme Forfait « Soirée Créole » Pour vos Diners de groupe Rendez-vous vous BAR. 23-25 4, rue Ste-Beuve, 6^e Montparnasse Fermé Dim. et Lun.

A la demande de F.O. LE C.N.P.F. ACCÉPTE DE RÉVISER L'ACCORD DE 1977 SUR LA PRÉ-RETRAITE

Le C.N.P.F. vient d'accepter de réexaminer l'accord du 13 juin 1977 qui permet aux salariés de bénéficier, des soixante ans, d'une pré-retraite égale à 70 % du dernier salaire brut. Cette révision, proche de l'accord sur la pré-retraite volontaire, a été annoncée par Pierre Orléan, qui en avait fait la demande au patronat. Selon F.O., le C.N.P.F. « reconnaît fondées les critiques (qu'elle avait présentées) concernant la situation des déportés et internés ainsi que celle des anciens combattants et prisonniers de guerre ». Ces personnes peuvent en effet prendre leur retraite dès soixante ans, mais le montant de leur pension est le plus souvent égal à 65 % du salaire alors que les pré-retraités bénéficient d'une garantie de ressources correspondant à 70 % de leur dernier salaire brut, c'est-à-dire 80 % de leur salaire net.

« Perturbations modestes » à la R.A.T.P. indique la direction, lors de la grève des chefs de train, le lundi 6 mars : 30 % de grévistes et trafic assuré à 90 %. Selon la C.G.T., qui avait lancé un appel à la grève avec les autres syndicats, l'arrêt de travail a été « massif ».

ine ?

ris de la majorité pour une pause, en fait de charges sociales (impôt sur le revenu, sociétés, T.V.A.) et une exonération de contributions sociales. Les P.M.E. (petites et moyennes entreprises) ont obtenu des avantages sociaux, notamment une exonération de cotisations sociales pendant deux ans.

Le climat dans la construction navale était pourtant assez serein depuis la signature par la C.G.T. et la C.F.D.T. d'un contrat d'établissement instaurant un régime proche de la journée continue : de 7 heures à 16 heures avec une heure d'arrêt pour déjeuner, trois quarts d'heure pour les mensuels. L'ouverture d'un important restaurant d'entreprise a permis de mettre en œuvre cette formule particulièrement appréciable pour les huit cents salariés qui viennent par car de l'extérieur. Pour le comité d'entreprise, c'est une indiscutable avancée sociale. Une autre amélioration a été programmée : la semaine de quarante heures le 1^{er} décembre de cette année.

Les deux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. qui ont signé cet accord ont cependant demandé que le problème de la réévaluation des salaires soit disjoint, en espérant que la direction appliquera unilatéralement une première augmentation de 2,5 % au 1^{er} février. Or, la direction a fait savoir que pour elle ces dispositions étaient devenues caduques du fait que le chapitre salarial avait été disjoint. Et la société a fixé le taux de la première augmentation à 1,5 % et sa date d'application au 1^{er} mars, ce qui a provoqué la dégradation du climat social. — M. B.

LES INSPECTEURS DU PERMIS DE CONDUIRE RECLAMENT UN NOUVEAU STATUT

La quasi-totalité des huit cents inspecteurs du permis de conduire ont observé un mouvement de grève de vingt-quatre heures le lundi 6 mars. Placés sous la tutelle du ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire, les inspecteurs, ainsi que les six cents cadres administratifs du service national des examens du permis, protestent en particulier contre l'insuffisance de leurs rémunérations (2250 F en début de carrière), le longeur de leurs horaires (41 heures), et l'obligation, sans contrepartie financière, d'avoir à utiliser leur propre voiture pour leur travail.

PLACEMENT DIAMANT SUISSE Une opération plus sûre

Le Marché L'étendue du Marché Les ouvertures du Marché Les relations inter-marché Une vue mondiale du Marché Hanovre, 19-27 Avril 78

IQUE AU, MENT, ON...

"Information totale" Grâce à EIC - un Système Electronique d'Informations pour les visiteurs, dont les terminaux sont désormais déployés en tous points de la Foire.

- Profitez de l'offre actuelle que vous propose la Foire de Hanovre 78. Pour préparer efficacement votre visite, vous pouvez dès maintenant demander le Programme de la Foire et vous renseigner sur le domaine particulier qui vous intéresse.
- Groupement 78: Energie - sources, conversion, distribution
- Centre de l'équipement de bureau et de l'informatique (CeBIT)
- Recherche et technologie
- Aéronautique (froid, climatisation, séchage et dessiccation, dépollution, économie d'énergie)
- Traitement des surfaces
- Outillage
- Transmissions électriques
- Alimentation en énergie électrique
- Télécommunications
- Technique de mesure, de contrôle et d'automatisation
- Composants et ensembles
- Installations électriques
- Technique de l'éclairage électrique
- Electro-acoustique (électronique des loisirs)
- Procédés de traitement et d'usinage pour l'électrotechnique
- Fer et acier, métaux non-ferreux
- Salon de la Sous-traitance (pièces profilées et façonnées, blocs et unités de montage, prestations de service)
- Transport et circulation
- Enlèvement, destruction et utilisation de déchets, technique du nettoyage, l'entretien d'immeubles
- Machines de construction, machines pour matériaux de construction
- Techniques et fournitures du bâtiment
- Objets et produits publicitaires
- Porcelaine, céramique, verrerie, bijouterie, horlogerie, argenterie, cadeaux
- Promotion économique et implantation d'industries

Des connaissances nouvelles nulle part, aussi proches Foire de Hanovre 78 Mercredi, 19 Avril - Jeudi, 27 Avril

LES SOCIÉTÉS

1978
EMPRUNT TAZ DE FRANCE

11%
11,26%

M INDUSTRIE

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Fléchissement modéré

Le rythme des ventes s'est un peu accéléré, ce mardi, à la Bourse de Paris, où les acheteurs, pour autant que des investisseurs institutionnels n'ont pu écarter le fléchissement quasi général des valeurs françaises. En repli de 0,5 % à l'ouverture, l'indice a finalement terminé la séance en baisse de 0,7 % environ.

Hormis les établissements de crédit, où les hausses permises l'emporter sur les baisses, tous les compartiments ont reculé, les métallurgiques, les électriques, les pétroliers payant le plus lourd tribut au tassement. De fait, avec l'empirisme de la cotation qui s'est retardée en raison de la faiblesse de la demande, DBA, CEM et Pétroles SF ont subi les plus nets départs (-0,7 à -0,5 %).

Il semble que les organismes de placement collectif (assurances, caisses de retraite, SIC et Caisse des Dépôts), aient été un peu plus de court par le volume des ventes. Celles-ci n'ont pu que compenser, dans une certaine mesure, la consultation électorale, la prudence reste le sentiment dominant chez les petits porteurs, conscients de ne voir pas les rendements suffisamment solides à prendre un tel pari.

Aux valeurs étrangères, les mines d'or ont généralement progressé.

Depuis, sur le marché de l'or parisien, le lingot s'est inscrit pour la sixième séance consécutive au cours inchangé de 29 495 francs. Les professionnels s'interrogent sur cette stabilité qui est surprenante. De son côté, le napoléon a gagné 1,20 F à 305,10 F. Le volume global des transactions a augmenté considérablement, passant de 11,83 millions de francs à 18,88 millions de francs.

LONDRES

Redressement

Le redressement amorcé lundi se clôture s'est confirmé mardi, les investisseurs progressant en même temps que les indices.

Le redressement amorcé lundi se clôture s'est confirmé mardi, les investisseurs progressant en même temps que les indices.

NEW-YORK

Rechute

Les mineurs de charbon ayant reculé, les investisseurs ont été déçus de la hausse de Wall Street, où les cours ont reculé. A l'issue d'une séance particulièrement calme, 17 millions d'actions ont été échangées contre 212 millions à la veille du week-end... L'indice Dow Jones a cédé 4,59 points pour s'établir à 745,72.

Sur 1 872 valeurs traitées, 942 ont reculé, 405 ont monté et 489 sont restées inchangées.

Autour du Big Board, on se dirigeait vers l'efficacité de l'application de la loi Taff-Hartley, décriée par le président Carter, et l'on redoutait les conséquences d'un nouveau durcissement du conflit. La Maison Blanche a évoqué la mise en chômage technique de plus d'un million de salariés, d'autres évaluations portant sur 4,5 millions de personnes.

L'annonce d'une baisse des commandes de l'industrie a été décriée, car elle contribuait à déstabiliser l'économie.

INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS	3 MARS 1978	2 MARS 1978
Valeurs Françaises	100	100
Valeurs étrangères	100	100

NOUVEAUX DES SOCIÉTÉS

FERROD. - Les comptes de l'exercice 1977 se soldent par un bénéfice net de 23,13 millions de francs. Le chiffre d'affaires est de 156,63 millions de francs. Le chiffre d'affaires de 1978 est de 156,63 millions de francs. Le chiffre d'affaires de 1977 est de 156,63 millions de francs.

LABO-INDUSTRIE. - Arrêté au 31 décembre 1977, le bilan préliminaire fait apparaître un bénéfice net de 10,59 millions de francs. Ce résultat est supérieur de 1,47 million de francs à celui de l'exercice précédent (9,12 millions de francs). Le chiffre d'affaires est de 10,59 millions de francs.

LINVOSECS. - L'exercice clos le 31 août 1977 s'est soldé par une perte nette de 408 037 F. Au cours de ce trimestre, la production a augmenté de 4,5 % environ.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

COURS DU DOLLAR A TOKYO	8 MARS 1978	7 MARS 1978
1 dollar (en yen)	235 17	235 80

Taux du marché monétaire

Taux du marché monétaire	8 MARS 1978	7 MARS 1978
10 jours	10 1/2 %	10 1/2 %

BOURSE DE PARIS - 6 MARS - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	1290	1290	Alcatel	158	158	Immoinvest	85	85
4 %	1300	1300	Alcatel	158	158	Immoinvest	85	85
5 %	1310	1310	Alcatel	158	158	Immoinvest	85	85

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	158	158	Immoinvest	85	85	Alcatel	158	158
Alcatel	158	158	Immoinvest	85	85	Alcatel	158	158
Alcatel	158	158	Immoinvest	85	85	Alcatel	158	158

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Précéd.	Premier cours	Dernier cours	VALEURS	Précéd.	Premier cours	Dernier cours	VALEURS	Précéd.	Premier cours	Dernier cours
Alcatel	158	158	158	Immoinvest	85	85	85	Alcatel	158	158	158
Alcatel	158	158	158	Immoinvest	85	85	85	Alcatel	158	158	158
Alcatel	158	158	158	Immoinvest	85	85	85	Alcatel	158	158	158

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR	COURS	COURS
Alcatel	158	158	Immoinvest	85	85
Alcatel	158	158	Immoinvest	85	85
Alcatel	158	158	Immoinvest	85	85

Le changeur syndical a déclaré, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, les cotations des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES
- LES GRILLES DU TEMPS : entretien avec Jean-Toussaint Desanti (II).
- 3. ÉTRANGER
- Tensions et choix en Amérique.
- 3. PROCHE-ORIENT
- 4. EUROPE
- 4-5. DIPLOMATIE
- 6. ASIE
- 6. AFRIQUE
- ALGÉRIE : la mort de Kaïd Ahmed.
- 7-13. POLITIQUE
- LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : TRIBUNE DU 12 MARS : « Et si l'on parlait de racisme ? », par Albert Lévy ; « Contre l'immigration », par Jean-Marie Le Pen.
- EN ILE-DE-FRANCE : VII. — Essonne, un dortoir encombré.
- 14. SOCIÉTÉ
- ÉDUCATION : le déroulement des carrières universitaires modifié par plusieurs décrets.

LE MONDE DE LA MÉDECINE
Pages 15 à 17

- Avortement, sujet tabou de la campagne électorale.
- La stupeur.
- Actualité scientifique : Les écoles d'ingénieurs et la recherche.

MODE DU TEMPS
Pages 19 à 21

- Arts ménagers 75.
- Cliché d'œil : Fureur sur l'Atlantique.

18. ENQUÊTE
— CITES GIANTES : Le Caire, un village de neuf millions d'habitants.

22 à 24. CULTURE

34-35. RÉGIONS

36 à 38. ÉCONOMIE

- A la conférence de la CNUCED, les délégations font preuve d'esprit de conciliation.
- Les pertes et les inégalités : comment réduire les disparités de revenus et de fortunes ?

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (25)
Annonces classées (26 à 34) : Aujourd'hui (36) ; Carnet (25) ; « Journal officiel » (36) ; Météorologie (30) ; Mots croisés (36) ; Bourse (39).

NOUVEAUX TISSUS "COUTURE" PRINTEMPS-ÉTÉ 1978

- Impressions soles exclusives.
- Lainages coordonnés originaux.
- Cotons suisses imprimés.
- Tissus exotiques, bourrelets.
- Jersey "ultra mode" imprimés.
- Carrés, panneaux et bases.
- Cotons anglais depuis 12,95 F.
- Toiles écruces, batistes, crepons.
- Organdis brodés, dentelles.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS-

A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

Les États-Unis votent deux motions sévères pour le régime chilien

Le gouvernement militaire chilien a décidé, lundi 6 mars, de désigner un juge extraordinaire qui ouvrira une enquête sur le meurtre de l'ancien ministre chilien des affaires étrangères, M. Orlando Letelier, assassiné aux États-Unis, en 1976. Deux Chiliens seraient impliqués dans ce crime. La demande gouvernementale a été présentée à la Cour suprême de justice par le général Pinochet. Cependant, selon le quotidien chilien « la Segunda », les deux suspects identifiés par les autorités américaines seraient des extrémistes de droite qui n'auraient jamais appartenu à l'armée chilienne, et dont l'un aurait la nationalité américaine. C'est sous de faux noms qu'ils auraient obtenu les passeports et visas qui leur permirent d'entrer aux États-Unis pour y tuer M. Letelier.

Les États-Unis, qui attachent une grande importance à cette enquête, ont, d'autre part, voté à la commission des droits de l'homme de l'ONU deux textes sévères pour le Chili.

De notre correspondante

Genève. — La commission des droits de l'homme de l'ONU, qui siège depuis le 8 février au Palais des Nations à Genève, a consacré une grande partie de ses travaux à l'étude de la situation au Chili. Elle n'a cependant pas condamné en termes formels le régime issu du coup d'État, « tenant compte de l'évolution récente de la situation qui, selon le rapport du groupe de travail spécial, indique une diminution du nombre des prisonniers politiques, des cas de tortures signalés et des personnes détenues en vertu de l'état de siège ». Elle note, cependant, que des violations flagrantes des droits de l'homme continuent à charger le passif du Chili, et qu'« il n'y a pas de garanties constitutionnelles des droits de l'homme, tandis que l'état de siège y est maintenu avec toutes les limitations des libertés fondamentales que cela suppose ».

Ces considérations sont extraits du préambule d'une résolution présentée par l'Australie, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Suède et adoptée le lundi 6 mars, par 23 voix contre 3 (Brésil, Panama, Uruguay) avec 4 abstentions (Cuba, Jordanie, Nigeria et Pérou). Le texte voté « considère avec inquiétude et indignation le fait que les autorités chiliennes persistent à refuser d'accepter la responsabilité du nombre élevé de personnes disparues, dont la disparition est, d'après les preuves disponibles, imputable à des raisons politiques ». Il « demande une loi de plus aux autorités chiliennes de rétablir et de sauvegarder

LES PREMIERS TEXTES SUR LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ARCHITECTURE SONT PUBLIÉS

Le Journal officiel du 7 mars commence la publication d'un ensemble de décrets et arrêtés portant sur la réforme de l'enseignement de l'architecture. Le premier concerne l'institution d'une liste nationale d'aptitudes à l'enseignement de l'architecture.

Alors que, depuis la réforme de l'École des beaux-arts en 1968, les enseignants étaient recrutés par cooptation, nul ne peut désormais faire acte de candidature à un premier emploi d'enseignant contractuel dans une Unité pédagogique d'architecture (U.P.A.) s'il n'est inscrit sur la liste d'aptitude de l'enseignement de l'architecture.

Une nouvelle commission, composée entièrement d'enseignants dont une moitié est élue et l'autre nommée par le ministre — sera chargée d'arrêter l'inscription des futurs professeurs sur la liste d'aptitude. Cette liste, précise-t-on au ministère de la culture et de l'environnement, a été créée pour mettre fin « aux abus de la cooptation sans contrôle » dans les unités pédagogiques. Le système de tradition dans les écoles des beaux-arts subsiste, mais le candidat professeur devra auparavant figurer sur les listes d'aptitude.

En compensation de cette rigueur accrue dans le recrutement, les professeurs bénéficieront de meilleures conditions concernant leur carrière. Ils n'ont, en effet, que de statut et sont à l'indice fixe, inchangé depuis dix ans. Selon les nouvelles dispositions, les enseignants des écoles d'architecture devront avoir un statut et un contrat accompagnés d'un échelonnement indiciaire.

Les enseignants de différents syndicats (un nombre de neuf cents environ pour les vingt-trois unités pédagogiques d'architecture) ont manifesté dans la région parisienne, quatorze en province) sont en grande partie opposés aux dispositions de cette réforme qui réorganise les études mises en place depuis 1968. Comme ils l'ont manifesté dans un placard publicitaire portant quatre cent soixante signatures (Le Monde du 4 mars), la nouvelle réforme institue notamment, avec le concours de fin de première année des études d'architecture, la retour au « numerus clausus » puisque le ministre définit chaque année le nombre des étudiants admis dans chaque établissement en fonction de ses possibilités d'accueil. J. M.

LA LIBÉRATION DE « MÉMÉ » GUÉRINI

Le dernier « monstre sacré » du milieu

Libéré samedi 4 mars de l'hôpital des prisons de Fresnes, Barthélemy Guérini, dit « Mémé » (le Monde du 7 mars), a regagné quelques heures plus tard sa terre natale. A Marseille, la libération de cette figure célèbre du « milieu » de l'après-guerre a suscité quelque curiosité, mais aucune passion dans les rangs de la pègre locale engagée dans une nouvelle guerre fratricide.

« Mémé » incarnait l'ultime survivance d'une race en voie d'extinction, celle des gangsters qui — contrairement à leurs successeurs — savaient faire rêver les foules. La seule évocation du nom de celui qui n'est pourtant plus aujourd'hui qu'un grabataire fait aussitôt sourdre les reminiscences du parfum d'évasés des années 30 et de l'après-guerre qui, dans une ville en pleine apothéose, virent triompher un certain art de vivre jusque chez les truands, du dernier des « barbeaux » aux « cerveaux » du trafic des blondes. « Les Guérini, c'était du banditisme avec un peu de cœur en plus », disent certains de ceux qui les connaissent. Leurs successeurs ont cherché à les imiter, mais les « affaires » ne sont plus ce qu'elles étaient, et les bouleversements de la « technocratie » ont souvent privilégié, ici comme ailleurs, « comptables » par rapport aux « funambules », au nom d'un impératif d'efficacité et de rentabilité qui rend la concurrence après et l'existence précaire. Les jeunes cadres ont remplacé les grands seigneurs.

Maître absolu

Les Guérini furent des derniers « monstres sacrés » du milieu, comblant le monde de la nuit de la région, régnant en maîtres absolus sur une cour d'admirateurs servilement dévoués et à la gâchette facile, faisant et dé faisant les carrières des artistes comme celles des hommes politiques, jouissant d'un droit absolu de vie et de mort sur leurs adversaires.

Il avait fallu beaucoup de courage aux six gérone et à la fille de Félix Guérini, bûcheron à Calenzana, pour conquérir, en moins d'un quart de siècle, un véritable empire qui les rendait intouchables. Emule de Corbore, de Renucci et de quelques autres, Antoine Guérini, le « chef » de cette famille de déracinés, ne songeait qu'à leur ressembler. La guerre favorisera leurs desseins en éliminant Spirito et Carbone, les maîtres du moment, compromis dans la collaboration, alors que « Mémé » a joué la carte de la Résistance.

Après la libération le « clan » peut reprendre en toute quiétude des affaires devenues vacantes avant d'essayer son pouvoir par quelques judicieuses incursions sur le terrain politique : en 1947, ses nerfs brisés par une grève des dockers contre le plan Marshall peu après qu'Antoine Guérini eût fait la connaissance d'Ivring

Boisse sensible du franc
Le deutschemark
Nouveaux records : 2,39 F

Fondateur : Robert Guérini

GUÉRIEN EN AFRIQUE DE L'OUEST
Sekou Toure va rencontrer
M. Bouphouët-Boigny et Senghor
à Monrovia

PIÈCE DÉCROÛTE
AU JOUR LE JOUR
PAS BAVARD

BERNARD CHAVIN

CERTAINES INTERVENTIONS DE LA CAMPAGNE SUR LES ONDES TRADUITES POUR LES SOURDS

L'Union nationale pour l'insertion sociale du déficient auditif (UNISDA) annonce, dans un communiqué, que certaines interventions de porteurs politiques, dans le cadre de la campagne officielle sur les ondes, seront accompagnées d'une traduction gestuelle. Ce mardi 7 mars notamment, une personne atteinte de surdité « interprète » l'intervention du Mouvement des radicaux de gauche.

LE MONDE diplomatique

DU MOIS DE MARS EST PARU

Au sommaire :

LÉGISLATION ANTITERRORISTE ET LIBERTÉS EN ALLEMAGNE DE L'OUEST

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. ACHÈVENT LA CONTRONTRATION DE LEURS PROGRAMMES

La série de réunions organisées depuis le début de février par la C.G.T. et la C.F.D.T. pour harmoniser les positions et plates-formes revendicatives doit prendre fin, en principe, avec une rencontre prévue mercredi 8 mars, au siège de la C.G.T.

Les dirigeants cégétistes, à diverses reprises, ont exprimé l'espoir que les deux centrales aboutissent à la publication d'un « constat » convergent.

La C.F.D.T., pour sa part, bien avant la première réunion, avait fait savoir qu'il ne s'agirait, en aucun cas, de bâtir une sorte de programme commun syndical. On le réaffirme dans l'entourage de M. Maître. Une expression commune des revendications ne peut être faite qu'au moment où les deux centrales auront à engager les négociations avec le nouveau gouvernement et le patronat.

La C.F.D.T. reste insensible à l'argument de M. Séguin, selon lequel la « publication d'un constat de convergence élargirait le débat de la gauche ».

NOUVELLES COLLECTIONS PRIX AVANT SAISON

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

dans un choix de 3.000 droperies à partir de 798 F

Prêt-à-porter homme

Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

ÉLECTION D'UN CORRESPONDANT A L'ACADÉMIE DES SCIENCES

Lors de sa séance du lundi 6 mars, l'Académie des sciences a élu à titre de correspondant, dans la nouvelle section Physique de l'atmosphère et des océans, M. Michel Petit.

Né le 19 octobre 1923 à Barilleux (Cher), M. Michel Petit est ancien élève de l'École polytechnique et de l'École nationale supérieure de télécommunications. Il est docteur ès sciences et ingénieur des télécommunications au Centre national d'études de télécommunications (CNET). Il a consacré l'essentiel de sa carrière à l'étude de la haute atmosphère. De 1973 à 1975, il a été chef du département de recherches spatiales radio-électriques du CNET. Depuis 1975, il est directeur adjoint du Centre de recherches en physique et environnement terrestre et planétaire (C.N.R.S.-C.N.R.T.).

Intervention des forces de l'ordre à l'usine General Motors de Strasbourg. — En exécution d'un jugement du tribunal des référés, les forces de l'ordre ont fait évacuer mardi matin 7 mars la centrale d'énergie qui était occupée depuis le 21 février par des grévistes. La veille, la direction avait annoncé la fin du chômage technique, décidé le 24 février — en raison de la position de la C.G.T. qui s'était prononcée pour la poursuite de la grève mais sans occupation alors que la C.F.D.T. restait favorable à l'occupation.

PARIS ATHÈNES 700F

Départ Paris aller-retour

LISBONNE	695 F
TUNIS*	830 F
CASABLANCA*	1 000 F
NEW YORK	1 485 F
NAIROBI	1 900 F
DELHI	2 350 F
LOS ANGELES	2 350 F

* avec prestations A. volé V.A.R.A.

VOLS A DATES FIXES

Trekking au **NÉPAL 3900F**

du 2-4 au 16-4
du 2-4 au 23-4
du 9-4 au 23-4

ittel

Eau minérale naturelle.

A B C D E F G

DIAMANT JACQUES TOUR

Joaillier

7 MARS 1978

1 CARAT EXTRA BLANC-PUR 3X

39900F TTC

8, BOULEVARD DES CAPUCINES
PLAQUE DE L'OPÉRA - 073.45.33

Investissement immobilier

CICA 227.04.30

45, rue de Courcelles - 75008 Paris

La Ditton est à l'enceinte ce que la Rolls est à l'automobile.

DITTON

FESTIVAL DU SON 78

Stand 105 - Avenue Hector-Berlioz - Niveau 1

NOUVELLES FRONTIÈRES

TOURAVENTURE

63, avenue Denfert-Rochereau
75014 PARIS
Tél. 293.12.15

5, rue Billard
38000 GRENOBLE
Tél. 87.16.53 et 54

15, rue des Soeurs-Noires
34000 MONTPELLIER
Tél. 72.23.33

FUMEURS, SI VOUS

Philippe Boer

LES PU

« Un récit plus efficace que n'importe quelle campagne »

Stock

سنة ١٩٧٨

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.